

Antoine Viallet
➔ Acteur en Immobilier d'Entreprise

REVUE

DE PRESSE

Toulon et ses environs



ÉDITION N° **15**
ANNÉE 2016

Toulon, le 8 février 2017

Objet : 15^{ème} édition de la revue de presse Toulon/Année 2016.

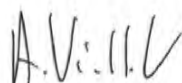
Madame, Monsieur,

Les bonnes nouvelles se sont succédées au cours de cette année 2016 : l'installation des 1200 salariés de DCNS au Technopôle de la Mer à Ollioules et l'achèvement des 3 premiers immeubles de Seaty Campus, la démolition de l'ancien hôpital Chalucet qui donnera naissance au futur quartier de la connaissance et de la créativité, la livraison des programmes de Font Pré et de Lumina à Toulon, l'ouverture du nouveau centre commercial l'Avenue 83 à La Valette du Var et, dans le domaine sportif, l'organisation de la Louis Vuitton America's Cup au Mourillon début septembre et le retour de la Formule 1 en 2018 au Castellet.....

Toutefois, de toutes ces encourageantes nouvelles, j'en retiendrai une autre, celle du vote par l'Assemblée Nationale le 15 décembre dernier qui permet à Toulon de devenir une Métropole... Cette nouvelle organisation offrira à notre territoire la possibilité de se doter de moyens plus importants pour faire face à nos voisins de Marseille et de Nice.

Bonne lecture et, si vous le souhaitez, rendez-vous prochainement sur notre site www.antoineviallet.com pour télécharger cette revue de presse et la partager avec vos collaborateurs.

Antoine VIALLET



VIALLET CONSEIL
7 rue Truguet - 83000 TOULON
Tél. : 04 94 224 380

E-mail : contact@viallet-conseil.fr - Site : www.antoineviallet.com

SOMMAIRE

- 1 L'AMÉNAGEMENT
- 2 LA RÉNOVATION URBAINE / LE CENTRE-VILLE
- 3 LE LOGEMENT
- 4 LE COMMERCE
- 5 L'AGRICULTURE
- 6 LES TRANSPORTS
- 7 L'ÉCONOMIE
- 8 LA MER – LA PLAGE - LE PORT
- 9 LA CULTURE
- 10 LES INTERVIEWS / PROFILS
- 11 DOSSIER L'EXPRESS - LES GRANDS DÉFIS DE LA RADE

① L'AMÉNAGEMENT

- 1 DCNS fait sa rentrée dans son site ollioulais**
Var Matin – 05.01.2016
- 2 De l'ancien atelier mécanique au ciné, le scénario se précise**
Var Matin – 14.01.2016
- 3 Le Technopôle de la Mer lance son « Seaty Campus »**
Var Matin – 29.01.2016
- 4 La friche industrielle de Bois Sacré vit ses dernières heures**
Var Matin – 07.03.2016
- 5 Une balnéo pour soigner la verrue de Pin-Rolland**
Var Matin – 21.03.2016
- 6 À La Loubière, un nouveau quartier dans le « village »**
Var Matin – 16.04.2016
- 7 Cercle naval : il n'y aura plus d'escale à Vauban**
Var Matin – 28.05.2016
- 8 Chalucet, nouvelle version, comme si vous y étiez**
Var Matin – 30.09.2016
- 9 Investisseurs : l'agglomération joue les séductrices**
Var Matin – 01.06.2016
- 10 Ne l'appellez plus « tour TPM » « Le Métropolitain » arrive**
Var Matin – 21.11.2016
- 11 Le Pradet – Quel avenir pour la batterie de Cap Garonne ?**
Var Matin – 07.12.2016
- 12 Ste-Musse : après l'hôpital, une clinique privée**
Var Matin – 13.12.2016
- 13 Le Club immobilier Toulon Provence pose ses fondations**
Tpbm – 12.10.2016

DCNS fait sa rentrée dans son site ollioulais

Après un déménagement pendant les fêtes, quelque 1 150 collaborateurs du groupe ont pris possession de leurs postes de travail, hier, au technopôle de la mer. Ambiance

Sur le rond-point de la Cagnarde, certains redoutaient, hier, des embouteillages dignes d'un 15 août aux abords de Saint-Tropez. Il n'en a rien été. L'offre améliorée de transports en commun, un gros travail de pédagogie auprès des collaborateurs mais aussi une rentrée volontairement échelonnée des salariés, toute la matinée, ont permis au trafic de rester parfaitement fluide sur l'A50 et à l'entrée de la commune d'Ollioules ①.

Pour les pouvoirs publics et DCNS, il faudra tout de même encore attendre quelques jours, le temps que naissent de nouvelles habitudes de mobilité, avant de crier victoire sur le délicat volet circulation.

Pour le reste, c'est peu dire que le déménagement du site « systèmes » du géant mondial des technologies navales de défense s'est bien passé. Les vacances de fin d'année ont ainsi été mises à profit pour déplacer des tonnes de matériel des bâtiments préfabriqués du Mourillon jusqu'à l'enceinte futuriste de la cité de l'olivier.

Selon qu'il s'agisse de simple mobilier de bureau ou d'appareils informatiques « sensibles » et autres « confidentiel défense » ②, déplacés de nuit sous escorte de gendarmerie, les précautions n'ont évidemment pas été les mêmes. « Mais tout s'est déroulé de manière no-

minale », s'est enthousiasmé Gilbert Eustache, directeur d'un site voué à construire le cerveau des navires militaires de demain.

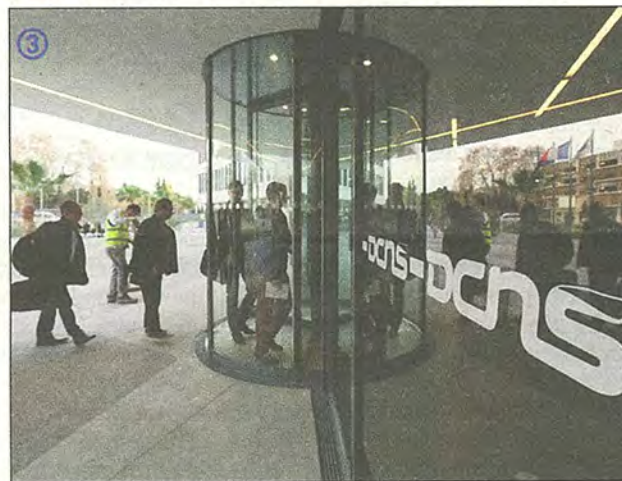
Une « hotline » pour les déménagés !

Quant aux salariés, si une trentaine d'entre eux sont toujours du côté de Toulon, le reste a trouvé sans trop de souci l'entrée de la base terrestre du technopôle de la mer. Les 1 150 déménagés, dont bon nombre d'ingénieurs de haut vol et de techniciens, avaient tous franchi avant midi les portes flambant neuves de leur entreprise ③.

Alors, certes, quelques petits couacs et autres mini-bugs sont apparus ici ou là. Un clavier égaré, un badge qui ne fonctionne pas... Mais DCNS avait tout prévu pour parer au plus pressé. Des hôtes prêtes à faire face à toutes les doléances ④, des cadres mobilisés pour jouer aux « correspondants de transfert », jusqu'à l'installation d'une « hotline » et... d'un apaisant petit-déjeuner d'accueil ⑤.

Il fallait bien ça, sans doute, pour humaniser un peu des couloirs peuplés de cartons pour quelques jours encore ⑥. Rien qui empêche les collaborateurs de se dire globalement ravis de changer d'air !

MA. D.
mdalaine@nicematin.fr
Photos : Dominique Leriche



Une vitrine mondiale

Investissement majeur au service du projet stratégique du groupe DCNS (100 M€), leader des technologies navales de défense, le site d'Ollioules est destiné à devenir la vitrine internationale de ses activités « systèmes » de traitement d'information (combat, communication, cybersécurité, navigation, etc.). Il est ainsi conçu pour répondre aux besoins de la Marine nationale, avec les frégates multimissions FREMM et les sous-marins *Baracuda* par exemple. Le site soutiendra également le développement des activités à l'international sur des programmes phares tels que *Gowind* Égypte et Malaisie ou bien les sous-marins *Scorpène* pour l'Inde et le Brésil.

Ce qu'ils en pensent

« Un site qui va nous rapprocher »

Laure, contrôleur de gestion
« C'est un site qui va nous rapprocher, nous permettre de mieux communiquer, alors que nous étions disséminés un peu partout au Mourillon. Comme j'habite Ollioules, je suis venue avec la nouvelle ligne de bus. Tout est très bien organisé »



« Notre cadre de travail est top »

Cédric, département achats
« J'ai retrouvé ma collègue et toutes mes affaires sans exception : je suis très heureux ! Plus sérieusement, notre nouveau cadre de travail est top. Habitant Toulon, j'avais une crainte sur mon temps de trajet, mais ça s'est bien passé »



De l'ancien atelier mécanique au ciné, le scénario se précise

À La Seyne, la transformation de l'ancien atelier mécanique en complexe cinématographique avec restaurants, hôtels et autres équipements ludiques et sportifs a été présentée hier

Un complexe cinématographique au cœur de l'ancien atelier mécanique : ce ne sera bientôt plus du cinéma. De la projection à la réalisation de ce scénario, de nombreuses années auront certes été nécessaires : l'appel à projets a été lancé fin 2011 et le dénouement n'interviendra pas avant fin 2018, voire début 2019. Mais il fallait bien cela pour un programme de quelque 40 millions d'euros.

« Pôle de vie »

Car il ne s'agit pas seulement d'un cinéma, mais aussi de cinq restaurants, de deux hôtels, d'un parcours aventure, d'espaces et pôles événementiels, commercial, bien-être, administratif... Bref, « un équipement culturel, ludique et sportif », « un pôle de vie à sept minutes du cœur de ville », précisent les « producteurs », le groupe CGR, n° 3 de la diffusion cinématographique en France, et Quantum Development, promoteur immobilier (et remplaçant d'Immochan) : ils financent entièrement ce programme en échange d'un bail emphytéotique de 40 ans pour un loyer annuel de 24000 € à la Ville (1).

« Il y a eu quatre réponses à l'appel à projets, dont celle de l'AOA (Agence Ollivier Architectures, qui a été retenue) en décembre 2012, puis des études, des compléments d'informations, des discussions, le refus de la commission départementale d'aménagement commercial en mars 2014, l'accord de la commission nationale d'aménagement commercial en septembre 2014, le recours contre cet accord de la mai-



Rémy Vedeux (directeur de Quantum Development), Robert Laborie (directeur du développement de CGR), Franck Dondainas (président de Quantum Development), Patricia Maffiolo (réfèrent de la Ville) et l'architecte Thomas Ollivier (de gauche à droite) sur les lieux du site. (Photos Dominique Leriche)

rie de Six-Fours en février 2015... », rappelle Patricia Maffiolo, réfèrent du dossier pour la municipalité.

Début des travaux à la fin de l'année

Après le dépôt du permis de construire, « avant la fin du mois », il faudra encore attendre l'obtention, espérée en « septembre ou octobre »... en souhaitant qu'il n'y ait pas de recours. Et un peu de patience supplémentaire sera nécessaire jusqu'au début véritable des travaux car il faudra déjà commencer par dépolluer le site de son amiante, de ses hydrocarbures, de son plomb...

Le chantier sera véritablement lancé au terme de cette nouvelle année pour s'achever donc entre fin 2018 et début 2019.

L'ancien atelier mécanique aura alors laissé place à neuf salles de cinéma (406 fauteuils pour la plus grande), cinq établisse-

ments de restauration, deux hôtels (80 chambres chacun), un parcours aventure de 1000 m², un espace événementiel en mezzanine de

200 m², un mail de 700 m² dédié aux commerces (banque, presse, souvenirs, boulangerie...), un pôle ressourcement de 1500 m² (cardio, fitness, sauna, coiffure...) et un espace activités de 2500 m² (bureaux, coworking, séminaires, médical...), sans oublier 96 places de stationnement (2).

« Continuité de mémoire »

Le tout dans un souci de « continuité de mémoire » : « La charpente a été conservée et sera apparente, ainsi que des vestiges de l'atelier placés sous verre, sous les pieds, avec un sol en transparence par endroits », précise l'architecte Thomas Ollivier. Le conseil municipal, les associations des anciens chantiers et le CIL des Mouissèques en ont eu « l'avant-première » hier matin lors d'une présentation... Avec la projection d'un film (en images de synthèse), évidemment.

SÉBASTIEN HÉNOT
shenot@nicematin.fr

1. Le bail emphytéotique figurera à l'ordre du jour du conseil municipal le 1^{er} mars.
2. Avec le réaménagement du parking devant l'IPFM, près de 300 places de stationnement sont prévues à terme.

« Ce n'est pas un élément nouveau »

Même si ce n'est pas pour tout de suite, « l'arrivée de ce cinéma n'est pas un élément nouveau, c'est su depuis longtemps donc... Et Je n'ai pas à me prononcer sur le projet de CGR à La Seyne » confie Alain Pujol, directeur d'agglomération des cinémas Pathé, qui préfère se concentrer sur la construction et l'ouverture du futur cinéma prévu, en avril prochain, sur l'avenue 83. En effet, pour le directeur des ci-

némas Pathé Grand Ciel à La Garde et Liberté à Toulon, l'arrivée d'un cinéma à La Seyne est « un événement exogène qui ne disqualifie pas la validité de notre projet économique ».

D'autant que, depuis une dizaine d'années, la fréquentation des cinémas est « stable, à plus ou moins 5 % et ce, au niveau national » le souligne Alain Pujol. Cependant, il faudra sans doute écarter les sta-

tistiques 2015 : la fin d'année 2015 a été « plombée, mais véritablement... », par les dramatiques attentats de novembre. « De la sortie de Spectre (le 11 novembre Ndlr) jusqu'à la sortie de Star Wars, cela a été très compliqué... » Jusqu'à plonger l'année 2015 dans la difficulté « alors que cela s'annonçait extrêmement satisfaisant. Moins bien que 2014 mais satisfaisant... »

K. M.



Le Technopôle de la Mer lance son "Seaty Campus"

Après la récente ouverture de DCNS, le grand projet économique de TPM a connu, hier, la livraison du tout-premier bâtiment du quartier d'entreprises d'Ollioules

La première partie visible et opérationnelle de ce qui a vocation à devenir ni plus ni moins qu'un nouveau « morceau de ville », à Ollioules, a été inaugurée hier, en grande pompe. Un nouveau quartier d'entreprises étroitement lié, bien sûr, au pharaonique projet du Technopôle de la mer porté par la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée (TPM), dont DCNS est le fleuron, la locomotive...

Il y a quelques semaines, plus d'un millier d'employés de la célèbre entreprise, spécialisée dans les systèmes d'armement et de combat pour navires et sous-marins, a investi ses nouveaux bâtiments ultra-modernes, à quelques pas de là. Le train était, dès lors, bel et bien en marche. Ne reste plus qu'à y rattacher des wagons.

Un quartier de 50 000 m²

Et la livraison de la première tranche du programme « Seaty Campus », hier dans le secteur de La Cagarde, sonnait donc comme une invitation à des sociétés tournées vers l'activité marine et séduites par cette grande aventure économique : entreprises, laboratoires de recherche, incubateurs, pépinières, et toutes sortes d'infrastructures nécessaires à leur bon fonctionnement (hôtels, restaurants, commerces...), sont ici les bienvenus.

« Seaty Campus », une fois terminé, formera, sur 50 000 m², un vaste complexe de bâtiments dédiés aux activités tertiaires et aux services aux entreprises. Dans le premier bâtiment livré, on



Un restaurant inter-entreprises et un grand parking désormais opérationnels, bientôt des commerces... et quelques milliers de mètres cubes de bureaux qui n'attendent qu'une chose : de la matière grise pour faire du Technopôle de la Mer un « site d'excellence à vocation mondiale », propulsé par DCNS.

(Photos Dominique Leriche)

trouve : un restaurant inter-entreprises (RIE) de 1 000 couverts, un parking en silo de 800 places et un espace de commerces de 500 m². Les deux autres structures de la première phase, en cours de construction, proposeront plus de 4 000 m² de bureaux et quelque 1 000 m² de services et de commerces.

Actuellement, seuls le RIE et le

parking sont ouverts aux usagers. La surface commerciale du bâtiment est quant à elle... en phase de commercialisation : « On prévoit de faire venir une brasserie et on travaille, mais ça reste à finaliser, sur une salle de sports », confie Guillaume Béan, directeur du développement chez Icade, l'un des deux promoteurs, avec Altaréa Cogedim, en charge du pro-

gramme. « On a encore 500 m² de commerces à venir, qui pourraient accueillir, entre autres, des pôles bancaires. Pour les bureaux (de la première phase), il nous reste à commercialiser 3 000 m², car 2 000 m² sont réservés par TPM, qui y installera la base terrestre du Pôle Mer, une pépinière et Toulon Var Technologie. Mais on est déjà en contact avec 4 ou 5 entre-

prises sous-traitantes du Pôle Mer. A terme, 450 à 500 personnes pourront travailler ici. Une fois la commercialisation terminée, on passera à la deuxième phase des travaux. »

Suivront alors une résidence hôtelière, une crèche et... encore des bureaux!

J. P.

jpoillot@nicematin.fr

Hubert Falco : « Sans financement privé, on ne peut rien faire »

Il y avait du monde hier matin sur le site du Technopôle de la mer, pour inaugurer la première tranche du quartier d'entreprises « Seaty Campus ». Tout a commencé par la traditionnelle plantation d'un olivier, chère au maire d'Ollioules, Robert Bénéventi : « Cet arbre est symbole de paix, de sagesse, mais aussi de fécondité... même financière », a-t-il dit.

Plusieurs discours ont ensuite été prononcés : les responsables d'Altaréa Cogedim et d'Icade, les promoteurs, ont présenté leurs entreprises et le projet, suivis de la directrice de la Caisse des dépôts, institution financière publique, puis des représentants de deux autres organismes finan-



ceurs privés : la Caisse d'Épargne Côte d'Azur et la Caisse d'Épargne Provence-Alpes-Corse. Autant de partenaires que le maire d'Ollioules et le sénateur-maire et président de TPM, Hubert Falco, n'ont

pas manqué de remercier. Et ce dernier a également profité de la tribune pour saluer la réussite d'un « grand projet d'agglomération à vocation mondiale qui n'aurait pas pu voir le jour sans un

financement public-privé. Sans cette combinaison, on n'arriverait à rien aujourd'hui, et ce, sur tout le territoire ». Il a été précisé que la part des investisseurs et financiers privés s'élevait, pour l'instant, à 130 millions d'euros et que les collectivités avaient mis environ 20 M€ : « Il a fallu mettre en place des voies nouvelles, des lignes de transport en commun, créer des parkings... »

« Se battre en équipe pour être les meilleurs »... comme le RCT

Fidèle à lui-même, il a fait référence à son club préféré, le RCT, quand il s'est agi d'évoquer une autre complémentarité essentielle selon lui : celle des 12 communes de l'agglomération :

« Comme avec La Seyne et ses entreprises d'excellence, on va se battre en équipe pour être les meilleurs... Comme notre équipage, si chère à tous. Vous avez remarqué : quand le pack avance bien ensemble, on fait reculer tout le monde; mais quand le pack ne pousse pas, qu'il y a par exemple une défaillance à gauche et bien, c'est l'autre qui nous enfonce. Nous, on a envie de travailler ensemble. »

Histoire d'encourager encore les troupes, Hubert Falco a ajouté : « On ne le dit pas assez, mais Toulon Provence Méditerranée, avec ses 70 zones artisanales et industrielles, est le territoire qui, depuis trois ans, crée le plus d'activité dans toute la région ».



La friche industrielle de Bois Sacré vit ses dernières heures

Monaco Marine s'apprête à investir la partie est de l'ex-site des chantiers navals. Le désamiantage commence aujourd'hui, avant les travaux de démolition du bâti. Visite d'un champ de ruine

Seulement le mistral qui, puissamment, s'engouffre dans les toits percés, fenêtres brisées, façades écroulées, vient rompre le silence qui règne dans ce chapelet de bâtiments vides et délabrés. Entre l'espace Joseph Grimaud et le fort de l'Eguillette, le littoral méditerranéen n'est que ravage et dévastation. Sur plus de 30000 m², on peine à imaginer que, jadis, florissait ici toute la puissance de l'activité des chantiers.

Les lieux ont des allures de zone de guerre. L'ambiance serait même particulièrement lugubre s'il n'y avait la proximité de la mer et de rares palmiers. Sans oublier les couleurs chatoyantes sur les murs : tags brouillons et fresques inspirées ornent les parois défraîchies comme autant de toiles déconcertantes.

PTP pour la partie maritime

Partout, débris, canettes ou vieux vêtements rappellent aussi que la nature - et a priori le béton - a hor-

reur du vide. Au cœur de la friche de Bois Sacré, les traces de squats sont omniprésentes. Elles ont succédé à l'activité industrielle qui a progressivement déserté les lieux depuis 1986 et la liquidation des chantiers navals.

Ensuite ? D'autres entreprises du secteur, comme Dettori, se sont installées ; la douane également. Les 6000 m² de l'ancien magasin général, érigé au début des années 80, ont aussi été exploités par Fanatic, Quo Vadis et même les services de la Ville... Jusqu'à ce qu'arrivent d'autres hôtes moins désirés. Portes murées ou tas de goudron ont été disposés ci et là pour éviter qu'un jour, ils ne reviennent.

Cela ne risque plus d'arriver. Désormais, le dernier petit chantier, « Seyne Marine », va quitter le palier. C'est aujourd'hui que les travaux de désamiantage du magasin général, qui sera rénové, commencent. Puis fin mars, ce sera au tour de la démolition des autres bâtis. Ports Toulon Provence, propriétaire du terrain et des ouvrages por-



Des inscriptions passées aux tas de terre pour éviter les intrusions, jusqu'à la forme des bassins : le passé de chaque mètre carré de Bois Sacré se lit sur le terrain.

tuaires, tâchera de son côté de re-fondre quais et autres bassins. Ce, pour que la société Monaco Marine puisse construire et installer son vaste chantier de maintenance

de catamarans et de super-yachts en 2017. D'ici là, c'est tout un champ de ruine et son histoire tourmentée qui seront ensevelis. Sous la modernité.

Matthieu Dalaine
mdalaine@nicematin.fr
Photos : Dominique Leriche



Le site en quelques dates...

- 1986 : La Normed (Chantiers du Nord et de la Méditerranée) est liquidée. Fin des dernières activités en 1989.
- 1997 : Retour d'une activité à Bois Sacré avec l'installation de Quo Vadis dans l'ex-magasin général.
- 2000 : 350 m² de bâtis délabrés sont détruits par la DDE.
- 2008 : Monaco Marine se rend sur le site pour la première fois.
- 2011 : Tournage de La Mer à boire,

film dramatique de Jacques Maillot avec Daniel Auteuil.

- 2013 : Un grand incendie se déclare dans l'ex-magasin général.
- 2013 : Monaco Marine signe une Autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public de 50 ans avec PTP.
- 2016 : Début des travaux. L'investissement (avec l'aide des collectivités) est estimé à 16M€.



À l'intérieur ou à l'extérieur, le moindre espace a été exploité par les « street artists » et autres taguers entrés par effraction sur le site.

Une balnéo pour soigner la verrue de Pin-Rolland

Saint-Mandrier C'est (enfin) parti : le chantier de démolition de la friche de La Marinière vient d'être lancé. Une résidence de tourisme et un centre de balnéothérapie ouvriront en 2018

Cette fois, il semble que rien ne pourra plus entraver la réalisation de l'opération « Cap Azur », à Saint-Mandrier. La cour administrative d'appel de Marseille a fini par accorder, l'année dernière, le permis de construire contesté depuis six ans par une association environnementale, l'APE. Si le calendrier est respecté, une résidence de tourisme trois étoiles, ses 154 logements, son activité balnéothérapie et ses deux piscines verront donc le jour au printemps 2018 dans le quartier Pin-Rolland, à deux pas de la plage de Sainte-Asile. Depuis le lundi 7 mars, des capteurs d'amiante ont ainsi fait leur apparition sur le « fameux » site de la Marinière (voir par ailleurs). Tout comme un gigantesque panneau vantant l'esthétisme et les mérites de la future installation. Et une poignée de techniciens s'affairaient déjà à préparer le chantier qui rythmera la vie du secteur pendant les 24 prochains mois.

« Toutes les toitures sont amiantées »

Dans ce petit coin de paradis, les riverains devraient pourtant largement pardonner les quelques nuisances des travaux à venir. Depuis plus de 20 ans, « une verrue », comme la plupart la désigne avec crainte ou dégoût, occupe en effet un terrain de 1,3 hectare en bord de mer. Le genre à faire saliver plus d'un promoteur immobilier. Mais ils sont quelques-uns, ces



À deux pas de la plage Sainte-Asile, la résidence Cap Azur devrait succéder au printemps 2018 aux pelles mécaniques en action (Photos Dominique Leriche et image de synthèse)

dernières années, à s'y être cassés les dents, pour des raisons diverses et variées, du projet retoqué aux habituels contentieux d'urbanisme. Ce sont finalement Kaufman & Broad et Chourgnoz qui ont raflé le morceau pour jouer les aménageurs. Côté exploitant, on retrouvera le groupe Néméa; et Cerenicimo pour la commercialisation des logements. À terme, l'architecture du projet rappellera la forme d'un navire de croisières se lançant vers la mer et, en lieu

et place des rats, ce sont bien des touristes venus de toute l'Europe qui assureront l'animation. D'ici là, le chantier n'est pas mince. « Toutes les toitures en tôles ondulées sont amiantées et il reste notamment des hydrocarbures dans les cuves », explique Philippe Chourgnoz, PDG de la société du même nom, co-réalisateur de l'opération. Le chantier de dépollution et de démolition va durer trois mois. Avant l'été, il ne devrait rester qu'un grand terrain vague. »

Cela sonnera alors la fin d'une friche industrielle historique, ancienne usine de nettoyage des moules de Tamaris, abandonnée et ouverte aux quatre vents depuis la cessation de son activité. Autres atouts pour les Mandréens : le centre de remise en forme leur sera accessible et, outre des recettes fiscales, la résidence Cap Azur devrait permettre d'assurer 35 emplois au village. Voilà une balnéo qui pourrait donc soigner bien des maux.

MA. D.

Il y a 57 ans...

En 1959, la rade étant très polluée, les concessions de parcs à moules du Lazaret, alors au nombre de 61 (!), étaient délivrées sous réserve du passage des coquillages dans un bassin d'épuration, dénommé « La Marinière ». Une structure imposée par l'administration, qui fonctionnera jusqu'en 1993. Cet établissement était le seul de son genre en Méditerranée.



Le site aujourd'hui (en bas) et ce qu'il sera demain (en haut).

Questions à Gilles Vincent, maire de Saint-Mandrier « C'est la fin d'un long combat »

On vous sent soulagé... Rendez-vous compte : l'aménagement du site était déjà inscrit dans le Plan d'occupation des sols de 1992. Après toutes ces années, plusieurs changements de projets, le permis de construire annulé, c'est effectivement la fin d'un long combat. Pour moi, mais aussi pour les habitants qui ont validé le concept.

C'est aussi la fin d'une friche historique dans un lieu pourtant remarquable... Le site était malheureusement surtout devenu remarquable pour la

taille de ses rats et ceux qui le squattaient pour se livrer à des activités illicites... C'était tout simplement immonde.

L'endroit était également devenu dangereux... Effectivement. Il y a ces plaques d'amiante qui s'envolent au gré du vent. Ces incendies qui s'y étaient déclarés...

Avec ce projet, on passe dans une autre dimension...

Tout à fait. On parle là d'un lieu qui va rapporter 60 000 euros d'impôts à la ville, chaque année, plus la taxe d'aménagement et



35 emplois ! C'est aussi le développement économique du quartier. Et puis il faut souligner que la balnéo permettra à la résidence de tourisme de vivre toute l'année.

Seuls les touristes pourront en profiter ? Non, la partie soin sera ouverte aux Mandréens. Ce projet n'est que du positif !

A La Loubière, un nouveau quartier dans le « village »

L'ancienne friche industrielle de GDF a laissé la place à un énorme chantier immobilier mené par Vinci. Logements, bureaux, commerces, stationnement : visite guidée en avant-première

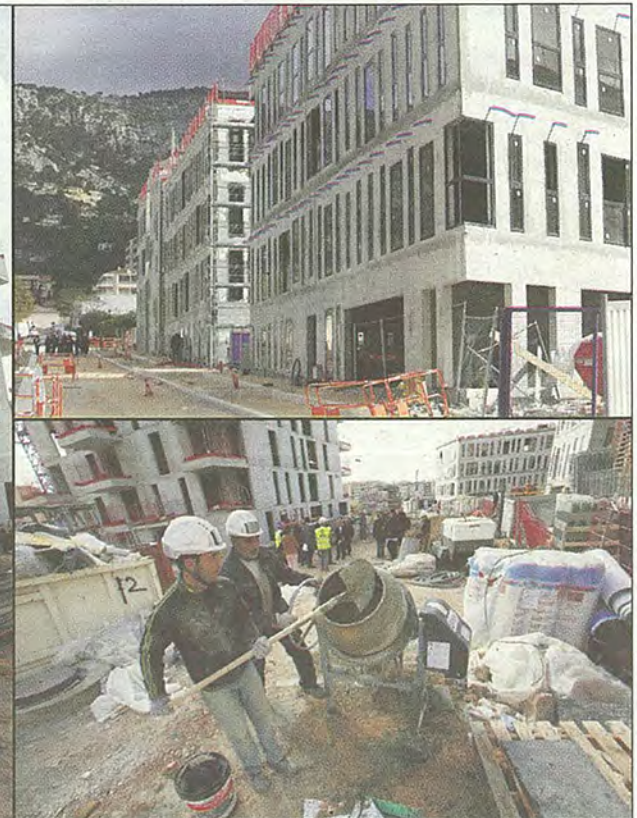
Le drapeau Vinci flotte sur l'ex-friche industrielle de GDF, à La Loubière. Sur cette terre de 10 700 m², conquise par le promoteur immobilier, des immeubles en R+3 ont poussé le long du boulevard de la Démocratie, boulevard de Lesseps et des rues Roère et Davin. Quasiment un nouveau quartier dans le « village » de La Loubière. Vinci a misé 19 millions d'euros dans ce projet mixte mêlant bureaux, logements et commerces. « Il s'intègre parfaitement dans le quartier et va permettre de faire revenir des jeunes pour la partie logements, et près de 300 personnes qui travailleront dans les bureaux du conseil départemental », a précisé Hubert Falco hier, lors de la visite de chantier, en compagnie de Bastien Chambéry, directeur territorial Provence Vinci Immobilier.

93 nouveaux logements

Au cœur du programme, la construction de 67 logements en accession à la propriété (environ 3800 €/m², place de parking comprise), qui vont principalement profiter à de jeunes ménages. Tout a quasiment été commercialisé, « il n'en reste plus que sept ou huit en vente », précise Bastien Chambéry. 26 autres logements sociaux ont aussi été créés pour le compte de Var habitat.

Les bureaux

Des services du conseil départemental, actuellement répartis sur plusieurs sites, seront recentrés à La Loubière où ils occuperont trois bâtiments donnant sur le



Après plus d'un an de travaux, Hubert Falco a visité, hier, le chantier qui va « redynamiser » La Loubière.

(Photos Luc Boutria)

boulevard de Lesseps. Deux professionnels (dans le médical) seront également présents.

Les commerces

Quatre commerces de proximité vont s'implanter sur le site. Pour l'heure, on ne connaît pas encore la nature des activités, mais elles participeront à la redynamisation du quartier, qui a connu quelques fermetures ces dernières années (kiosque à journaux, boulangerie).

Le stationnement

Dans ce quartier résidentiel où il est parfois difficile de se garer, les besoins en stationnement ont été pris en compte. 245 places de parking sont prévues, dont 209 en sous-sol. Le long du boulevard de Lesseps, 118 places de stationnement vont également être dessinées.

La voirie et les espaces verts

Les bâtiments seront bordés d'espaces verts. Le site sera traversé par une voie « apaisée »

(limitée à 15 km/h). La Ville a investi dans la requalification des voies bordant cet ensemble immobilier. Au total, 2,74 millions d'euros seront investis dans la voirie et les espaces verts.

Le calendrier

Le chantier a débuté en janvier 2015 et a nécessité d'importants travaux de dépollution. Les bureaux seront livrés entre juin et juillet 2016, tandis que la livraison des logements s'échelonne entre octobre 2016 et le premier trimestre 2017.

L'avis du comité d'intérêt local

Le président du comité d'intérêt local des Trois quartiers, Gérard Piasco, a suivi avec enthousiasme la visite du chantier, estimant que ce projet est « une mine d'or ».

« La Loubière-Vert Coteau est un village où la population jeune a diminué. Ce projet est une bonne chose, il va apporter de la vie et de nouveaux enfants dans nos écoles », se félicite-t-il.

M. V.

mvalmalette@nicematin.fr

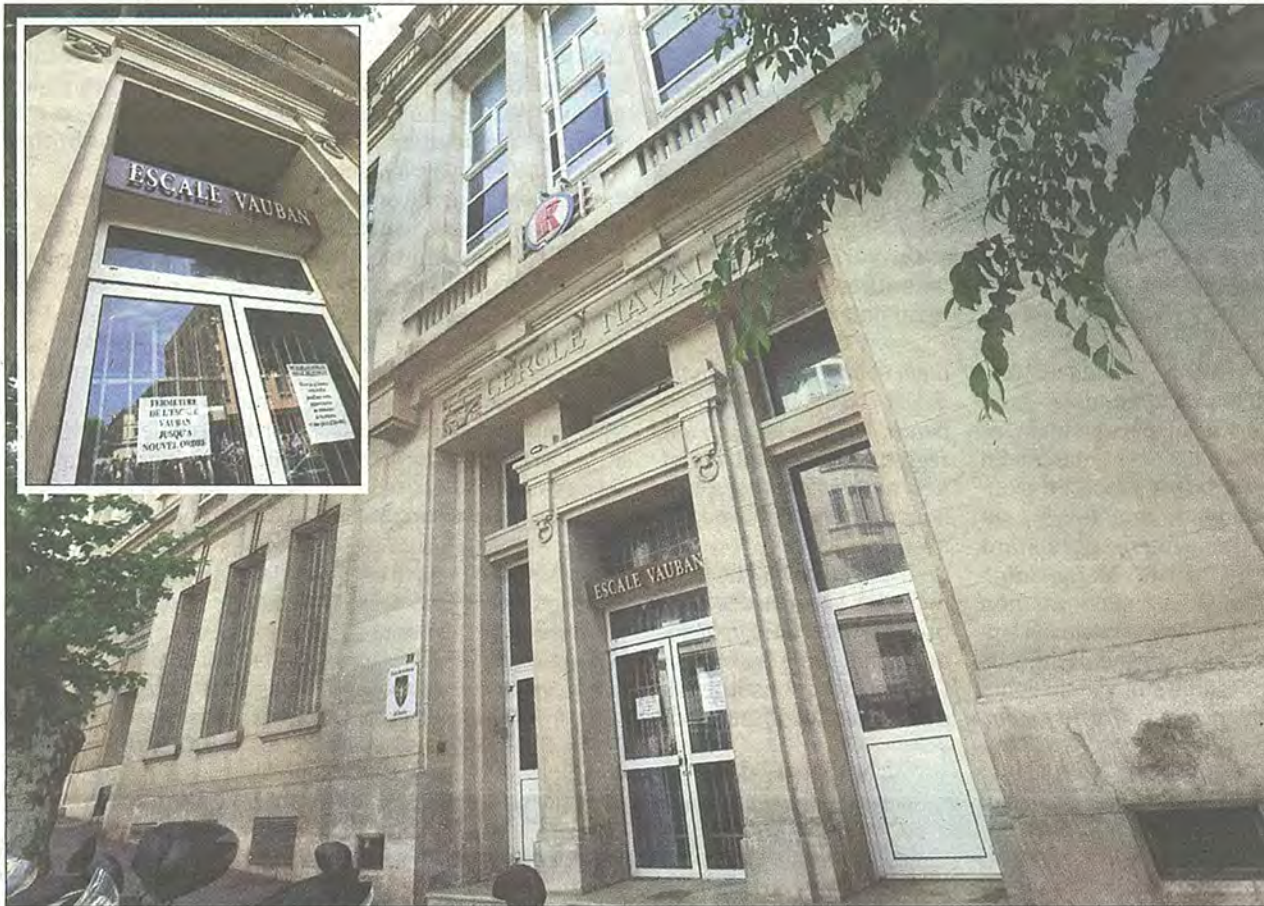
Cercle naval: il n'y aura plus d'escale à Vauban

Fin de voyage pour l'institution toulonnaise de la Marine nationale, inaugurée en 1933. Le bâtiment de l'avenue Jean-Moulin va être mis en vente par le ministère de la Défense

N e l'appellez plus jamais «cercle Vauban». Le ministère de la Défense l'a laissé tomber. Économies tous azimuts oblige, le cercle naval de l'avenue Jean-Moulin – que l'on nomme néanmoins «Vauban» du nom de l'artère voisine – va être mis en vente. Et comme l'annoncent officiellement les services du ministère: «*La Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA) va remettre l'immeuble à France Domaine en lui demandant de procéder à sa cession onéreuse.*» Bref, le voyage est bel et bien fini pour ce bâtiment devenu, depuis les années 1930, une institution toulonnaise.

Reconfiguration

«*Fermé jusqu'à nouvel ordre*», annonce, prudente, l'affichette apposée sur ses portes. Tournant sur la pointe des pieds une page de l'histoire toulonnaise vécue par des générations de personnels de la Défense. Dont il fut un des lieux d'accueil, de restauration et d'hébergement favori. Le ministère avait annoncé la fermeture de l'Escale Vauban le 30 mars. Dans un communiqué évoquant la reconfiguration du parc de



Fin de l'histoire pour ce lieu d'accueil pour des générations de personnels de la Défense. Le bâtiment va finalement être mis en vente. (Photos Patrick Blanchard)

ban le 30 mars. Dans un communiqué évoquant la reconfiguration du parc de

cercles «dans le cadre de la modernisation des prestations de restauration et d'hô-

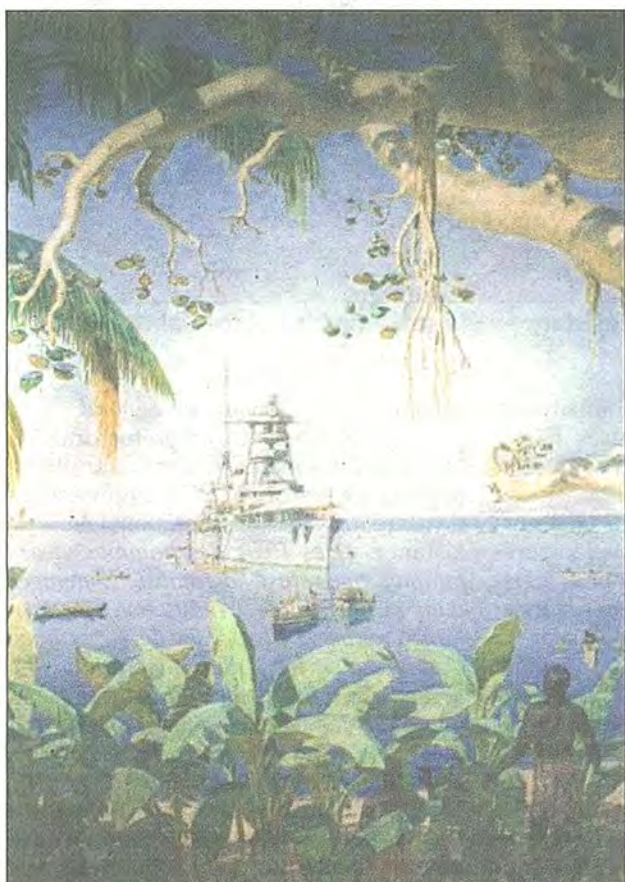
tellerie», le cas Vauban est réglé. «*Cette transformation se traduira, à Toulon, par la*

fermeture de l'escale «Vauban», située au 29, avenue Jean-Moulin.» Dont acte.

Mémoire à préserver

Mais, promet le ministère, «*l'éventail des services offerts demeurera étendu et de qualité. La nouvelle offre s'articulera dorénavant autour des escales Ronarc'h, Louvois, Mirabeau (hôtellerie uniquement) et du Fort Saint-Louis (restauration uniquement)*». Quant aux personnels en poste à Vauban, ils ont été redéployés vers les autres établissements, et «*en priorité vers l'escale Amiral Ronarc'h*». «*Il faut préserver la mémoire de ce lieu, emblématique à la fois pour la ville de Toulon et pour la Marine nationale, plaide l'ancien commissaire de la Marine, Jean-Noël Bévérini. Pour moi et tant d'autres, il reste LE cercle naval de Toulon. Les toiles qu'il abrite sont magnifiques et signées par des peintres connus au-delà de nos frontières (lire ci-dessous). Quant au bâtiment, afin de préserver la mémoire du lieu, nous espérons qu'une plaque sera apposée sur sa façade.*»

MIREILLE MARTIN
mmartin@varmatin.com



Dans le grand escalier, la toile monumentale signée Raoul du Gardier accueillait les visiteurs.

Que vont devenir les toiles de la Marine ?

C'était l'époque où il existait encore un ministère de la Marine. Et où son ministre, l'un des plus emblématiques, Georges Leygues signait, en 1928, le décret autorisant la construction d'un cercle des officiers à Toulon. Comme le rapporte Jean-Noël Bévérini, commissaire de la Marine nationale et auteur d'un ouvrage (1) sur le cercle naval, Georges Leygues entendait rendre justice au port varois. «*Toulon est la capitale maritime du Var, il lui faut un lieu à la hauteur!*», avait-il estimé. «*Pour l'édifier, la Marine a acheté le terrain à la ville. Qui l'avait elle-même acheté à la Défense, sourit Giovanni Andréini qui fut directeur du cercle Vauban de 2000 à 2007. Ce terrain jouxtait le Palais de la bourse, l'ancêtre de la Chambre de commerce.*»

Toiles monumentales

En janvier 1933, le cercle naval est enfin inauguré. «*Ce fut un grand événement de la vie toulonnaise!*» Un restaurant de trois cents couverts, vingt-deux chambres, une magnifique bibliothèque, un fumoir, un bar: classe! Et la Marine, soucieuse d'accueillir au mieux ses officiers, n'a pas lésiné. Des toiles monu-

mentales (et marouflées) ont été commandées aux plus grands peintres de la Marine du moment. Raoul du Gardier, Charles Fouqueray, Jean-Louis Pagnaud notamment livrent des toiles monumentales (2). «*Toutes magnifiques, dans le style figuratif d'outre-mer, en vigueur alors.*» Mais un quatrième peintre, Lucien Simon, à la réputation déjà bien établie, est carrément imposé par le ministre de la Marine qui l'admire. De quoi soulever l'indignation de ses collègues, eux officiellement reconnus par la Royale. Qu'à cela ne tienne: Lucien Simon est d'office nommé peintre de la Marine...

Cachée sous l'immense miroir

Pas franchement familier des paysages marins, l'artiste s'en sort avec brio et avec une belle pirouette. Il s'inspire des œuvres de l'écrivain et officier de Marine, Pierre Loti! «*Relisez Le mariage de Loti. Vous y trouverez la scène de «la cascade», telle que l'a immortalisée Simon. Comme s'il tenait dans la main gauche le roman et dans la droite le pinceau!*», fait remarquer Jean-

Noël Bévérini.

«*On savait que Lucien Simon avait réalisé quatre toiles pour le Cercle. L'une avait été «perdue» au début des années 1960. Deux autres, superbes, ont été retrouvées, lors de travaux, sous un tissu mural. Enfin, la quatrième était dissimulée sous un gigantesque miroir. Il a fallu cinq hommes pour l'enlever et finalement le briser car il ne passait pas par la porte!*», se souvient Giovanni Andréini. Mais cela en valait la peine: derrière la glace, bien protégée, se trouvait la toile représentant la rencontre, sur le Bosphore, de Pierre Loti et de sa belle Turque, prisonnière d'un harem (que l'on retrouvera plus tard dans le roman *Azyadé*).

Tous ceux qui ont fréquenté le cercle Vauban se posent désormais la même question: que vont devenir toutes ces toiles, témoins inestimables d'une page de l'histoire de la Marine à Toulon? On espère qu'elles rejoindront, d'une manière ou d'une autre, le patrimoine commun.

M. M.

1. «La Royale. Le cercle naval de Toulon», publié à l'occasion des 70 ans du cercle en 2003.

2. Les toiles d'un autre peintre, Guy Arnoux, ont disparu.

Chalucet, nouvelle version,

Toulon On l'attend pour l'été 2019. Le nouveau « quartier de la créativité et de la connaissance » poussera sur l'ancien site de l'hôpital Chalucet. Quatre hectares en plein cœur de ville où le passé historique des lieux va se réinventer. *Var-matin* vous invite à la première visite (virtuelle) du résultat final

Voilà, c'est parti. De la friche hospitalière à un nouveau lieu de vie... Même s'il faudra encore patienter trois ans pour le découvrir en vrai, le projet Chalucet est désormais tout à fait sur les rails. En présence de l'architecte Corinne Vezzoni et des principaux partenaires, Hubert Falco, président de TPM, a présenté hier matin en conférence de presse « le nouveau quartier de la créativité et de la connaissance. » Petite mise en bouche.

■ **Un nouveau quartier**
Qualifié de « dossier majeur pour Toulon, TPM et même le Var tout entier » par Hubert Falco, le nouveau Chalucet s'inscrit « dans la suite historique de la ville. » Là où se dressaient l'Hospice de la charité puis l'hôpital Chalucet va naître le quartier de la créativité et de la connaissance. À deux pas de la gare et de la place de La Liberté, dans un écrin de verdure (le jardin Alexandre 1er) non seulement respecté mais également magnifié et amplifié. Le tout englobant et s'appuyant sur deux témoins classés du

passé: la chapelle et le pavillon d'accueil (donnant sur la rue Chalucet).

■ **On y trouvera**

Du sud au nord, du Monument aux morts vers la gare: Le jardin Alexandre 1er restructuré dont on conserve le kiosque à musique, les statues, etc. La médiathèque autour de la chapelle. (Maître d'œuvre : ville de Toulon.)

Des bureaux et un accueil du public. (Maître d'œuvre: le Département)

L'école supérieure internationale de commerce Kedge BS. (Maître d'œuvre: CCIV.)

L'École supérieure d'art et de design et une pépinière d'entreprises de TVT. (Maître d'œuvre TPM)

162 logements (dont 50 logements sociaux et 9 en accession aidée).

■ **Un rêve d'architecte**

« Chalucet, c'est un projet exaltant! Et très rare: construire un nouveau quartier sur 4 hectares en plein de cœur de ville, c'est vraiment exceptionnel. » L'architecte marseillaise Corinne Vezzoni sait aussi faire partager son enthousiasme quant

aux défis à relever: « Il s'agit de tisser deux mondes: celui haussmannien, très classique, à l'ouest avec son alignement de rues et celui, au sud de la ville, du XXe siècle, de construction beaucoup plus libre. Mais qui a poussé à l'oblique en respectant l'emplacement des remparts de la cité. » Une particularité en oblique que le projet respecte, tout en prenant en compte l'envie pressante de nature des citadins: « Il fallait créer un parc habité. »

■ **Un chantier hors du commun**

À projet d'exception, chantier hors du commun. L'architecte explique: « Outre les contraintes liées à un cœur de ville, nous allons devoir mener de front des chantiers très différents avec nombre d'entreprises, sur une même durée. Les quatre grues, à elles seules, généreront des contraintes de sécurité importantes. Mais il faudra parvenir à travailler tous ensemble. »

■ **Le calendrier**

« J'ai une exigence forte sur le

respect des délais car nous nous sommes engagés à ouvrir les portes des deux écoles (Art et design et Kedge BS) pour la rentrée 2019. »

Et pour le moment le président de TPM est satisfait: « Nous n'avons pas pris une seule semaine de retard. »

Le permis de construire a été déposé en juillet. En novembre, ce sera l'appel d'offres pour les travaux. En mai 2017, on verra arriver les quatre grandes grues sur le chantier. En juin 2017, ce sera le début des travaux. En juin 2019, la livraison.

■ **Combien et avec qui?**

Le coût total de l'opération Chalucet est estimé à 150 millions d'euros. Dont 30 millions pour les logements. « Nous tablons sur des subventions Etat-Région-Département à hauteur de 40 à 50 % du total. Tout dans ce projet est subventionnable. » Outre le trio cité, sont partenaires de ce projet autour de TPM: la ville de Toulon, la CCI du Var et l'Établissement public foncier.

DOSSIER: MIREILLE MARTIN

mmartin@varmatin.com



Le nouveau quartier grimpera du Monument aux morts, boulevard Général-Leclerc, jusqu'à la gare. Vue côté sud ci-dessus, la future médiathèque avec en son cœur la chapelle actuelle, s'ouvre sur le parc. L'aile contemporaine, en béton blanc, se situe sur le côté gauche de l'illustration. On aperçoit dans le fond à droite, l'école Kedge.

Illustrations DR Golem Images/Corinne Vezzoni et Associés

De l'eau, de la lumière et le sens du partage



L'école Kedge, grande ouverte sur l'extérieur.

► **Kedge: l'école de lumière**

Le contraste sera sans doute à la fois heureux et saisissant. L'école internationale de commerce Kedge BS (ci dessus), sera voisine du pavillon d'accueil d'origine, conservé côté rue Chalucet. Conçu par le cabinet d'architectes Devillers et associés, le bâtiment se distingue par ses façades transparentes et des locaux transversants tout en lumière, forcément. Il sera tout aussi spectaculaire, à

la nuit tombée, grâce à l'éclairage intérieur.

► **De l'eau, de bas en haut**

Déjà présente dans l'actuel jardin Alexandre 1er, l'eau (du Béal en l'occurrence) sera chez elle dans la nouvelle version de Chalucet. Et cela dans la pure tradition méditerranéenne, comme autant de promesses de fraîcheur.

► **Logements: du classique et de**

l'atypique

L'espace réservé aux 162 logements se situe au nord du site, d'est en ouest (ci-dessous). Corinne Vezzoni y a également réservé 500 mètres carrés en rez-de-chaussée pour des commerces. Toujours au rez-de-chaussée, les logements s'ouvriront sur de petits jardins privatifs. L'architecte a inclus dans ses plans quelques logements atypiques. Des lofts livrés nus ou presque, donc moins chers, et à

aménager selon les goûts de l'acquéreur. Des appartements modulables pour les étudiants. Et aussi un studio, partie prenante de la copropriété, qui pourra être utilisé selon les besoins des habitants. « Pour pallier le manque d'espace quand on reçoit de la famille ou des amis. C'est un système qui a été testé ailleurs et qui fonctionne très bien. Les gens prennent l'habitude du partage de biens. »



Côté logements, des espaces sont réservés en rez-de-chaussée aux commerces.

comme si vous y étiez

Une médiathèque comme un trait d'union



La chapelle, lieu de passage et d'expositions, retrouvera ses volumes d'origine.

Ce sera le premier bâtiment rencontré en entrant côté du boulevard Général-Leclerc.

Résolument contemporaine mais fièrement chevillée à son passé. Ou comment composer avec le passé (la chapelle et son aile d'origine) sans tomber dans le conservatisme à tout prix (nouvelle aile contemporaine en béton blanc). La médiathèque sera baignée de lumière mais bénéficiera aussi grâce à la profondeur de ces percements en façade d'une

protection solaire. « À l'intérieur, ce recul des façades crée des alcôves propices à la lecture et à la détente », explique Corinne Vazonni.

La chapelle, « un lieu d'exception », dépouillée de tous les ajouts hérités des décennies passées, va retrouver son volume d'origine. Espace central de passage et de rencontres, elle abritera des expositions. (Illustration ci-dessus)

Bassin et orangers

La médiathèque sera des-

servie par trois entrées: traversante nord-sud, côté chapelle et côté café. L'architecte y tient beaucoup à ce café en rez-de-chaussée s'ouvrant sur le parc. Et une placette bordée d'un bassin et d'un petit jardin d'orangers. On s'y voit déjà, bouquinant au soleil.

Quant à l'intérieur de la médiathèque à proprement parler, (illustration ci-dessous), sa sobriété lumineuse devrait en faire un espace éminemment accueillant et apaisant.



L'intérieur de la médiathèque, contemporain et épuré.

Et que voguent l'art et le design



L'école d'art et de design, à la proue du quartier, côté gare.

Comme un bateau prêt à s'élaner. Tout en volumes chamboulés qui aboutissent pourtant à une évidence. La conception du bâtiment est une publicité grandeur nature pour l'École supérieure d'art et de design (ESADTPM) qui prendra possession des lieux. À la proue du quartier côté nord et gare, l'ouvrage a été conçu

aussi haut que permettait la réglementation. On remarquera le jeu de lanières obliques en façade qui répondent, selon l'architecte, aux trains qui passent en face, à deux pas. Quant à sa base entaillée à gauche, elle permet d'ouvrir la perspective vers l'école Kedge et surtout d'inciter au parcours jusqu'à la médiathèque

ou tout simplement à la promenade. Dernier détail livré par Corinne Vazonni: le socle du bâtiment côté rue Rageot-de-la-Touche (à droite sur l'illustration) fait écho aux remparts qui l'ont précédé. Un (gros) détail que l'on n'allait pas laisser passer.

Investisseurs: l'agglo joue les séductrices

Immersion au cœur des projets et réalisations avec des professionnels de la filière de l'immobilier, membres de la Rics, organisme professionnel anglais

L'agglomération toulonnaise, forte de 432 000 habitants, comptant 166 000 emplois, membre de l'équipe French Tech ne passe pas inaperçue auprès des professionnels de l'immobilier de la branche française de la Royal Institution of Chartered Surveyors (Rics). Reçus par Hélène Audibert, Sophie Verdery, adjointes au maire, et Régis Vian des Rives, directeur délégué au développement et au mécénat à l'Opéra de Toulon, ils sont venus visiter dernièrement les sites à enjeux. Et ce ne sont pas les projets immobiliers, transformant au fil des ans le territoire, qui manquent à l'appel (*lire par ailleurs*).

Le futur sera aussi prometteur notamment sur les zones d'aménagement toulonnaises: Montety ou Claret aux droits à construire à définir dès l'année prochaine, ou encore La Loubière où un programme immobilier de logements et de bureaux, porté par Vinci, voit déjà le jour.

Le potentiel de développement n'échappe pas non plus à la Chambre de commerce et d'industrie (CCI). C'est le cas notamment, selon Jacques Verdino, élu de la CCI, sur le site de Signes avec son millier d'hectares à développer dans l'avenir, ou encore sur le secteur de La Grande Tourache à La Garde.

Le décryptage économique de l'agglomération toulonnaise n'a pas laissé indifférents les investisseurs (*lire par ailleurs*).

800 millions d'euros

Et pour cause: le cœur de l'agglo bat à un rythme soutenu de 800 millions d'euros d'investissements privés, selon le Toulonnais Antoine Viallet, conseil en immobilier d'entreprises, membre de la Rics.

La métamorphose du centre ancien, impliquant des acteurs publics et privés, y occupe une place de choix. Il bénéficie, entre autres, depuis dix ans d'importantes lignes de crédit, notamment de l'Agence nationale de rénovation urbaine. La visite guidée au cœur de la renaissance de la place de l'Équerre, des rues des Savonnières, de l'espace Char-



Après un décryptage économique de l'agglomération à l'Opéra, la quarantaine de professionnels de l'immobilier a débuté sa visite dans le cœur de ville où « on pense logements et activités », a précisé Hélène Audibert, adjointe au maire.

(Photo Frank Muller)

les-Poncy, ou encore celle historique Pierre-Semard au plan commercial et culturel, a, de fait, séduit le groupe d'investisseurs.

Le centre ancien se veut « attractif non seulement pour installer des entreprises, mais aussi pour permettre aux salariés et aux créateurs d'y vivre et d'y habiter », a défendu Hélène Audibert. « On pense activités mais aussi logements de toute gamme (social et accession libre, Ndlr), accessibles à toute la population ».

Un cœur de ville inscrit dans une zone franche urbaine nous « a permis de garder notre tissu commercial ». Un cœur où il n'a pas été fait l'impasse sur les équipements publics.

CATHERINE PONTONE

Le chiffre 174 000

C'est le nombre de mètres carrés de locaux d'activités au sein de l'agglomération toulonnaise, selon l'Agence d'urbanisme de l'aire toulonnaise, entre 2013 et 2015. « Rapporté à la taille démographique, on est assez proche de Marseille Provence Métropole et de Nice, mais, assez loin de la communauté du pays d'Aix », selon le représentant de l'Audat.

Ce qu'il faut savoir

Quelques-uns des projets immobiliers et équipements publics évoqués aux investisseurs :

- Le renouveau de deux anciens sites hospitaliers Font-Pré et Chalucet : le premier en un écoquartier, en cours de construction par Bouygues Immobilier, et le second dans un quartier de la connaissance et du numérique, à horizon 2019, impliquant de multiples acteurs publics (Ville, Département, TPM, CCI, Etablissement public foncier Paca).
- Un centre ancien métamorphosé par une rénovation urbaine ; une friche commerciale de dix hectares à La Valette, transformée en un nouveau quartier Château Redon, avec en son cœur un centre commercial à La Valette du Var fréquenté, selon son directeur, par 808 000 visiteurs dans le mois qui a suivi l'ouverture.
- Une Technopôle de la Mer-Seaty Campus à Ollioules.

La Rics ?

Elle représente les différents métiers de la filière de l'immobilier, de la construction et de l'urbanisme. La Rics, première organisation mondiale de l'immobilier, est une organisation professionnelle indépendante et autorégulée, vieille de plus d'un siècle et demi. Elle compte aujourd'hui plus de 118 000 professionnels accrédités dans une centaine de pays. L'Europe comptabilise 6 436 membres dont 1 100 en France.

L'expert

Rémi Antonini, associé gérant de la société Menkaura

« Démultiplier les possibilités »

Rémi Antonini est associé gérant de la société Menkaura. Basée depuis 2010 à Nice, elle est spécialisée dans le conseil et l'expertise en immobilier. Elle s'occupe plus particulièrement d'accompagner un groupe d'investisseurs sur les principales villes de la Côte d'Azur.



Quelle est votre activité ?

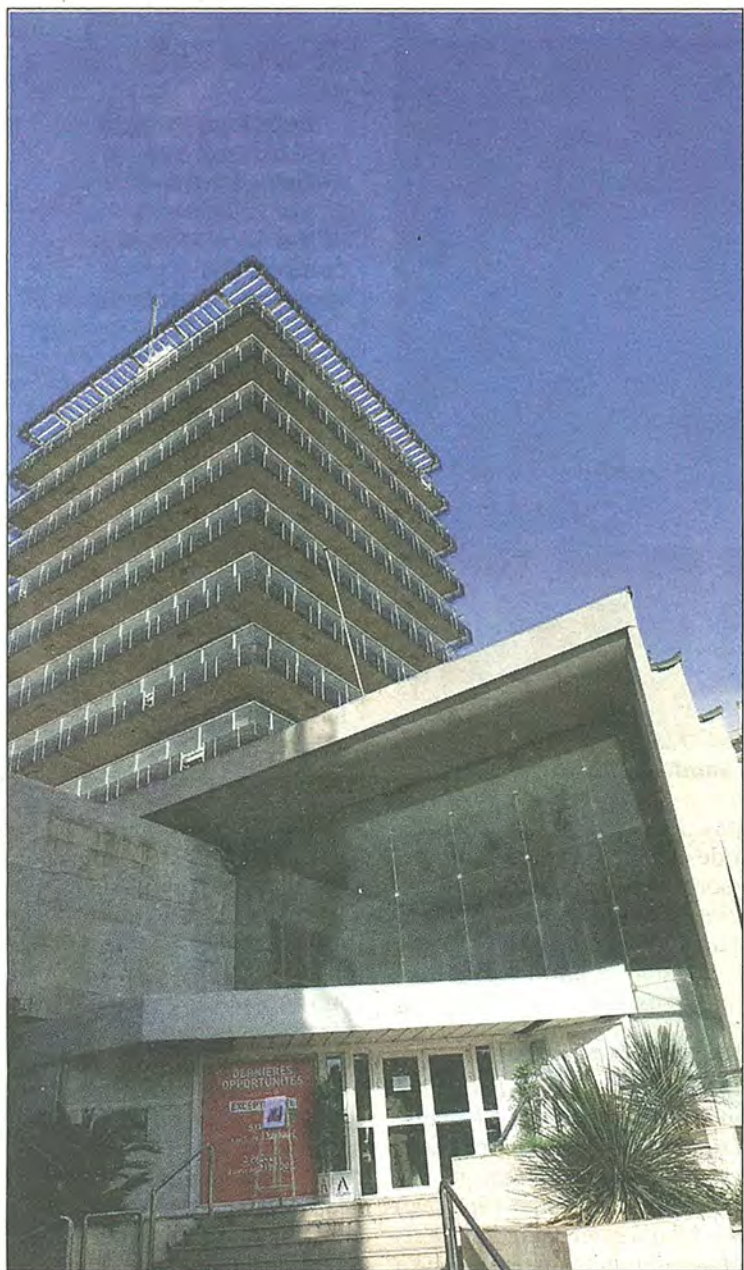
On prospecte sur l'ensemble des grandes métropoles de la Côte d'Azur. On investit particulièrement sur l'immobilier de commerce, c'est-à-dire les murs commerciaux. On est un partenaire des enseignes, mais aussi des collectivités publiques. On est un interlocuteur pour développer le cœur de ville en concert avec eux. Il faut savoir s'adapter à la demande et aux objectifs de la ville. En tant qu'investisseur, on est positionné dans la durée.

Votre regard sur Toulon ?

J'ai été assez impressionné par le travail de requalification qui a été réalisé par les pouvoirs publics sur le cœur de ville. C'est très impressionnant sur l'intervention très large qu'ils ont réussi à mener et aussi sur la qualité de la stratégie commerciale. Ici, la volonté publique est forte. Travailler en partenariat avec les sociétés privées, cela permet de démultiplier les possibilités de rénovation et de requalification.

Ne l'appellez plus «tour TPM» «Le Métropolitain» arrive

Un hôtel 4 étoiles, des commerces et 48 logements: le nouveau projet mixte, en plein cœur de ville, est sur les rails. TPM a vendu le site 4,5 millions d'euros au groupe Altarea Cogedim



La tour TPM (côté place de La Liberté) telle qu'elle est.

(Photos Patrick Blanchard)

Voilà, c'est fait. Ou tout comme. Il ne faudra plus l'appeler la tour TPM, et encore moins la tour de la Caisse d'épargne. Ce sera désormais «Le Métropolitain». Un projet mixte porté par Altarea Cogedim qui va réhabiliter le bâtiment de la place Liberté pour en faire des logements, des commerces et un hôtel 4 étoiles.

Un projet présenté vendredi matin sur place où les panneaux annonçant en façade «Appartements à vendre» sont déjà périmés: les 48 logements, y compris les plus luxueux dans les derniers étages, ont été vendus. Ce qui laisse espérer le meilleur pour ce nouveau chantier en plein cœur de ville, situé à deux pas du futur nouveau quartier de Chalucet.

Une fois rénové et réhabilité, le bâtiment abritant Le Métropolitain offrira un visage nouveau et pourtant reconnaissable entre mille. Car pas question, bien sûr, de toucher à une architecture labellisée «Patrimoine du XX^e siècle». Le cabinet d'architectes Tangram a conçu un projet intégrant la construction de 28 logements (les autres prendront place dans la tour) et de l'hôtel sans varier la surface totale au sol. Mais en intégrant harmonieusement les nouveautés à la partie historique. On devrait pouvoir apprécier le résultat fin 2018.

MIREILLE MARTIN
mmartin@varmartin.com



Le futur Métropolitain (côté place de La Liberté).

(Vue d'architecte Tangram/Altarea Cogedim)

« Vous ne le regretterez pas ! »

► Enfin la poignée de mains

Et une bonne chose de faite. Car si comme l'a assuré Hubert Falco, président de TPM à ses partenaires, « Vous ne regretterez pas d'avoir investi chez nous », le projet du Métropolitain a soulevé maints recours. Et autant de contretemps. De gauche à droite Olivier Devys, président d'Okko hôtels, Gilles Boissonnet, co-gérant d'Altarea Cogedim, Vincent Ego, prési-

dent des régions sud Cogedim et le sénateur-maire de Toulon. Lequel s'est félicité de continuer « à faire entrer le soleil et la vie, rue par rue, quartier par quartier, dans le cœur de ville. »

► Ce n'était pourtant pas du « tout cuit »

Si l'on en croit en tout cas le président-fondateur d'Okko... « J'ai croisé il y a quelques années dans un salon professionnel un stand de TPM où on m'a parlé d'investir à Toulon. En bon Parisien, j'en avais une vision datée et condescendante. Mais je suis venu tout de même passer une journée à Toulon, comme ça, à traîner pour sentir la ville. Et j'ai été totalement séduit. Comme le seront, j'en suis



Les logements neufs, rue Gimelli, sur cour intérieure

(vue d'architecte TANGRAM/Altarea Cogedim)

sûr, des clients d'un hôtel 4 étoiles. »

► Les premiers travaux ne se verront pas

Comme l'ont expliqué les représentants d'Altarea, les premiers travaux passeront

presque inaperçus car effectués à l'intérieur du bâtiment. Avec d'abord le désamiantage qui devrait prendre un mois et bien sûr les travaux en sous-sol pour les parkings. « Ce projet constitue un exemple du savoir-faire de notre groupe en matière d'opération mixte. »

En chiffres

- ✓ **4,5 millions d'euros** C'est le prix auquel TPM a vendu le bâtiment. La collectivité l'avait acquis en 2003 pour 3,5 millions d'euros à la Caisse d'Épargne qui y a eu son siège départemental pendant une longue période.
- ✓ **26 millions d'euros** Ce sera le coût total du programme « Le Métropolitain », selon Gilles Boissonnet et Vincent Ego d'Altarea Cogedim.
- ✓ **5 000 euros** C'est prix moyen du m² des 48 logements, tous vendus, du T 1 au T5. Le plus vaste d'entre eux affiche une superficie de 116 m². Les quelques privilégiés qui habiteront les étages supérieurs bénéficieront d'une vue panoramique, à 180° sans vis-à-vis.
- ✓ **900 m²** L'espace dévolu aux commerces dans le grand hall. L'entrée sera située rue Gimelli.
- ✓ **107 places** Le nombre de places de parking en sous-sol, sur deux niveaux.
- ✓ **12 salariés** L'effectif que compte embaucher localement le groupe hôtelier. Le 4 étoiles de Toulon sera le neuvième construit en France par Okko.



Quel avenir pour la batterie de Cap Garonne?

Le site pourrait être un joyau touristique du Var. Il n'est qu'un vétuste éparpillement de sinistres constructions militaires à l'abandon. La mairie tente de trouver une solution

C'est sans doute un des plus beaux sites du Var... mais personne n'en profite.

Au Cap Garonne, un seul regard ne suffit pas à embrasser le panorama. Au pied des falaises, en contrebas de la Colle Noire, la rade de Toulon sur la droite, le golfe de Giens sur la gauche. Unique. Du cinémascope en technicolor. Le genre d'endroit où levers et couchers de soleil rivalisent d'audace. Un endroit de rêve quand on regarde vers la mer... mais un cauchemar à terre. Le cap, à l'emplacement pourtant remarquable, hésite en la friche envahie par les ronces et la zone industrielle en décrépitude.

Abandonné par l'armée depuis plus de dix ans, les aménagements de l'épéron – qui avait été réquisitionné pour son caractère stratégique à l'entrée de la rade – sont dans un triste état. Du coup, le site qui aurait tout pour faire saliver milliardaires ou groupes hôteliers, se révèle particulièrement compliqué à réhabiliter... et donc à vendre. «Les contraintes sont nombreuses», confirme pudiquement la Mission pour la

réalisation des actifs immobiliers (MRAI) de la Défense nationale, chargée depuis dix ans de vendre le site. Pour envisager le moindre chantier, le repreneur doit en apéritif digérer la «loi littoral», le plan local d'urbanisme, l'adhésion au Parc national de Port Cros, le respect des Espaces boisés classés et celui de la ZNIEFF (Zone Naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique).

Nombreuses contraintes

Il découvrira, en plat de résistance, que l'amiante n'a pas été oubliée au moment des constructions, que les canalisations sont d'un autre âge et ont d'ailleurs en partie rendu l'âme, puis qu'une dépollution pyrotechnique ne serait pas du luxe pour évacuer les explosifs présents sur le cap. Pour le dessert, on lui rappellera qu'il faut aussi penser à laisser le passage pour le sentier du littoral.

S'il est encore là au café, il pourra alors discuter du prix avec l'État, propriétaire toujours gourmand.

Lorsqu'il avait décidé de mettre en

vente en 2013, France Domaines avait avancé une estimation à 4,2 millions d'euros. Le tarif – et les contraintes – avaient alors fait s'étrangler les rares curieux à s'être penchés sur le dossier. Sans doute déçus, les services de l'État avaient alors demandé leur avis aux spécialistes de BNP Paribas. Réponse cinglante des banquiers peu sensibles à la poésie maritime: en l'état de la réglementation, le site a une «valeur nulle».

Depuis ce zéro pointé, les militaires ont compris qu'il fallait sans doute changer de stratégie. «Nous tentons de créer les conditions pour valoriser l'usage», sourit, avenante, la MRAI. Accompagné de la Direction générale des finances publiques, puis des collectivités locales, elle s'est lancée dans une série d'études afin de simplifier les choses aux éventuels repreneurs. Une étude paysagère, quelques analyses juridiques fûtées et la promesse d'une bonne volonté publique qui permettraient de rendre une transaction plus digeste.

P.-H. C.

phcoste@nicematin.fr

La mairie mobilisée... et l'opposition remontée

Intéressée au projet, la mairie du Pradet vient d'apporter sa pierre à l'édifice.

Lundi, en conseil municipal, elle a voté le «principe d'une saisine de la commission départementale de la nature, des sites et des paysages pour avis sur la stratégie paysagère de reconversion du site». En clair, elle demande si elle obtiendrait un feu vert pour autoriser des travaux sur le site remarquable et protégé. Elle a aussi approuvé le «principe de lancer une procédure de déclaration de projet, ainsi qu'une réduction des espaces boisés classés dans le plan local d'urbanisme, une fois qu'un projet sera retenu». «Le projet est premier», explique Christian Garnier, premier adjoint. «C'est en fonction de ce qu'envisagerait un repreneur que nous devons



L'enclave militaire occupe presque six hectares entre le port des Oursinières et la Colle noire.

(Capture d'écran Google Earth)

adopter les aménagements dans le PLU.»

«Tout en conservant un contrôle public fort», ponctue le maire, Hervé Stassinis. «Les partenaires publics rédigeront ensuite un cahier des charges pour encadrer l'aménagement qui ne peut concerner qu'un équipement du ser-

vice tertiaire», précise en effet Christian Garnier.

«C'est le tout début d'une procédure que va durer longtemps mais si nous n'opérons pas comme ça, il ne se passera jamais rien sur le Cap Garonne, soupire Hervé Stassinis. Ce qui est dommage compte tenu de la qualité du

site et des risques d'incendie que génère le fait de le laisser en l'état.»

Une stratégie qui fait bondir l'opposition. «C'est aux projets de respecter les documents d'urbanisme. Pas le contraire», grince Frédéric Fiore, conseiller municipal de gauche. Il estime par ailleurs que la commune n'a rien à gagner dans cette bataille puisque c'est l'État qui tirera les marrons du feu si une vente se réalise. «Si aujourd'hui, comme le disent les banquiers, le site ne vaut rien, il faut que ça revienne au public. La mairie doit l'acquiescer», lance Frédéric Fiore. «Impossible», selon Christian Garnier, qui assure que le budget nécessaire à la réhabilitation («dix millions peut-être») n'est pas dans les moyens de la commune.

Les chiffres

5,8 ha. La surface du site

600 mètres de littoral au pied des falaises

1848 la date d'édification de la batterie

152 hommes tenaient la batterie et ses pièces d'artillerie en 1890

20 bâtiments, construits pour bon nombre d'entre eux de 1959 à 1999

1 antenne reste utilisée par les militaires. (mais sera bientôt déplacée à Saint-Mandrier)

2003 L'année depuis laquelle le site est inoccupé.

4,2 millions d'euros, l'estimation réalisée par les domaines en 2013



Porte d'entrée est de la rade, le cap et ses falaises offrent une vue sublime sur le littoral. Malheureusement pour l'instant, personne n'en profite.

(Photo P.-H. C.)



Ste-Musse: après l'hôpital, une clinique privée

Sur l'ancien site du marché de gros à Toulon, TPM créé un pôle de santé privé. Avec un établissement consacré aux soins de suite, un hôtel et une résidence service. Livraison prévue en 2018

On en entendait parler depuis un moment... Cette fois, c'est officialisé par la voix d'Hubert Falco. Un nouveau pôle de santé va voir le jour à l'est de Toulon. Mais privé cette fois. « Il ne s'agit en aucun cas de concurrencer l'hôpital Sainte-Musse, rassure le sénateur-maire, président de TPM. Ce sera une offre complémentaire. »

200 lits en clinique, 106 chambres en hôtel

Au menu de ce programme d'aménagement: une clinique post-soins de 200 lits, un hôtel de 106 chambres, une résidence service de 79 lits. Plus un restaurant, une pharmacie et une boulangerie. Le tout sur une superficie de 30 000 m², là où se trouvait l'ancien marché de gros. « Cette opération générera 200 nouveaux emplois. » Les travaux devraient démarrer en février 2017 et être achevés au premier trimestre de 2018.

Parking public

Le site, propriété de TPM, s'étend sur une surface totale de 60 hectares. « Le reste du terrain, soit 41 000 m², sera consacré à la réalisation du complexe d'exploitation du TCSP. » Un parking public de 600 places est prévu en entrée de zone. La première étape de ce programme concerne l'aménagement des voies et réseaux à vocation pu-

blique à l'intérieur de la zone qui sera effectué en régie directe par TPM. Côté constructeurs, deux protocoles d'accord ont été signés pour un montant total de 5,5 millions d'euros avec deux sociétés.

Offre complémentaire

Pour l'établissement de soins de suite, il s'agit du groupe Orpea-Clinea. « Comme son appellation l'indique, cette clinique ne pratiquera pas de chirurgie, insiste Hubert Falco. Mais offrira une solution supplémentaire à la population. Et permettra vraisemblablement de libérer des lits en long séjour à Sainte-Musse. »

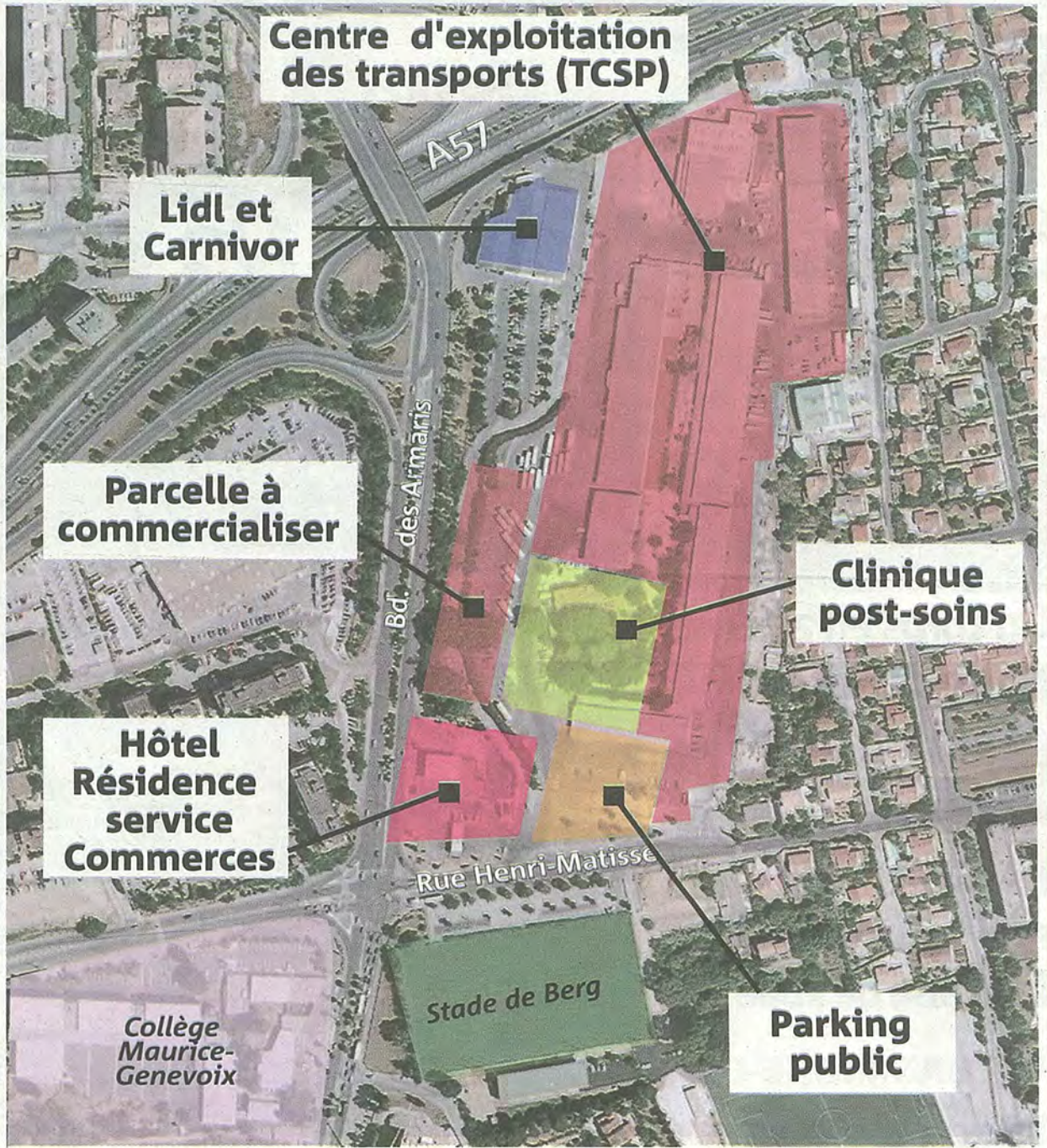
Le groupe en question se présente comme « un acteur de référence européen dans la prise en charge globale de la dépendance quel que soit l'âge et la perte d'autonomie. »

Proximité

Quant à Magellan-Nox qui va construire l'hôtel, il annonce se situer « au tout premier rang des opérateurs nationaux spécialisés dans la construction de résidences service, qu'elles soient à vocation de tourisme de loisirs, d'affaires ou d'hébergement de la personne. » Il permettra en tout cas aux familles et proches des personnes hospitalisées, à l'hôpital ou en clinique, de séjourner à proximité.

MIREILLE MARTIN
mmartin@varmatin.com

La nouvelle zone d'activités de Sainte-Musse



De Hyères à Toulon

Encore en cours d'instruction à l'Agence régionale de santé (ARS), et donc encore hypothétique, le projet du groupe Orpea Clinea sur le site de l'ancien marché de gros de Sainte-Musse concerne le transfert des activités de deux établissements du groupe, installés à Hyères et Carqueiranne.

Il s'agit du centre Héliomarin à Hyères, qui compte 165 lits d'hospitalisation complète et 16 places d'hôpital de jour, et d'un centre de soins de 40 places, installé lui à Carqueiranne, et spécialisé dans la prise en charge des problèmes de nutrition.

Une demande de transfert des activités de ces deux centres a donc été déposée à l'ARS et la réalisation éventuelle du projet dépend, d'abord, de son autorisation. S'il devait se réaliser, le projet poserait la question du devenir du site de l'institut Héliomarin à Hyères.

Il y a cinq ans, au moment de la reprise du centre par le groupe Orpea Clinea, une partie des locaux avait fait l'objet d'un programme immobilier de grand standing.

VAR

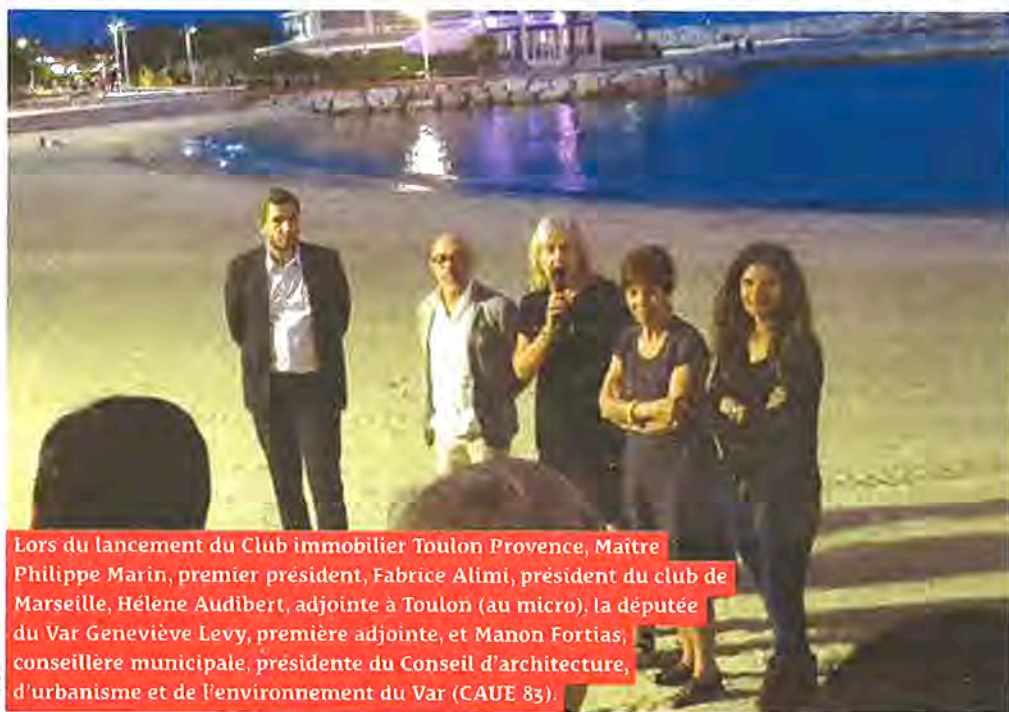
Le Club immobilier Toulon Provence pose ses fondations

LE CLUB IMMOBILIER TOULON PROVENCE A ÉTÉ LANCÉ LE 20 SEPTEMBRE DERNIER AU LIDO, À TOULON, SUR LES PLAGES DU MOURILLON, AU COURS D'UN AFTERWORK QUI A ATTIRÉ BEAUCOUP DE MONDE ET CONFORTÉ SES INITIATEURS DANS LA VOLONTÉ DE CRÉER CE LIEU DE PROFESSIONNELS ET DE CONVIVIALITÉ.

Comme nous l'annonçons début septembre, le premier club des professionnels de l'immobilier de Toulon vient d'être créé. Il a fait l'objet d'un rapprochement de bonnes intentions entre Philippe Marin, avocat toulonnais qui avait lancé l'initiative avec ses partenaires, et Fabrice Alimi, président du Club immobilier Marseille Provence, qui souhaitait décliner la méthodologie de cette structure dans la capitale varoise. Au courant de toutes ces intentions, l'adjointe au maire Hélène Audibert*, très au fait des problématiques dans ce secteur, a su rassembler les bonnes volontés pour les transformer en une démarche cohérente et porteuse pour l'économie locale. « Votre club est apolitique, mais nous avons besoin de vous. Apportez-nous des idées et contribuons ensemble au développement de ce territoire », a-t-elle notamment lancé, approuvée par la députée du Var et première adjointe Geneviève Levy, ravie de cet apport en compétences et de ces échanges alors que « Toulon a encore beaucoup de réalisations à concrétiser... ».

Lieu de convivialité, d'échanges, de débats

Pour Fabrice Alimi, il s'agit d'un point de départ, concrétisant, justement, une intention qui remonte à juin 2015, à la faveur d'une « descente » du club marseillais sur le terrain de la ville voisine et de son agglomération presque



Lors du lancement du Club immobilier Toulon Provence, Maître Philippe Marin, premier président, Fabrice Alimi, président du club de Marseille, Hélène Audibert, adjointe à Toulon (au micro), la députée du Var Geneviève Levy, première adjointe, et Manon Fortias, conseillère municipale, présidente du Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement du Var (CAUE 83).

métropole, lui ayant permis, ainsi qu'à ses confrères, de découvrir l'étendue de la mutation toulonnaise à travers nombre de chantiers en cours ou à venir. « Les métiers et fonctions de l'immobilier sont nombreux et segmentés en silos par des syndicats. Des clubs comme les nôtres s'inscrivent en complément, de façon transverse, et sont des outils formidables pour catalyser les professionnels. Il n'y avait pas de club ici et deux intentions concomitantes. Nous nous sommes assis à la même table sous la bienveillance d'Hélène Audibert, pour faire cause commune, en apportant notre savoir-faire. »

Selon Maître Philippe Marin, premier président de ce Club immobilier Toulon Provence,

qui aura à ses côtés un vice-président issu du club marseillais au sein du staff rapproché, « à Toulon, tout est différent. On commence par en fusionner deux pour en faire un. Nous nous sommes effectivement rencontrés, puis appréciés les uns et les autres, s'accordant notamment sur le fait que l'on pouvait être sérieux sans se prendre au sérieux. Ce club n'est ni un BNI** ni un syndicat, mais un lieu de convivialité, d'échanges, de débats... Nous partons d'une feuille blanche avec le parrainage et l'aide de Marseille qui sera précieuse. Nous voulons partager nos expériences, nous enrichir d'informations sur le territoire, de bonnes pratiques, d'entraide, de croisements d'expériences, de compétences, de connaissances

techniques ou juridiques, de tendances architecturales... et les partager entre professionnels, mais aussi avec les institutions et collectivités. » Parmi les premières rencontres au programme de ce nouveau Club immobilier Toulon Provence, une présentation-débat au Golf de Frégate, à Bandol, le 9 décembre, sur la finition de l'immeuble.

■ O. R.

* Hélène Audibert est adjointe au maire de Toulon Hubert Falco, en charge de la rénovation urbaine, de la stratégie centre-ville, du logement, de l'habitat.

** Business Network International, un réseau d'affaires professionnel basé sur la recommandation mutuelle.

POUR CONTACTER
LE CLUB IMMOBILIER :
amelie.rebel@imavocats.fr

② LA RÉNOVATION URBAINE / LE CENTRE-VILLE

① La rue Pierre-Sémard vers le bout du tunnel

Var Matin – 14.11.2016

② Le nouveau visage du centre ancien se dévoile

Var Matin – 05.01.2016

③ La rue Sémard en route vers le futur

Var Matin – 28.05.2016

④ Place de l'Équerre : laissons entrer le soleil

Var Matin – 16.06.2016

⑤ Le centre-ville fait place nette aux créateurs

Var Matin – 19.08.2016

⑥ Premières ouvertures dans la rue des arts !

Métropole Var – Décembre 2016

La rue Pierre-Sémard vers le bout du tunnel

L'ancienne rue du Canon doit devenir le cœur d'un nouveau quartier dédié aux arts. Si l'heure est encore aux travaux, les premiers signes de la transformation sont visibles

«**T**out vient à point à qui sait attendre... » À l'image d'Axel, qui emprunte quotidiennement l'ancienne rue du Canon pour aller travailler, les habitants du centre ancien sont philosophes. Et un retard de quelques mois sur un chantier est autant rentré dans les mœurs que le fameux « quart d'heure toulonnais », en début de réunion. Alors que sa livraison avait été annoncée pour le printemps 2016 puis pour l'automne, la rue Pierre-Sémard accueille aujourd'hui plus d'ouvriers que d'artistes. Mais les choses avancent.

Encore six mois de travaux

«*L'ensemble devrait être prêt au cours du premier trimestre 2017*», annonce avec prudence Hélène Audibert, l'élue qui pilote l'opération (1). Consciente de l'attente et même d'une certaine impatience autour de ce projet, elle évoque «*des retards au niveau des travaux*» chez les différents locataires. Et réfute une difficulté à louer la grosse vingtaine de locaux réalisés (2). «*À deux ou trois exceptions, ils ont tous trouvé preneur!*» Sauf (mauvaise) surprise, le nouveau quartier des arts devrait donc



Après une longue partie administrative, les travaux battent leur plein et le quartier des arts devrait être achevé dans environ six mois. (Photos Patrick Blanchard)

être opérationnel au début du printemps. Ce qui ne signifie pas que rien ne va se passer d'ici là.

À l'instar de la galerie Lisa qui accueille déjà du public, les ouvertures vont s'échelonner «*au fil de l'eau*».

Pas forcément l'idée de départ des pouvoirs publics, qui imaginaient une inauguration simultanée de l'ensemble des enseignes, un peu

comme pour le lancement d'une galerie marchande.

« Ce qui s'appelle faire le buzz »

«*Enfin, c'est bien comme ça. Les gens découvrent l'évolution petit à petit*», résume Hélène Audibert. «*C'est un peu ce qui s'appelle faire le buzz, non ?*», s'amuse de son côté Jérôme Chabert, directeur général de Var aménagement développement (VAD), structure qui a en charge l'aménagement de la zone.

Avant même la rue, c'est la place de l'Équerre qui devrait commencer à se «*peupler*» d'ici à Noël, avec les ouvertures espérées du Twiggy café, du Petit Chicago et d'une chocolaterie (*lire par ailleurs*). Quant au reste de l'artère, tout devrait être prêt pour la prochaine édition du Supermarché de l'art contemporain (Smac), prévue le deuxième week-end d'avril.

C. G. cgaignebet@nicematin.fr

1. Adjointe au maire, conseillère départementale, elle préside à ce titre la société publique locale Var aménagement développement.

2. Les locaux ne sont pas vendus aux artistes et commerçants, mais loués. Les locataires sont soumis à un cahier des charges et s'engagent à respecter des règles communes (horaires d'ouverture, participation à certains événements etc.).

La Galerie Lisa fait déjà le plein

Le casque de chantier n'est pas obligatoire pour se rendre à la galerie Lisa, mais le visiteur a de bonnes chances de se trouver nez à nez avec une bétonnière ou un marteau-piqueur. Pas de quoi contrarier Jean-François Ruiz, créateur de Lisa. Au contraire, ce jeune retraité semble apprécier de jouer les pionniers. «*On était prêt et surtout on avait très envie d'y aller*», confirme le galeriste. Et à voir la foule présente lors de l'inauguration, l'attente semblait largement partagée.



Jean-François Ruiz est ravi de jouer le rôle de pionnier, avec sa galerie Lisa, située dans l'ancienne Maison des Indes.

ciens résident dans la région. Tous les deux mois, Lisa offrira ses cimaises à un invité d'honneur. Pour le premier, c'est l'illustrateur Monsieur Z qui présente une série d'affiches rendant hommage aux anciens hauts lieux du Petit Chicago.

La réputation sulfureuse de l'ex-rue du Canon sera d'ailleurs cultivée dans une «*arrière-salle*» de la galerie bientôt aménagée et qui offrira aux yeux des spectateurs avertis des œuvres

franchement érotiques. De son côté, Jean-François Ruiz n'en a pas fini avec les travaux. D'ici à quelques mois, il disposera d'une seconde adresse rue Sémard. La «*Galerie L*», un espace d'exposition que les artistes pourront louer. De quelques jours à quelques semaines.

1. La prochaine édition du Smac se déroulera du 7 au 9 avril dans le quartier.

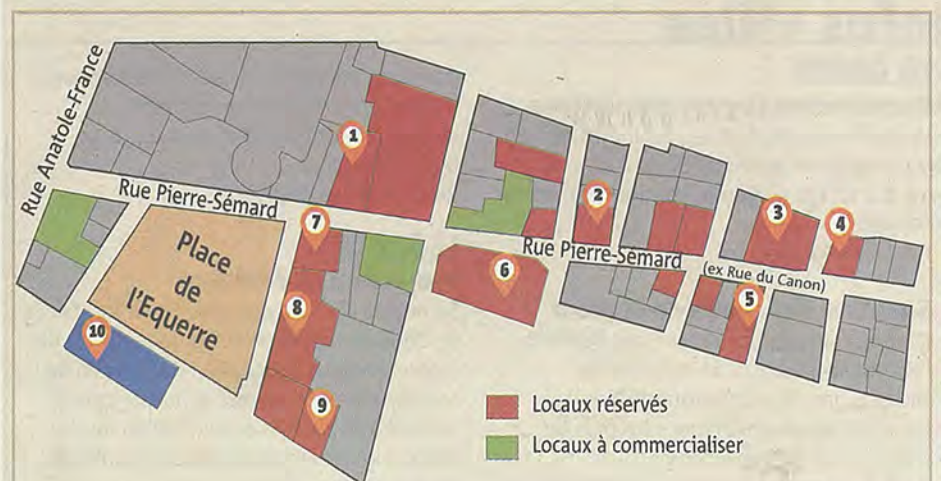
Savoir + www.galerielisa.com

Qu'y trouvera-t-on ?

Outre la Galerie Lisa, ouverte depuis dix jours (5), une dizaine de galeries d'art et ateliers d'artistes seront installées rue Pierre-Sémard, dont une grande galerie photo (6) et une galerie qui pourra être louée par des artistes (2).

En face de Lisa se trouvera la Maison des arts (3), un local occupé par Toulon-Provence-Méditerranée : au rez-de-chaussée un espace muséal en lien avec le musée d'art de Toulon et dans les étages une salle de répétition pour les chœurs de l'opéra. De quoi fournir une belle ambiance musicale au quartier !

Dans un tout autre registre, la jeune société toulonnaise Seagale proposera ses maillots de bain à l'extrémité est de la rue (4), tandis qu'une enseigne spécialisée dans la biscuiterie artisanale s'installera tout près de l'église Saint-Louis (1). Plus bas, les abords de la place de l'Équerre seront dévolus à la restauration, avec notamment le Twiggy café (bar vintage) (7), la brasserie Le Petit Chicago (8) et une chocolaterie (9). D'ici à 2019, un hôtel 4 étoiles occupera le bâtiment à cheval entre la place de l'Équerre et la place Monsenergue (10).



Le nouveau visage du

Habitat, commerces, entreprises... D'ici à la fin de l'année de grands projets engagés par la municipalité arriveront à leur terme. Laissant la place à d'autres dossiers

Si 2015 a été l'année des grands travaux, 2016 sera celle – enfin – des livraisons. Entamée depuis de longues années, la transformation du centre ancien est en phase, tout du moins pour sa partie la plus à l'ouest, d'achèvement. C'est aussi l'aboutissement de plus de dix ans de politique municipale en matière de réhabilitation, tant sur le plan de l'habitat, que du développement économique. Il ne reste désormais que des semaines avant que le centre-ville ne présente un visage aussi flambant neuf que les pavés de certaines rues. Certaines zones sont d'ailleurs déjà terminées. À l'instar de l'îlot Baudin, de l'îlot Consigne ou encore de l'espace Charles-Poncy. Quant au cœur de cette réhabilita-

tion, explique Hélène Audibert, adjointe au maire en charge de la rénovation urbaine, « le projet Pierre-Sémard, qui débute au numéro 20 de la rue Anatole-France, son aménagement devrait être terminé d'ici au dernier trimestre de 2016. »

Esprit de reconquête

Animées par un esprit de reconquête d'un centre-ville malmené par une dynamique commerciale en baisse et une fréquentation qui laisse parfois à désirer – des commerces parallèles se font en effet au grand jour –, les équipes de la Ville entendent désormais « rattacher Pierre-Sémard au nord et au sud pour regagner les chemins de chalandise naturels », souligne Laurent Jérôme, adjoint au maire délégué au tourisme et au commerce. Ceci en

accentuant la sécurité des promeneurs et autres acheteurs potentiels, notamment grâce à l'installation de douze nouvelles caméras de vidéoprotection qui viendront s'ajouter aux cinquante-cinq déjà présentes dans le centre ancien. Dès lors, la prochaine étape sera dans les mains des Toulonnais : charge à eux de s'approprier ces nouvelles installations, d'investir les nouveaux commerces. Et de se sentir bien dans le centre-ville.

Dossier :
KARINE MICHEL
 kmichel@varmatin.com
 et **VIRGINIE RABISSE**
 vrabisse@varmatin.com
 Photos : **PATRICK BLANCHARD**



1 Place Monsenergue

Les travaux place Monsenergue devraient reprendre d'ici quelques semaines : il y est question de déterminer les accès taxis, bus et autres pour faire cohabiter circulation et desserte du futur hôtel qui verra le jour à l'angle de la rue Victor-Micholet. C'est en effet un hôtel quatre étoiles qui s'élèvera sur quatre bâtiments entre les ex-locaux de Pharmacies et les anciens locaux Verzelli. Les travaux devraient débuter en septembre – le 1^{er} étage de ces bâtiments ainsi que le rez-de-chaussée accueilleront d'ici là les projets d'architecture d'intérieur dans le cadre du Festival du design toulonnais – et durer 18 mois.



2 Dalle de l'Équerre

L'aménagement de la place sera achevé à la fin du mois. « La place a été conçue pour abriter toutes les animations possibles », assure Hélène Audibert. L'entrée du parking souterrain a été habillée d'une ombrière. Tout autour, on trouvera des logements et, en rez-de-chaussée et premier étage, des commerces. « Nous nous inscrivons dans une politique d'accompagnement de la création d'activité commerciale », insistent les élus. De l'autre côté de la rue Camille-Auban, sur la vraie « place de l'Équerre », ouvrira une microcrèche, « avec, si nous obtenons les autorisations nécessaires, une halte-garderie à l'heure le samedi matin ». S'installeront également les « Savons de Toulon » et un chocolatier.



3 Rue Pierre-Sémard



L'opération, menée par la Société d'économie mixte Var aménagement développement, la caisse des dépôts et consignations et un opérateur privé, la SARL Carim, sera portée par VAD pendant quinze ans afin de s'assurer que les locaux, loués à des tarifs avantageux, conservent leur thématique tournée vers l'artisanat et la culture. Ainsi, dès la fin 2016, les Toulonnais pourront découvrir le résultat de ce qui occupe la municipalité depuis le début du mandat. Plus d'une vingtaine de commerces – atelier d'artiste, galerie d'art, concept store, créateurs, mais aussi café vintage, piano-restaurant ou encore épicerie – viendront égayer le centre-ville. Ils devront répondre à un cahier des charges insistant sur l'ouverture en nocturne deux jeudis par mois en basse saison. À l'heure actuelle, seuls trois lots n'ont pas encore été commercialisés.

4 Îlot Globe - Savonnières nord



La maison de gents (notre sée et première flambant neu et la rue Cheymars prochain l'essence de des « associations sont en phase Audibert. « Nos projets pour l'élu. Nous propose non tionnement nature officielle à la rentrée p « nous l'utilis dre du festival lieux, d'une s tres carrés au sont également diants.

La phrase

« C'est la diagonale Ouest - Est dont on parle depuis quarante ans que l'on essaie de concrétiser. »

Laurent Jérôme, adjoint au maire de Toulon en charge notamment du tourisme.

Le chiffre

70000 en mètres carrés, la superficie des 77 bâtiments détruits ou impactés par les opérations de rénovation urbaine jusqu'ici réalisées ou en cours d'achèvement. Cela représente quelque 80 millions d'euros engagés depuis 12 ans.

centre ancien se dévoile

Anru 2 : un an de réflexion

Les halles existeront-elles encore dans quelques années? La question mérite d'être posée à l'heure où la ville réfléchit à la reconversion globale de ce quartier du centre ancien.

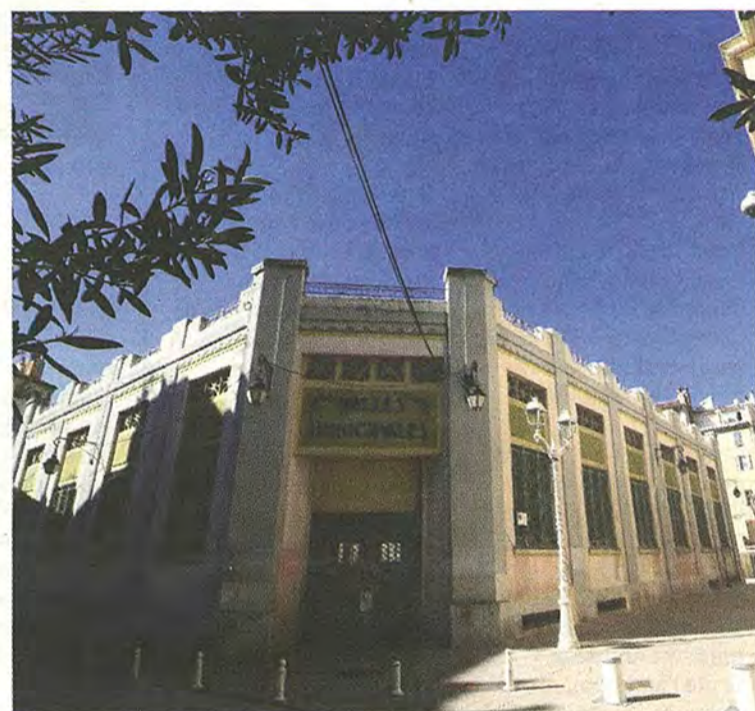
« Dans le cadre de l'Anru 2⁽¹⁾, nous menons en effet une réflexion sur l'ensemble du centre ancien », confirme Hélène Audibert. Notamment en terme de développement économique et commercial. Dans ce chapitre justement, sont inclus les projets d'aménagement des Halles ⑧ (jusqu'à la rue Vincent-Cordouan), les deux îlots « qu'il nous reste à traiter sur le boulevard de la République ». C'est la raison pour laquelle le projet d'immeuble à l'angle de la rue Aicard et des Halles est pour l'heure retardé. « Le projet initial pourrait effectivement être impacté par l'Anru 2 », ajoute l'élue.

Le cours Lafayette ⑦ est également inclus dans la réflexion. Du coup, c'est le projet d'hôtel – pas encore finalisé – et de brasserie en lieu et place de l'ancien Évêché qui pourrait être retoqué.

Si rien ne le confirme pour l'instant, « on ne s'interdit rien », lâche Hélène Audibert.

La rue chevalier Paul également concernée

L'Anru 2 devrait également profiter à l'aménagement de la rue Chevalier-Paul ⑥, « où notre ambition est d'implanter dans les locaux en rez-de-chaussée les sorties de pépinières d'entreprise », poursuit Hé-



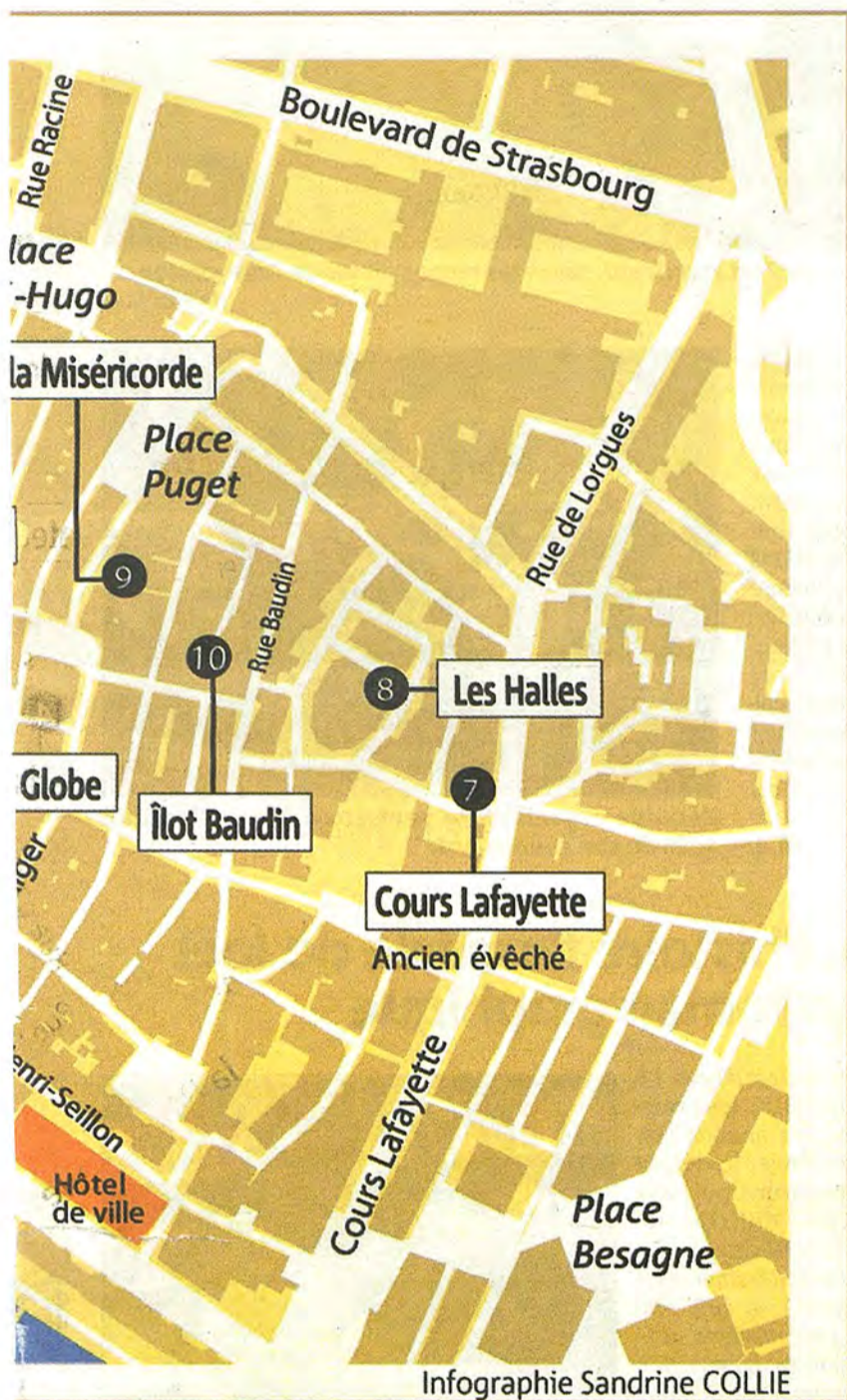
lène Audibert. Projet qui, sur le papier, semble correspondre aux ambitions de cet Anru 2. Et si d'aventure ce projet ne bénéficiait pas des financements Anru, « la ville orchestrera un autre montage ». La municipalité et TPM se donnent un an pour mener à bien la réflexion : « Nous ne nous interdisons pas de revoir certains projets » comme de réfléchir à leurs montages financiers. « Nous n'en sommes encore qu'aux protocoles de préfiguration », ajoute Hélène Audibert, qui devraient nous permettre de poser les projets nécessaires et

finançables sur les quartiers retenus. »

Des orientations, décisions, projets devraient donc voir le jour d'ici à la fin de l'année.

Cet Anru 2 devrait permettre de rénover quatre cents quartiers au niveau national, en dix ans, avec un budget de cinq milliards d'euros.

1. TPM s'est portée candidate à l'Anru 2. Dans ce cadre, quatre quartiers ont été retenus : Sainte-Musse a été retenu au titre « d'intérêt national », trois autres l'ont été au titre de leur « intérêt régional » : le centre ancien de La Seyne, le centre ancien de Toulon et le quartier de Lagoubran.



Infographie Sandrine COLLIE

⑥ Place Vatel



C'est l'un des lieux du centre ancien qui pâtit le plus de la présence de trafic de drogue. D'ici à l'été cependant, sa reconquête devrait être en marche : les premiers commerces nouveaux auront ouvert. Parmi eux, le point de vente/musée de La Bière de la rade pourrait prendre place là où, depuis, deux ans, le Supermarché de l'art contemporain avait pris ses quartiers. Ce dernier aura toutefois bien lieu du 25 au 27 novembre prochain, il sera une des manifestations phares de la toute nouvelle Dalle de L'Équerre.

⑨ Traverse de la Miséricorde

C'est un morceau historique de la ville qui tombera en fin d'année. Pour laisser place à une nouvelle physionomie de la cité. Alors que l'enseigne de l'ex-Marionnaud a été dissimulée dernièrement, c'est un

pan entier, à droite, qui doit disparaître. La traverse de la Miséricorde – actuellement un passage d'à peine plus d'un mètre – s'en trouvera élargie. Donnant de l'air et de la modernité à la rue Hoche.



⑩ Îlot Baudin



Pour avoir une idée de ce que pourrait donner l'ensemble de ces chantiers, rien de mieux qu'un tour du côté de l'Îlot Baudin, juste au sud du tout nouveau Monoprix. Tout y est neuf et depuis la rentrée scolaire dernière, les quelque 110 logements étudiants ont trouvé preneurs par l'entremise du Crous. Prochainement, une crèche, un ensemble de logements, des commerces, ainsi que des start-up devraient amener l'animation qui, pour l'heure, peine à se dessiner.

Associations des arts émergents (photo) occupe rez-de-chaussée d'un bâtiment entre la rue des Savonnières et la rue Chevalier-Paul et sera livrée en septembre. Au-dessus : des logements. Cette maison est d'accueillir les associations qui existent déjà ou qui sont en création », détaille Hélène Audibert. « Nous allons lancer un appel à projets pour confier la gestion, ajoute-t-elle. Nous allons une structure qui nous permettra de fonctionner un mode de fonctionnement aussi un projet. » L'ouverture des lieux devrait se dérouler prochainement même si, cet été, les travaux se poursuivent sans doute dans le cadre de la dalle de design toulonnais. La superficie de quelque 800 mètres carrés sur les deux niveaux, sont destinés à abriter des étu-



La rue Sémard en route

L'inauguration des travaux en cours devrait avoir lieu pour l'été 2016. Un quartier entier se dessine, placé sous le signe de l'art avec des galeries, commeces et une nouvelle place

C'est un nouveau centre-ville qui se dessine. « L'objectif d'Hubert Falco de faire revivre ce centre ancien de Toulon, depuis son élection en 2001 », s'empresse de rappeler Hélène Audibert, adjointe déléguée à la rénovation urbaine. Justice est faite : « on comprend enfin pourquoi il y a tous ces magasins fermés dans la rue Pierre-Sémard. Parce que depuis dix ans, des locaux sont rachetés pour mettre en œuvre ce grand projet de revitalisation commerciale de l'artère », précise-t-elle.

Engagements dans la durée

Une grande partie de pieds d'immeubles et quelques bâtiments entiers ont été acquis par la Société anonyme d'économie mixte Var aménagement développement (Vad) dans le cadre d'une concession d'aménagement, mais aussi par la Ville et seront versés dans le giron d'une société foncière



Rue Pierre-Sémard, l'adjointe en charge de la rénovation urbaine Hélène Audibert, évoque un projet mûri en fait depuis plus de dix ans.

en train de se constituer avec La Caisse des dépôts, Vad et la société Carim, qui s'occupera aussi de la di-

rection artistique du projet. Mais même si cette opération est privée, elle est guidée par la Ville et l'intérêt commun, a-t-on tenu à rassurer. Bien plus loin que la rue Pierre-Sémard où les travaux ont commencé en février, elle traite tout le secteur de façon cohérente, depuis le début de l'artère qui constitue une entrée de ville

côté place d'Armes, jusqu'à la traverse de la Miséricorde en cours d'élargissement pour accéder sur l'îlot Baudin, rénové par TPM. « La durée d'engagement des partenaires va au-delà de la douzaine d'années », et rejoint les rues et places adjacentes en cours de rénovation, pour éviter l'effet de « façade ». Son coût : 3,7 mil-

lions d'euros.

Ouverture le soir en semaine à l'année

La rue Sémard sera l'axe central d'un « pôle artistique » avec « de nombreuses galeries d'art, - une consacré à la BD par exemple - des commerces, comme un magasin d'objets design », mais « pas d'artisans » en revan-

che. Les quarante locaux commerciaux acquis (2 000 m²) en formeront juste « une quinzaine » au final, au terme de travaux qui auront permis d'en agrandir la surface. « On nous dit toujours que les commerces du centre sont trop petits », rappelle Hélène Audibert. Ceux qui font partie du projet devront se conformer à une charte qui prévoira rien de moins que des fermetures plus tardives, par exemple « le mercredi soir, le jeudi soir », et cela « toute l'année ».

« L'objectif du maire de Toulon n'est pas que le centre-ville soit un centre commercial », précise l'adjointe.

Dans cette rue et celles adjacentes particulièrement touchées par la désertification, des travaux concernant des pâtés de maison entiers serviront à apporter plus de lumière aussi à l'habitat. Rue Sémard, les travaux ont d'abord concerné les réseaux. Le bâti sera attaqué « en fin d'année ». Après l'aménagement par les commerçants, l'inauguration, prévue initialement à la fin de l'année, devrait avoir lieu « pour l'été 2016 », assure-t-on.

VALÉRIE PALA
vpala@nicematin.fr

Les effets secondaires

Si la Ville compte à tout prix éviter avec ce projet, de « jouer les marchands de biens » rue Sémard, « créer un décor de théâtre », « tourner le dos aux gens qui habitent le quartier », « en faire une galerie élitiste », un premier effet secondaire de cette réhabilitation vient pourtant déjà de se produire, à savoir « qu'un effet spéculatif très fort » a déjà été remarqué par la Ville. « Les prix s'envolent, avec des appartements qui partent à 1 800 euros le

m² », apprend-on. Rançon d'un succès annoncé ? « Nous allons faire une information auprès des propriétaires sur les contraintes de la réhabilitation sur les immeubles », précise Hélène Audibert. Les charges de travaux à venir pourraient être d'une importance certaine, « et l'on ne veut pas créer des marchands de sommeil, avec des gens qui n'arriveraient pas à entretenir leur bien pour l'avoir payé trop cher », prévient-elle.



Les œuvres artistiques ne seront plus sur ces façades actuellement désœuvrées, mais dans les galeries.



vers le futur

Quelques exemples :

① Les abords de la grande dalle située près de la place de l'Équerre accueilleront une brasserie et un restaurant. « 300 mètres carrés ont été achetés » en sous-sol de cette dalle qui compte un parking couvert. Il s'agit d'anticiper les besoins futurs en matière de réseaux, alimentation, sachant que des projections lumineuses - œuvres d'art, films-pourront être mises faites sur les façades, comme celle de l'ancien Evêché. La nouvelle place, encore sans nom, pourra accueillir de l'événementiel, festival, concert.

②③ Un îlot est réhabilité par Var habitat à l'angle de la rue Chevalier-Paul, et bénéficie de l'aide de l'Anru (Agence nationale pour la rénovation urbaine). Au rez-de-

chaussée et premier étage, il y aura une maison des associations. Sur le reste de la surface, « 18 logements sociaux sont prévus sur cet îlot, précise Hélène Audibert. Des logements pourront être proposés à des locataires du secteur qui ont été relogés temporairement, car ils ont émis le souhait de revenir dans leur quartier. La moitié de ceux qui ont dû être relogés ont émis ce souhait ». Le reste de l'offre locative bénéficiera à de nouveaux ménages. « Une très belle place » remplacera le petit jardin public qui était attenant à la façade.

④ L'ancien Tennessee bar deviendra une galerie d'art, extension du musée de la photo, avec une thématique vidéo. Juste à côté est prévu un local

associatif, destiné à abriter « pourquoi pas, une association de théâtre », évoque Hélène Audibert.

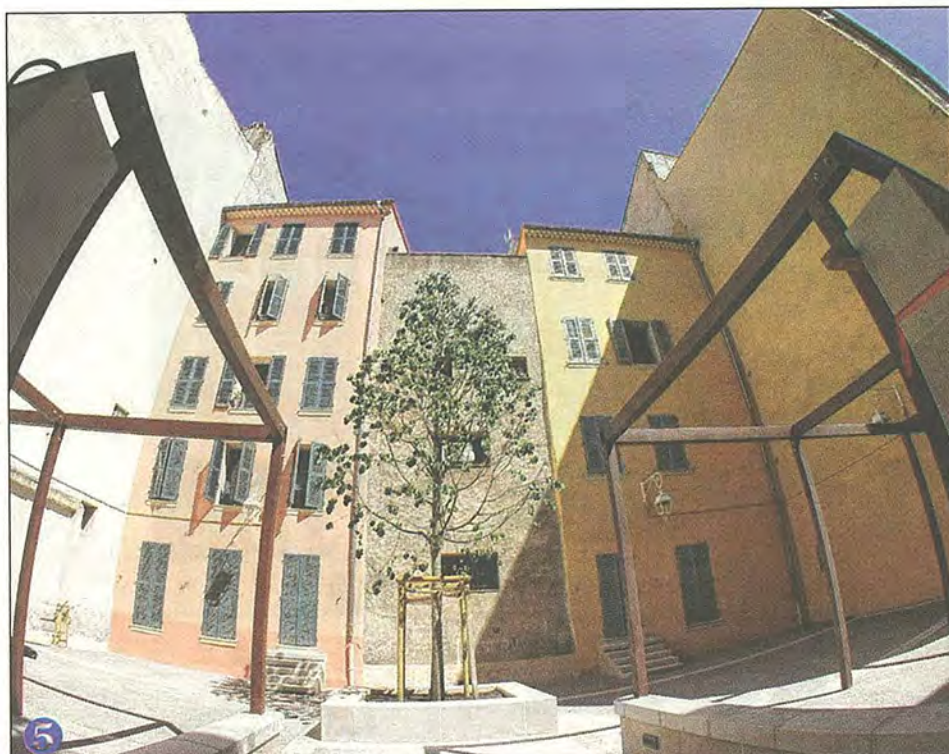
⑤ Rue Poncy, donnant sur l'Opéra, une nouvelle place vient de voir le jour sur des parcelles acquises. Un nouveau restaurant mexicain et un autre à venir ouvriront leurs murs sur la place pour y créer une terrasse. Comme deux autres, rue Richard-Andrieu, Côté Terrasse et Tutti Frutti, qui y possèdent déjà un accès, sur l'arrière de leur devanture. Cette nouvelle place doit être aménagée.

⑥ Un curetage (qui consiste à créer de l'espace au milieu d'un pâté de maisons), a été effectué sur cet îlot, de la place de l'Équerre à la rue Victor-Micholet. « Des fenêtres ont été ouvertes sur la

façade, pour permettre à tous les logements d'être éclairés ». Un immeuble sera reconstruit derrière cette façade, conservée à la demande des bâtiments de France, mais qui laissera la place à une cour intérieure, inexistante précédemment. En face, « une microcrèche et un autre local associatif sont prévus place de l'Équerre », annonce l'adjointe à la rénovation urbaine.

Mais aussi :

A l'angle de la rue Sépard et Poncy, trois immeubles mitoyens ont été acquis, par Vad, la Ville qui devrait revendre le sien au futur opérateur commun. Impossible pour l'instant de savoir quel « gros projet » se trame sur cet espace important, mais il y en a un.



Place de l'Équerre:

Toulon C'est « le cœur du cœur » du centre historique: la place de l'Équerre, rénovée et prête à revivre, en a fini avec les palissades

Sans chichis, ni tralala mais avec le sourire sous les parapluies. C'est une grande étape qui a été franchie hier matin dans le programme de rénovation du cœur historique de la ville. « *Le cœur du cœur* », selon l'expression du sénateur-maire Hubert Falco, est atteint: la place de l'Équerre est rendue, ressuscitée et magnifiée aux Toulonnais.

Dix ans d'efforts

Là où des palissades ont caché pendant des années « un trou et des déchets », une nouvelle place de 3 400 m² où le soleil (oui, oui) et l'espace joueront les premiers rôles. À deux pas de l'arsenal et à quelques minutes de la place de la Liberté. « *Et cela n'a pas été simple* », a rappelé le maire. « *Dix ans auront été nécessaires pour prendre la main. La Ville n'avait la maîtrise ni du foncier, ni de l'immobilier.* »

On imagine le chemin parcouru. Là où « *le plus simple aurait été de tout raser et de reconstruire* », l'équilibre a été trouvé entre préservation du patrimoine et rénovation. Afin que les Toulonnais se réapproprient très vite leur « vieille » ville.

Culture et commerces

Menée par Var aménagement développement (VAD), la rénovation de la place de l'Équerre s'est élevée à 1,66 million d'euros (50 % de la somme par l'ANRU, 30 % par le Département et 20 % par la ville). Tout à côté, la rue Pierre-Sémard fait, elle aussi, peau neuve. « *Ce quartier va vivre au rythme des événements culturels et grâce aux commerces variés qui s'installent. Nous ne craignons pas la concurrence des uns et des autres. Nous avançons avec courage et volonté. En nous*

appuyant sur nos atouts. »

Public/privé

Et sur la collaboration « public/privé » à laquelle le maire a rendu un hommage appuyé. Tout comme, de façon improvisée et à la bonne franquette, il a donné la parole à tous ces nouveaux commerçants et artistes qui ont choisi de s'installer dans le cœur historique.

Enfin, on a appris hier que le projet d'hôtel 4 étoiles avance bien et a obtenu son permis de construire. Avec une entrée du côté de l'arsenal et une autre du côté de la place de l'Équerre qui s'ouvrira sur une belle verrière. Laissons entrer le soleil, on vous dit...

Dossier:
Mireille Martin
mmartin@varmatin.com
Photos: Patrick Blanchard



Sur 3 400 m², la nouvelle place de l'Équerre est rendue aux Toulonnais.

Photos Patrick Blanchard



La place de l'Équerre avant: des palissades et des débris. La même, prête à revivre.



(Photos DR)

« Petits mousses »: micro mais costaud



+ Dix enfants peuvent être accueillis à la micro-crèche.

Aux « Petits mousses », prière d'enfiler des surchaussures et de ne pas trop perturber les tout-petits... Inaugurée hier matin, la micro-crèche accueille depuis le 25 avril, de 7h30 à 18h30, les enfants âgés de 3 mois à six ans. Dans des locaux tout en couleurs, la structure de la MAMI (Maison d'accueil multiservice intergénérationnelle) participe grandement à la dynamique de renouveau du quartier.

Située rue Camille-Auban, la micro-crèche compte dix places (dont quatre pour les bébés). Son équipe est également formée à apporter soutien et accompagnement aux enfants et aux familles qui traversent des difficultés.

Galerie Lisa: l'art vous tend les bras

Parmi les ateliers d'artistes et les galeries d'art qui vont fleurir rue Pierre-Sémard, celle de Jean-François Ruiz, le créateur du Smac festival, est très attendu. La galerie Lisa (acronyme de « Love is art ») entend jouer le rôle de « passerelle entre l'art contemporain et le grand public. » Jean-François ne travaille qu'avec des artistes qui sont aussi des amis. Son projet a obtenu le prix « Var terre d'innovation 2015 ». Et a été plébiscité par les lecteurs de *Var-matin* et *Nice-matin*. Outre l'exposition et la vente d'œuvres à des prix plafonnés, « Lisa » proposera aussi une galerie d'art éphémère, avec de nouveaux artistes tous les quinze jours.

www.galerielisa.com



Jean-François Ruiz veut faire partager sa passion de l'art contemporain.

(Photo D.R.)

Laissons entrer le soleil

« Le Petit Chicago »: premier rendez-vous en musique samedi

« Chicago », c'est un nom qui parle aux vieux Toulonnais. A une autre époque, c'est ainsi que l'on nommait « la basse ville ». Un surnom qui en dit long sur la réputation de la vieille ville à l'époque... Mais dans un clin d'œil malicieux aux Toulonnais et aux amateurs de jazz, Corinne Djouder et William Leclerc ouvriront samedi 18 juin « Le Petit Chicago », place de l'Équerre. Une mise en route en terrasse avant l'ouverture officielle et en grande pompe, en octobre. Il faudra en effet patienter jusque-là pour découvrir le piano-bar conçu par le jeune couple. Jazz, blues et rock: ça va déménager au « Petit Chicago », un établissement qui voit grand. « Ce sera un vrai piano-bar car nous offrons aux musiciens, qui se

produiront chez nous, une vraie scène ». Et Corinne s'y connaît en la matière: elle a acquis une solide expérience dans un piano-bar à St Germain-des-Prés. Donc salle de concert et salle de restaurant où l'on servira des assiettes de dégustation. Mais aussi un « bar à vinyles », à écouter à la carte. « Nous aurons une collection de 1000 disques en importation directe des États-Unis. »

Avant-goût en terrasse

Dernière pierre à l'édifice de cette nouvelle adresse jazz: une salle à disposition pour une résidence d'artistes. À noter que Corinne et William habitent le quartier. « On y vit très bien. Et nous sommes tombés amoureux de la place de l'Équerre rénovée. »



William et Corinne et la maquette de leur « Petit Chicago ».

En attendant de découvrir le piano-bar, le jeune couple en donnera, tout l'été durant, un avant-goût. Histoire de commencer à prendre possession des lieux et d'inviter les Toulonnais à investir le quartier rénové. Premier rendez-vous donc samedi soir avec jazz en terrasse et le Piero Iannetti Trio.

« Twiggy café »: vive les années soixante



Ceux qui le connaissent ne seront pas étonnés que sa nouvelle aventure ait encore à voir avec la musique. Stéphane « DJ Bool » Bernaille et sa compagne Natacha Forcinal ouvriront en novembre le bar musical « Twiggy Café », place de l'Équerre. Une adresse chère au cœur de « Bool »: sa mère y est née... Baptisé Twiggy en hommage à la mannequin vedette des années soixante, (connue sous le surnom « La brindille » bien avant Kate Moss), le café sera résolument tourné vers cette époque, synonyme d'in-

souciance et de créativité. Avec une déco faisant bien sûr la part belle au « vintage » mais aussi avec un petit côté « pub » anglais, le « Twiggy café » promet une ambiance très personnelle. « Nous avons été parmi les premiers à nous intéresser à ce projet sur la place rénovée de l'Équerre. Nous avons trouvé le temps long avant qu'il aboutisse et maintenant nous sommes extrêmement impatients d'ouvrir notre café. » Plat du jour le midi, tapas le soir, animations musicales: vivement cet automne.

« Ma petite chocolaterie »: une terrasse pour les gourmands

On en connaît des impatients qui guetteront, les papilles à l'affût, l'ouverture de la chocolaterie, à deux pas de la place de l'Équerre. Clément Dugragné est tout aussi impatient. Ce sera pour le jeune homme une grande aventure. Tout à la fois personnelle et professionnelle. Car Clément, désormais chocolatier di-

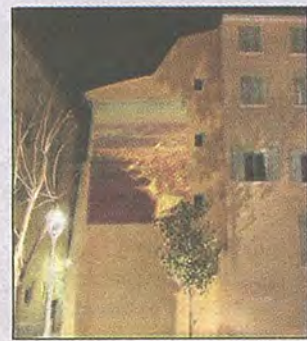
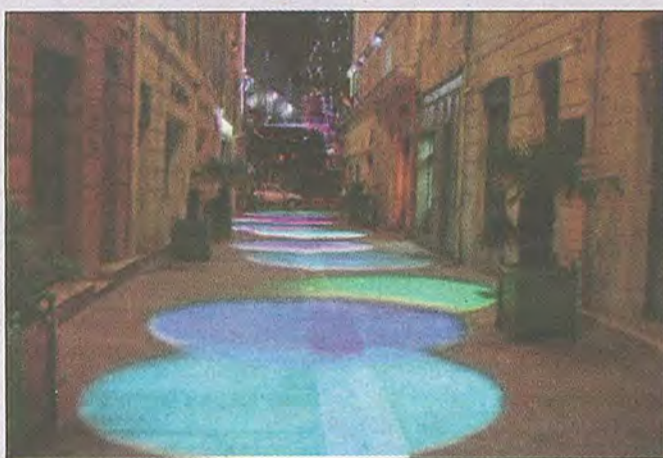
plômé mais encore engagé dans la Marine nationale pour quelques mois, a préparé avec soin et professionnalisme sa reconversion gourmande.

« Sur place, outre l'atelier de confection du chocolat et la boutique, les clients pourront profiter d'une terrasse pour la dégustation sur place. » Oui, on se languit.



On pourra bientôt déguster les chocolats de Clément.

C'est beau la nuit aussi



● Un éclairage conçu comme un vrai habit de lumière. Et qui donne « un sentiment de confort et de sécurité ».

Le soir et la nuit, la place de l'Équerre et la rue Pierre-Sémard seront mises en valeur par un éclairage soigné. Fonctionnel et modulable selon les heures et les saisons grâce à aux LED et notamment à trois mâts de 12, 13 et 14 mètres de haut. Mais aussi artistique grâce aux projecteurs qui habilleront les pavés et les façades de vues de Toulon ou de figures poétiques. 250 000 euros ont été consacrés à cet habillage de lumière.

Le centre-ville fait place

Toulon Artistes, créateurs, galeries et résidences prennent leurs quartiers et font rebattre le cœur de ville. De bon augure alors que la rue Pierre-Sémard va dévoiler son nouveau visage

Elles parlent à toute allure, se coupant parfois ou se corrigeant; elles se regardent avec des yeux complices et se sourient; elles rient aussi, beaucoup. Davia et Lisa Dora, respectivement 33 et 35 ans, sont des sœurs très proches qui débordent d'énergie. Elles ont obtenu le prix Talents des cités pour un projet participant à la rénovation de la rue Pierre-Sémard.

«*La vie, je la mange à une allure...*», confie Lisa, tandis que Davia s'exclame en même temps : «*On est bouillonnantes!*» Bouillonnantes d'idées, c'est certain. Leur dernier projet en tête, et pas des moindres, est de monter un atelier boutique dans la rue Pierre-Sémard, en pleine rénovation⁽¹⁾.

Un atelier boutique

«*Je suis très émue de voir ce projet se concrétiser*», souffle Lisa. Avec sa sœur Davia, elles ont obtenu, le mois dernier, le prix Talents des cités de la région Paca qui récompense des créateurs d'entreprise dans des quartiers prioritaires, comme le cœur de ville de Toulon. Et leur atelier boutique rentre totalement dans ces critères.

En 2013, la mairie de Toulon lançait un appel à projet pour ouvrir des boutiques dans le centre ancien. Les sœurs Fardelli ont alors tout de suite voulu en faire partie. «*C'est un quartier où il se passe vraiment quelque chose, où on est en pleine renaissance...*», glisse Davia. Les deux jeunes femmes ayant suivi une formation artistique – Lisa en arts plastiques à l'école des Beaux-arts de Toulon, Davia en stylisme et modélisme à l'école ESMOD de Tunis – elles ont tout naturelle-



«*On veut créer du lien entre les habitants du quartier et notre boutique, pour les sensibiliser à l'art et les faire participer*», expliquent Davia et Lisa Fardelli qui ont obtenu le prix Talents des cités.

ment présenté un projet d'atelier boutique à la Ville.

Les habitants intégrés dans leur projet

L'idée est de «*créer du lien entre les habitants du quartier et notre boutique, de les sensibiliser à l'art et de les faire participer à nos rencontres et at-*

eliers artistiques», s'enthousiasme Lisa. Cette dernière détaille leur projet : «*On veut partager notre local en deux pour avoir un coin atelier et une galerie d'exposition.*» «*On voudrait pouvoir travailler dans l'atelier et créer des objets uniques; organiser des ateliers ouverts à tous les publics et faire*

de la vente ou de la location d'œuvres d'art...», poursuit Davia.

Pour les deux sœurs, le côté populaire du centre-ville n'est pas un problème mais plutôt un atout. L'idée étant d'initier les habitants à l'art et la création. «*La rénovation de la rue Pierre-Sémard a délogé pas mal d'an-*

ciennes boutiques pour implanter des locaux à vocation culturelle et artistique. Nous voulons éviter que les habitants se sentent chassés de leur quartier. Au contraire, nous voulons qu'ils viennent dans notre atelier boutique, qu'ils participent à nos événements. Nous voulons que l'art soit accessible à tous», développe Davia.

Des sœurs pleines de ressources

Leur projet, présenté à la bourse Talents des cités, a été sélectionné à l'unanimité par le jury dans la catégorie «*émergence*». Les sœurs ont empoché 1 000 euros. Une bonne base pour démarrer les travaux de leur atelier boutique. Mais elles espèrent remporter davantage, car elles sont désormais en lice pour le concours national qui leur permettrait d'obtenir 7 000 euros supplémentaires. «*Si on gagne, c'est du tonnerre, s'écrie Lisa. Ça nous aiderait vraiment parce que mille euros, ça ne sera pas suffisant pour l'aménagement complet du local.*» Pleines de ressources, Davia et Lisa envisagent aussi d'organiser une campagne de crowdfunding (financement participatif sur Internet, Ndlr) pour mobiliser tout leur réseau.

Avec des personnes aussi énergiques et motivées, le centre de Toulon entame une rénovation artistique et culturelle du feu de dieu!

1. Dans le cadre du projet «*cœur de ville*» de la municipalité, la rue Pierre-Sémard doit amener à la création de logements et de commerces sur la thématique de l'art et du design.

Dossier : Anouk Passelac

Le Carré du Globe : du design dans la ville

C'est en se promenant au hasard des ruelles que l'on tombe sur cette boutique de design, située à cheval entre la place du Globe et la rue des Riaux. Le Carré du Globe a ouvert le 21 juin dernier et les débuts sont «*plutôt encourageants*» pour Marion Riva, sa propriétaire. Son magasin propose des créations locales, uniques et/ou introuvables dans le Sud, ce qui fait qu'on y vend «*des choses qu'on ne trouve pas ailleurs*»: une console en acier (modèle unique) du ferronnier toulonnais Thomas Rebouah, du papier peint design de l'Aixoise Valérie Hahus-

seau, etc. «*Je propose le travail de créateurs que je connais ou qui me plaisent, tout simplement*», révèle Marion Riva.

La boutique regorge d'objets esthétiques, pratiques et originaux, et possède même une petite buvette pour les promeneurs qui ont besoin d'être requinqués.

Un renouveau

Et la clientèle est au rendez-vous assure-t-elle : «*Avec la réfection et la rénovation du quartier, ainsi que la Design parade, beaucoup de monde a franchi le seuil de ma boutique.*» Pour elle, pas



La boutique a ouvert le 21 juin, place du Globe.

de doute, le centre-ville est en pleine rénovation : «*Désormais, les gens peu-*

vent venir se promener dans le quartier, lire un livre, voir une expo, ache-

ter un objet de déco...», énumère Marion Riva. Elle, qui a répondu à un appel d'offres de la mairie pour occuper ce local, se réjouit d'être «*la première boutique d'une longue série*» à jeter l'ancre dans le quartier. «*L'axe pris par la Ville de s'orienter vers le design et les créateurs locaux est réjouissant*, sourit-elle. *J'ai connu un Toulon assez vivant et aujourd'hui je suis contente de faire partie de son renouveau.*»

Un travail transversal avec le quartier

Elle vit d'ailleurs ce re-

nouveau avec d'autres acteurs du monde artistique déjà présents à ses côtés : la Maison de la photographie et l'espace place des Savonnières (future résidence d'artistes, lire l'article ci-contre)... et vend des livres sur les artistes qui y sont actuellement exposés : la photographe Vivian Maier et le designer Ettore Sottsass. «*J'essaie de travailler en transversale de ce que font mes collègues*», éclaire Marion Riva. Et le réseau d'artistes et de créateurs du quartier grossit de jour en jour.

nette aux créateurs

Résidence artistique **place des Savonnières** **Et aussi**

Dans quelques semaines, une résidence d'artistes et d'associations culturelles, appelée Le Port des créateurs, ouvrira ses portes. Une occasion de plus pour que l'art investisse le centre-ville de Toulon.

Le bâtiment, qui fera office de résidence, se situe place des Savonnières, dans un bâtiment de 900 m² que leur loue la municipalité. Le principe du Port des créateurs est d'héberger le lieu de travail d'artistes et d'associations pour qu'ils puissent mener à bien leurs créations. Un appel à projet a été lancé dans trois catégories (musique, arts plastiques, arts vivants) et deux projets «incubateurs» pour des jeunes structures seront également hébergés. En plus d'avoir des locaux dédiés, les participants bénéficieront d'espaces de *coworking*, de salles de réunions, mais aussi de conseils et d'un accompagnement personnalisé, dispensé par Julien Carbone, Marion Fougerat et Yann Lasserre.

De l'expérience dans les projets artistiques

Le Port des créateurs est un projet mené par des personnes «fortement engagées et ancrées dans la région», soutient Julien Carbone. En effet, ce dernier, avec ses deux acolytes, a d'autres projets artistiques eux aussi implantés dans le centre-ville sur le feu: la galerie Axolotl, 23 rue Nicolas-Laugier, et le lieu culturel Metaxu, place du Globe. Et c'est grâce à cette expérience, longue de plusieurs



Le Port des créateurs est situé en plein centre-ville, place des Savonnières. Marion Fougerat, Yann Lasserre et Julien Carbone (ci-dessus), les trois opérateurs, accompagneront les artistes et les associations.

années, que le projet de résidence d'artistes a été sélectionné par la mairie, pour intégrer l'espace de 900 m² place des savonnières. Le Port des créateurs est donc une pierre supplémentaire apportée à l'édifice du réveil culturel du centre-ville: «On milite depuis des années pour implanter l'art dans le centre-ville de Toulon. Le Port des créateurs, c'est donc une invitation

pour que d'autres artistes et associations nous rejoignent. En les regroupant, on crée de l'intelligence collective et on rend le tissu culturel plus fort», assure Julien Carbone. Ce dernier a également pris contact avec leurs futurs voisins de la rue Pierre-Sémeur. Ateliers, boutiques ou atelier-boutique comme le projet des sœurs Fardelli, ces liens permettent de renforcer le réseau culturel et artistique du centre-ville,

qui entame une croissance exponentielle.

Un investissement important

Toutefois, avoir son local dans la résidence a un coût: 180 euros par mois, sauf pour les deux projets «incubateurs» qui sont totalement pris en charge par Le Port des créateurs. «C'est pour cela que les personnes et associations intéressées réfléchissent, avant de nous ré-

pondre», glisse Julien Carbone.

Pour l'instant, aucun dossier n'a été envoyé car la décision et l'investissement financier sont importants. La résidence ouvrira ses portes probablement en septembre, avant que la totalité des locaux soient remplis. Mais l'expérience des premiers venus pourra ouvrir la voie à d'autres volontaires, en leur montrant que le jeu en vaut la chandelle.

Il n'y a pas que les artistes qui investissent les rues du centre-ville. De plus en plus de boutiques de créateurs ou de vente d'objets vintage font leur apparition. En voici une liste non exhaustive.

On dirait le Sud, 7, rue Richard-Andrieu: un magasin de vente d'objets locaux (ou pas) et de souvenirs touristiques revisités. Des ateliers créatifs sont également proposés.

Seagale, place du globe: la boutique de deux Varois qui ont créé un maillot de bain pour hommes très confortable, qui se porte aussi bien à la plage qu'en ville.



Betty's vintage, 12, rue Augustin-Daumas: comme son nom l'indique, cette boutique revend vêtements, objets de déco, mobiliers et vinyles, des années 1940 à 1980.

Mellow Yellow, 3, rue des Bonnetières: une boutique spécialisée, des articles 100% Français, pour les hommes.

PREMIÈRES OUVERTURES DANS LA RUE DES ARTS !



Au printemps 2017, la rue Pierre Sémard se sera transformée en une Rue des Arts, autour d'une thématique liée à l'art et à la créativité. A 4 mois de l'inauguration officielle, 70 % des locaux ont été commercialisés. Le point sur les chantiers en cours.

C'est lui le premier de la classe ! Jean-François Ruiz, organisateur du SMAC Festival, le supermarché de l'art contemporain, a inauguré au tout début du mois de novembre sa galerie Lisa, dans une rue Pierre Sémard encore largement en travaux. Un double pari : lancer une galerie dédiée à l'art contemporain accessible - avec des prix ne dépassant pas les 500 €, et jouer le rôle de défricheur dans une artère qui est amenée à être dans les mois à venir une locomotive du renouveau du centre ancien de Toulon. Mais la présence de plusieurs centaines de personnes à son inauguration, dont le sénateur-maire Hubert Falco, ainsi que la fréquentation des jours suivants, permettent au néo-galeriste d'envisager l'avenir sous des auspices encourageants.

Après cette ouverture symbolique, une quinzaine d'autres sont attendues dans les semaines et les mois à venir : une grande galerie photos, une boutique design, un concept store de vêtements vintage... Les chœurs de l'Opéra de Toulon investiront l'une



des plus grandes surfaces pour leurs répétitions. Ils la partageront avec la ville de Toulon qui compte y installer un espace muséal pour présenter les collections du Musée d'Art et des expositions temporaires. Et la marque de sportswear toulonnaise Seagale proposera dès le début du mois de décembre un point de vente avec des bureaux à l'étage.



UN PROJET DE LONGUE HALEINE

Le projet de la Rue des Arts est l'aboutissement de cinq années de réflexion et de travaux. Suite à l'abandon d'un projet commercial prévu sur la place de l'Équerre, c'est le promoteur Jacques Mikaélian (CARIM) qui avait avancé l'idée de développer une rue à thème - sans avoir forcément de thématique précise en tête. "Mais rapidement, l'axe culturel s'est imposé comme une évidence, se souvient-il. Avec la volonté de lier la place de l'Équerre à ce projet de rue culturelle et créative". L'équipe municipale a alors fait sienne cette idée, et la maîtrise foncière a été progressivement réalisée par la société d'économie mixte Var Aménagement Développement (VAD), par préemption ou par acquisition à l'amiable. Aujourd'hui, le projet est porté par une société civile immobilière (SCI) détenue à 51 % par CARIM, et dans laquelle voisinent VAD et la Caisse des Dépôts.

DES CONDITIONS FINANCIÈRES TRÈS AVANTAGEUSES

"Aujourd'hui ce sont 70 % des surfaces commerciales qui ont déjà été réservées, se félicite Hélène Audibert, adjointe au maire en charge du centre ancien. Et plusieurs contacts sont en cours pour les locaux restants". Certains espaces feront l'objet d'une attention particulière, comme celui qui fait l'ouverture de la rue face à la place d'Armes - l'équipe ambitionnant de voir s'y installer une enseigne de prestige liée à la décoration ou à l'art de vivre.

Pour les commerçants et créateurs désireux de s'installer dans la Rue des Arts, les conditions sont particulièrement avantageuses : premiers mois de loyer entièrement gratuits afin de faciliter les travaux d'aménagement, pas de frais de pas de porte à régler, et instauration d'un loyer progressif qui démarre à 50 % du montant la première année - le tarif plein n'intervenant qu'à partir de la quatrième année.

Au bout de la rue Pierre Sémard, juste avant la place d'Armes, s'ouvre la place de l'Équerre. L'espace qui a



subi un profond lifting est également partie prenante du projet. Le long de la place s'installent progressivement des enseignes festives : le Twiggy Café, un bar années 60, le Petit Chicago, piano bar ambiance jazz qui sera inauguré mi-décembre, ainsi qu'une chocolaterie, et même un bistrot basque ! Et de l'autre côté de la place, l'hôtel 4 étoiles qui doit prochainement voir le jour face à l'arse-



ILS ANIMERONT LA RUE DES ARTS

- 1 Prêt-à-porter et accessoires Seagale
- 2 Espace Muséal et salle de répétitions pour le chœur de l'Opéra
- 3 Galerie Lisa
- 4 Atelier d'artiste et galerie
- 5 Disponible (34,72 m²)
- 6 Atelier boutique
- 7 Dépôt-vente
- 8 Galerie d'art et d'artisanat
- 9 Galerie d'art
- 10 Galerie éphémère L
- 11 Hifi Haut de Gamme
- 12 Textile bio-responsable
- 13 Concept store vintage
- 14 Galerie Photo Pierre-Jean Rey
- 15 Galerie d'art contemporain Carim et Gilles Altieri
- 16 Pâtisserie
- 17 Disponible (101,43 m²)
- 18 Le Twiggy Café
- 19 Le Petit Chicago, bar, concert, restaurant
- 20 Chocolaterie, salon de thé
- 21 Bar à cocktails
- 22 Bristrot, produits du terroir
- 23 Disponible (212 m² sur 2 niveaux)
- 24 Hôtel 4 étoiles
- 25 Bar-rhumerie

nal (livraison envisagée à l'été 2018) disposera d'une terrasse qui ouvrira sur la place.

L'ENJEU DE LA COMMUNICATION ET DE L'ANIMATION

Pour faire vivre cette rue jour après jour, et amener vers elle à la fois des Toulonnais, des Varois, mais aussi des visiteurs de l'extérieur, l'enjeu de la communication va être primordial. Et aussi celui de l'attractivité : assurer un dispositif d'éclairage original, organiser des événements, et proposer des animations de qualité pour déclencher une spirale positive. Et toujours autour de la culture. "On pourrait ainsi ima-

giner une exposition de photos grand format dans la rue, lance Jacques Mikaélian, en mettant en avant de jeunes artistes locaux. Mais il faut aussi penser à l'aspect commercial, et à la possibilité d'acquérir ces photos".

L'ouverture de la galerie Lisa a déclenché le compte à rebours, qui devrait courir jusqu'au printemps prochain : "Nous visons une inauguration à la fin du mois de mars", avance Hélène Audibert. Dans la foulée, le SMAC Festival, supermarché de l'art contemporain, investira la place de l'Equerre flambant neuve pour y installer du 7 au 9 avril son chapiteau transparent, et lancer pleinement la nouvelle Rue des Arts. ■

TOUS CHEZ LISA !



Depuis le 4 novembre dernier, la galerie Lisa (acronyme de Love is Art) propose des créations d'art contemporain à petit prix - avec des collections permanentes et un artiste invité qui change régulièrement. Pour lancer le lieu, c'est le très demandé Monsieur Z qui a créé une série autour de Chicago dans le Toulon des années 50, ambiance bar à filles et marins en goguette.

APPARTEMENTS DE STANDING, HÔTEL 4* ET COMMERCES, BIENVENUE AU MÉTROPOLITAIN !



Alvaro Coqueim / Tangram Architectes

Un hôtel 4 étoiles, 900 m² de commerces, et 48 appartements haut de gamme : dans deux ans, l'ex-tour de la Caisse d'Épargne sera devenue Le Métropolitain. Les travaux commencent dans quelques jours par le désamiantage des bâtiments.

3 LE LOGEMENT

1 Ex-Ariel : la « Dolce Vita » pas encore à l'affich

Var Matin – 05.01.2016

2 Où allez-vous vivre demain ?

Métropole Var – Février 2016

3 Quand des privés misent sur la rénovation du centre ancien

Var Matin – 04.03.2016

4 Le nouveau Font-Pré attend ses premiers habitants

Var Matin – 26.03.2016

5 Le logement social coûte des millions... en pénalités

Var Matin – 25.04.2016

6 Le logement étudiant change d'image

Var Matin – 28.04.2016

7 Château-Redon : premiers habitants dès la fin 2017 Résidence « Carré Sud » livrée en mars 2017

Var Matin – 04.06.2016

8 Poussée immobilière : ça déménage à Toulon

Var Matin – 15.12.2016

9 À La Ripelle, des logements pour remplacer les caravanes

Var Matin – 18.06.2016

Ex-Ariel : la « Dolce Vita » pas encore à l'affiche

Le lancement des travaux d'un immeuble de cinq étages de Bouygues Immobilier, rue Fabié, est suspendu aux deux recours, devant le tribunal administratif, contre le permis de construire

Quel destin, demain, pour l'ancien cinéma Ariel ? La réponse à la question titille les Toulonnais, et principalement les riverains habitant rue François-Fabié. Le haut de cette artère emblématique de la haute-ville a été, dans les années quatre-vingt, le rendez-vous incontournable des familles toulonnaises. Cinq ans après la fermeture de six salles de cinéma, le bâtiment de quatre étages, au 6 rue François-Fabié, propriété de la Société méditerranéenne d'exploitation cinématographique, est destiné à disparaître... pour renaître dans un immeuble de cinq étages.

Deux riverains

Mais ce projet, porté par Bouygues Immobilier, qui aurait pu démarrer en début d'année, ne sera viable qu'une fois les recours purgés contre le permis de construire. Le nom évocateur de la « Dolce Vita » n'a ainsi pas suffi à adoucir deux riverains qui ont, chacun déposé, dès l'été, un recours. Si celui à titre gracieux a été rejeté en juillet par la Ville, (*lire par ailleurs*), le recours contentieux est en cours auprès du tribunal administratif. Si la démarche



Un bâtiment moderne de cinq étages, à l'angle des rues Victor-Clappier et François-Fabié. (Photo DR)

n'a pas surpris le promoteur, confronté à des recours sur des opérations sensibles, elle n'était toutefois pas attendue sur ce projet. « Ce n'est pas celui que je considérais comme étant le plus à risque

dans les opérations que l'on porte », commente Pascal Pignon, directeur d'agence Var ouest. « Faire sauter cette verrue de l'ancien cinéma avait du sens. Si

parfois on peut avoir un peu de pincement au cœur de faire naître des projets à la place de vieille bâtisse, sur ce genre de projets, cela a du sens d'aller construire à cet endroit-là. »

Un bel emplacement « près du centre-ville et de la gare », dans un secteur protégé architecturalement.

Supprimer des nuisances

Ce projet avait d'autant plus de sens « qu'on allait démolir un vieil immeuble un peu squatté. Avec l'accord des propriétaires et à la suite des plaintes des riverains, nous avons pris des dispositions pour murer les entrées. Nous pensions apporter un plus et non des désagréments », explique Pascal Pignon. « Nous n'avons aucune vision sur le calendrier. Mais on ne laissera pas tomber. On défendra ce projet que l'on considère parfaitement valable. » « Le permis de construire, insiste, le sénateur-maire, Hubert Falco, « a été instruit dans les règles, et l'ABF a donné son accord. » « On trouve toujours les moyens de faire des recours. Mais la question est : est-ce qu'on préfère laisser en l'état un bâtiment fermé, depuis des années, plein d'amiante et investi par les rats, ou construire un bel immeuble ? », interpelle-t-il.

CATHERINE PONTONE

La destinée de l'ancien cinéma en cinq points

Quelle sera la future destinée de l'ancien cinéma Ariel sous réserve de l'issue des recours en cours contre le permis de construire ? Réponse en cinq points.

■ Logement

Le bâtiment, implanté au 6 rue François-Fabié, s'élèvera sur cinq étages, soit une hauteur de 18,26 mètres. Il comprendra trente-neuf logements répartis en : quatorze T1, quatorze T2 et onze T3. « Les clients potentiels ciblés en centre-ville sont des étudiants, des jeunes couples, des seniors ou des couples cherchant à s'installer dans un immeuble neuf proche des commodités. »

La surface de plancher consacrée à l'habitation est de 1857,12 m². « Le choix a été d'orienter au Nord le maximum de logements et d'offrir des balcons tant que possible », précise l'auteur du projet architectural. Le hall principal de l'immeuble s'ouvrira sur l'angle des rues François-Fabié, et Victor-Clappier.

■ Commerce

Les locaux en rez-de-chaussée portent sur une surface de 214 m². L'entrée donnera sur la rue Victor-Clappier. Les recours contentieux ont sus-



L'entrée du bâtiment a été murée par le promoteur en accord avec le propriétaire, à la suite d'intrusions. (Photo Patrick Blanchard)

pendu, de fait, la commercialisation qui s'apprêtait à être lancée dès le mois de mai. « Sur ces sites, en centre-ville, cela n'est pas illogique de mettre un peu d'activités en pied d'immeuble, explique Pascal Pignon. Dans une spirale commerciale un peu négative dans ce secteur, l'émergence d'un immeuble neuf, d'un nouveau commercial avec le Raimu, cela peut re-

donner un petit élan ».

■ Stationnement

Un parc souterrain de trois niveaux sera accessible par la rue Victor-Clappier.

■ Choix architectural

Le projet de construction de logements porte la signature de Thierry Ami, de la société ABB architectes.

Dans les choix architecturaux, figure « la volonté de garder une communication visuelle avec l'environnement. Nous aurons une vue privilégiée sur le Faron dans la perspective de la rue Fabié », selon Pascal Pignon.

Objectif : « faire de cette zone donnant sur une voie majeure de la haute ville une spécificité remarquable et visuelle de l'entrée de ville. »

« On a un bâtiment assez moderne, et implanté dans un angle de rue, ce qui n'est pas dénué d'intérêt ».

■ Les contraintes

Implanté dans l'Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (Avap), le projet a été de fait visé par l'architecte des bâtiments de France.

« On a pris contact avec l'ABF et on a eu des échanges assez nourris, notamment avec la Ville, pendant un certain temps jusqu'à trouver un projet qui a obtenu la validation », explique Pascal Pignon. Autre contrainte : celle liée à l'existence de la traversée souterraine.

Le permis de construire prescrit la production des études géotechniques démontrant que les fondations du projet de construction ne portent atteinte au tunnel.

Les dates clefs

■ 30 juillet 2013

La péremption du permis de construire, déposé par une SCI « Resariel », a été prononcée, le 30 juillet 2013, par arrêté municipal. Le projet de construction de bureaux n'avait pas été mis en œuvre.

■ 11 mai 2015

Bouygues Immobilier obtient l'avis favorable de la Ville via le service urbanisme pour le permis de construire de 39 logements, sur une surface de 1857,12 m² avec 221,92 m² de commerces en rez-de-chaussée de l'ancien cinéma Ariel. La validité du permis est de trois ans.

■ 10 juillet 2015

C'est la date à laquelle la Ville, via le service de l'urbanisme, est informée de deux recours gracieux formés par des professionnels, à l'encontre du projet de construction de la société Bouygues. Les deux recours - le 20 juillet et le 29 juillet - seront rejetés par la Ville mettant en avant le respect des règles du permis de construire.

OÙ ALLEZ-VOUS VIVRE DEMAIN ?

ZOOM SUR LES GRANDS PROGRAMMES IMMOBILIERS DU VAR

Ils semblent pousser comme des champignons dans le département, surtout dans l'agglomération toulonnaise. Les programmes neufs immobiliers ont le vent en poupe. Ils nous donnent aussi un bon aperçu des immeubles où nous allons bientôt habiter. Parce que tous ces programmes ont un point commun : la modernité. A la pointe en matière d'économie d'énergie, ils offrent à la fois confort et respect de l'environnement. L'architecture se veut contemporaine voire futuriste. Les espaces verts y sont très présents. Et les programmes veulent s'intégrer dans l'existant, recréant même des quartiers.

De Toulon à Fréjus en passant par La Seyne, La Valette, Hyères ou Saint-Raphaël, découvrez ce que sera le logement de demain.

Dossier réalisé par **AMANDINE ROUSSEL**



BOIS SACRÉ, CONSTRUCTA VEUT FAIRE "UN PROJET EXEMPLAIRE"

Le promoteur immobilier doit construire 352 logements sur la colline de Bois Sacré à La Seyne. Mais cinq recours ont été déposés auprès du tribunal administratif.



Photo Constructa

Le projet Bois Sacré, cela fait quinze ans qu'il est dans les tablettes de Constructa. Et la route est encore longue pour voir fleurir ces bâtiments avec vue plongeante sur la Rade. Le permis de construire a en effet été accepté fin 2015. Mais il fait l'objet de recours auprès du tribunal administratif. Cela retarde les travaux entre 6 et 18 mois. Pour autant, Philippe Béga, directeur général adjoint de Constructa Promotion est confiant quant à sa réalisation. D'autant qu'il estime que le projet est "exemplaire". "Il n'y aura du bâti que sur 20% de l'emprise au sol. Nous accordons une très grande importance à la problématique de l'énergie. Nous prétendons à plusieurs labellisation comme BBC ou Eco Performance". Un parc de près de 5000 m² fait également

partie des plans d'aménagement, qui sera utilisé comme jardin partagé. Il y aura aussi trois espaces boisés classés. Les travaux débiteront par une large campagne de dépollution, les futurs bâtiments se trouvant sur l'ancienne raffinerie Total. C'est Vinci Construction qui sera en charge de la réalisation de l'opération. Les travaux devraient durer deux ans et demi. Sur les 60 000 m², Constructa prévoit sept bâtiments qui regrouperaient 352 logements dont 97 sociaux ainsi que huit villas. Il y aura également 1450 m² de commerces et une crèche.

ARCHITECTURE VARIÉE

Trois cabinets d'architectes ont d'ores et déjà été choisis. Alain Marcou, Jean-Baptiste Pietri et Roland Carta ont livré ce qu'ils imaginaient pour Bois Sacré. Le style est audacieux,

contemporain. Chaque bâtiment aura sa propre architecture. "Nous avons voulu que chacun ait son style. Et effectivement les propositions retenues sont très différentes les unes des autres, précise Philippe Béga. Le seul point commun, c'est la modernité. Nous ne sommes pas du tout sur un style néo-provençal".

Le budget d'investissement devrait dépasser les 50 millions d'euros. C'est dire si Constructa mise sur le projet. "Nous faisons du réaménagement urbain. On est quasiment dans une opération d'intérêt public", se félicite Philippe Béga. Un enthousiasme qui n'a pas encore gagné la totalité des Seynois, si l'on en croit les cinq recours en cours sur le permis de construire. ■

FONT-PRÉ, LE QUARTIER VERT POUSSE À TOULON

La première tranche de l'écoquartier en lieu et place de l'ancien hôpital sera livrée entre septembre 2016 et avril 2017.



Toulon voit émerger un nouveau quartier à l'est de la ville. Depuis l'avenue colonel Picot, on voit déjà s'élever les murs des premiers bâtiments. L'ensemble de l'opération de Bouygues Immobilier sur le site de Font-Pré prend forme petit à petit. Sur un peu plus de 32 000 m² de terrain ce sont à terme quelque 750 nouveaux logements qui seront disponibles. Le

projet est donc d'envergure par sa taille mais aussi par son ambition écologique. Les bâtiments dépasseront de 10 à 20 % les performances énergétiques par la réglementation thermique la plus récente, promet le promoteur. La carte du "green" est largement jouée. Les espaces verts occuperont quasiment 50 % du quartier avec des jardins, des promenades... 250 arbres, haies bocagères et bosquets seront

plantés. A chaque fois des espèces adaptées au climat méditerranéen et donc économes en eau. Un système de récupération des eaux de pluie pour l'arrosage permettra également de faire des économies. "L'esprit global de l'écoquartier se résume en 4 points, annonce Frédéric Benguigui, manager du projet chez Bouygues Immobilier. Nous avons d'abord voulu privilégier la qualité de vie d'où l'abondance des espaces verts. Ensuite, on s'est attaché à faciliter les économies d'énergie pour que les habitants puissent moins dépenser sans perdre en confort. Nous prévoyons aussi de faire de l'écoquartier Font-Pré un vrai lieu de vie : il y aura donc des commerces, des services publics, une crèche. Enfin, dernière priorité : recréer un quartier". Une place servira de centre névralgique. Et comme tout quartier, Font-Pré se veut intergénérationnel. Il s'adresse aussi bien aux familles (avec des équipements adéquates), mais aussi aux jeunes actifs et aux seniors. Et ce via des logements évolutifs qui s'adaptent aux parcours de vie, conciergerie qui facilite les services... Guy Malot, architecte et

L'ÉCOQUARTIER LABELLISÉ "BIODIVERCITY"

Avec l'obtention de trois étiquettes "A", "l'écoquartier bénéficie d'une notation jamais atteinte pour un projet immobilier en France", annonce-t-on du côté de Bouygues Immobilier. Ce label récompense les opérations de construction qui prennent en compte la biodiversité. Il s'intéresse à l'engagement du maître d'ouvrage et aux moyens fournis pour l'appliquer. Et il évalue également les bénéfices écologiques pour l'environnement et les usagers.

Dans le cadre de "BiodiverCity", plusieurs actions vont être mises en place par le promoteur. Parmi elles, "la signature d'un partenariat avec la Ligue de protection des oiseaux PACA pour la formation et l'animation des gestionnaires et habitants du quartier autour de la biodiversité, la présence de parcours nature pour les malvoyants ou encore l'instauration d'espaces pour la valorisation d'espèces propres à l'écosystème local".



A l'intérieur de l'un des appartements



Le plan de masse du quartier

urbaniste a conçu l'ensemble. Pour lui, "un écoquartier, c'est un cœur de quartier ouvert, tissé avec les mailles des rues existantes en interaction avec la ville". Commercialement, le concept séduit. La première tranche, livrée entre septembre 2016 et avril 2017, est déjà entièrement vendue.

Pour la deuxième, prévue pour le premier semestre 2018, seuls 30% des logements sont encore disponibles. La troisième, qui sortira de terre entre le dernier semestre 2018 et le premier de 2019, va être commercialisée dans les prochaines semaines. ■

LES CHIFFRES CLÉS

32 754 m²
de surface de terrain (50 134 m² de surface de plancher)

42 825 m²
de logements

553 m²
de bureaux

2 080 m²
de commerces

15 000 m²
d'espaces verts

750
logements collectifs, les premiers habitants arrivent en septembre 2016

4 résidences
La Source de Jade, le Solana, le Verger d'Iris et les Jardins de Gaïa

1 architecte concepteur
Guy Malot, et 3 cabinets d'architectes différents pour les résidences afin d'éviter "le côté grand ensemble uniforme".

CHÂTEAU REDON, UN NOUVEAU QUARTIER À LA VALETTE

Aux abords de l'avenue de l'Université, un tout nouveau quartier sort de terre. En son cœur, le centre commercial Avenue 83 mais aussi 232 logements.

Tous les projecteurs sont braqués sur le site de l'ancien Barnéoud à La Valette. Avec en tête d'affiche, Avenue 83 dont les 51 000 m² de boutiques et de loisirs ouvriront leurs portes mi-avril. Mais le projet Château Redon va au-delà du centre commercial à ciel ouvert. Il prévoit la réalisation d'un nouveau quartier. Et qui dit quartier, dit logements. La ville de La Valette a confié cette partie à la SPLM (Société Publique Locale Méditerranée). Ce sont trois résidences qui vont sortir de terre. Des immeubles qui comprendront cinq à huit étages avec des appartements allant du T2 au T4, qui seront livrés courant 2017.

Le premier programme s'appelle Grand'Avenue. Il se compose d'un socle de commerces et parkings. 74 logements collectifs en accession sont repartis au-dessus au sein de quatre corps de bâtiments. En son cœur, on retrouvera un véritable "parc suspendu". L'architecture de cette résidence de standing est résolument moderne voire futuriste. Elle est signée Jérôme Siame. Le Bell'vue comprendra, quant à lui, 87 logements en prêt locatif intermédiaire. Sur une surface totale de 6000 m², il y aura 1051 m² de commerces et brasseries en pied d'immeuble. L'architecte qui en a la charge est Roland Carta. Ce dernier a également dessiné les plans de Bell'Avenue, résidence comprenant 71 logements sociaux sur 6800 m².

ARCHITECTURE ULTRA MODERNE

La partie logements a été élaborée en parfaite cohérence avec le futur centre commercial Avenue 83 imaginé par le cabinet Jean-Michel Wilmotte. Le parti pris a été de créer un quartier très contemporain. Les façades sont rythmées, presque vivantes. Très cubiques et en relief. On retrouve des balcons ou des loggias débordantes. L'aspect paysager n'est pas non plus négligé. L'objectif est simple :



La résidence Grand'Avenue



La résidence Grand'Avenue

casser complètement l'aspect zone commerciale qu'on pouvait retrouver avant sur l'avenue de l'Université pour en faire un lieu de vie et de résidence. La commercialisation des immeubles a commencé. Mais la ville de La Valette pense déjà à l'avenir. Elle envisage

la construction de 150 logements supplémentaires ainsi que des hôtels et des bureaux. "Nous en sommes à la phase de négociation pour l'acquisition des terrains", annonce Christiane Hummel, la sénateur-maire de la commune. ■

LA NOUVELLE VAGUE DÉFERLE SUR HYÈRES

233 logements sont en partie sortis de terre fin 2015 à Hyères. La résidence Nouvelle Vague se veut contemporaine et verte.

C hemin du Père Éternel. A deux pas de la ville mais au calme. Une résidence moderne et basse consommation. L'argumentaire de Bouygues Immobilier pour présenter son nouveau programme est bien rodé. Pour Nouvelle Vague, le promoteur a fait appel au cabinet d'architectes marseillais Tangram, qui signera également la réfection de l'extour TPM sur la place de la Liberté. Celui-ci s'attache pour ses projets à les fondre dans le paysage. "Dans nos concepts, il y a toujours le respect de la nature, forte, vivante, partenaire. Notre architecture se veut contextuelle". La nouvelle résidence conserve un écrin de verdure important. Elle est verte dans tous les sens du terme d'ailleurs puisqu'elle bénéficie du label BBC Energie (bâtiment basse consommation), qui assure au logement d'être économe en énergie et respectueux de l'environnement. Des équipements spécifiques sont installés



dans ce sens comme par exemple une isolation renforcée, un système de ventilation régulé et optimisé, des vitrages performants ou le nécessaire pour produire chauffage et eau chaude à faible consommation d'énergie. "Une charte de chantier propre a également été signée, ajoute Damien Paganelli en charge du projet chez Bouygues Immobilier. Nous avons respecté tout un cahier des charges comprenant le tri des déchets de chantier, la propreté des véhicules, la réduction des impacts de

nuisance...".

La résidence comprend trois bâtiments et rassemble 233 logements, en accession à la propriété ou sociaux (110). Ce sont des T2, des T3 et T4 avec des terrasses ou balcons. La première tranche a été livrée en décembre dernier, soit 72 logements. La seconde de 93 logements vendus à un bailleur social, sera terminée en avril. Et enfin, la troisième de 66 logements (mixte social et accession) sera achevée cet été. ■

D'AUTRES PROGRAMMES MARQUANTS À TOULON, FRÉJUS ET SAINT-RAPHAËL

Parmi les autres projets qui sortent de terre, Métropole Var a notamment retenu Lumia, Visio, Estérel Garden et l'Amarante.



LA RÉSIDENCE LUMINA À TOULON

Le groupe Vinci Immobilier prend ses marques à la Loubière. Sa résidence pousse à vue d'œil. Les travaux sont bien avancés et la livraison est prévue pour le quatrième semestre 2017. On y trouvera 67 logements allant du studio au quatre pièces. Chacun possède un balcon ou une terrasse.

Cette nouvelle résidence fait partie d'un ensemble beaucoup plus grand. Il s'agit ici de créer une nouvelle dynamique dans ce quartier proche du centre ville, mêlant bureaux (8100 m²) et commerces (900 m²). Le parti pris architectural de l'ensemble : un bâti à taille humaine, avec des hauteurs limitées et surtout de nombreux espaces verts pour une intégration en douceur dans le tissu urbain environnant.

L'ESTÉREL GARDEN À FRÉJUS

L'idée est simple : avoir un appartement dans un jardin. Au cœur du Grand Capitou à Fréjus, Altarea Cogedim prévoit une sortie de terre en janvier 2017. Le promoteur joue la carte du standing avec une architecture moderne faite de contrastes entre lignes droites et courbes. Les tons choisis sont doux : grège, blanc, gris, vert anis. En bordure d'une forêt méridionale, l'Estérel Garden se fond dans son environnement avec en son



cœur, un filot paysager de 1000 m². A noter également, la résidence est dotée de panneaux solaires pour la production d'eau chaude sanitaire.

L'AMARANTE À SAINT-RAPHAËL

Ce n'est pas pour l'importance que nous avons choisi de mettre en avant ce programme, il ne compte que 14 appartements, mais plus par l'originalité de son architecture. Elle est signée par le cabinet Jean-Pascal Clément. Très carrée, elle met en valeur le volume. "Le projet participe à une logique de dialogue harmonieux entre le bâtiment et son environnement. Son objectif esthétique consiste à créer un ensemble homogène au caractère

sobre et élégant". Le résultat sera visible au troisième semestre 2016.

LE VISIO À TOULON

C'est un programme très attendu. Il se situe place de la Liberté à Toulon dans l'ancienne tour de la Caisse d'Épargne mais aussi dans une construction neuve attenante. La réhabilitation et la transformation du bâtiment comprend un hôtel mais aussi quelques appartements d'exception, tant par la localisation et que dans le côté haut de gamme. D'autant que les étages élevés proposeront une vue panoramique exceptionnelle. Cette réalisation, portée par Cogedim, verra le jour au 4e trimestre 2017. ■

Quand des privés misent sur la rénovation du centre ancien

Le groupe Créquy, spécialisé dans la restructuration d'immeubles anciens, vient de livrer le premier des treize bâtiments inscrits dans la rénovation urbaine



Le groupe Créquy « garde le cachet de l'ancien tout en apportant de la modernité en veillant sur le confort de l'habitat ». A droite : Stéphane Masini, directeur commercial, et Fanny Laperriere, responsable de développement dans le duplex mis en location. (Photo C.P. et DR)

Le centre ancien, au fil des ans, se glisse, doucement mais sûrement dans une nouvelle peau. Places, rues et le bâti se refont une santé. La mutation du centre historique n'a pas échappé aux investisseurs et surtout aux acteurs privés. Elle a été initiée et impulsée par la collectivité publique, pilote du projet de renouvellement urbain, dans le cadre de la convention de l'agence nationale de rénovation urbaine (ANRU).

Des groupes privés se sont positionnés à l'exemple du groupe Créquy. Trois ans après s'être inscrit dans « le partenariat du projet public », précise Stéphane Masini, directeur commercial, le groupe spécialisé dans la restructuration lourde de bâtiments anciens vient de livrer le premier des treize immeubles en cours de rénovation⁽¹⁾. Lequel d'immeuble a été vendu au groupe par la société VAD, en charge de la concession d'aménagement confiée par la ville, et ce avec une obligation de travaux liée à une déclaration d'utilité publi-

que.

Après six mois d'études préliminaires et dix-huit mois de travaux, cinq appartements de l'immeuble du 241 avenue de la République sont prêts à recevoir leurs locataires. Cinq logements mis à la location (trois T2, un T3, et un duplex) et, en rez-de-chaussée, une surface de vente commerciale de 50m² ont déjà trouvé preneur auprès d'investisseurs avant le lancement des travaux.

« Isolation thermique optimale »

Préserver le cachet de l'ancien tout en alliant le qualitatif à la pérennité de cinq appartements : tel est l'objectif du groupe.

La rénovation a impliqué ainsi le respect d'une isolation thermique optimale, garantissant « des lieux destinés à rester frais » par la pose de double vitrage sous lames d'argon, la mise en place d'une surisolation écologique faite à base de fibres de bois et une isolation phonique sur les planchers.



Les cinq logements ont été vendus d'ores et déjà avant les travaux, aux cinq propriétaires bailleurs de l'immeuble⁽²⁾.

Le groupe est en charge de la conception jusqu'à la gestion locative des logements via son agence immobilière pour le compte des investisseurs. « Nous avons de fait très peu de turn over, très peu d'impayés et une gestion proche », confie Fanny Laperriere, responsable développement.

Mixité des populations

Le profil des futurs locataires ?

« Nous ne voulons pas nous enfermer dans un schéma locatif », explique Stéphane Masini. « C'est ouvert à tout type de ménages (étudiants, familles monoparentales, couples...) », ajoute Fanny Laperriere. La mixité

Repères

■ Loyers conventionnés

Ils sont conventionnés par l'Anah (agence nationale de l'habitat). « Nous sommes sur des loyers modérés inférieurs aux loyers libres. 80 % de la population est éligible au plafond ressources du loyer conventionné », explique Fanny Laperriere, responsable développement.

■ Prochaines livraisons

Dans le courant de l'année, deux autres immeubles devraient être livrés : en juin le 21, rue Chevalier Paul, et le 4, rue Victor Micholet à la fin de l'année. Fin 2017, les 5, 7 et 9 rue Seillon devraient être achevés.

des populations est intéressante. On travaille aussi avec la ville et VAD sur des relogements éventuels d'autres immeubles. On a aussi acheté d'autres bâtiments où on a des gens à reloger pour pouvoir faire ces restructurations. On propose aux locataires de venir dans des immeubles rénovés, et souvent les loyers sont inférieurs à ce qu'ils payaient dans des logements « insalubres ». On est sur des loyers conventionnés, soit entre 9 et 10 euros le mètre carré en fonction des surfaces. Plus la surface augmente, plus le loyer est pondéré. »

Le groupe Créquy a environ 650 lots en gestion locative en France pour le parc investisseur.

CATHERINE PONTONE

1.-Les autres immeubles en cours de restructuration : 11 bis, rue Pierre-Semard, 4, rue Victor-Micholet, 24, rue Savonnières, 21, rue Chevalier-Paul, 247 avenue de la République, 5, 7 et 9 rue Seillon, 2, rue Camille Ledeu, 11, rue César-Vezzani et 7, rue Charles-Poncy. 2.- « En échange des restructurations engagées et dans le cadre de l'opération de renouvellement urbain, chaque investisseur va bénéficier de subventions de la ville, de l'Anah et du département, pour la réhabilitation des logements », précise le groupe Créquy.

Le nouveau Font-Pré attend

Deux ans après le lancement des travaux sur le site de l'ancien hôpital, 238 logements vont être livrés entre septembre 2016 et juin 2017. L'écoquartier en comptera 807 au total d'ici à 2018

L'ex-hôpital Font-Pré n'est plus qu'un lointain souvenir. Les Toulonnais, et en particulier les habitants de la Pivotte, Beaulieu et Font-Pré, assistent depuis des mois à la naissance, au 1208 avenue du Colonel-Picot, d'un nouveau quartier. L'entrée Est la ville se glisse dans une nouvelle peau sans pour autant perdre son identité.

Tel était le défi relevé, sous le regard vigilant de la ville, par le promoteur Bouygues Immobilier, propriétaire du terrain, vendu pour 16,5 millions d'euros par le centre hospitalier Toulon-La Seyne : proposer une offre de logements – 807 dont 201 destinés au social – tout en préservant la qualité de vie autour de l'écoquartier.

Deux ans après avoir attaqué les premières constructions, les habitants des 60 premiers logements s'apprentent à prendre possession des lieux dès septembre. Certes, il reste encore du chemin pour traverser publiquement, à pied ou en vélo, ce qui sera à l'horizon du second semestre 2018 un quartier pesant 60 millions d'euros d'investissement et comptant un hectare d'espaces verts. Cependant, la vie urbaine et végétale devrait vite prendre le pas sur les travaux en cours.

CATHERINE PONTONE



La résidence « Le Solana », sera livrée en septembre avec une belle avancée de cheminement piétons, comme le précise Frédéric Benguigui, manager du projet écoquartier. Elle longe l'avenue Colonel-Picot actuellement requalifiée par la ville, et jouxte la place centrale. (Photos Valérie Le Parc)

Des milliers de tonnes de béton tombent, se ramassent à la pelle sur plus de 50 000 mètres carrés... Le chantier hors norme de l'écoquartier de Font-Pré, lancé à l'hiver 2014, sous le regard attentif de riverains, commence à prendre un visage humain avec l'arrivée prochaine des premiers habitants. Dans les clous par rapport au calendrier initial, le promoteur Bouygues Immobilier s'appête à livrer, dès septembre, 60 logements dont 33 sociaux dans le cadre de la première tranche. Celle-ci concerne en tout 238 logements qui seront disponibles d'ici à juin 2017 : Solana, Jardin de Gaïa, Source de Jade en accession, deux bâtiments de logements sociaux, et des logements pour le ministère de la Défense.

Ils ne passent pas inaperçus auprès

des Toulonnais puisque ce sont les six bâtiments sortis de terre. Ils longent l'avenue Colonel-Picot, et bordent notamment la future rue intérieure de la résidence. En pied des immeubles, des commerces et services s'installeront (lire par ailleurs).

« La mixité est importante puisque nous avons 30 % de plancher destinés à du logement social », précise Pascal Pignon, directeur d'agence Var ouest de Bouygues Immobilier.

Deux bailleurs sociaux se sont positionnés : Var Habitat pour 148 logements sociaux et Toulon Habitat Méditerranée pour 53.

38 logements de la Défense gérés par Var Habitat

Pour ce qui est des 38 logements destinés à la Défense, Bouygues Immobili-

er a réalisé un montage qu'il qualifie « d'assez innovant ».

« Nous avons vendu ce bâtiment à un établissement foncier dépendant du ministère de la Défense. Il a acheté la nue-propriété de ses 38 appartements, et Var Habitat a acheté l'usufruit. Cela va permettre de loger du personnel de la Marine nationale, principalement, via le bailleur social. Au bout des 25 ans, le ministère de la Défense récupérera ces logements dans son patrimoine foncier », explique Pascal Pignon.

Ce programme immobilier dont « 69 % a été déjà commercialisé » n'a pas été boudé par la clientèle de résidence principale et les investisseurs (442 logements relèvent de l'accession à la propriété).

Au final ce sont 2400 habitants qui sont attendus d'ici à 2018.

Trois phases

1 238 logements

Typologie. 142 sont en accession ; 58 relèvent du logement social ; 38 sont destinés au ministère de la Défense.

Commercialisation.

Seulement quatre des 238 logements n'ont pas encore trouvé preneur. 138 ont été vendus en accession.

Pas de surprise au regard de la liste d'attente chez les bailleurs sociaux et le besoin de la Défense en matière de logements pour ses ressortissants : tous les logements sociaux et ceux du ministère de la Défense ont été commercialisés.

Calendrier. Entre septembre 2016 et juin 2017.

2 293 logements

Typologie. 78 sont en accession et 90 relèvent du social. 125 seront destinés à la résidence seniors.

Commercialisation.

24 logements sur les 78 n'ont pas été encore commercialisés. Pas de surprise : les logements sociaux et ceux de la résidence seniors sont tous commercialisés.

Calendrier. Du 2^e semestre 2017 au second semestre 2018.

3 275 logements

Typologie. 222 sont en accession et 53 relèvent du logement social.

Commercialisation.

Elle débutera mai-juin. 19 % des logements.

Calendrier. 2^e semestre 2018.

La résidence seniors gérée par les Jardins d'Arcadie

La résidence seniors qui abritera cent vingt-cinq logements est en passe de démarrer, en avril, sa construction dans le cadre de la deuxième tranche du chantier.

Un assureur investisseur

Bouygues Immobilier a vendu un des immeubles à la fin décembre 2015, à un investisseur institutionnel. « Un important assureur », assure Pascal Pignon. On n'en saura pas plus pour l'instant sur ce discret investisseur qui apporte, ainsi, une « réponse dans le déficit de logements seniors », commente Pascal Pignon.

Le bailleur de la résidence, « Les Jardins d'Arcadie » aura en charge la commercialisation de la résidence, livrée au premier trimestre 2018. C'est une « première résidence seniors » pour le promoteur, qui détient 40 % de participation chez les « Jardins d'Arcadie. »

Établissement non médicalisé

Les logements seront « équipés d'une kitchenette, salle d'eau avec douche italienne ». La typologie des appartements ? « Ce seront des T1, T2, T1 bis et T3 », précise M. Pignon. Mais attention, la résidence seniors « n'est pas un

établissement médicalisé », prévient Pascal Pignon.

Pour autant, les appartements seront « sécurisés avec un service d'assistance nuit et jour », précise le promoteur. « Cela permettra au résident de rester en contact en interne avec l'entourage et le gardien de la résidence », rassure le représentant de Bouygues Immobilier. Habiter une résidence pour seniors, c'est aussi avoir accès à un certain nombre de services.

Pour favoriser le bien-être des résidents, il est prévu de mettre disposition une salle de fitness, un salon de coiffure et une salle commune.



La construction de la résidence seniors dans le cadre de la seconde tranche va démarrer en avril. Livraison début 2018.

ses premiers habitants

« Ne pas cannibaliser le commerce existant »



Deux résidences, bordant l'avenue Colonel-Picot jouxtent la place centrale appelée à être arborée. Elle permettra de traverser l'écoquartier de Font-Pré.

(Photos V. Le Parc)

En donnant naissance à un nouveau quartier, la ville et le promoteur ne pouvaient faire l'impasse sur le renforcement d'un pôle de vie. Des commerces en pied d'immeuble, des bureaux, des services publics, un pôle médical vont, ainsi, voir le jour. (lire ci-contre) 86 % des 2300 mètres carrés ont déjà trouvé leurs locataires. Il reste environ 400 mètres de surfaces commerciales à être réservées.

Favoriser le commerce de proximité

« On se freine un peu volontairement car on veut rester dans l'optique de la destination avec laquelle on s'était mis d'accord avec la ville de Toulon : favoriser les commerces de proximité », explique Pascal Pignon.

« Si on avait voulu louer à des banques, notamment, nous aurions déjà fini la commercialisation... »

Brasserie, commerces de bouche? Ce ne sont pas les projets d'implantation qui manquent à l'appel.

Mais « on ne se presse pas... », insiste Pascal Pignon.

« Il ne s'agit pas de venir cannibaliser le commerce existant », rassure Frédéric Benguigui, responsable du projet Écoquartier.

Cela en dit long sur la volonté du promoteur à ne pas nuire au commerce de proximité.

Commerce, services et pôle médical

■ Mairie de quartier

D'une surface de 170 mètres carrés, elle va prendre vie dans un local qui va être acquis par la ville, et situé au pied d'un bâtiment, donnant sur l'avenue du Colonel-Picot.

■ Pôle médical.

Des professionnels vont s'installer au premier étage du bâtiment « Le Solana », situé le long de l'avenue Colonel-Picot. Huit locaux ont été aménagés pour accueillir : un médecin généraliste, deux cabinets d'infirmier libéral, deux podologues, et un ostéopathe. Cela devrait permettre de faciliter l'accès aux usagers, certains professionnels étant installés dans des bâtiments anciens.

■ Pharmacie.

Après le feu vert de l'agence régionale de santé, la pharmacienne actuellement implantée dans le quartier va pouvoir être transférée sur le nouveau site.

■ Crèche

La crèche (20 berceaux) sera implantée au sein de la résidence service seniors. « Ce n'est pas du tout un hasard, ex-

plique Pascal Pignon. Cela correspond, depuis le début du projet de Font-Pré, de favoriser l'aspect intergénérationnel. »

■ Bureaux

Bouygues Immobilier, comme il l'avait annoncé dès le lancement du projet va s'installer 600 mètres carrés de bureaux et un espace de vente d'environ 200 m² en rez-de-chaussée, donnant sur l'avenue du Colonel-Picot. Par ce nouvel espace, Bouygues Immobilier entend « abandonner la vente localisée sur le terrain des futurs projets. »

■ Commerces

Au total, il est prévu 1 500 mètres carrés de surfaces commerciales, aménagées en pied des immeubles, le long de l'avenue Colonel-Picot, et donnant notamment sur la place.

■ Casino shop avec une surface de vente de 400 m² et 100 m² de réserve.

■ Une agence immobilière.

À noter la mise en place d'une conciergerie gratuite de quartier avec la société O2 pour les habitants.

Après avoir résisté depuis bientôt quatre ans et en attendant 2018, les commerçants entendent bien tirer leur épingle du jeu au

plus vite avec l'arrivée des premiers habitants, de ce pôle de vie comprenant 808 places de stationnement.

Dans les coulisses d'un chantier hors norme

Fin de la déconstruction, début de la seconde phase de construction

Il suffit de se pencher sur les mètres cubes de béton qui sont tombés pour mesurer le chantier titanesque de Font-Pré : 65 000 tonnes dont 90 % vont être recyclés. L'année 2016 marque la fin de l'achèvement de la démolition débutée l'an dernier de la grande barre de l'ex hôpital Font-Pré.

« Ce fut une phase difficile et

un peu délicate pour les riverains », ne cache pas Pascal Pignon. Mais nous sommes satisfaits aujourd'hui qu'elle soit derrière nous car nous allons entrer maintenant dans la construction de la seconde tranche ».

L'univers végétal et le label biodiverCity.

Le projet va dévoiler l'univers végétal riche et varié, avec la plantation, cette année, des premiers des 250 arbres originaires d'une

pépinière, implantée en Italie.

Deux ans après la plantation symbolique de l'Olivier par le sénateur-maire Hubert Falco, on entre dans le vif du sujet.

Le poumon vert, souhaité par la ville, et le promoteur demeure le point d'ancrage de ce programme immobilier.

Il a été labellisé biodiverCity avec « la notation triple « A » unique en France pour un projet immobilier », rappelle Pascal Pignon.

La démarche valorisant la biodiversité a conduit, ainsi, à sceller un partenariat avec la ligue pour la protection des oiseaux.

Cela va se traduire notamment par la mise en place de nichoirs.

Autre mesure : chaque arbre planté sera identifié afin de sensibiliser les habitants sur la sauvegarde de l'espèce.



Sur site, la déconstruction des bâtiments est totalement achevée. Le béton appelé à être valorisé est concassé sur place. Cela servira notamment à la réalisation de la future voie, desservant l'écoquartier.



Le logement social coûte

La nouvelle politique voulue par l'État sur la loi SRU touche les communes, là où cela fait mal : au portefeuille. Pour la première fois, le montant des pénalités vient d'être révélé, ville par ville. *Var-matin* en dresse la liste exhaustive

La donne est-elle en train de changer? Jamais auparavant, dans le dossier du logement social, la pression de l'État ne s'était faite aussi forte sur les communes et les maires. Pour les inciter – le mot est faible – à faire construire des logements sociaux. Et à respecter le taux légal de 25 %, soit un quart des résidences principales. Les plus récalcitrants avaient pris l'habitude de payer quelques pénalités annuelles et assumaient en logement social. Ils sont en train de changer d'avis, sous la pression de prélèvements tout à fait dissuasifs.

Plus de 4 millions payés en 2015

Dans le Var, plus de 4,22 millions d'euros ont été prélevés – « ponctionnés », disent des élus locaux – sur les budgets communaux. Les arguments sont devenus coercitifs, après une décennie de douce incitation qui n'avait pas mené au respect de la loi. Votée en 2000, renforcée en 2013, la loi SRU (solidarité et renouvellement urbain) est devenue une épine dans le budget des communes.

Vertigineux

Plus vertigineux encore est

le montant des pénalités que l'État peut réclamer, si la commune ne réalise pas d'efforts concrets pour rattraper son retard. La trentaine de communes varoises soumises à la loi SRU doivent payer, selon la loi, un total de 9 millions de pénalités.

Comment les pénalités sont-elles passées du simple au triple ou au quadruple? Par la possibilité d'appliquer une majoration à la pénalité de base. 2015 restera l'année où l'État a usé, comme jamais auparavant de cette possibilité.

Ceux qui paient, et les autres

Les communes ne sont pas totalement démunies, mais elles sont contraintes de négocier et de s'engager. Ce que l'État leur demande, par le biais des préfetures, c'est de remplir des objectifs chiffrés, par tranche de trois ans. Si le quota de l'année est respecté, la commune ne paye souvent aucune pénalité. L'argent dépensé pour le logement social est retranché du calcul.

C'est le cas de Sanary (3,55 % de logement social), ou de La Cadière-d'Azur (4,83 %), qui échappent totalement au paiement des pénalités en 2015, grâce aux efforts consentis.

L'argent investi les années précédentes dans des programmes sociaux est déduit des prélèvements. C'est avec ce mécanisme que l'État dissuade d'un côté, avec un bâton, et récompense de l'autre, avec une carotte.

À Sanary, l'addition n'avait rien de négligeable, puisque 890 000 euros étaient dans la balance. Au final, le prélèvement net est égal à zéro.

Résultat : le seul moyen d'éviter la pénalité (et de perdre de l'argent public) est de faire des efforts concrets. Si ce n'est pas le cas, le budget de la commune est ponctionné.

Var-matin en a fait le calcul, en le rapportant au nombre d'habitants (*notre infographie*). Chaque citoyen peut mesurer ce que lui coûte la pénurie de logement social.

Dans sa propre ville.

La Garde, bon élève

La commune de La Garde est la seule et unique commune du Var qui respecte son obligation légale de logement social (27,9 % au 1^{er} janvier 2014).

Textes : Sonia BONNIN
Photos : Dominique LERICHE
et Philippe ARNASSAN

Ce que paient les Varois

Commune	Taux logements locatifs sociaux en 2014	Prélèvement net total en 2015	Coût par habitant
Les Arcs	5,48%	308 732,64	45,79
Bandol	6,30%	322 304	42,06
Le Beausset	1,03%	308 449,18	33,93
La Cadière-d'Azur	4,83%	0	0
Carqueiranne	5,69%	0	0
Le Castellet	1,18%	191 223,66	47,54
La Crau	5,21%	348 768	20,69
Cuers	0,91%	17 185,93	1,66
Draguignan	16,97%	Exonérée	0
La Farliède	7,35%	0	0
Flayosc	4,53%	0	0
Fréjus	10,22%	215 195,65	4,11
Hyères	12,36%	210 869,96	3,87
Lorgues	6,30%	382 072,1	42,43
Le Muy	5,90%	1857 98,08	20,22
Ollioules	9,84%	0	0
Le Pradet	8,11%	106 977,56	9,38
Puget-sur-Argens	4,40%	0	0
Le Revest-les-Eaux	2,43%	520 50,24	14,28
Roquebrune-sur-Argens	4,73%	337 169,64	27,39
Saint-Cyr-sur-Mer	4,91%	0	0
Saint-Raphaël	8,42%	0	0
Saint-Zacharie	4,44%	72 329,86	14,55
Salernes	6,58%	66 210,48	17,78
Sanary-sur-Mer	3,55%	0	0
La Seyne-sur-Mer	18,67%	Exonérée	0
Six-Fours-les-Plages	7,64%	570 865,8	16,66
Solliès-Pont	9,33%	0	0
Solliès-Toucas	0,83%	21 8051,46	41,53
Toulon	15,24%	Exonérée	0
Trans-en-Provence	0,78%	92 070,51	16,6
La Valette-du-Var	11,84%	385 492,09	18,49
Vidauban	9,71%	5 275,42	0,5
Vinon-sur-Verdon	5,04%	0	0
Saint-Mandrier-sur-Mer	6,34%	0	0

Infographie Rina UZAN



Des prélèvements élevés

Jusqu'à 47 euros par habitant

Exceptée La Garde, aucune commune du Var n'est en règle avec la loi SRU... Loi censée être pleinement appliquée en 2025. En 2015, 20 communes ont payé une pénalité allant de 50 centimes par habitant (Vidauban), à 47 euros (Le Castellet). Dans 6 communes, les prélèvements représentent plus de 30 euros par habitant (Le Castellet, Les Arcs, Lorgues, Bandol, Solliès-Toucas, Le Beausset).

L'effet multiplicateur

Toutes ces communes n'ont pas rempli leurs objectifs de construction – pas assez, ou pas du tout. À chaque fois, le préfet leur a appliqué un taux de majoration, c'est-à-dire un coefficient multiplicateur (jusqu'à x 4). De quoi « aller chercher le camp retranché des maires qui assumaient de ne pas construire », confie-t-on au ministère du Logement.

Manuel Valls tape dur

Et de deux. En octobre 2015, Manuel Valls n'y était pas allé par quatre chemins pour livrer une liste de communes, réputées récalcitrantes au logement social. 36 communes au niveau national, dont 6 Varoises (1).

Rebelote le 13 avril dernier. Sortent de la bouche du Premier ministre, les noms de onze villes « mises sous surveillance » pour ne pas faire suffisamment d'effort en la matière. Bandol se fait publiquement épingle (6,3 % de logements sociaux). La cité balnéaire varoise grince des dents en se voyant tout en haut de l'affiche. « Nous sommes en train de négocier le contrat de mixité sociale, qui sera signé dans quelques semaines », fait-on valoir en mairie, en signe de bonne volonté (lire aussi en page 3). Ce contrat planifie les futures constructions de logement social. Mais pour l'année 2015, Bandol a dû payer – une somme élevée, si on la rapporte à la population (42 € par habitant).

Co financeurs

Les communes restent bien les co financeurs du logement social, puisque leur apport permet de trouver l'équilibre financier. Ce sont des opérations forcément moins rentables qu'un projet immobilier classique. La nouveauté, c'est que les villes sont contraintes de payer. Soit elles investissent; soit elles sont mises à l'amende.

1. Carqueiranne, Fréjus, La Crau, Le Castellet, Lorgues, Solliès-Toucas (83).

Roquebrune, taxée « du jour au lendemain »

C'est presque la surprise que plaide le maire de Roquebrune-sur-Argens, Luc Jousse (divers droite). « Longtemps, nous avons été considérés comme commune rurale et non éligible à la loi SRU. » Du moment où la ville (12 000 habitants en hiver, 40 000 en été) a rejoint la communauté d'agglomération Var-Estérel, « ça a été différent du jour au lendemain; on n'a pas vu venir le coup ».

Ce changement de régime vaut à la commune de payer des pénalités depuis 2014. « C'est déjà la troisième année. Au total, un million d'euros a été ponctionné sur la municipalité. »

La sanction est vite tombée, avec un prélèvement à la source, déduit de la dotation de fonctionnement octroyée par l'État. Impara-



Le maire espère récupérer le million d'euros déjà payé.

ble. En réaction, le maire Luc Jousse actionne plusieurs leviers dans les documents d'urbanisme – présents (POS à modifier) et futurs (PLU).

Un terrain communal vient d'être cédé pour une opération immobilière mixte, avec 25 % de loge-

ments sociaux. Roquebrune a dû mettre au pot pour équilibrer l'opération, vu le prix de vente évalué par France Domaine.

Face au prix du marché

« C'est un miracle que l'aménageur ne soit pas parti en courant. Comment faire du logement social au prix du marché en face du golfe de Saint-Tropez? », s'exclame Luc Jousse.

Le maire explique aussi que « la population est affolée et ne comprend pas pourquoi on lui réclame tout ça du jour au lendemain ». Sur le papier, il manque 1 400 logements sociaux à Roquebrune-sur-Argens. « Sur les trois prochaines années, en faire 345, c'est jouable. » Il y a un million d'euros à tenter de récupérer.

des millions... en pénalités

Bandol se rebiffe

Une situation politique locale bloquée pendant 18 mois, à cause de dissensions au sein de la majorité municipale.

Ce n'est pas la seule explication du retard de la ville de Bandol en matière de logement social, mais c'est la raison de « l'aggravation du dossier », selon les termes du maire réélu en décembre 2015, Jean-Paul Joseph (UDI). De là à être montré du doigt par le Premier ministre, il y a un pas. « Je conteste vigoureusement le caractère de ville rétive au logement social, s'insurge-t-il. Ceux qui ont fait ce classement n'ont aucune connaissance de ce qu'il se passe à Bandol. »

Pas de blocage idéologique

Selon la mairie, les obstacles relèvent à la fois de la petite taille du territoire et des prix de l'immobilier. Même la préfecture s'y serait cassé le nez. Malgré

l'exercice de son droit de préemption, aucune opération n'a pu se concrétiser.

« J'explique à la préfecture qu'il n'y a aucun blocage idéologique », insiste Jean-Paul Joseph.

Permis de construire... chez le préfet

Mais la ville a bel et bien été sanctionnée avec une décision rarement appliquée dans le Var : « Un arrêté de mainmise sur les permis de construire a été décidé le 28 décembre 2015, détaille le maire. Sur deux zones bien précises de la commune ⁽¹⁾, la mairie ne peut plus instruire les permis de construire ». C'est le préfet qui a la main.

Le maire en relativise l'impact, souligne qu'il y avait des projets en cours – avec une forte proportion de logements sociaux. Et espère se délivrer de l'entrave que représente la mainmise dès que le contrat de mixité so-



En train de sortir de terre, le projet Valmarina comptera 11 logements sociaux.

ciale sera signé. « On a mis les bouchées doubles », convient Jean-Paul Joseph. Espéré dans quelques semaines, ce contrat formalise la création de logements sociaux sur plusieurs années. Dans ce contexte, Bandol a

payé plus de 320 000 euros de pénalités en 2015.

« Financièrement, la menace reste considérable », reconnaît le maire, même si les dépenses engagées par la commune, 10 000 euros par logement social, seront dé-

duites. Comme il manque 1 000 logements sociaux à Bandol, il faudrait en théorie un investissement de 10 millions d'euros.

Simplement inimaginable. 1. Il s'agit de la rue des écoles et du quartier Vallongue.

L'opération à « zéro euro » de Sanary



Le verger, un programme avec logements sociaux coquets et... peu onéreux.

« L'argent, au lieu de le donner à l'État, on l'investit dans le logement social. Dans tout projet immobilier, sur 20 logements, il en faut trois ou quatre sociaux. » Le maire de Sanary a trouvé la formule. Et malgré la menace de lourdes pénalités, il assure que la municipalité fait face. Mieux encore, Ferdinand Bernhard (divers droite) explique que c'est du social, « sans avoir un euro de plus à déboursier ».

65 ans de loyers versés d'un coup

L'explication réside dans « le versement d'un loyer capitalisé ». « On achète du terrain et on le met en location pour, disons, 60 ans, développe le maire. Le loyer nous est payé d'un coup, à l'avance ». Cette manière de consommer par anticipation les

recettes, sans les répartir sur les années de bail, a été critiquée par la chambre régionale des comptes. Mais le maire estime que le procédé est « innovant » et pertinent.

Pour Le verger, un projet à 75 logements, le bailleur social a payé d'avance 65 ans de loyers. « Ça nous a coûté zéro euro », se réjouit Ferdinand Bernhard.

Sur le fond, la critique de la loi SRU demeure. En théorie, il faudrait 2 000 logements sociaux de plus, pour 15 800 habitants. « La commune ne les fera pas, ni en logement social, ni dans le privé. C'est absurde. L'année suivante, il faudrait encore que j'en refasse ». La subtilité est d'en faire suffisamment, pour ne pas avoir à payer de fortes pénalités.

Le logement étudiant change d'image

Sous l'impulsion d'un « partenariat » entre le Crous et Toulon-Provence-Méditerranée, la résidence Portalis, installée dans le centre-ville, affiche de nouvelles ambitions



Digicode, salle de bains aux normes PMR (handicap), espace cuisine : les locaux flambant neufs ont été livrés pour la rentrée universitaire 2015-2016. (Photo V. L. P.)

Elisabeth Beaulieu arpente les couloirs du bâtiment, vérifie la propreté, assure l'intendance. Salariée du Crous, elle est en charge du bon fonctionnement de la résidence étudiante Le Portalis, au cœur de l'îlot Baudin. « Une deuxième maman », pour tous les étudiants qui y logent depuis un an. Digicode, salle de bains aux normes PMR (handicap), espace cuisine : les locaux flambant neufs ont été livrés pour la rentrée universitaire 2015-2016.

Le bâtiment, qui compte 106 chambres, incarne l'engagement de la collectivité publique dans la politique de développement économique et étudiante : se substituer à l'opérateur public (le Crous en l'état, Ndlr) afin de financer la construction de logements étudiants.

C'est dans cet esprit que la communauté d'agglomération a décidé d'assurer la maîtrise d'ouvrage de la résidence étudiante. « C'est le seul programme de logements sociaux destiné aux étudiants réalisé de la sorte », confirme Manon Fortias, conseillère municipale en charge du dossier.

Sans l'action de la collectivité, le projet n'aurait jamais vu le jour. Cependant, « il n'est pas, a priori, dans les attributions de la communauté d'agglomération de se substituer ainsi au financement et à la construction d'un projet public. »

Mais, l'ouverture du campus Porte d'Italie a augmenté la demande de logements sur le centre-ville de Toulon. « Historiquement, le campus étudiant est situé à La Garde », poursuit Manon Fortias.

Il fallait donc répondre à la demande. « Mais le Crous n'avait pas les moyens humains et financiers pour réaliser le projet. Ainsi, le président de Toulon-Provence-Méditerranée (Hubert Falco) a-t-il souhaité apporter une réponse à une problématique rencontrée par les étudiants des établissements d'Enseignement supérieur de l'aire Toulonnaise », ajoute l'élue.

La collectivité s'est appuyée sur l'opérateur Erilia afin de monter le projet et a obtenu un financement complémentaire, à hauteur de 18000 euros par logement (1).

Un autre programme vers Dumont d'Urville ?

Le bâtiment a aujourd'hui retrouvé sa destination initiale et est géré par le Crous de Nice. À tel point que la communauté d'agglomération envisage de renouveler l'expérience. « D'autres possibilités sont en effet devant nous, explique Manon Fortias. Cela s'étudie aussi en fonction du PLU et ce, de façon réfléchi, en articulant les deux pôles que sont à présent le campus de La Garde et le centre de Toulon. » Mais dans tous les cas de figure prévient l'élue, « cela ne pourra être réalisé qu'à la marge ».

Ainsi, un deuxième programme de 200 logements pourrait voir le jour au lycée Dumont-d'Urville. « Ce qui, conclut Manon Fortias, nous permettrait de rendre l'internat à sa destination initiale... »

1. Le programme est inscrit dans le nouveau contrat de plan Etat- Région.

Le chiffre

400

C'est en moyenne, selon la Maison de l'Étudiant, le budget consacré au logement par un étudiant à Toulon.

En bref...

106 chambres, du studio au T3 (un seul, destiné à de la colocation ou à un jeune couple par exemple); 120 lits.

Les tarifs : 310 euros pour un T1, comprenant les charges (eau, électricité, internet); 500 euros pour un T2 (qui peut faire l'objet d'une colocation); 620 euros pour le T3. Les logements peuvent bénéficier bien entendu, des APL. En moyenne le loyer d'un logement T1, APL déduite, est d'environ 180€.

Le logement est attribué sur un an.

Les dossiers sont gérés directement par le CROUS de Nice. Les demandes peuvent être remplies sur internet et ce, jusqu'au 30 avril prochain. Les demandes de bourse sont, elles, formulées jusqu'à la fin du mois de mai.

50 % des étudiants présents sur le campus de La Garde sont Varois, voire de l'agglomération.



Le Portalis propose 106 chambres en plein cœur de ville.

K. M.

Quartiers

Place du Globe

Samedi 30 avril à 16 h à la Maison de la photographie, conférence-concert de Pascal Bouaziz pour son ouvrage « Passages ». Entrée libre. Rens. au 04.94.93.34.69 (de 9 h à 12 h).

Les Routes, Pont-de-Bois, les Arènes

Le CIL organise un vide-greniers le samedi 30 avril sur la contre-allée de l'avenue Louis-Blériot, bordant le stade des Routes (reporté au samedi 7 mai en cas d'intempérie). Rens. au 06.87.25.79.24.

Association du Hameau des Pomets et de son environnement

La traditionnelle fête de la Pentecôte se déroulera le lundi 16 mai.

Célébration eucharistique à 10h30 en la chapelle du Hameau suivie d'une procession et d'un vin d'honneur offert par l'association. Rens. au 06.08.63.21.78.

La Serinette, La Barre, Les Amoureux

Le CIL organise un vide-greniers, le dimanche 22 mai de 7h30 à 16 h sur le terrain du jeu de boules de la place Beguin. Inscriptions au 06.12.03.86.19 ou 04.94.20.00.86 (les emplacements étant limités, les attributions seront prises suivant l'ordre des inscriptions).

Barbès, Fort Blanc, Pré Fauchier

Le CIL organise un vide-greniers, le 7 mai de 8 h à 17 h, place Amiral Duperré et dans les jardins de la salle Victoria. Rens. et inscriptions les lundis de 10 h à 11 h au siège du CIL salle Victoria, place Duperré ou sur répondeur au 04.94.62.26.34 en pré-réserve.

Cap Brun et Petit Bois

Le CIL organise le vendredi 10 juin à 19 h, son repas de quartier au Yacht Club de Toulon, 4^e anse Tabarly au Mourillon. Tarifs : 15€ adhérents; 20€ non adhérents et 10€ pour les enfants de moins de 10 ans (inscriptions jusqu'au 29 mai). Rens. au 06.84.19.24.00.

Temple Espagne

Le CIL organise un vide-greniers, le dimanche 12 juin, place Colonel Bonnier (anciennement place d'Espagne). Rens. au 06.09.95.33.10 ou 04.94.22.18.74.

Château-Redon : premiers habitants dès la fin 2017



Pose de la première pierre des 87 logements « Grand'Avenue », avenue de l'université après celle des 71 logements locatifs sociaux de Bell'Avenue.

(Photo Patrick Blanchard)

« **C**e projet est vraiment révolutionnaire pour une commune », s'enthousiasme, Bruno, un Sanaryen qui vient d'investir dans l'acquisition d'un appartement au dernier étage de la future résidence « Grand'Avenue », située avenue de l'Université. « La ville est déjà coupée en deux par une autoroute, entre le centre-ville et une zone commerciale. Là, elle va prendre une autre dimension et devenir une "ville dans la ville" ». Ce n'est pas Sébastien, ce jeune Toulonnais qui a acquis un appartement au 7^e étage qui avouera le contraire. Vivre au cœur d'une zone commerciale l'a séduit. « C'est vivant, accessible et il y a des commerces de proximité », se réjouit cette personne à mobilité réduite. Un sourire partagé avec Quentin, le plus jeune primo-accédant à la pro-

priété, au moment de poser, ce jeudi matin, la première pierre en compagnie de Jacques Couture, premier adjoint au maire. Il représentait le sénateur-maire Christiane Hummel, « souffrante », entouré de partenaires publics et privés engagés dans cette opération⁽¹⁾. Trois ensembles immobiliers sont les premières fondations du nouveau quartier Château-Redon, bâties par la ville, et son aménageur, la société publique locale méditerranéenne (SPLM), dirigée par José Rossi. Les premiers habitants sont attendus entre la fin 2017 et le premier semestre 2018. Un mois après l'ouverture de son cœur commercial, la construction des 232 logements est en cours. (lire par ailleurs). Coût total des travaux : 30 millions d'euros TTC. Au

Ça pousse

- Bell'Vue : 87 logements cédés au fonds du logement intermédiaire. Il comprendra 1 080 m² de commerces en rez-de-chaussée. Livraison fin 2017.
- Le « Grand'Avenue » : 74 logements, dont 22 prêts locatifs sociaux cédés à Cogecil et 760 m² en pied d'immeuble. Livraison 1^{er} semestre 2018.
- Le « Bell'Avenue » : 71 logements locatifs sociaux cédés au Nouveau Logis Provençal, avec un commerce en rez-de-chaussée. Livraison premier semestre 2018.

cœur de la zone commerciale d'une centaine d'hectares, « là où le logement » était à l'époque « interdit, il est devenu une priorité », a expliqué Jacques Couture. Cela n'aurait pas été possible sans « une réorientation du gouvernail, le plan local d'urbanisme », a-t-il ajouté. « Ces pierres posées aujourd'hui reflètent la volonté de la commune d'apporter une réponse au besoin de logement ». Le besoin est aussi social : l'objectif des 370 logements dans le cadre du plan triennal avec l'Etat 2014-2016 « sera atteint », assure Thierry Albertini.

C. P.

1. Etaient également présents le député de la 2^e circonscription, Philippe Vitel, Thierry Albertini, conseiller départemental, représentant le président Marc Giraud, Jean-Louis Picoche, représentant la Cogecil, Pierre Fournon, le directeur général du Nouveau Logis Provençal.

Résidence « Carré Sud » livrée en mars 2017

Vingt-quatre appartements du T2 au T3 verront le jour, en mars 2017, sur un terrain de 2200 m², situé au 208 impasse des Chaumes, à deux pas des entrées est et ouest du giratoire de La Bigue.

L'opérateur immobilier local Grand Sud Développement⁽¹⁾, bien ancré sur le territoire départemental dans la construction de logements en accession, et destinés également à la location, vient ainsi de réaliser sa première réalisation en terre valettoise.

Hier matin, lors de la pose de la première pierre, Thierry Albertini, conseiller départemental et vice-président de Var Habitat, a salué ce promoteur local Grand Sud Développement, présidé par Phi-

lippe Pintiaux, et dirigé par Dominique Guerin, qui « colle aux besoins du territoire ».

« Il a compris la nécessité de produire des logements sociaux en réservant huit appartements sur les vingt-quatre dédiés à l'accession libre », s'est réjoui Jacques Couture, premier adjoint. Ces huit logements locatifs conventionnés viennent ainsi s'ajouter au patrimoine de Var Habitat : 13 000 logements répartis sur 90 communes. « Cela a représenté un investissement d'environ 900 000 euros », a précisé Martial Aubry, directeur général.

C. P.

1. Grand Sud Développement, filiale des groupes Procvivis Nord et FDI. Il regroupe les activités de promotion immobilière, d'aménagement et de lotissement.



La résidence située au 208 impasse des Chaumes comptera 24 logements dont huit sociaux cédés à Var Habitat.

(Photo C. P.)

Poussée immobilière :

Ils sont sortis de terre là où il n'y avait plus rien : quatre projets majeurs seront livrés en 2017. Une effervescence qui devrait accompagner le retour vers la ville d'une population d'actifs

Les « vieux » Toulonnais en témoignent : la ville n'a pas connu une telle poussée immobilière et une telle effervescence de chantiers en tout genre depuis... pfff... bien longtemps ! Cela n'a rien d'une illusion. Du seul côté des logements, 2017 verra l'aboutissement, total ou partiel, de quatre chantiers majeurs : Sainte-Musse, Sainte-Anne, La Loubière et La Solde. Soit au total près de mille deux cents logements. « Plusieurs projets sortent effectivement de terre en même temps, mais de manière générale, la moyenne annuelle tourne autour de huit cents logements, se féli-

cite Hubert Falco, le sénateur-maire de la commune. *Notre but, c'est de faire revenir les gens vers la ville. Les jeunes couples, les familles, les actifs. Mais pour cela, il faut pouvoir les loger et les accueillir.* » Ce qui prend du temps. Et nécessite de nouveaux équipements comme l'ouverture de classes et l'adaptation des services publics.

À long terme

« Un harmonieux développement urbain, cela se pense à long terme. Nous nous projetons à vingt ans de là. Chose qui n'a pas vraiment été faite dans le passé. Si cela avait été le cas, Toulon n'aurait

jamais été aussi fermée et cloisonnée... » D'autant que la ville, coincée entre mer et Faron, n'a jamais connu le luxe de compter sur une réserve foncière. Il faut donc avancer pas à pas. « Pour obtenir la maîtrise du foncier dans la vieille ville, cela aura pris dix ans... », soupire le maire.

Là où il n'y avait plus rien

Friches hospitalières, industrielle ou urbaine : les nouveaux programmes de logements auxquels *Varmatin* consacre quatre « gros plans » ont poussé là où il n'y avait plus rien. Parallèlement à ces opéra-

tions immobilières privées prennent forme d'autres projets portés directement par la Ville et Toulon - Provence - Méditerranée ou par des partenariats public-privé. De quoi faire l'objet d'un autre dossier. « Le meilleur est à venir pour Toulon », assure Hubert Falco. En tout cas, le nouveau visage de la ville est bien là, en train de se dessiner, un pan après l'autre, sous nos yeux.

Dossier :
MIREILLE MARTIN
mmartin@varmatin.com
Photos :
PATRICK BLANCHARD
et **LAURENT MARTINAT**



Au final, mille deux cents logements seront livrés sur les sites de Font-Pré, Sainte-Anne, La Loubière et La Solde.

La Loubière : entre le village et la ville



Un pied dans le « village » de La Loubière, un autre dans le centre-ville : le programme immobilier construit sur une friche industrielle joue sur les deux tableaux. 50 % de bureaux (essentiellement pour le conseil départemental qui avait fini par éclater ses services aux quatre coins de l'agglomération), 5 % de commerces et le reste consacré à 93 logements. Parallèlement, la Ville accompagne le projet par la requalification des voies desservant le site. Ci-dessus : le terrain qu'il a fallu dépolluer. Ci-dessous : l'avancée du chantier. Ci-contre : le résultat attendu.



Sainte-Anne fait tomber le mur



Les palissades ont pour le moment remplacé l'imposant mur de l'ancien hôpital militaire.

Et *bye bye* l'imposant mur d'enceinte qui cloisonnait l'ex-hôpital Sainte-Anne et enfermait une partie du quartier. Les 149 logements qui poussent sur les dix mille mètres carrés de l'ancienne friche hospitalière (livraison juin 2017) auront, au nord, vue sur le jardin de Sainte-Anne, au sud sur celui des Lices.

Avec un objectif : faire la part belle à la végétation afin de créer une liaison entre les deux parcs et d'ouvrir les perspectives. 50 % des logements sont réservés aux personnels de la Marine nationale, qui emploie vingt-trois mille personnes à Toulon.

ça déménagement à Toulon

Plus de 800 appartements sur le site de l'hôpital



D'ici à 2019, deux mille personnes vivront à Font-Pré.

Font-Pré était le nom d'un hôpital, c'est désormais celui d'un quartier. D'un « écoquartier » même, comme on peut le lire sur les brochures du promoteur Bouygues, qui a décroché le marché de la reconversion de cette friche. Depuis la fermeture de l'hôpital, en 2012, les choses n'ont pas traîné. Et moins de deux ans après le lancement de la première tranche de travaux, les premiers logements ont été livrés en septembre dernier, ainsi que des commerces. Un rythme soutenu, signe d'un engouement certain de la part des acheteurs. « Nous sommes très satisfaits de la commercialisation. Réaliser huit cents lo-



gements sur Toulon était un vrai pari », souligne Pascal Pignon, directeur d'agence Var ouest de Bouygues. Vendus à un prix moyen de 3 500 le mètre carré, les 379 appartements voués à l'acquisition ont quasiment tous trouvé preneur. Même engouement de la part des investisseurs et bailleurs publics. À terme, Font-Pré comptera 201 logements sociaux, 46 « intermédiaires » (loyers en-

cadrés), 38 appartements réservés au personnel de la Défense, mais aussi une résidence senior de 125 appartements. D'ici à 2019, Font-Pré sera un « village » peuplé par deux mille personnes, avec ses commerces, une pharmacie, des personnels de santé et une mairie annexe. Une place publique (déjà réalisée en bordure de l'avenue Picot) sera rétro-cédée à la Ville.

C. G.

Ça chauffe, parfois...

« Le maire suit personnellement tous les projets immobiliers, y compris privés. Et ça chauffe, parfois... » L'entourage d'Hubert Falco témoigne avoir assisté à des rendez-vous plus que houleux avec des promoteurs... « Les demandes de per-

mis de construire, pour être acceptées, doivent correspondre aux impératifs de la Ville, s'intégrer à l'environnement existant. Pour moi, c'est réussi quand on a l'impression que la nouvelle construction a toujours été là. » Et donc, le sénateur-maire tape du

poing sur la table quand un promoteur tente de faire passer des vessies pour des lanternes. Ce qui ne doit pas être le cas des derniers programmes immobiliers en cours puisque tout est déjà vendu ou presque.

La Solde: à l'ouest, enfin du renouveau



Sur le terrain de 6 000 m² cédé par l'État à la Ville, où se trouvait un parking, poussent 122 logements (livraison juillet 2017). Situé à l'ouest de Toulon, le programme immobilier de La Solde constitue une pièce maîtresse de la requalification de cette entrée de la ville. La moitié des logements sera là aussi réservée à la Marine nationale. Dont les personnels

avaient pris l'habitude de s'expatrier dans le Grand Toulon, faute de pouvoir se loger sur place. La livraison du programme s'accompagnera de travaux de voirie et de réfection d'éclairage rue Choisel et boulevard Guillemard. On y attend aussi un aménagement paysager à la hauteur d'une entrée de ville.



À gauche, c'était un parking. À droite, bientôt 122 logements, qui seront livrés en juillet 2017.

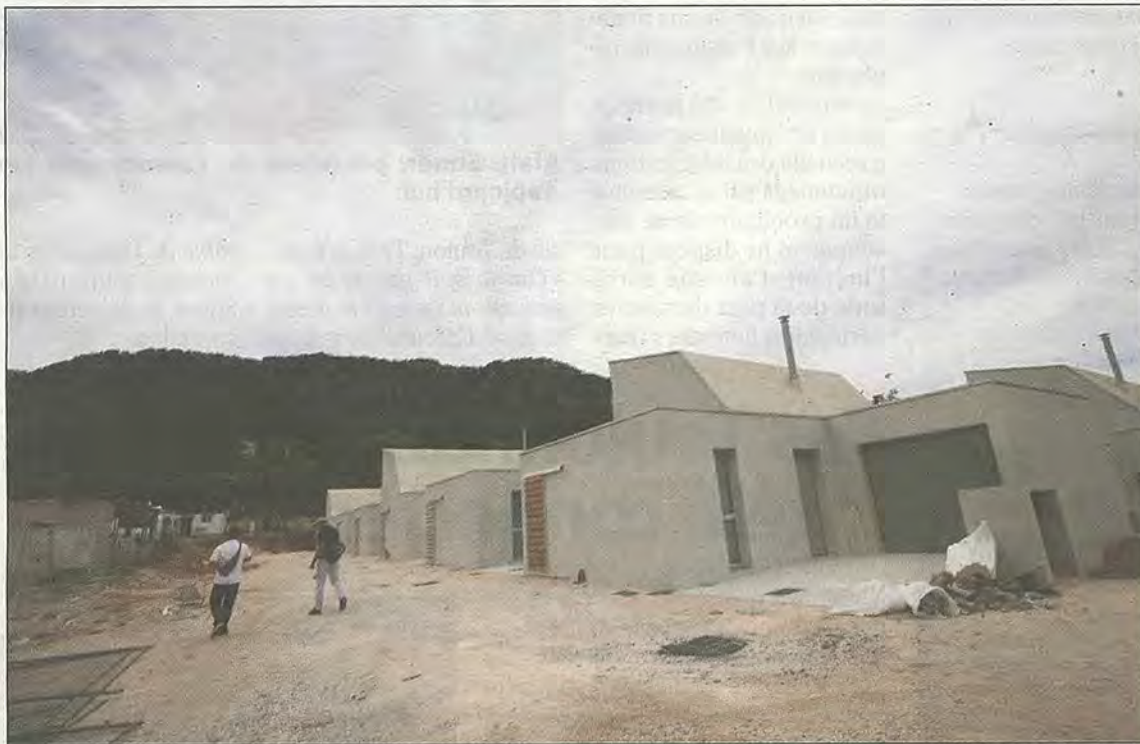
À La Ripelle, des logements pour remplacer les caravanes

Près de dix ans après le lancement d'une étude sur le relogement de la communauté des gens du voyage sédentarisée, onze logements sur trente-sept sont sur le point d'être livrés

Les blocs de béton blancs ont poussé, sur le terrain de La Ripelle. Des petites maisons rectangulaires qui se suivent et se ressemblent, aux toits lisses et aux cheminées hautes. Une esthétique qui n'est pas toujours du goût des futurs habitants. Mais ces logements sociaux, construits spécialement pour les 37 familles de la communauté de gens du voyage sédentarisée de La Ripelle, se veulent fonctionnels. « On a mis du double vitrage, des VMC basse consommation, une cheminée. Les logements sont aux normes PMR (personne à mobilité réduite, Ndlr), il y a un garage privé pour chaque maison. On est certifié BBC (bâtiment basse consommation, Ndlr). On a mis les moyens », détaille Yves Gavory, le président de Terres du Sud Habitat, malgré quelques problèmes de finitions que le bailleur social-seynoïse s'efforce de régler.

Le chantier cohabite avec la communauté

TSH a été désigné par la communauté d'agglomération toulonnaise pour réaliser le projet, estimé à 4,7 millions d'euros. Onze maisons, du T2 au T4, sont sur le point d'être livrées d'ici à la fin du mois. Vingt-six autres devront encore être construites selon un calendrier plutôt incertain, le chantier ayant pris déjà six mois de retard. La communauté s'impatiente (lire



« C'est un projet particulier car il a fallu tenir compte du mode de vie de la communauté, recréer un habitat de communauté », selon le président de Terres du Sud Habitat, Yves Gavory.

(Photos Patrick Blanchard)

ci-dessous), d'autant qu'elle est restée vivre sur place pendant les travaux. « C'est assez unique en France, commente Yves Gavory. Les gens ne voulaient pas partir, alors on a dû mener le chantier en tenant compte de cette présence ». Une dizaine de personnes dont les caravanes étaient posées à l'endroit même où les premières mai-

sons ont poussé, a dû cependant être relogée dans le parc social, en attendant la fin des travaux.

« C'est un projet particulier, car il a fallu tenir compte du mode de vie de la communauté, recréer un habitat de communauté. C'est pour ça que chaque famille aura sa maison, mais les jardins sont collectifs », précise Yves Gavory.

Les habitants deviendront locataires de ces logements sociaux et s'acquitteront désormais d'un loyer, « le même que dans le reste du parc social, environ 450 € pour un T3-T4 », précise le président de TSH. Une condition que la communauté de La Ripelle a acceptée.

M. V.

mvalmalette@varmatin.com

— Il a dit —

« On aura relogé dans des conditions décentes »

Ange Musso, vice-président de TPM
« Comme pour tous les chantiers, il y a des petites contrariétés, avec quelques mois de retard... Je comprends que les gens soient impatients maintenant. Au début, ils n'y croyaient pas. Maintenant, ils ont hâte car ils voient que ça se concrétise. Cela a pris du temps, mais il faut se rappeler que cette zone a été abandonnée pendant des décennies. Les conditions de vie y étaient difficiles. Ces logements individuels vont améliorer le cadre de vie, l'esthétique du quartier et surtout, on aura relogé les gens dans des conditions décentes tout en les laissant sur place. On est le seul en France à avoir pu faire ça. »

L'impatience des habitants : « Ça fait mille ans qu'on attend ! »

Willy débarque furieux dans l'une des maisons, alors que le président et le directeur de TSH sont en train de faire le tour du propriétaire. « Je veux les clés de ma maison aujourd'hui ! Ça fait mille ans qu'on attend, on nous avait dit qu'on emménagerait à Noël ! », s'énervait-il. Willy fait partie de la communauté de La Ripelle, il a été relogé avec femme et enfants pendant les travaux en HLM à La Florane. « J'ai donné mon préavis, car j'aurais dû récupérer ma maison le 6 juin... », explique-t-il.

Le retard du chantier a mis quelques familles en difficulté. L'une des maisons est déjà habitée, car le chef de famille avait vendu sa caravane, pensant intégrer les lieux plus tôt. « Je comprends l'impatience des gens, c'est un projet qui dure depuis des années. Mais on a eu des soucis avec l'entreprise qui fait les finitions, on a dû en changer... », explique Yves Gavory.

Les toits des maisons – sans tuile, recouverts d'une toile – font l'objet



Willy (2^e à droite), un membre de la communauté, attend avec impatience les clés de sa maison. Le président de TSH (à droite) fait part des difficultés rencontrées avec certaines entreprises pour justifier du retard.

de critiques. « Déjà, ça ressemble à la prison de La Farlède, balance Calo, un gaillard de 37 ans, né ici. Mais aussi, il y a déjà des fuites. Les entreprises qui ont bossé sont pas sérieuses ». Lui trouve que les maisons sont « trop collées », ne sait pas

trop s'il s'y sentira aussi bien que dans une caravane. « Nous, normalement, on n'aura notre maison que l'an prochain. Mais on a hâte, les enfants auront leur chambre, ils sont contents », confie un autre homme de la communauté.

L'histoire

Ils sont là depuis plus de quarante ans. Des familles issues d'une même communauté de gens du voyage sédentaires, installés sur le terrain de La Ripelle depuis 1973, après avoir été déplacé d'un autre terrain destiné à la construction d'une ZUP (zone urbaine prioritaire). Le Schéma départemental pour l'accueil et l'habitat des gens du voyage de 2003 avait préconisé la réalisation d'une Mous (Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale) afin d'étudier les besoins des familles et les différents scénarii possibles en matière de relogement. C'est le mouvement Pact (Propagande et action contre les taudis) du Var qui en a eu la charge, en 2007. Le diagnostic a démarré en mai 2007, avec la réalisation d'entretiens auprès de 60 familles, totalisant 193 personnes. Les conclusions du diagnostic montraient que 91 % des familles présentes sur l'aire étaient sédentarisées. L'étude mettait aussi en avant la présence de groupes familiaux élargis favorisant la solidarité et le soutien aux plus faibles, leur attachement au site bien desservi et bien situé vis-à-vis des commerces et services médicaux. Enfin, les conditions d'habitat indignes et dangereuses étaient aussi pointées.

À partir de ce diagnostic, il a été préconisé le relogement de 10 familles en dehors de La Ripelle, et la réhabilitation du site avec la création de 37 lots (25 en habitat adapté et 12 en terrain familial).

Le 25 juillet 2008, un drame éclate à La Ripelle : les deux « clans » qui cohabitent sur l'aire s'affrontent. Le bilan est lourd : trois morts et plusieurs blessés. La situation devient urgente, mais le temps administratif est très long : le bailleur social seynoïse Terres du Sud Habitat est désigné en juin 2011 pour piloter la construction du programme de logements. En 2012, le projet se concrétise : Toulon-Provence-Méditerranée (porteur du programme), rachète le terrain de La Ripelle à la ville de Toulon, qui avait préalablement révisé son plan d'occupation des sols pour rendre constructible la parcelle. Les travaux de la première tranche de logements ont débuté en juin 2015.

④ LE COMMERCE

1 La locomotive Monoprix peine à prendre de la vitesse

Var Matin – 14.05.2016

2 Shopping – Tout va changer en 2016 dans le Var

Métropole Var – Janvier 2016

3 L'Avenue 83 va créer plus d'un millier d'emplois

Var Matin – 04.04.2016

4 Les restos de Grand Ciel arrêtent leur cinéma

Var Matin – 21.05.2016

5 Décathlon, nouvelle génération : transfert prévu en mai 2017

Var Matin – 27.12.2016

La locomotive Monoprix peine à prendre de la vitesse

Attendue de longue date dans un centre-ville en pleine revitalisation, l'enseigne nationale n'est pas encore parvenue, cinq mois après son ouverture, à booster la fréquentation

Cinq mois après son ouverture, la locomotive Monoprix accuserait-elle un train de retard dans ses objectifs ? Si l'enseigne n'a pas souhaité communiquer, le constat de la fréquentation et du trafic généré aux alentours ne laissent guère la place au doute. Elle s'est, certes, installée dans une rue Ferdinand-Pelloutier, à la fréquentation plombée pendant des années par une ancienne bourse du travail condamnée et légèrement éloignée de la place Puget. Il lui faudra sans doute encore un peu de temps pour relever le défi de la lisibilité commerciale.

« Absence de visibilité de l'enseigne »

L'artère ouvre la voie vers l'îlot Baudin, un des onze requalifiés dans le cadre du plan de rénovation urbaine. Les commerçants sont bien déterminés à tirer leur épingle du jeu « dans un contexte économique dur », reconnaît Laurent Jérôme, l'adjoint au commerce. Face aussi à l'ouverture, il y a un mois, de L'Avenue 83 à La Valette, qui a diminué, selon eux, « le passage en centre-ville ». « Des personnes ne savent pas que l'enseigne est là. Personne ne la voit. » Brice, vendeur depuis cinq ans chez « Foot



L'enseigne Monoprix, qui a fait le « choix courageux », selon la Ville, de s'implanter sur un trajet où il y a finalement peu de passages, peine à trouver encore ses marques. (Photos Frank Muller)

Locker », place Puget, n'est pas le seul à le dire. En montant depuis la rue Hoche jusqu'à la place, l'enseigne de Monoprix est peu visible.

« Écartée du passage commercial »

Le périmètre des Bâtiments de France le contraint, comme les autres commerces, à limiter son

emprise. L'implantation dans une rue écartée du passage commercial est un « choix courageux », tient à souligner Laurent Jérôme.

« On a de grosses enseignes qui acceptent de s'implanter uniquement sur les gros trajets commerciaux. Eux au moins ont pris le risque de se mettre dans un quartier en devenir. Grâce à Monoprix, ce

quartier va progresser, mais il faut du temps », assure-t-il.

« Plus impacté par L'Avenue 83 »

Pour les professionnels alentours, une seule évidence demeure : Monoprix n'a pas boosté la fréquentation de la place Puget, ni des alentours. Celle-ci a été plus impactée par « l'ouverture du nouveau centre commercial de L'Avenue 83, notamment les mercredis et samedis après-midi », commente Christine Déjean, coresponsable de la boutique « Les Chocolats Yves Thuriès », place Puget (lire ci-dessous).

« Au niveau des fréquentations des parkings, nous n'enregistrons pas de baisse », assure pourtant Laurent Jérôme. « Après, l'enseigne se heurte aussi au fait qu'elle se trouve en zone piétonne. Ses responsables font tout de même des efforts sur les horaires d'ouverture, jusqu'à 20 heures le soir, alors qu'autour c'est fermé... Le magasin est aujourd'hui dans un tissu commercial qui a besoin encore d'être dynamisé », rappelle Laurent Jérôme. « Il faut, à mon sens, laisser le temps à Monoprix. À Lyon, cela a été très difficile au début et ils s'en sont sortis. »

CATHERINE PONTONE
cpontone@varmatin.com

Arrivée de nouveaux habitants

« La réussite du centre-ville passe par l'étoffement de l'offre commerciale et une réhabilitation de la vieille-ville avec la nouvelle population qui arrive », reconnaît Laurent Jérôme, adjoint au commerce.

« Il y a vraiment un retour d'habitants dans le cœur de ville dans toutes les catégories sociales », insiste Hélène Audibert, adjointe à la rénovation urbaine. « Nous sommes dans la livraison d'immeubles réhabilités, aussi bien avec de l'argent privé que public, pour la partie sociale et privée. De fait, les gens viennent vivre plus volontiers ici. »

Les étudiants ont investi la centaine de logements de l'îlot Baudin, tout comme les locataires de la résidence sociale d'Erilia. Dans le privé locatif, des personnes plus âgées et « des jeunes couples se sont installés à Toulon pour créer des activités ».

Ce qu'ils en pensent

« Je craignais de me prendre une grosse claque mais non... »

Céline Thoreux
cogérante
du « Casino Shop »
rue Paul-Lendrin

« Arrivée en avril dernier, à quelques mois de l'ouverture de l'enseigne nationale Monoprix, je craignais de me prendre une grosse claque. Mais finalement, nous n'avons pas eu d'impact plus que cela. Nous avons connu une toute petite diminution de la fréquentation, mais non conséquente. Et là, on avance. L'entrée, rue Ferdinand-Pelloutier, ayant été fermée, nous en profitons pour nous servir de la vitrine pour présenter nos produits d'électroménager et développer des affaires promotionnelles. Cela nous ramène aussi des clients de l'enseigne Monoprix... Depuis deux mois, nous avons de nouveaux clients et notamment beaucoup d'étudiants depuis l'ouverture de l'îlot Baudin. Nous continuons à satisfaire les besoins de nos clients et c'est la raison pour laquelle nous avons organisé, hier, toute une journée d'animations avec des prix attractifs de 8 h à 20 h. »



« Après l'euphorie à l'ouverture, celle-ci est retombée »

Christine Déjean
responsable
de « Les Chocolats
Yves Thuriès »

« Cela a été l'euphorie lors de l'ouverture en décembre, puis celle-ci est retombée. Mis à part l'inauguration, où il y avait énormément de monde, les gens ont vite été déçus. On a cru, au début, que cela allait nous amener beaucoup de monde. Je pense que c'est le magasin qui est mal achalandé... L'alimentation est située en haut du bâtiment et les gens ne comprennent pas le système des caisses situées au rez-de-chaussée. Il faudrait aussi fléchier le magasin Monoprix, déjà qu'il est dans un endroit retiré. Ce qui nous fait un autre tort, et cela est indépendant de Monoprix, c'est L'Avenue 83 à La Valette. Le problème est qu'il y a moins de monde, donc moins de mouvements et donc moins d'acheteurs. J'ai plus de souvenirs de samedis vraiment vivants. Nos chiffres ne sont pas forcément catastrophiques, mais c'est compliqué. Nous nous démarquons avec des commerces de proximité et de qualité, l'accueil et le sourire. Si le centre-ville est amélioré, cela ne peut qu'amener du monde. »



« Le pôle alimentaire devrait être situé en rez-de-chaussée »

Stéphane Manissian
directeur commercial
de « Steverline »
place Puget

« A mon avis, l'enseigne Monoprix n'est pas adaptée au centre-ville par rapport à l'offre alimentaire. Le pouvoir d'achat requis est bien trop haut. L'offre ne correspond pas à la demande. Une enseigne alimentaire discount aurait apporté une meilleure offre de proximité. Si le pôle alimentaire, produit d'appel, était aménagé en rez-de-chaussée plutôt qu'au premier étage, il y aurait peut-être une fréquentation différente. Celle-ci, il est vrai, a baissé depuis la fin de l'année et les attentats, comme partout en France. Et ça s'est accentué avec l'ouverture du centre commercial L'Avenue 83. La revitalisation du centre-ville va faire un effet levier. On sent aussi que Toulon a envie d'accueillir des touristes avec le pôle restauration qui s'est développé. Il faut redynamiser l'entrée du centre-ville, depuis le port et la rue d'Alger, pénalisée par des commerces fermés. »







SHOPPING TOUT VA CHANGER EN 2016 DANS LE VAR

Le département semble être un nouvel eldorado pour les centres commerciaux. Certains ont été réhabilités et agrandis. D'autres sont en plein chantier. Et des projets sont en cours d'élaboration. Comment s'organisent ces nouveaux ensembles modernes ? Qu'est-ce qui pousse les promoteurs à investir dans le Var ? Quels risques représente cette multiplication des temples du shopping et du loisir ? Tout le monde va-t-il pouvoir y trouver son compte ? *Métropole Var* vous présente vos futurs lieux de shopping.

Dossier réalisé par **AMANDINE ROUSSEL**



Auchan La Seyne, 17 000 m², agrandi en septembre 2014. Avenue 83 à La Valette, 51 000 m² va ouvrir en avril. Les Ateliers mécaniques à La Seyne, un projet de 20 000 m² pour fin 2018. Le Pôle de la Mode au Muy, un projet de 21 000 m² ou encore celui d'un nouvel ensemble à La Londe de 8500 m². Sans compter les grands centres déjà existants comme Grand Var à La Garde, Mayol à Toulon, Carrefour Ollioules ou encore l'Allée des Hirondelles à Fréjus pour ne citer qu'eux. Les "destinations shopping" ne manquent pas dans le Var et la source ne semble pas prête à se tarir. Il faut dire que les Français sont friands de ce genre de lieux. Selon une étude de Savills World Research, ils ont dépensé "439 milliards d'euros dans les commerces l'an dernier. 27 %

"439 milliards d'euros dépensés dans le commerce en 2014 par les Français"

de ces dépenses sont réalisées dans les centres commerciaux". Ce chiffre place la France au 5e rang du classement européen, derrière la Norvège, la Belgique, la Suède et le Danemark. Toujours selon cette étude, il y aurait 746 centres commerciaux référencés en France, pour une surface globale de

15,8 millions de m². Il est également estimé que ces derniers reçoivent plus de trois millions de visiteurs par an. Les programmes se multiplient. Le parc français a augmenté de 15 % entre 2009 et 2014. Le Var ne fait pas exception à la règle. C'est d'autant plus vrai, selon Jean-Michel Silberstein, délégué général du Conseil national des centres commerciaux (CNCC) que notre région voit sa démographie augmenter. "Le développement des centres commerciaux est toujours lié à l'évolution démographique. Les deux courbes sont similaires".

MIXER SHOPPING ET LOISIRS

Pour attirer le client, les nouveaux centres ne reculent devant rien. Ils se sont largement transformés dans ce but. Plus qu'une destination shop-

"Il y a de la place pour de nouveaux centres commerciaux dans le Var"

ping, ce sont désormais des "lieux de vie". Outre les traditionnels magasins, on y trouve des restaurants, des loisirs... Avenue 83 par exemple proposera un pôle restauration d'une vingtaine d'enseignes, il y aura également une salle de fitness, une aire de jeux pour les enfants... et surtout le cinéma Pathé. "Nous sommes convaincus que les visiteurs ne s'y rendront pas uniquement pour faire des courses mais pour passer un bon moment, pour se divertir", explique Gilles Boissonnet, président du directoire d'Altarea Cogedim qui porte le futur centre commercial. Même constat pour Jacques Leze d'Immochan à qui l'on doit la transformation d'Auchan à La Seyne : "Nous raisonnons de plus en plus en terme de 'séjour client'. On essaye de multiplier les animations. Dans notre centre du Pontet par exemple, pendant la période des fêtes, on a eu une patinoire. Le ludique prend de plus en plus de place". Ce changement de configuration des centres commerciaux, est aussi visible en termes de "locomotive", soit l'enseigne qui va attirer le consommateur. Si jusqu'à présent, il s'agissait de grandes surfaces alimentaires, aujourd'hui ce n'est plus le cas. On retrouve plutôt des marques "tendances" comme Primark à La Valette ou même des équipements de loisirs. Le service au client devient aussi primordial, que ce soit l'orientation intuitive, le service de voiturier, la garde d'enfants... L'idée est de répondre aux attentes de consommateurs qui recherchent à la fois l'efficacité et la simplicité. "Depuis une dizaine d'années, renchérit Jean-Michel Silberstein, l'offre s'est sophistiquée, modernisée. Les centres commerciaux proposent des expériences nouvelles".

SECTEUR EN CRISE ?

Malgré cette offre retravaillée, des études démontrent que depuis 2008, un phénomène de "désertion" des centres s'accroît. Le taux de vacance commerciale en est l'une des conséquences. Au niveau national, selon la fédération pour l'urbanisme et le développement du commerce spécialisé Procos, "ce taux est passé de 4,6 % en 2012 à 7,6 % en 2014". Principale explication : "Le parc des surfaces commerciales a progressé de 3,5% par an entre 1992 et 2009 alors que simultanément, la consommation n'a progressé que de 2,1% par an. Le secteur serait-il en crise ? Loin s'en faut, selon Jean-Michel Silberstein du CNCC : "Le marché investit massivement dans les centres commerciaux. Certes, la crise économique est passée par là, mais on n'a franchement pas à se plaindre par rapport à d'autres secteurs. D'autant que les derniers chiffres de la consommation sont bons". Jacques Leze en convient, "la crise de 2008 a resserré les boulons. Désormais, on n'aligne plus les mètres carrés. Le marché est mature, le maillage est déjà fait. Nous réfléchissons beaucoup, menons des études poussées... Du coup, nous n'avons pas de mauvaise surprise. Et dans nos centres du quart sud-est dont je m'occupe, il n'y a pas plus de 3 % de vacance, voire pas du tout".

"Les visiteurs ne se rendront pas à Avenue 83 uniquement pour le shopping mais pour se divertir"

UNE CONCURRENCE EXACERBÉE

Les nouveaux centres commerciaux doivent également faire face à la concurrence. C'est le cas d'Avenue 83 qui se situera à quelques encablures de Grand Var. Mais Gilles Boissonnet, d'Altarea Cogedim, la balaie d'un

CENTRE COMMERCIAL, LA DÉFINITION

Il s'agit d'après le dictionnaire : d'un "bâtiment qui comprend, sous un même toit, un ensemble de commerces de détail logés dans des galeries couvertes". Le Conseil national des centres commerciaux (CNCC) précise, qu'un centre commercial "comprend au moins 20 magasins ou services pour une surface de vente d'au moins 5000 m²". Le concept de "mall" apparaît aux Etats-Unis dans les années 50. On le doit à Victor Gruen. En France, on les voit débarquer en force à la fin des années 60. Le premier à ouvrir se situe à côté de Nice, il s'agit de Cap 3000.

revers de la main : "Nous apportons de la nouveauté via des nouvelles enseignes absentes de la région. Nous nous implantons sur l'une des plus puissantes zones commerciales de France. Nos forces vont s'additionner avec le centre commercial Grand Var. C'est l'attractivité de l'ensemble de la zone qui va être renforcée". La concurrence est souvent beaucoup plus mal vécue de la part des commerces existants. Le collectif de défense des commerçants et des artisans de la région PACA s'est ainsi opposé au projet du Pôle de la Mode au Muy. L'association "En toute franchise" est à l'origine du recours formulé à l'encontre d'un futur centre commercial à La Londe. Elle mettait en avant "l'aggravation de la situation des petits commerçants du centre-ville" de La Londe, mais également de Hyères, Le Lavandou et Bormes, les communes voisines. "Alors qu'il y a de la place pour ces nouveaux centres commerciaux dans le Var, tempère Jean-Michel Silberstein. D'autant que, celui qui va sortir grand gagnant de cette concurrence, c'est le consommateur. Il faut que le commerce s'adapte à ce qu'il recherche. C'est valable pour tous les secteurs de l'économie, l'obsolète est voué à disparaître. Le client sera seul juge". S'adapter ou mourir en quelque sorte... ■

LES GRANDS PROJETS DE CENTRES COMMERCIAUX VAROIS

LE + ATYPIQUE

LES ATELIERS MÉCANIQUES EN MARCHÉ

Un nouveau centre de (petits) commerces et de loisirs devrait ouvrir à l'horizon 2019. Il se situera dans les anciens "ateliers mécaniques" à La Seyne.

C'est un parfait exemple du nouveau type de centres commerciaux qui fleurissent actuellement en France... où le commerce est paradoxalement très peu présent. La star des lieux, c'est plutôt le loisir. Le visiteur retrouvera d'ailleurs au cœur du site un grand complexe de neuf salles de cinéma (1800 fauteuils). Il y aura également deux hôtels, 5 à 6 restaurants et un bowling. C'est le projet porté par le groupement d'entreprises CGR Cinémas / Quantum Développement / AOA Architectes / Burgeap, qui investit entre 42 et 44 millions d'euros pour les 20 000 m² de surface. Le permis de construire va être déposé dans les prochaines semaines. Les travaux devraient commencer au dernier trimestre 2016 après la dépollution complète du site. L'ouverture est prévue pour la fin de l'année 2018 ou le début de l'année 2019. ■



LE + AVANCÉ

AUCHAN LA SEYNE

GAGNE 6500 M² DE SURFACE COMMERCIALE

Plus d'un an après son ouverture au public, Auchan à La Seyne a été inauguré. Il se veut l'exemple type d'un centre commercial moderne.



"N^otre ambition : devenir la destination shopping de l'ouest toulonnais" déclare Jacques Leze, directeur des opérations de sites Immochan (filiale immobilière d'Auchan). Pour cela, le tout récent centre commercial a revêtu ses plus beaux atouts. Il a étendu largement sa surface commerciale. Le supermarché a gagné quelque 1000 m² tandis que la galerie s'est enrichie de 5500 m² et de 31 boutiques supplémentaires. "Nous avons cherché à proposer une offre équilibrée, assure Jacques Leze. Ainsi, on retrouve des boutiques d'équipements de la personne, d'autres autour de la santé, de la beauté...". Si on retrouve de grandes enseignes comme Sephora, Z, Calzedonia ou encore Orange, les promoteurs ont également fait le pari de mettre l'accent sur des indépendants pour apporter de l'originalité et se démarquer des concurrents. "La

répartition se fait comme telle : 60% d'enseignes nationales, 20% d'indépendants et 20% de franchises". La restauration est aussi bien présente sur le site. Site qui se veut attractif et moderne. "L'ensemble du design intérieur et extérieur a été rénové dans un esprit contemporain, inspiré par le thème de la mer". L'architecture a été confiée au cabinet Cardete-Huet. Celui-ci a voulu privilégier la lumière naturelle, les espaces piétonniers et de détente, la convivialité. "Nous avons fait notre priorité du confort du client, estime Jacques Leze. Les espaces sont clairement déterminés et indiqués. Le côté pratique n'a pas non plus été négligé". Les travaux du nouveau centre commercial baptisé "Côté Seyne" ont duré 18 mois. Immochan a consenti à un investissement global de 30 millions d'euros. ■



Photo Immochan

LE + ATTENDU

AVENUE 83, LE PROJET PHARE DE L'ANNÉE 2016

C'est un mastodonte de 51 000 m² qui est en train de sortir de terre à La Valette. Sur le site de l'ancien centre commercial Barnéoud, ouvrira en avril Avenue 83.



Des bureaux, des logements, un hôtel, mais surtout un immense centre de commerces et de loisirs. Avenue 83 prend forme. Cet ambitieux projet est porté par le groupe Altarea Cogedim pour la partie commerces. Le promoteur, grand spécialiste des centres commerciaux dernière génération, a voulu en faire un modèle du genre. Tout est à ciel ouvert et s'articule autour d'un mail piéton de 14 mètres de large qui traverse l'avenue de l'Université. L'architecture des bâtiments, signée Jean-Michel Wilmotte, sera épurée, blanche, méditerranéenne. Dans un esprit très californien. Le traitement paysager sera soigné avec beaucoup de végétations : palmiers, pins parasols, grande variété d'espèces de plantes. Des petits bassins apporteront aussi un certain rafraîchissement.

MÉLANGE DE SHOPPING ET DE LOISIRS

Le cœur d'Avenue 83 sera sans aucun doute le cinéma Pathé qui déménage de Grand Ciel. Il s'étendra sur 12 000 m² et comprendra 16

salles. L'intérieur est imaginé par le célèbre designer français Ora-ïto. On pourra y retrouver les dernières technologies en vogue dans le domaine de la projection. Côté boutiques, le centre en comptera 60 ainsi que 14 moyennes surfaces. La grande force des lieux sera d'allier le shopping et les loisirs. Puisque, outre le cinéma, le client trouvera une salle de fitness,

un espace enfant et un large pôle de restauration regroupant une vingtaine d'enseignes avec des terrasses extérieures et plusieurs kiosques tout le long du mail. Là encore, Altarea Cogedim a voulu jouer la carte de l'innovation avec des restaurants à l'identité très marquée et aux thématiques bien différentes. Gilles Boissonnet, président du directoire d'Altarea Cogedim, précise qu'à quelques mois de l'ouverture officielle d'Avenue 83, "la commercialisation auprès des enseignes est achevée". Il ajoute être fier de "participer à ce projet mixte de revitalisation urbaine. C'est un vrai quartier qui renaît sur une ancienne friche urbaine. Nous reconstruisons la ville sur la ville".

L'investissement d'Altarea Cogedim pour Avenue 83 se situe entre 140 et 150 millions d'euros.

Un véritable temple de la consommation et des loisirs est en train de voir le jour, qui n'aura pas d'équivalent dans tout le département du Var. ■

LES BOUTIQUES ET RESTAURANTS LOCOMOTIVES

Altarea Cogedim garde encore le secret sur l'ensemble des marques qui seront présentes à Avenue 83. Certaines sont néanmoins d'ores et déjà connues. L'une des plus attendues sera sans conteste Primark. La marque irlandaise de vêtements à petits prix va prendre ses quartiers dans un espace de 3000 m². Elle jouera le rôle de locomotive pour appâter le client. Comme le sera sans doute également Habitat et ses 1500 m² consacré à la décoration et à la maison. On

retrouvera également un Nike Store dont l'enseigne est déjà visible. Mais aussi New Look, San Marina, Undiz, Desigual, Foot Locker, JD Sports, Jack and Jones ou encore Bose. Côté restauration, le visiteur mangera au RCT Café, au Beef House, au Tommy's Diner, aux Trois Brasseurs, ou encore chez Square Maker. Il trouvera également un Pirate's Adventure, un concept américain à mi-chemin entre restauration et parc d'attraction sur plus de 1000 m².

LE + POLÉMIQUE

LE PÔLE DE LA MODE AU MUY FAIT TOUJOURS POLÉMIQUE

Depuis février 2012, le projet d'un village des marques dans l'Est Var fait beaucoup parler. Porté par l'entreprise "Le Muy Development SARL", il est très loin de faire l'unanimité. Le point sur son avancée.



Photo SARL L'Architecte / Studio Spadolini

En avril 2015, le Conseil d'État rend son jugement. Il dit "non" au Pôle de la Mode au Muy en annulant la décision de la Commission nationale d'aménagement commercial (CNAC) de juin 2013. Le projet n'est pas pour autant mis au placard. Il va repasser dans les prochaines semaines devant la Commission nationale. Une nouvelle péripétie pour ce dossier qui en a connu plus d'une. Vieux serpent de mer dans le paysage est-varois, l'implantation d'un village des marques s'est précisée en 2012. Le tout premier dossier avait été rejeté par la Commission départementale d'aménagement commercial (CDAC) avec comme principaux arguments des "critères environnementaux et de circulation, considérant que la sortie d'autoroute du Muy était déjà saturée". Les mêmes investisseurs, "Le Muy Development SARL" (aux capitaux principalement italiens), ont

décidé de retenter leur chance. Même verdict le 11 janvier 2013. Ils déposent alors un recours devant la CNAC. Contre toute attente, cette dernière donne son feu vert.

L'ensemble commercial dénommé Pôle de la Mode comporterait 21 600 m² de surface de vente composé de 100 à 150 boutiques de moins de 300 m² spécialisées dans l'équipement de la personne. Localement, le projet est supporté par la ville du Muy. Mais en dehors de la commune, la très grande majorité des collectivités, en premier lieu la Communauté d'agglomération dracénoise (CAD), sont vent debout contre l'installation d'un village des marques. Interrogé par Métropole Var en octobre 2013, Olivier Audibert-Troin son président s'alarmait : "On va déstabiliser le commerce local. On nous parle de création d'emplois, d'installation d'un musée et d'une université de la mode, mais c'est de

l'enfumage le plus complet ! Regardez ce qui est arrivé à Troyes. J'y suis allé, pour me rendre compte : les centres urbains des alentours ont tous périclité". A l'approche du nouveau passage devant la Commission nationale, les débats se sont encore envenimés. C'est ce que rapporte le quotidien La Marseillaise dans son édition du 7 novembre. Lors du conseil communautaire de la CAD, le ton est monté entre la maire du Muy Liliane Boyer - fervente supportrice du projet, Olivier Audibert-Troin mais aussi Alain Parlanti, maire des Arcs. Ce dernier a rappelé que le projet du Pôle de la Mode avait réussi "l'extraordinaire exploit de mettre tout le monde contre lui". Verra-t-il malgré tout le jour ? La question reste encore en suspens, pro comme anti attendant la nouvelle décision de la CNAC. ■

GRAND VAR VS AVENUE 83 : LE MATCH

Les deux centres commerciaux vont se trouver à quelques centaines de mètres l'un de l'autre. Petit comparatif :



SURFACE

Avenue 83 : 51 000 m²
Grand Var : 63 000 m²



BOUTIQUES

Avenue 83 : 60 + 14 moyennes surfaces
Grand Var : 150



PARKING

Avenue 83 : 1500 places
Grand Var : 3256 places



VISITEURS

Avenue 83 : pas de prévision à ce jour
Grand Var : 30 000 visiteurs par jour



SALARIÉS

Avenue 83 : 900 emplois (en cours de recrutement)
Grand Var : 1500 employés



STYLE

Avenue 83 : en plein air, esprit californien chic
Grand Var : depuis sa réfection en 2010, le centre a opté pour une thématique autour de la mer

LE + HYPOTHÉTIQUE

LE CENTRE COMMERCIAL DE LA LONDE RETOQUÉ

La Commission nationale d'aménagement commercial (CNAC) a rendu un avis défavorable en octobre dernier quant à la construction d'un nouveau centre commercial.

La CNAC est allée contre la décision prise en juin dernier par la commission départementale. C'est l'association "En toute franchise", mobilisée contre le projet, qui l'avait sollicitée en déposant un recours. Ce dernier mettait en avant le manque de considération du flux de transport, l'éloignement par rapport aux lieux de vie ainsi que l'impact environnemental négatif (la zone est soumise à des risques d'inondations). Autre motif et non des moindres, "l'aggravation de la situation des petits commerçants du centre ville". Ceux de La Londe en premier lieu mais aussi des communes limitrophes Hyères, Le Lavandou et Bormes-les-Mimosas. En septembre dernier, la cité des palmiers a d'ailleurs voté, en conseil municipal, une "motion d'opposition totale" au projet. Ce projet, soutenu par le maire de La Londe, François de Canson, prévoit l'installation d'une surface commerciale

de 8555 m². Il se situerait sur le site du Pin Neuf à l'entrée de la ville, en bordure de la RD 98 sur un terrain de 2,7 hectares. Le dossier prévoit trois bâtiments. L'un concentrerait dix cellules commerciales de 4855 m². Le deuxième, une cellule commerciale de 2500 m² et enfin le troisième, une cellule de 1200 m². Dans *Var Matin*, au mois de juillet, le maire de La Londe justifiait son attachement au projet en déclarant : "J'ai défendu ce dossier, parce que nous avons une épée de Damoclès sur la tête : le supermarché Casino, bâti en zone inondable et deux fois sinistré en 2014. Il sera transféré sur le nouveau site". Avant d'ajouter qu'il n'y aurait pas de concurrence puisque "le second bâtiment sera occupé par des cellules commerciales exclusivement dédiées au nautisme, et le troisième au bricolage". Une nouvelle autorisation devrait être demandée dans les prochaines semaines. ■

CNAC, CDAC, COMMENT ÇA MARCHE ?

Les commissions nationales et départementales d'aménagement commercial statuent notamment sur les demandes d'autorisation d'exploitation commerciale. C'est la CDAC qui est d'abord sollicitée. Elle a été créée en 2008, et la loi Pinel de 2015 a modifié sa composition. Depuis, onze personnes y siègent. On y retrouve sept élus et quatre "personnalités qualifiées". Ils sont répartis en deux collèges : celui de la consommation et de la protection des consommateurs et celui du développement durable et de l'aménagement du territoire. La CDAC se

réunit en moyenne une fois par mois. Environ trente dossiers sont déposés chaque année.

La CNAC, quant à elle, peut s'autosaisir sur les projets de plus de 20 000 m². Sinon, elle n'intervient qu'en cas de recours. Elle peut être saisie par le préfet, l'un des membres de la CDAC ou des tiers commerçants s'estimant lésés. Elle comporte douze membres dont quatre représentant les élus locaux et quatre membres élus par les présidents du Sénat et de l'Assemblée Nationale, et les ministres chargés du commerce et de l'urbanisme. ■

L'Avenue 83 va créer plus

Environ 700 personnes, dont 350 pour l'enseigne Primark, vont être employées par les enseignes et 250 travailleront dans le secteur de la restauration. Et des renforts sont prévus le 13 avril

Attendue par des milliers de visiteurs et à la fois crainte par les commerçants de la zone d'activité Grand Var, et des centres-villes voisins : l'Avenue 83, implantée avenue de l'Université à La Valette, séduit tout comme elle s'attire déjà les foudres. Pour les 1100 salariés appelés à y travailler, l'ouverture du centre commercial à ciel ouvert, le 13 avril, est une véritable bouffée d'oxygène. Certes, elle le sera à plus ou moins long terme selon la nature du contrat (*lire ci-contre*).

La fréquentation depuis près d'un an de l'espace Emploi consacré à l'Avenue 83, salle Couros à La Valette, témoigne du succès des offres : 200 personnes par jour s'y sont présentées dès le mois de mars 2015, date du début du dépôt des candidatures (*lire ci-dessous*).

Recrutement bouclé pour 45 entreprises

À ce jour, les recrutements ne sont pas encore finalisés, selon Pôle emploi. Parmi les 65 entreprises qui ont souhaité être accompagnées, seules 45 ont bouclé leur recrutement : soit 807 postes finalisés parmi les 1100.

« Aujourd'hui, on ne prend



Le centre commercial à ciel ouvert est traversé par l'avenue de l'Université, interdite à la circulation sauf aux bus et aux vélos. (Photo C. P.)

plus des postes de débutants dans la vente et la restauration. Pourquoi? Parce que les enseignes veulent ouvrir avec des personnes qualifiées. On a eu au final très peu de demandes de postes de débutants parce qu'à l'ouverture du centre commercial, elles voulaient ouvrir de nouvelles boutiques avec des personnes plutôt expérimentées.

En général, le minimum d'expérience dans la vente demandée est de deux ans », précise Christelle Ostrowski, conseillère à Pôle emploi, copilote avec Aurélie George du projet L'Avenue 83.

Certes, la bouffée d'oxygène est plus ou moins grande, selon la nature du contrat des 1100 postes pourvus,

selon la direction régionale de Pôle emploi : déterminée, indéterminée, à temps partiel ou équivalent temps plein.

Selon l'agence Pôle emploi, qui a accompagné les 65 enseignes dont soixante-deux dans les branches commerce et restauration, ce sont « environ 700 personnes qui ont été employées

dans le secteur du commerce, et 250 dans le pôle de la restauration ».

Majorité de CDI

« La majorité des emplois sont des contrats à durée indéterminée (CDI) », insiste Olivia Lemaître, responsable d'équipe d'entreprises à l'agence Pôle emploi de La Valette.

Certes, le besoin de renforts au démarrage de l'activité a été clairement identifié. Il se traduit notamment par du travail temporaire comme c'est le cas avec l'emploi d'hôtesse à la journée. Cette cinquantaine d'embauches a d'ailleurs été comptabilisée dans le total des postes à pourvoir. Tout comme les postes des agents de sécurité du chantier.

Il faudra toutefois attendre début juillet pour connaître les chiffres officiels. « Tout n'ouvre pas en avril. Il y a encore des enseignes qui s'installent en juin », explique Pôle emploi. En attendant, L'Avenue 83 reste le troisième centre en Paca, porteur d'emplois, après Les Terrasses du port à Marseille et Polygone Riviera à Cagnes-sur-Mer.

CATHERINE PONTONE
cpontone@nicematin.fr

Contrats

Quelle est la part d'emplois en CDI et CDD? Malgré nos sollicitations, l'enseigne Primark ne nous a pas répondu à cette question, sachant qu'elle propose aussi de l'emploi précaire. La direction régionale de Pôle emploi a bien voulu nous dévoiler les premiers chiffres, tout en laissant aux enseignes le soin d'entrer dans le détail. « Sur les 65 entreprises qu'on a accompagnées, 68 % des embauches sont en CDI parmi les 1100 postes pourvus, les 32 % restant sont en CDD. » Pour Pôle emploi, le message est clair : « On ne peut pas mettre en avant que les employeurs de L'Avenue 83 font du recrutement précaire », martèle Olivia Lemaître. « Les recrutements finalisés sont des CDI. Les employeurs ont voulu fidéliser les équipes. Il faut faire la différence entre temps plein et temps partiel. Un CDD d'un mois c'est précaire, mais un CDI de 20 heures, cela ne l'est pas. »

Les chiffres

■ 5700

Candidatures déposées dès le mois de mars 2015 avec un curriculum vitae à Pôle emploi. Une grande majorité de postulants est originaire des communes proches du centre commercial, et du secteur de La Garde, La Valette et Toulon.

■ 500

Candidatures des quartiers prioritaires de la ville. Quid du nombre de candidats ayant été pris dans la vague d'embauches?

■ 65

Enseignes parmi les 90 enseignes qui ont souhaité être accompagnées par Pôle emploi : 69 % relèvent du secteur des ventes ; 21 % de la restauration et 10 % du secteur des loisirs.⁽¹⁾

Parmi les entreprises, trois sont liées à l'activité du centre (CityOne, une société de nettoyage et l'agence de sécurité et de surveillance du chantier).

■ 90

Enseignes qui s'installent : 70 boutiques, 20 restaurants et kiosques ainsi que le cinéma Pathé La Valette.

1. Sources : Direction régionale de Pôle emploi.

Recrutement de masse bien ciblé

« Tout le réseau s'est mobilisé pour donner aux personnes le maximum de chance pour être recrutées par les enseignes », insiste Olivia Lemaître. Une équipe de neuf agents a été dédiée à cent pour cent à ce projet depuis novembre 2015.

Pôle emploi et le groupe Altarea-Cogedim, porteur du projet L'Avenue 83, ont signé avec la commune de La Valette une convention de partenariat : la ville a mis à disposition des locaux de la salle Couros et des salles pour les besoins du recrutement ; le groupe Altarea a aidé à la mise en relation avec les enseignes.

Mais Pôle emploi a surtout « mis à disposition des demandeurs d'emploi et des entreprises nos outils », précise Olivia Lemaître.



La ville s'est associée à Pôle emploi et à Altarea pour faciliter le recrutement. (Photo doc Patrick Blanchard)

Comment faciliter l'accès à l'emploi au-delà des processus de présélection habituels?

Formation, évaluation des capacités de compétences

professionnelles, méthode de recrutement par simulation : autant d'outils qui ont permis de cibler le profil des demandeurs susceptible d'intéresser les employeurs.

« Dans le secteur de la vente, on avait du public susceptible de correspondre. On voulait s'assurer des compétences et de l'expérience professionnelle en recevant les candidats en entretien individuel, et en leur faisant passer des tests pour valider leurs acquis, leur spécificité », explique-t-on à Pôle emploi. Sachant que l'entreprise reste décisionnaire pour l'embauche.

424 personnes ont été évaluées sur les métiers de la vente et de la restauration.

1. L'espace Pôle emploi Avenue83 de la salle Couros, rue Lavoisier à La Valette, sera ouvert sans rendez-vous jusqu'au 30 avril. À partir du 2 mai, il sera ouvert la journée, mais uniquement sur rendez-vous l'après-midi. Du lundi au jeudi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 15, et le vendredi de 8 h 30 à 12 h 30.

Sur le bassin d'emplois de La Valette et de Hyères, la vente et la restauration sont deux domaines où il y a le plus de demandeurs d'emplois inscrits. Ils le sont un peu plus dans la restauration à Hyères, en raison de la saisonnalité. Des secteurs sur lesquels, selon Pôle emploi, pas mal d'offres sont à pourvoir en général.

Certains recrutements sont toujours en cours pour des postes spécifiques. Les offres restantes sur L'Avenue 83, tous métiers confondus, sont diffusées sur le site www.pole-emploi.fr. Il faut cliquer sur recherche avancée, entrer le code postal de La Valette (83160) et saisir le mot-clef Avenue83.

d'un millier d'emplois

L'enseigne Primark recrute « 350 collaborateurs », voire plus...

Elle représente la locomotive du nouveau centre commercial à ciel ouvert L'Avenue 83 avec le cinéma Pathé de La Valette. Primark, filiale d'Associated British Foods, ouvrira, ce mercredi 13 avril à 10 heures, son huitième magasin de 4286 m² en France, après celui de Cagnes-sur-Mer au Polygone Riviera (1).

« Environ 350 collaborateurs ont été recrutés dans la région pour l'ouverture du magasin valettois », annonce l'enseigne de mode européenne (2). « Ce sont des contrats à durée indéterminée », précise Olivia Lemaitre, responsable d'équipe d'entreprise à l'agence Pôle emploi La Valette. Les équipes de Pôle emploi ont été intégrées au processus interne de sélection de l'enseigne. Selon nos sources, le nombre de personnes recrutées est susceptible d'être revu à la hausse pendant la période du démarrage de l'activité.

Temps plein, temps partiel : l'inconnu

Le chiffre de 480 personnes recrutées circule sans que l'enseigne, connue pour sa discrétion légendaire, n'ait été en mesure de nous le confirmer. Ni de nous détailler la part d'équivalent temps plein de celle du temps partiel. Depuis quelques jours, par petits groupes de moins d'une centaine de personnes, les formations dans un hôtel toulonnais, encadrées par le staff de managers, se succèdent à huis clos. Les futurs salariés ont découvert « l'univers de Primark avec ses différents postes et départements », nous confie, lors d'une pause, une jeune salariée.



L'enseigne valettoise ouvrira moins d'un mois après celui de Cagnes-sur-Mer, au Polygone Riviera. (Photo doc Eric Ottino)

Cette jeune Toulonnaise est ravie de faire partie de l'équipe de salariés : « Ils ont des prix abordables et c'est tendance. »

Contrats d'un mois et deux mois

Certes, la durée de son contrat d'embauche est courte : deux mois. « C'est un CDD de 35 heures, renouvelable une fois », explique-t-elle. « Il est normal que l'effectif soit flottant pour une nouvelle marque et un nouveau centre commercial », ajoute cette autre Toulonnaise.

Après un an et demi de recherche

d'emploi, elle a obtenu un CDD de 35 heures d'une durée de deux mois. « Ils recrutent de 18 à 60 ans. Il n'y a pas de critères de recrutement sur l'âge et la physique. Ils jugent sur le comportement, l'expérience et l'attitude », explique cette quadragénaire. Il faudra résister à la pression avec l'affluence du 13 avril.

- 1.-Marseille, Dijon, Aulnay-sous-Bois, Villeneuve-La Garenne, Créteil, Lyon.
- 2.-Fondée en juin 1969 en Irlande, l'enseigne a ouvert son premier magasin européen à Madrid en Espagne, en 2006. Le groupe exploite plus de 11,2 millions de m² d'espace de vente répartis dans dix pays.

Olivia chez Punt Roma : « un véritable challenge »

C'est une belle aventure humaine que s'apprête à vivre Olivia Roncagalli. À 35 ans, cette Toulonnaise s'apprête à prendre la responsabilité de l'enseigne de prêt-à-porter Punt Roma à L'Avenue 83. Au chômage, depuis cinq mois, à la suite de la fermeture de l'enseigne de prêt-à-porter Sandro à Toulon, la jeune femme ne cache pas sa joie d'avoir été recrutée. « À l'issue de mon deuxième entretien avec la responsable du secteur, j'ai eu l'agréable surprise d'apprendre que j'avais obtenu la place de responsable et non celle d'adjoint », explique Olivia. À la clef, un contrat à durée indéterminée de 35 heures.

Forte d'une dizaine d'années d'expérience dans le milieu de la vente, la jeune femme a saisi l'opportunité d'être embauchée avec la passion qui l'anime pour cette profession. « Être vendeuse est un vrai métier. Il faut aimer les gens et être passionnée pour pouvoir travailler dans ce secteur », explique-t-elle. « Un secteur de la vente où trouver un emploi à temps



plein « n'est pas toujours évident, d'autant plus dans une région empreinte d'une forte saisonnalité où on alterne entre CDD de trois mois et chômage ».

Aussi, la jeune femme a-t-elle d'autant plus apprécié le fait que les responsables de l'enseigne, en charge du recrutement, « se soient positionnés sur l'humain ».

« Ils ne m'ont pas jugé sur un CV classique, ni sur un parcours de vie et d'études. Ils se sont intéressés à ma vie d'aujourd'hui et à mes difficultés à retrouver un boulot. Ils ont vu quelqu'un qui était volontaire pour se battre, gagner sa vie et avancer », témoigne-t-elle. Olivia vit de fait « l'ouverture de cette nouvelle structure » comme un challenge.

Nadège chez Intersport : « une aventure humaine »

Elle démarre le 13 juin et avec le sourire. Nadège Guilhard, une mère de famille valettoise âgée de 37 ans, vient de retrouver un emploi après onze mois de chômage. Son CDI de 39 heures en poche, elle s'apprête à prendre le poste de responsable de textile chez l'enseigne Intersport. Présent déjà au Lavandou et à Brignoles, le magasin de 2700 m² ouvrira au public le 3 août à L'Avenue 83.

Nadège entend bien relever le défi, vivant « l'ouverture d'un magasin comme un challenge, avec cette volonté de créer une émulation de l'équipe d'une trentaine de personnes en donnant du sens aux tâches ». Cette ancienne handballeuse de haut niveau, forte



Nadège Guilhard, une Valettoise a obtenu un CDI de responsable textile. (Photo C. P.)

de douze ans d'expérience dans l'encadrement dont cinq ans dans la grande distribution, va évoluer dans un univers qu'elle connaît bien. Particulièrement sensible à « l'esprit familial » de la société, elle privilégie « l'humain » dans son rôle de « management participatif ».

Chez le brasseur : un couple de Toulonnais créé un concept qui ouvrira en avril

La bière est-elle en passe de détrôner le vin à l'heure de l'apéro ? On n'ira pas jusque-là, mais dans l'aire toulonnaise, elle séduit. Au point que certains ont décidé de la fabriquer et de la faire déguster sur site.

Christel et Patrick Bouquet, un couple de Toulonnais, ont décidé de créer un tout nouveau concept à L'Avenue 83 : Chez le brasseur avec une terrasse face au cinéma Pathé et non loin du RCT Café. Comme son nom l'indique, l'objectif de la brasserie, ouverte avant fin avril, est de déguster sur place « uniquement la bière qui sera fabriquée par notre brasseur professionnel que nous avons recruté », explique Christel Bouquet. Une fois par semaine, il sera proposé aux clients d'assister en



Christel Bouquet, directrice de Chez le Brasseur. (Photo C. P.)

direct à la fabrication de la bière artisanale avec une explication de toutes les étapes. La bière pourra être consommée avec un accompagnement de plats typiques : choucroute ou flammekueche.

Certes, ceux qui n'aiment pas la bière pourront toujours se rabattre sur les autres consommations et plats à la carte...

Pour faire fonctionner ce concept avec une décoration assez originale et dans une ambiance branchée, ce couple de créateurs entend s'entourer d'une équipe composée d'environ une quarantaine de personnes pour le comptoir et le service (commis, serveurs et serveuses). « Le recrutement est quasiment terminé. Tous sont en CDI et huit ont été recrutés par Pôle emploi, notamment dans le cadre de la méthode de simulation qui a permis de mettre en condition le service. Quand on va ouvrir, je ferai certainement aussi appel à des étudiants le week-end », explique la directrice.

Les restos de Grand Ciel arrêtent leur cinéma

La Garde «*Nous, on est là, on n'a pas bougé!*» C'est le message que les restaurateurs de la zone veulent faire passer après le déménagement du Pathé vers L'Avenue 83

Un seul être vous manque et tout est dépeuplé... Un adage qui fonctionne tout aussi bien avec un cinéma. En l'occurrence, le Pathé Grand Ciel, à La Garde, fermé depuis le 13 avril et l'ouverture du nouveau multiplexe du côté de L'Avenue 83. Les restaurants alentours, eux, n'ont – pour la plupart – pas bougé. Et se sentent bien délaissés : ils doivent désormais tenir compte d'une situation à laquelle ils ne s'attendaient pas il y a encore deux ans. «*Avant ça, on n'était pas au courant que le cinéma allait partir. On nous a mis devant le fait accompli*», regrette Pascale Regimbeau. C'est pourtant dans l'idée de bénéficier de la fréquentation engendrée par le Pathé qu'elle et son mari Stéphane avaient installé, voilà un peu plus de cinq ans, leur restaurant de cuisine traditionnelle et familiale, le Zebrano dans la zone. «*Il y aura un avant et après cinéma!*», lance la restauratrice, un peu désabusée.

Le verre à moitié plein

Un après que ces professionnels tâchent d'organiser. «*Avant, on était calé sur les horaires des films, explique à son tour Nathalie Somoza, voisine des Regimbeau et patronne, depuis plus de quinze ans, de la crêperie Kerliza, le seul autre établissement indépendant. Alors, pour l'instant, on essaye de s'adapter, on vit au jour le jour.*» Nathalie garde cependant la tête haute et tente de voir le verre à moitié plein. «*De nombreux clients viennent manger à Grand Ciel parce qu'il y a trop de monde dans les restaurants de L'Avenue 83. Quant à notre clientèle d'habités, elle nous est fidèle.*» Et ne peine assurément plus à se stationner : dorénavant, fini les tours et les tours sur un parking plein à craquer. «*Ça, c'est positif!*», tente de s'enthousiasmer la restauratrice. Alexandre, son époux, rappelle toutefois que lui et ses confrères ont «*charge d'âmes*». «*On joue nos boîtes*», ajoute-t-il, avant d'expliquer



Depuis la fermeture du Pathé Grand Ciel, en même temps qu'ouvrait le nouveau multiplexe de L'Avenue 83, la zone a été quasiment désertée. (Photo Dominique Leriche)

qu'il a dû se résoudre à ne pas remplacer des salariés sur le départ. Au Zebrano non plus, on n'a pas retenu ceux qui souhaitaient découvrir un autre horizon que celui du parking désormais désert.

Baisse indéniable

Parce que même s'ils ne veulent pas être alarmistes, les restaurateurs sont inquiets. «*Il est encore trop tôt pour tirer des conclusions chiffrées*», estime Nathalie Somoza. Mais «*une petite baisse de fréquentation est indéniable*», complète Pascale Regimbeau. Pour pallier ce déficit, les deux couples comptent sur le bouche-à-oreille. «*Notre seul moyen de communication, c'est la qualité de notre travail*», lance Alexandre Somoza, soulignant ainsi que les établissements indépendants n'ont pas la même force de frappe que les enseignes nationales. Ainsi, leur gros voisin Hippo-

tamus avait pris les devants dès mars dernier en recrutant un nouveau directeur. Yohann Coyet, restaurateur jusqu'ici bien connu dans l'ouest-Var, a quasiment carte blanche pour relancer la franchise installée à Grand Ciel. Il reconnaît que les soirs de semaine ne sont pas évidents : «*Là où on faisait cinquante couverts, on n'en fait plus que vingt.*»

Soirées musicales et animations

Pour remplir la mission qui lui a été confiée en même temps que son restaurant, le directeur lance, avec l'association Five Bonobos, des soirées musicales, mais aussi des diffusions d'événements sportifs ou des animations avec les Canonnières de Toulon (le club de foot américain). Les services du week-end, eux, continuent de tenir leurs promesses. Résultat : «*En avril, nous avons fait 25 % de chiffre de*

plus qu'en avril 2015: rien que le jeudi 14 avril, nous avons fait 125 couverts!» Bien sûr, Yohann Coyet aurait préféré que le cinéma reste à Grand Ciel. Mais en se réorganisant, il s'en sort plutôt bien. À l'instar d'Au Bureau. Jérémy Godard, l'un des responsables de la brasserie, assure ainsi s'être reconcentré sur les services plutôt que sur l'activité de cafetier dans l'après-midi. «*Les gens prennent plus le temps et nous, ça nous permet de travailler plus "proprement"*». Bien sûr, précise-t-il, ce n'est que le début. Car si tous comptent sur les installations annoncées de Zodio à la place du multiplexe et de Cultura là où est aujourd'hui Décathlon, ces enseignes n'arriveront pas avant l'été 2017. «*Revenez déjà dans six mois, on verra où en est*», s'exclame Nathalie Somoza.

VIRGINIE RABISSE
vrabisse@varmatin.com



Les restaurateurs de Grand Ciel, que ce soit les indépendants comme le Zebrano ou la crêperie Kerliza, ou des enseignes nationales comme Hippopotamus, tiennent bon. Et veulent faire savoir qu'ils sont toujours là! (Photos V. R.)

Décathlon, nouvelle génération : transfert prévu en mai 2017

Le leader national spécialisé dans les sports et les loisirs va quitter la zone de Grand Var pour s'installer, courant mai, à l'est de la zone industrielle. Il doublera sa surface

La zone industrielle est de Toulon, à deux pas de La Bastide Verte à La Garde, change de visage au fil des mois. Les friches commerciales, implantées avenue de Draguignan, ont commencé à disparaître au profit de commerces de proximité (fleuriste, boucherie...). L'ancien site industriel a été libéré en août 2015 par l'usine de production Transfix du groupe Cahors, au lieu-dit « La Chaberte », sur la RD 97 à La Farlède. Sa renaissance commerciale, avec l'arrivée d'une nouvelle enseigne, va finir de donner un nouvel élan à la zone.

Vingt-sept ans après

Vingt-sept ans après son implantation, le leader national des sports et des loisirs s'apprête, courant mai 2017, à délocaliser son magasin vers une surface de vente de 7 000 m². Il est le troisième magasin de cette grandeur en région Paca avec Aubagne et Bouc-Bel-Air dans les Bouches-du-Rhône.

Pourquoi ?

Dans les années 2000, dix ans après s'être installées dans la zone de Grand Var, les équipes se sentent déjà à l'étroit dans ce magasin d'une surface de vente de 3 500 m². « Avec des réserves



Le magasin de 7 000 m² de surface de vente va s'implanter, avenue de Draguignan, sur l'ancien site industriel occupé par la société Transfix du groupe Cahors, qui a été délocalisée en 2015 à La Farlède. (Photo DR)

quasi inexistantes (moins de 30 m²) et des locaux sociaux sous-dimensionnés pour nos personnels, nous sommes très vite arrivés à saturation, explique Noëlie Beaufils, responsable du développement de l'enseigne dans le Var et les Alpes-Maritimes. Et côté clients, à cause des allées très étroites, le confort est limité », ajoute Nicolas Gourcerol.

Résultat : cela fait quinze ans que l'enseigne cherche à transférer l'un de ses quatre magasins dans le Var (Ollioules, Trans-en-Provence et Fréjus.). Pour redonner

de l'oxygène aux collaborateurs et aux clients, elle a choisi de « demeurer sur le secteur de La Garde, desservant une zone de chalandise d'environ 500 000 habitants sur Toulon Est ».

Quels emplois ?

Ils sont actuellement une centaine de salariés en contrat à durée indéterminée, employés par Decathlon. « En période de pic d'activité, (soldes, saison touristique, période de fêtes...), l'effectif peut atteindre une moyenne annuelle de 120 salariés », explique le directeur.

Le transfert du magasin va-t-il alors générer de nouveaux emplois ? « Oui, répond-il. Nous projetons de créer une trentaine d'emplois directs et indirects. Cela sera lié à l'activité appelée à croître, notamment en raison de la saisonnalité touristique. » Au-delà de ces facteurs de croissance, la direction souhaite favoriser l'insertion sociale avec différents partenaires locaux. La campagne de recrutement va être lancée au début du premier trimestre.

Quels accès ?

Les deux accès et la sortie

du magasin se feront depuis l'avenue de Draguignan. Cette artère étant déjà très fréquentée aux heures de pointe, une saturation du trafic n'est-elle pas à craindre ? « Nous avons réalisé des études, rassure Noëlie Beaufils. La mairie et la préfecture ont été vigilantes. Nous avons la chance d'être proche de l'accès à l'autoroute. Puis, nous déplaçons seulement le magasin. Nous ne sommes pas dans le cas de figure d'une création d'enseigne. Nos parts de marché existent déjà et elles sont fortes. »

CATHERINE PONTONE

Cultura sur les rangs

L'enseigne de culture et loisirs Cultura va-t-elle ouvrir ses portes sur le site de l'actuel magasin Decathlon, dans la zone de Grand Var ?

La signature en avril dernier d'une « promesse de cession de bail avec le locataire Decathlon », selon Noëlie Beaufils, responsable du développement chez Decathlon, tend à confirmer l'arrivée de Cultura.

Quand ? L'enseigne observe un mutisme total, depuis plus d'un an, face à une rumeur qui court dans les allées commerciales. L'annonce de son implantation dans la plus grande zone du Sud-Est de la France, en terme de chiffres d'affaires, avait été évoquée dans le projet de L'Avenue 83, à La Valette. Finalement, elle se reportera sur la zone gardéenne. Les travaux d'aménagement devraient débuter en 2017. Son arrivée, à une date non communiquée, devrait bousculer le paysage commercial dans le secteur du livre et des loisirs.

Un site industriel dépollué

Site industriel oblige, le chantier a débuté par une phase de dépollution du site entre janvier et fin mai 2016. Laquelle précédait la phase de désamiantage, engagée par la société Transfix du groupe Cahors. On notait alors la présence d'hydrocarbures, de polychlorobiphényle (PCB), notamment employés comme isolants électriques pour les transformateurs et les condensateurs (pyralène). « Il n'y avait pas de pollution qu'on pouvait considérer comme lourde, explique Noëlie Beaufils, responsable du développement de l'enseigne Decathlon dans le Var et les Alpes-Maritimes. Néanmoins, elle devait être traitée dans le cadre de normes environnementales. »

La dépollution, strictement encadrée par la Dreal (1), a été effectuée pour le compte de la société Transfix. Coût total : plus d'1,5 million d'euros. Un tiers de l'enveloppe a été pris en charge par Decathlon. « Nous sommes allés au-delà des obligations légales par rapport à l'exploitation, explique Jonathan Jouanno, responsable des travaux. Le bâtiment, estampillé haute qualité environnementale (HQE), est construit sur pi-



Sous le bâtiment construit sur pilotis, les clients bénéficieront d'un parking de 670 places, contre 105 aujourd'hui.

(Photo Patrick Blanchard)

lotis. Hors d'eau, il sera hors d'air fin janvier.

1. Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Questions à Nicolas Gourcerol, directeur « Une gamme plus importante »



Nicolas Gourcerol, directeur du magasin, attend cette ouverture avec enthousiasme.

Ce transfert est attendu...

Oui. Nous allons améliorer les conditions de travail, de stockage, mais aussi de confort de nos clients. Notamment l'été, lors des pics d'activité. Nous aurons un espace plus grand qui permettra de les accueillir plus dignement.

Le magasin va-t-il se démarquer ?

Notre volonté est de proposer une gamme plus importante de produits et services. Nous allons élargir le choix sur des sports déjà présents, mais aussi sur d'autres que nous n'avions pas jusqu'à maintenant.

Allez-vous développer de nouveaux concepts ?

Nous allons pouvoir proposer les derniers concepts en termes de merchandising. Nous allons aussi proposer des zones pour tester les produits, ce que nous n'avions pas jusqu'à

présent. Cela pourra être, par exemple, un simulateur de golf ou encore un foot-scan pour étudier la foulée des coureurs. Nous allons mettre en place des espaces showroom pour la randonnée, le cycle, le fitness, les sports d'eau, d'une superficie allant de 300 à 600 m². En terrasse extérieure, un playground de 485 m² nous permettra également de développer des animations consacrées au sport collectif et à l'événementiel.

⑤ L'AGRICULTURE

1 Horticulture : un an d'expérimentations

Var Matin – 30.03.2016

2 « Touche pas à mes zones agricoles »

Var Matin – 20.10.2016

3 À Hyères, un marché à fleur de pot

Var Matin – 31.10.2016

4 Le rosé de Provence prisé par les grands noms du vin

Var Matin – 01.09.2016

Horticulture : un an d'expérimentations

Hyères Le Syndicat du centre régional d'application et de démonstration horticole (Scradh) a testé des centaines de variétés en 2015. Il reste la seule vitrine de cet ordre en Méditerranée

L'assemblée générale du Syndicat du centre régional d'application et de démonstration horticole (SCRADH), s'est tenue en fin de semaine, sous la présidence de Philippe Courbon, sur le site de la station hyéroise. La réunion s'est déroulée en présence du conseiller régional et maire de La Crau, Christian Simon, et d'Élie di Russo, adjoint à l'agriculture et aux espaces verts.

Recherche et diffusion

Ce dernier a salué « le travail remarquable effectué par le Scradh au niveau de la recherche et de l'innovation. Ses travaux sont d'un niveau international. Ils apportent une aide à tous les horticulteurs avec une démarche d'excellence. Il n'y a pas d'avenir pour une profession sans la recherche ». L'élu hyérois a assuré le syndicat « du soutien entier de la municipalité. Nous sommes à ses côtés pour trouver la meilleure solution pour sa modernisation et son extension sur la commune d'Hyères ».

Conformément à son statut, le Scradh reste un outil exclusivement dédié à l'expérimentation. L'autre volet de son action est la diffusion. Au niveau local, la station participe activement à la grappe d'entreprises Florisud Var Méditerranée dans le cadre de Hyères Hortipole. Au niveau national, il est fortement impliqué dans Astredhor et la nouvelle unité mixte technique UMT-Fiorimed axée sur la protection des plantes.

Trois programmes

Pour 2015, les comptes de résultats s'équilibrent à quelque 900 000 euros en produits et char-



Le directeur de la station, Laurent Ronco, au côté du président Philippe Courbon.

(Photo Laurent Martinat)

ges. Le programme régional - élargissement de la gamme des fleurs et rameaux coupés, techniques culturales et protection des plantes - a été entièrement réalisé (74 % du budget annuel). Sous abri, en 2015, près de 310 variétés ont été étudiées sur 15 genres différents de fleurs et rameaux décoratifs. Le Scradh reste la seule vitrine de cet ordre en Méditerranée.

Un effort important a été fait sur les fleurs à cycle court, notamment le lisianthus. Les tests dé-

montrent la qualité et la diversité disponible. L'intérêt de la reine-marguerite Bonita et de cinq variétés d'hibiscus est également confirmé.

Sous tunnel froid, c'est une gamme de 11 renoncules et de trois anémones qui ont été étudiées en hors-sol. La mode virant aux fleurs champêtres, une intéressante étude a également été lancée sur l'œillet de poète, avec des perspectives intéressantes pour l'offre hivernale.

Enfin, pas moins de 31 giroflées ont également été testées pour optimiser les dates de plantation. Une partie du programme a également porté sur les végétaux d'ornement en pépinière méditerranéenne. Les programmes nationaux Astredhor ont recouvert 15 % de l'activité de la station, avec sept programmes d'expérimentation. Enfin, le programme varois Florisud (10 % de l'activité) a porté sur deux actions : l'innovation et l'optimisation des rotations intensi-

ves d'une gamme de fleurs méditerranéennes élargie. Avec un travail sur les systèmes économes en énergies. Le second axe portait sur la maîtrise de la production de pivoines primeurs pour la filière varoise.

La station compte 123 professionnels adhérents.

N. B.

Pour tout renseignement : www.scradh.com

« Touche pas à mes »

Au Pradet, l'association de sauvegarde de l'environnement de l'Esquirol s'active pour éviter tout risque de grignotage sur des parcelles agricoles à des fins d'urbanisation

Huit ans après s'être endormie, l'association de sauvegarde de l'environnement de l'Esquirol (SEEP) du Pradet vient de se réactiver. Au cœur de la « zone active et agricole », délimitée géographiquement par la route de la Foux et la Départementale 559, un vent d'inquiétude a soufflé au début de l'été. À l'origine de ce coup de mistral, le métrage, en juin dernier, de terrains privés de la zone agricole, situés en face du Mc Donald's. « La rumeur persistante » évoquait un projet d'extension d'une enseigne commerciale. « Lidl » déjà installé en face dans la zone commerciale dite du Forum. Déclasser ne serait-ce qu'un hectare de la zone agricole – comme pouvait le laisser craindre, à tort, la procédure en cours de la révision du plan local d'urbanisme (PLU) (lire ci-dessous) –, n'est pas envisageable, selon ses défenseurs, qui balayaient tout « grignotage de la zone » « Elle doit demeurer entière. La morceler serait le début de la fin », insiste en chœur Joël



Le secteur agricole de l'Esquirol, au Pradet, est délimité géographiquement par la route de la Foux et la Départementale 559. « Morceler la zone agricole signerait le début de la fin... », selon ses défenseurs.

Gabriel, le président du collectif de défense, et Henri Bortolotti, un de ses membres.

La ville rassurante

De son côté, Michel Garnier, adjoint au maire en charge de l'urbanisme, se veut rassurant: il n'a ja-

mais été question de changer le moindre zonage de la parcelle.

« Sans aucun accord, des repré-

sentants de Lidl sont allés prendre des mesures, ont fait un bornage de la parcelle privée. Du coup, il y a eu une levée de boucliers,

comme si on leur avait donné l'autorisation. Mais nous ne l'avons jamais fait », dit-il, un brin agacé par ceux qui auraient mis la charrue avant les bœufs... L'association qui a rencontré, cet été, les élus demeure toutefois vigilante. « Si la mairie maintient la zone et évite toute implantation de commerces ou de bureaux, nous sommes prêts à l'aider à dynamiser la zone agricole, à favoriser l'installation d'agriculteurs et à développer l'agritourisme, explique Joël Gabriel. Les politiques doivent prendre conscience que la zone agricole ne peut pas être une réserve foncière, mais une réserve agricole, pour nourrir nos générations futures, tout en garantissant un avenir à ceux qui l'exploitent. » Pour Joël Gabriel, si développement il y a, « ce doit être sur la ville et la terre doit rester aux paysans ». Dans le cas contraire, l'association saura se montrer très combative.

Dossier :
CATHERINE PONTONE
cpontone@nicematin.fr
Photos :
PATRICK BLANCHARD

La ville entend « maintenir la zone agricole »

Quel devenir pour les zones agricoles pradétanes? Éclairage avec Christian Garnier, adjoint au maire, délégué à l'urbanisme, au patrimoine communal et à la prévention des risques naturels.

La Bayette: parcelle en devenir?

Dans le secteur de La Bayette, au croisement du chemin de La Foux et de la D559, qui relie Le Pradet à Carqueiranne, des habitations et une activité commerciale ont vu le jour. Dans cet environnement, quel peut être le devenir d'une parcelle privée, là où s'entraîne actuellement une société d'entraînement canin? « Les élus se sont interrogés. Est-ce qu'on la maintient en agricole ou est-ce qu'on la passe en zone commerciale, mais à destination agricole, par exemple, en jardinerie ou en pépinière. » L'adjoint poursuit: « On s'est tout de même demandé si on n'avait pas intérêt à garder une vision directe sur les cultures pour marquer le caractère du Pradet. »

« Aucune décision sur le changement de zone »

Rien n'a été tranché à ce jour par la municipalité. « Il n'a pas été décidé de changer la zone, martèle Christian Garnier. On ne lance absolument pas de révision du zonage de cette parcelle. »



Le PLU en révision

En revanche, dit l' élu, « une révision générale du plan local d'urbanisme est en cours: on est en train d'harmoniser. »

« Protéger les zones agricoles »

Il s'agit « justement de protéger les zones agricoles, d'équilibrer les zones d'agglomération et de traiter les lisières entre ces zones, pour faire en sorte qu'il n'y ait pas de coupure brusque. »

Certains propriétaires de terres agricoles, en limite d'agglomération, hypothèquent parfois l'avenir. Ce qui n'échappe pas aux élus. « Ils espèrent toujours un changement de classement

pour continuer à construire. C'est un réflexe classique », explique l'adjoint au maire.

« Ce qui est en agricole le restera »

La ville entend, à l'issue de sa réflexion sur la révision du PLU, « délivrer des messages forts. » Lesquels? « Ce qui est en agricole le restera », insiste Christian Garnier. Et ce, « dans la mesure où c'est de la terre qui est cultivable ». Pourquoi? « Conserver des terres agricoles pour le principe, ce n'est pas suffisant. Il faut qu'elles puissent rapporter à quelqu'un. Cela commence par le choix des cultures, comme celle de la figue, de l'olivier, de la

vigne, voire de la fleur... Pour le maraîchage, « il faut aider les maraîchers à trouver un circuit de vente. C'est pourquoi on a toujours en tête de construire, d'ici à la fin du mandat, une halle de ventes gratuite pour les producteurs locaux. »

La Ville préempte-t-elle?

« Nous avons un accord avec la Safer⁽¹⁾. S'il n'y a une parcelle ne trouve pas acquéreur, nous pouvons la préempter. Si on préempte, on l'achète et on la met en location », explique Christian Garnier. La raison? « On veut lutter contre la "cannibalisation" des zones agricoles. De plus en plus de gens achètent une petite parcelle. Ils mettent une cabane dessus, puis la cabane s'agrandit... Ils vivent sans assainissement, sans sécurité, dans une zone inondable. » La ville entend, aussi, « favoriser l'agriculture locale et l'installation de jeunes agriculteurs ».

Et les zones agricoles protégées?

La commune ne ressent pas le besoin de créer des zones agricoles protégées (ZAP), se retranchant derrière les outils réglementaires à sa disposition.

1. Société d'aménagement foncier et d'établissement rural: elle permet à un porteur de projet de s'installer en milieu rural.

Le chiffre

200

C'est le nombre d'hectares agricoles estimés par la ville sur Le Pradet. Toujours selon la municipalité, cinquante pour cent de ces terres sont aujourd'hui occupées par des cultures.

Vue sur terre

Les zones agricoles de la commune appartiennent, pour la grande majorité, au secteur privé. La ville en détient une petite surface. Elle loue, à ce jour, à prix modique ou à titre gracieux, une minorité de ses parcelles, à quatre exploitants pradétans: trois sont implantés au chemin de La Foux, et un autre au chemin des Plaines.

Que cultivent les agriculteurs pradétans? Oliveraies, figuiers, maraîchages, vignes dont une partie est classée en appellation d'origine contrôlée.

Où sont-ils implantés?

- L'Esquirol-La Foux, au nord-est du Pradet.
- L'Esquirol-Artaud, situé à l'est. Deux grands vignobles sont implantés.
- Des petites niches de zone maraîchère en lisière de La Garonne.
- Une partie de zone agricole sur le secteur de la Fleuride et Massillon.

zones agricoles »

Leurs cœurs de femmes battent pour la terre

► Pousser la porte du **Moulin de l'Esquirol**, c'est pénétrer dans les terres classées AOC huile d'olive de Provence. L'oliveraie, entrée en production, depuis l'automne 2006, est riche d'une plantation de trois mille arbres sur onze des quatorze hectares de la propriété. À 28 ans, **Julia Martini**, responsable depuis 2008 de l'exploitation familiale, a choisi le métier de producteur récoltant. Un métier « enrichissant » et « différent au gré des saisons ».

Cette agricultrice, petite-fille d'agriculteur, a été « portée par ses parents » pour faire ses premiers pas dans la filière oléicole. Désormais, elle connaît les moindres rouages de l'exploitation familiale. Elle gère également la boutique, où plane un doux parfum de confitures de figues faites maison, provenant du verger. « Il y a deux ans, nous étions le deuxième site communal le plus visité, d'après les statistiques de l'office de tourisme. »

Elle mesure l'intérêt d'avoir une terre « exploitée et qui peut aussi servir de



Julia Martini produit une huile d'olive AOC de Provence en vente à la boutique du Moulin.

coupe-feu dans la lutte contre les incendies». « Il nous faut la préserver pour les générations à venir », insiste-t-elle. Elle s'inscrit ainsi dans une démarche pé-

dagogique, par le biais de visites scolaires du moulin. « Cela permet de faire découvrir aux enfants ce qu'est un arbre, et de les sortir des jeux vidéos. »

► **Lauren Pilvin**, exploitante agricole en maraîchage, a baptisé joliment son exploitation, bordant le chemin de la Foux, Les Paniers de la galinette.

Cette jeune maman, qui travaille seule avec l'aide de saisonniers, signe là une reconversion. « Je m'étais donné deux ans pour tâter le terrain. Puis, à partir de la deuxième année, nous avons commencé à investir sérieusement dans le matériel et agrandir les terres. » Une partie, louée à deux propriétaires privés, est implantée sur La Garde. La ville du Pradet lui octroie, aussi, un terrain. Cette Gardéenne est « très attachée à la terre » : « Ce qui est produit ici doit rester ici. » Elle en fait la démonstration au quotidien. « On vend principalement aux grossistes de la Région et sur

les marchés du secteur, d'Olivioules jusqu'à Saint-Tropez. »

La jeune femme mise aussi sur la qualité des produits. Elle alimente ainsi des chefs de restaurants gastronomiques en fleurs de courgette. « Je propose des paniers en vente directe sur l'exploitation et au camping huit mois dans l'année, dit-elle. Depuis trois ans, nos paniers, y compris à destination des vacanciers, connaissent une progression de 25 %. Les produits du terroir font partie du patrimoine. »

Quant à l'avenir des zones Lauren estime que « pour pérenniser nos entreprises, il est vital de les préserver. Les investissements se font sur cinq à douze ans. Il faut donc aux agriculteurs un minimum de garanties sur les terres qu'ils louent », explique-t-elle.



Isabelle Ivol sur le marché des petits producteurs.

► **Isabelle Ivol**, à 43 ans, s'est spécialisée dans le maraîchage bio. Elle s'est installée, il y a sept ans, sur une friche d'un hectare et demi, propriété de la Ville, surplombant la zone de captage de l'eau. En passant d'un « bail précaire à celui agricole de neuf ans renouvelable », elle peut mieux se projeter. « Je suis présente tous les mardis sur le marché des producteurs au Pradet. Étant labellisé par la Chambre d'agriculture, ce petit marché interdit toute revente, insiste-t-elle. Outre la possibilité de paniers sur l'exploitation, je livre les boutiques bio de la zone et la cantine scolaire du collège Daudet à La Valette. Pour se diversifier, je fais des transformations de mes produits en vendant de la confiture, et du Chutney (sauce aigre douce). »

Les agriculteurs ont du mal à avoir une vision d'avenir. « Ils doivent lutter au quotidien contre l'invasion des sangliers, des problèmes d'inondation, à la diminution de la fréquentation des marchés et à l'urbanisation pour répondre à la construction de logements », regrette-t-elle.



Lauren Pilvin, jeune maman et exploitante agricole depuis 2011.

À Hyères, un marché

Premier en France pour la mise en vente de fleurs coupées et quatrième au niveau européen, le Marché aux fleurs situé sur le vieux chemin de Toulon approvisionne quelque trois cents fleuristes et grossistes, cinq matinées par semaine. Nous avons suivi le déroulé de l'une d'elles

Comme sur un podium un jour de *fashion week*. Les fleurs défilent devant un public de connaisseurs. C'est le lancement de la collection automne-hiver. Ici, pourtant pas de flash – si ce n'est ceux du photographe de *Varmatin* – pour accompagner la parade des corolles multicolores. Pas de bulles non plus. Plutôt des cafés bien serrés. Il est près de 6 heures, ce mercredi d'avant Toussaint et la Sica (Société d'intérêt collectif agricole) du Marché aux fleurs d'Hyères démarre sa haute saison. «*On fleurit chez soi quand on y est*», analyse Gilles Rus, directeur du développement. Autrement dit, quand il fait froid.

Ce matin-là, comme tous les autres, après un passage à la brasserie du marché, une grosse centaine d'acheteurs vient garnir une partie des deux cent cinquante pupitres que compte la salle des ventes. Ambiance studieuse. Les regards sont rivés aux cadrans qui permettent de suivre les enchères électroniques décroissantes, à mesure que les beautés du jour sont présentées. «*Il faut enchérir à temps, explique un grossiste: ni trop tôt pour que ça ne soit pas trop cher, ni trop tard pour ne pas perdre le lot qu'on vise!*» Pas évident: avec trois cadrans, il peut y avoir trois ventes simulta-



Si l'activité des fleuristes connaît des pics, celle du Marché aux fleurs, malgré des périodes plus intenses, est lissée sur l'année, explique Gilles Rus, directeur du développement de la Sica.

nées. «*Nous comptons 1 200 à 1 500 transactions par heure*», note le directeur.

«Le local, c'est notre raison d'être»

Le mercredi, c'est le «gros jour». Les fleuristes notamment achètent les produits qu'ils vendront au cours du week-end. Aujourd'hui pourtant, on est bien loin des quantités qu'on peut voir au moment de la fête des mères. En cause, une météo trop clémente, des températures trop douces, qui retardent la saison des renoncules ou des ané-

mones. Parce que sur le marché hyérois, 95 % des fleurs sont issues de la production varoise. Et même si, pour élargir sa gamme et augmenter certaines quantités, la Sica se tourne vers l'international, «*le local reste notre raison d'être*», confie Gilles Rus. Une gageure dans un milieu particulièrement concurrentiel. «*Désormais, il n'y a plus qu'une dizaine de producteurs de roses quand, dix ou quinze ans en arrière, il y en avait plus de cent*». La faute aux marchés africain et équatorien. Pendant ce temps-là, le défilé des chariots remplis de seaux de fleurs – forcément de lys, de glaïeuls, de chrysanthèmes – se poursuit. «*Il faut qu'on ait fini à 8 heures*, précise Gilles Rus, *parce qu'ensuite chacun repart avec sa cargaison*». Ce jour-là, il est à peine 7h30 lorsque la vente se termine. Le temps de jeter un dernier œil aux acquisitions du jour, de tout remballer pour les acheteurs, de faire place nette pour les employés du marché, avant que ne commence comme une deuxième journée de la Sica: celle des horticulteurs. Dès 15 heures, ils viendront déposer et faire enregistrer leurs fleurs coupées et potées. Une nuit et un passage en chambre réfrigérée plus tard, elles seront fraîches comme la rose pour, à leur tour, monter sur le podium.



Pendant les enchères sur les fleurs, la salle est plutôt calme. Et pour cause: les potentiels acquéreurs doivent à la fois être attentifs à ce qu'il se passe sur les cadrans, mais également à ce que disent les vendeurs, perchés dans leurs loges.

Contrôles poussés pour marque reconnue

Derrière les cadrans, avant que les chariots ne soient présentés à la vente, elle inspecte une botte par-ci, un seau par là. Mesure la longueur des tiges et les écarts de l'une à l'autre pour s'assurer que le conditionnement répond à un cahier des charges variable selon les espèces et les variétés. Vérifie la morphologie et l'état phytosanitaire des fleurs. Anne-Marie Métal est contrôleur qualité au Marché aux fleurs d'Hyères. Pour elle, le principal problème, c'est le botrytis. Un champignon noble pour la vigne, mais qui entraîne de la pourriture pour les fleurs.

Pour autant, celle qui travaille à la Sica depuis seize ans ne renvoie pas des seaux, voire des chariots, tous les jours.

«*Les producteurs sont les premiers contrôleurs*, explique-t-elle. *Ils n'ont pas intérêt à apporter des lots qui ont des problèmes.*»

Passionnée par le milieu horticoles, Anne-Marie estime que même si les exploitations sont à taille humaine, il ne



Les contrôles qu'effectue Anne-Marie Métal sont primordiaux, notamment pour Hortisud, la marque portée par la Sica.

s'agit pas pour autant d'artisanat: «*Il y a beaucoup de compétence et, derrière, de véritables enjeux financiers. J'ai un rôle de sanction, donc ce n'est pas facile: il faut être juste dans les contrôles.*» Ainsi, le marché aux fleurs est, lui

aussi, audité par un organisme extérieur. Des contrôles qui font également la réputation du label Hortisud, la marque commerciale du Marché aux fleurs d'Hyères à laquelle les producteurs peuvent demander

à adhérer. Soit, ils obtiennent le label directement, la Sica connaissant la qualité de leur travail. Soit, elle les aide à progresser afin qu'ils puissent afficher ce gage de qualité dans la fleur coupée du Var.

Des chiffres et des fleurs

- **100 millions**: c'est le nombre de tiges que la Sica commercialise chaque année.
- En moyenne, **500 000** tiges sont vendues chaque jour. Mercredi dernier, **335 000** sont parties dans la matinée.
- Ce qui représente un chiffre d'affaires annuel de **31 millions** d'euros, en baisse d'environ **20 %** sur les dix dernières années, en raison de la concurrence à l'international.
- Pour ce faire, environ **400** horticulteurs confient leur production au Marché aux fleurs d'Hyères.
- Une structure qui, pour fonctionner, emploie, **31** personnes.



Dans la salle de fleurissement, on procède à des essais de «tenue de vase» dans une pièce qui reproduit les conditions d'un appartement. Le but: voir comment se porte la fleur dix jours après qu'elle a été achetée.

Dossier : VIRGINIE RABISSE (vrabisse@varmatin.com)
Photos : PATRICK BLANCHARD (pblanchard@nicematin.fr)

à fleur de pot

« Un bon prix » pour l'un des plus anciens

À 83 ans, Charles Roubaud est probablement l'un des plus anciens producteurs à fréquenter le Marché aux fleurs d'Hyères. Il y connaît tout le monde ou presque. « Je viens quatre fois par semaine : on confronte ses idées avec celles des autres producteurs, on prend la température de ce que recherchent les acheteurs », explique-t-il, après la fin des enchères.

Ce matin-là, il a vendu quelque quarante bottes de strelitzia – plus connus sous le nom

d'oiseaux de paradis – à 1,33 euro la tige. « Un bon prix », estime l'horticulteur de La Crau, même si « d'habitude on fait plus que ça autour de la Toussaint ». Les aléas liés au climat notamment. Ou au contexte. En la matière, Charles en connaît un rayon. Il y a encore une douzaine d'années, il faisait plutôt dans la rose. Mais celles d'Équateur et d'Afrique sont arrivées, l'obligeant à changer son fusil d'épaule. « Et puis quand on prend de l'âge, le strelitzia est moins exigeant ! »



Face à la concurrence dans la rose, Charles Roubaud est passé aux oiseaux de paradis, moins exigeants.

Bien de chez nous

C'est jour de ravitaillement pour Patricia Barsotti.

Depuis plus de trente ans, elle vient au Marché aux fleurs d'Hyères. « Parce qu'ici, on vend des fleurs de notre région ! Et puis elles sont belles et il y a beaucoup de variétés. » Des fleurs qu'elle vend à son tour sur le marché d'Aix-en-Provence, six jours sur sept. « On est debout depuis 3 heures du matin », indique-t-elle, alors qu'elle vérifie les premiers lots qu'a emportés son fils Patrice, face aux trois cadrans.

« C'est lui qui sait compter, s'amuse Patricia devant Hugo, son petit-fils, en vacances et ravi d'être là : mon fils c'est un champion, il sait ce qu'il faut. » Principalement des roses, des chrysanthèmes et des lys. « Si c'était moi qui enchérissais, je n'achèterais que ce que j'aime ! » Elle se rappelle ainsi comment elle et son époux ont débuté. « Nous avons acheté huit



Patricia Barsotti, ce jour-là accompagnée de son petit-fils Hugo, vient au Marché aux fleurs tous les mercredis.

cents francs de fleurs, à Ollioules à l'époque, que nous avions vendues en nous installant à une table de camping. » Ce mercredi matin, alors que Patrice n'a pas fini d'enchérir, les Barsotti ont déjà déboursé plus de mille cinq cents euros.

Pas de deuxième chance

« J'attends les lisianthus », annonce Laurent Botella. En charge des achats pour Les Vendredis fleuris, une petite entreprise – sept salariés – basée à Ollioules, il est là tous les matins. Son butin quotidien, pour un budget de mille à deux mille euros, doit alimenter tous les marchés du Var sur lesquels sa société est présente. Assis à son pupitre, Lolo, comme l'appellent les habitués, est concentré, les doigts agiles sur le clavier. « Si vous ratez, vous n'avez pas de deuxième chance ! » Il est un peu contrarié aussi : « Je cherche des fleurs de Toussaint, des lys, des glaïeuls, mais pour l'instant il y en a assez peu. Quant aux lisianthus, les plus beaux sont aussi les plus chers. » Fleuriste de marché, il ne peut pas se permettre de vendre – et donc d'acheter – au même prix que ses concurrents installés en boutique. Laurent a tout de même repéré un lot qui lui convient en prix et en qualité. Il lui échappe une première fois : il voulait tout le chariot ! Finalement, il repart avec neuf seaux de fleurs blanches. Pas mécontent.



Laurent Botella, vendeur de fleurs sur les marchés, est un peu déçu : il n'a pas trouvé les fleurs qu'il espérait.



Le rosé de Provence prisé par les grands noms du vin

Si le groupe Castel fait figure de pionnier, de plus en plus de grandes maisons bordelaises et champenoises investissent dans des domaines en Provence. Les entrepreneurs les imitent

En dehors du microcosme viticole, l'information était passée pratiquement inaperçue. Et pourtant, le rachat en 2011 du Château La Gueiranne et du Clos des Muraires, deux domaines situés dans la plaine des Maures, par Bernard Magrez, en dit long sur les progrès réalisés par les vins de Provence. Et notamment les rosés.

Longtemps décrié, le rosé est aujourd'hui plébiscité par les plus grands noms du vin. Propriétaire de 41 domaines dans le monde – dont quatre grands crus classés à Bordeaux! – Bernard Magrez (*lire ci-dessous*) en est la parfaite illustration.

Mais il n'est pas le seul. Avant lui, le groupe Castel, autre poids lourd à Bordeaux, avait acquis, dès 2000, le Château Cavalier à Vidauban.

Pas assez de domaines à vendre

Les maisons bordelaises ne sont pas les seules à investir en Provence. Depuis 2004, les trois domaines Ott sont la propriété de la prestigieuse maison champenoise Louis Roederer. Cette dernière s'est encore agrandie en 2014 en achetant le domaine de l'Hermitage (au Beausset) et le Château La Moutête à Cuers.

Bien avant elle en 1995, les Champagnes Bruno Paillard



avaient déjà acheté le Château des Sarrins, à Saint-Antonin-du-Var. La liste n'est pas exhaustive...

L'intérêt pour le vignoble varois ne semble pas faiblir. Dernier arrivé, Michel Chapoutier, géant de la vallée du Rhône, a racheté, fin 2015, le Château des Ferra-

ges à Pourcieux. À l'origine de nombre de ces rachats, Maurice Raveyre, représentant exclusif de Vinea Transaction pour toute la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, confirme cette tendance: « Les demandes se font de plus en plus pressantes, et il n'y a

pas assez de domaines à la vente ».

Les grands acteurs nationaux du vin ne sont pas les seuls à s'intéresser aux vignobles de Provence. De plus en plus d'entrepreneurs, ayant fait fortune dans d'autres secteurs, ont récemment investi.

Si Vincent Bolloré fait figure de pionnier en ayant racheté, dès 2001, les domaines de La Croix et de la Bastide Blanche, d'autres ont suivi.

En 2014, Eric Bompard, le roi du cachemire, est ainsi devenu le propriétaire de la Bergerie d'Aquino, à Tour-

ves. Plus récemment, Yann Pineau, patron du groupe de téléphonie Itancia, a racheté le domaine de l'Escarelle, à La Celle.

La fièvre du rosé

Mais quel que soit leur métier d'origine, tous ces nouveaux vigneron provençaux sont là pour le rosé qui connaît une incroyable croissance. « Mes clients me l'expriment très clairement: ne me vantez pas les mérites de tel rouge ou tel blanc, je viens investir ici pour le meilleur rosé », raconte Maurice Raveyre.

Eric Pastorino, président du syndicat des Côtes-de-Provence, le confirme: « Ceux qui investissent dans le vignoble varois sont tous persuadés que le rosé a un très bel avenir devant lui ».

S'il se félicite du grand intérêt dont jouit désormais le vignoble, Eric Pastorino n'occulte pas pour autant le revers de la médaille. « L'arrivée de grands noms du vin profite aux différentes AOC de Provence, mais ça a également des répercussions sur le prix de la terre. Pour les jeunes vigneron du cru, ça va être de plus en plus difficile de s'installer ». Aux dires de Maurice Raveyre, le prix moyen des transactions se situerait actuellement entre 3 et 8 millions d'euros.

P.-L. PAGÈS

plpages@varmatin.com

Questions à...

Bernard Magrez, à la tête de 41 domaines dans le monde entier

« Très fier d'être en Provence »

Vous êtes l'heureux propriétaire de quatre prestigieux grands crus classés à Bordeaux. Pourquoi avoir acquis deux domaines dans le Var?

Dans la mesure où les ventes de vins rosés explosent en France comme aux États-Unis, ça aurait été presque un péché de gestion de ne pas chercher à devenir propriétaire en Provence. Le vin est un produit de statut social. Les amateurs veulent mieux

connaître le vin, ça flatte leur ego. Pour le « groupe Bernard Magrez » qui compte désormais 41 domaines, il est important d'offrir une large palette, un maximum d'appellations. 41 domaines, c'est 41 émotions différentes. L'acquisition du Clos des Muraires et du Château La Gueiranne, en 2011, fait partie de cette stratégie.

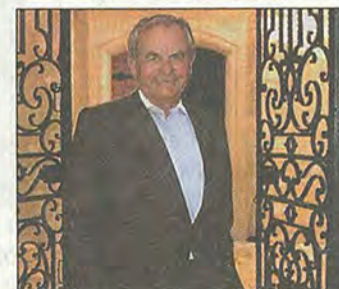
Le rosé n'a donc plus cette mauvaise réputation?

Non, effectivement. Depuis de nombreuses années déjà, les vins de Provence ont énormément progressé en qualité. On ne m'a pas attendu pour faire du très bon vin dans la région. Et je suis très fier désormais d'être en Provence. Pour être franc, ça fait quelques années déjà que j'aurais dû y investir. Mon ami Castel (*un autre acteur français influent du commerce du vin, NDLR*) l'a compris bien avant moi. Mon développement

n'est d'ailleurs peut-être pas fini. Je continue de regarder les opportunités.

Chaque été sur les ondes radios, on assiste à un matraquage publicitaire du Bordeaux rosé. Les vins de Provence doivent-ils craindre cette concurrence?

Avec une belle technique, une belle compétence, on peut faire du très bon vin rosé à Bordeaux. M. Paquette, l'œnologue-conseil qui



(Photo DR)

travaille sur mes domaines varois, l'a prouvé. Le vin rosé qu'il a produit à partir de merlot au Château Les Grands Chênes est exceptionnel. Mais que les vigneron de Provence se rassurent: pour le monde entier, le rosé est associé à la Provence. Et ça continuera. **PROPOS RECUEILLIS PAR P.-L. P.**

⑥ LES TRANSPORTS

1 Le réseau Mistral s'ancre au Technopôle de la mer

Var Matin – 03.01.2016

2 À plus dans le bus... à haut niveau de service

Var Matin – 24.02.2016

3 Le nouvel échangeur sur l'A50 en bonne voie

Var Matin – 27.09.2016

4 Vous reprendrez bien une portion de véloroute ?

Var Matin – 02.06.2016

5 Transports : que valent les cars « Macron » ?

Var Matin – 25.07.2016

6 L'élargissement à trois voies de l'A57 à l'horizon 2025

Var Matin – 03.11.2016

7 Trains : la Ligne Nouvelle déraile dans le Var

Var Matin – 11.12.2016

8 A50 : le nouvel échangeur passe la vitesse supérieure

Var Matin – 09.12.2016

Le réseau Mistral s'ancre au technopôle de la mer

Le service de transport public fait bouger les lignes... Il s'agit notamment de répondre aux besoins du millier d'employés de DCNS, attendu quotidiennement et à partir de demain à Ollioules

Les ramifications du réseau Mistral s'étendent autour de la cité de l'olivier. Pour desservir au mieux un technopôle de la mer, dont les bureaux ouvrent leurs portes ce lundi, le service de transport public de l'agglomération TPM modifie ses lignes de bus.

« Muscler l'offre sur le territoire »

Cinq à six mille personnes pourraient à terme travailler quotidiennement sur le site, mais dans l'immédiat, il s'agit déjà d'assurer au mieux le transport des employés de DCNS, première entreprise à s'enraciner au technopôle. Alors pour servir au plus juste les quelque mille salariés de l'industriel attendus dès demain matin, le réseau de transport public a décidé de « muscler l'offre sur le territoire d'Ollioules ».

« Il s'agit de tout mailler ensemble »

Sur la ligne 120, qui s'impose comme le noyau dur du dispositif, la cadence des bus est doublée et leur itinéraire est prolongé jusqu'à la gare de La Seyne afin d'offrir une correspondance avec les TER en provenance d'Hyères et de Marseille. « C'est une ligne qui permet de faire de l'in-



(Repro DR et photo P. BL.)

termodalité et il s'agit de tout mailler ensemble », nous explique-t-on chez Mistral. Reliée aux gares de La Seyne et d'Ollioules donc, cette ligne 120 est aussi raccordée à la ligne 82. Mais ça n'est pas tout. La ligne U voit aussi son itinéraire

modifié et son parcours se prolongera à présent jusqu'au technopôle de la mer, aux heures de pointe seulement et à partir du Parc Relais des Portes d'Ollioules et de Toulon. Des couloirs de bus ont par ailleurs été spécialement aménagés pour fa-

ciliter leur circulation. Enfin, sur la ligne 12 « parfois saturée aux heures de pointe des scolaires », le tracé est lui aussi modifié. Il s'agit ici de permettre le passage de bus de plus grande capacité à Ollioules. Si pour l'heure le réseau

Mistral n'est pas en mesure de quantifier avec précision l'excédent de voyageurs attendu quotidiennement sur ses lignes, le réseau public de transport se veut toutefois confiant. « On va regarder comment ça fonctionne, ça se met en place et on adap-

tera après au besoin », nous explique-t-on. Alors tout n'est peut-être pas encore parfaitement huilé à Ollioules, mais chez Mistral, on promet qu'on ne sera « pas débordé ».

LAURENT SEGUIN
lseguin@nicematin.fr

Le fonctionnement du parc relais évolue

Dès demain, le fonctionnement du Parc relais des Portes d'Ollioules et de Toulon est modifié pour être exclusivement réservé aux clients du réseau Mistral.

Afin de familiariser les usagers avec ce nouveau fonctionnement, une période d'apprentissage est mise en place. Un ticket de parking sera délivré à l'entrée et devra être passé obligatoirement en caisse pour être présenté à la borne de sortie. Le stationnement sera alors gratuit

jusqu'à la fin de cette période d'apprentissage et par la suite, en cas d'absence de titre de transport ou de titre non valable, vous devrez vous acquitter d'une amende forfaitaire de 22 €.

Le P+R permet de stationner en entrée ouest de l'agglomération et d'accéder à des lignes à forte fréquence : ligne U (toutes les 15 minutes en moyenne) et 1 (toutes les 7 à 10 minutes). Les lignes 12 et 122 desservent également le P+R.



À plus dans le bus...

Transports Une nouvelle procédure vient d'être lancée par TPM, qui entend donc passer la seconde pour accueillir le BHNS. Le premier tronçon de la ligne pourrait être livré en 2019

Le sujet est aussi sensible que complexe. D'abord, parce qu'on n'improvise pas un projet de Transport en commun en site propre (TCSP) dont dépendent quelque 450 000 habitants comme on compose un vulgaire ticket de bus. Il ne s'agit pas d'une simple modernisation de réseau. Le défi auquel est confronté Toulon Provence Méditerranée consiste en effet à redessiner complètement le fonctionnement de l'agglomération pour les décennies à venir.

Ensuite, parce que les enjeux financiers et politiques liés à ce projet ont depuis toujours déchaîné les passions et cristallisé les tensions, alimentant des débats pas toujours constructifs.

Enfin, parce que cela fait plus de vingt ans déjà que l'affaire traîne en longueur, au gré de multiples rebondissements, techniques ou juridiques, qui n'ont pas arrangé les choses, loin de là. Mais aujourd'hui, TPM pa-

rait bien décidé à passer la seconde. Réunis il y a dix jours en conseil communautaire, les élus viennent de donner le coup d'envoi d'une nouvelle procédure qui permettra la réalisation d'un Bus à haut niveau de service (BHNS). L'occasion de faire le point sur cet ambitieux projet promis à une agglomération qui commence à sérieusement s'impacienter. Car au-delà du mode de transport choisi et du tracé qui sera réalisé, c'est avant tout d'une vision dont ont besoin les habitants de l'aire toulonnaise. Et cela passe par une autre manière de vivre, de se déplacer et de réfléchir. Collectivement.

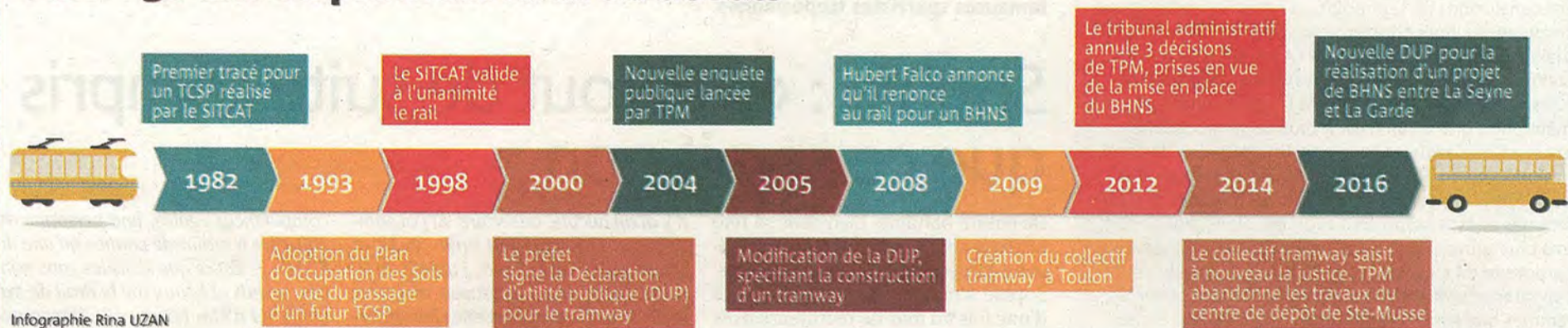
GUILLAUME AUBERTIN
gaubertin@nicematin.fr

Retrouvez l'intégralité de notre enquête, ainsi que notre dossier complet consacré aux transports sur l'offre faite aux abonnés de www.varmatin.com



Avenue de la liberté à Toulon, un matin comme un autre à l'heure du rush. Les usagers du Réseau Mistral attendent le prochain bus en direction de l'ouest. (Photos G.A.)

TCSP : 30 ans de procédures et de débats



Les usagers ont la parole

« Tarif intéressant »

Je suis une utilisatrice régulière et je dois dire que le tarif est intéressant quand on est salarié, et l'ampleur du réseau offre aux Toulonnais la possibilité d'une autonomie totale quand on n'a pas de véhicule.

Cyrille

« Beaucoup trop d'arrêts »

Ce qui fonctionne :
- les prix sont relativement raisonnables et gelés depuis plusieurs années.
- la ponctualité est en grand progrès, même s'il reste des efforts à faire.

Ce qui fonctionne mal ou manque :
- trop de lignes différentes avec des trajets qui semblent faits en dépit du bon sens.
- beaucoup trop d'arrêts, qui sont parfois complètement inutiles.

Conclusion : dans l'agglomération, on sent que de manière générale, les transports en commun sont vus comme un pis-aller tant du point de vue des décideurs que des usagers.

Olivier V. (Hyères)

« Du mal à convaincre »

Faute de transparence et d'informations sérieuses sur les motifs de leurs choix, les

élus de TPM ont bien du mal à convaincre un monde associatif qui n'entend pas s'en laisser conter. Le débat pro ou anti tramway a encore de beaux jours devant lui.

« Un tramway des plages »

Notre commune est reliée à Toulon par deux lignes de bus, dont la régularité est aléatoire. Tout n'est pas négatif dans le réseau. Je salue le nombre important de stations aménagées pour les personnes à mobilité réduite. Alors oui à un transport en commun en site propre mais il faut aussi travailler sur les fréquences et les dessertes des bus ordinaires en heures

dites creuses. Je rêve (sans vraiment y croire) à un tramway des plages qui desservirait Le Mourillon, le Pradet, Carqueiranne et pourquoi pas l'Almanarre...

J.-Paul Leroy (Le Pradet)

« Chauffeurs ponctuels »

Je prends le bus n°36 occasionnellement et ce que j'ai pu constater : c'est que les chauffeurs sont très ponctuels, la fréquence des passages est satisfaisante, mais certains chauffeurs conduisent trop brutalement sans se soucier des personnes transportées.

Alexandre Giraud

L'avis de l'expert

Si les grandes villes de France ont toutes opté pour le tramway, la tendance se tourne désormais vers le BHNS, moins coûteux à l'achat (environ 350 millions d'€ contre 500 pour le tram). « C'est ce que l'on constate en général, car les collectivités n'ont plus les moyens d'investir », témoigne Cécile Clément, directrice d'études au Cerema.

Le chiffre

20 km

Le projet de TCSP s'étend sur 20 km entre la gare de La Garde et le centre-ville de La Seyne. Un premier tronçon de 9 km reliant l'université de Toulon au technopôle de la mer d'Ollioules pourrait voir le jour en 2019.

La phrase

« Les transports en commun doivent devenir un simple réflexe. Mais il est nécessaire pour cela de revoir la DUP pour intégrer l'évolution des enjeux territoriaux qui ont bien changé depuis les premières études. »
Marc Vuillemot, le maire de La Seyne-sur-Mer

à haut niveau de service

Mais qu'est-ce qu'il se trame au juste ?

Certes, cela fait bientôt dix ans que le disque tourne en boucle. Mais, preuve que le sujet peut visiblement paraître encore un peu flou pour certains, Hubert Falco a cru opportun de rappeler lors du dernier conseil communautaire qu'il n'y aurait « pas de tramway à Toulon ». Voilà. C'est dit, répété, acté. N'en déplaise donc aux associations pro-rail qui ne s'avouent toujours pas vaincues, le président de la communauté d'agglomération ne jure plus que par le Bus à haut niveau de service (BHNS). Comme son nom l'indique, il s'agit d'un mode de transport innovant et performant, qui associe les avantages du bus (légèreté, agilité) à ceux des transports en commun en site propre (vitesse, régularité, ponctualité). Pour Yannick Chenevard, vice-président de TPM, chargé des transports, « imaginer la mobilité de demain avec tous les outils dont on dispose est un enjeu essentiel pour le développement de l'agglomération ».

Sauf qu'aujourd'hui, Toulon reste à ce jour la dernière agglomération française de plus de 250 000 habitants à ne pas être encore dotée d'un (TCSP) digne de ce nom. Ce n'est pas pour rien si les associations locales de défense du transport collectif ont entamé une véritable guerre ouverte contre TPM. Pour ces défenseurs du rail, farouches opposants à la politique de la ville, il s'agit ni plus ni moins que du « plus mauvais réseau de France pour une ville de cette taille », C'est en tout cas ce



Un an après sa mise en service, la toute nouvelle ligne U qui dessert le technopôle de la mer d'Ollioules transporte 80 000 personnes par mois selon TPM. (Photo G.A.)

que répète depuis des années Valentin Giès (étiqueté PS), président de l'association Toulon @Venir.

Optimiser la base existante

Mais aujourd'hui, TPM est convaincue que le BHNS apportera des réponses concrètes au désengorgement de l'agglomération toulonnaise. « L'idée, résume Yannick Chenevard, c'est d'améliorer la base existante en optimisant tous les atouts qui fonctionnent. » Le Réseau Mistral entend donc se payer une nouvelle jeunesse. « Plus de 90 % des habitants de TPM se trouvent à moins de 400 mètres d'un arrêt de bus », se vante-t-on

souvent du côté de TPM. Or, pour les défenseurs du tram, ce constat symbolise aussi « l'absurdité du maillage actuel ». « C'est juste impensable de voir 14 lignes différentes qui circulent sur le boulevard de Strasbourg, entre Castigneau et la Porte d'Italie, s'insurge Philippe Cretin, président régional de la Fnaut⁽¹⁾. Des remarques qui ont le don d'agacer Hubert Falco, pour qui « ces procéduriers ont fait perdre du temps et de l'argent à TPM. »

Un nouveau Plan de déplacement urbain (PDU) devrait donc être adopté d'ici à la fin de l'année. Suivra ensuite la DUP ad hoc. « Cela prouve notre volonté d'aller

au bout de ce TCSP », assène Hubert Falco. « Cette nouvelle DUP, poursuit-il, nous offrira surtout la possibilité de souplesse pour mettre en œuvre le projet le mieux adapté quand le site propre sera fait ». Et l'élu de promouvoir la mise en service du BHNS en 2019. Date à laquelle « les neuf premiers kilomètres entre l'université de Toulon et le Technopôle de la mer seront livrés. Nous avons pris cet engagement, il sera tenu », insiste le président de TPM.

« Il va falloir trancher »

Le problème, aujourd'hui, c'est que certaines parties du tracé soulèvent encore bien des questions. C'est le

cas à Saint-Jean-du-Var. « C'est le tronçon le plus chaud, fait remarquer un spécialiste qui travaille sur le dossier mais préfère garder l'anonymat. Ici tout particulièrement, il va falloir trancher entre le transport en commun ou la bagnole. On ne peut pas tout faire. Dans ce quartier, enchaîne-t-il, l'attente a figé les choses et a participé au pourrissement du quartier. »

Or, ce que prévoit TPM aujourd'hui, c'est visiblement le non-choix. « On va pouvoir faire des alternances, comme on fera aussi à la gare », envisage Hubert Falco. Plus question donc de site propre sur tout le parcours, avec une voie spé-

cialement dédiée au bus. « C'est toute l'intelligence et la souplesse du BHNS », argue le président de la communauté d'agglomération. Ce détail fait évidemment bondir les défenseurs d'un TCSP efficace et attractif. « Ils n'obtiendront jamais de DUP si l'idée est de faire circuler leurs bus au milieu de la circulation, avec les feux rouges et les embouteillages », prédit Jean-François Guyetand, président du Collectif Tramway.

Comme à Bogota

Comme le nuance toutefois Cécile Clément, directrice d'études au Cerema⁽²⁾, « il n'y a pas de norme précise imposée pour le TCSP, ou de longueur de site propre à respecter. En revanche, le plus important, c'est de savoir si l'on peut vraiment parler de haut niveau de service ». Tout dépend donc de « la régularité, de la ponctualité et de la vitesse commerciale » du mode de transport choisi. « En soi, conclut-elle, l'absence de site propre n'est pas forcément gênante mais à condition qu'il n'y ait pas de congestion sur le secteur concerné ».

On préfère donc se montrer optimiste du côté de TPM. « Vous verrez, prophétise Yannick Chenevard. Ce n'est pas pour rien si on assiste à une explosion littérale pour ces BHNS, qui font aussi bien que le tram mais pour beaucoup moins cher. Même à Bogota, ils s'y sont mis ! »

1. Fédération nationale des associations d'usagers des transports

2. Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement

Les usagers ont la parole

« La gratuité pour les retraités »

Je propose la gratuité pour les personnes retraitées comme cela existe ailleurs. Eventuellement sur certaines plages horaires, afin d'éviter d'encombrer les heures d'affluence.

Philippe Lobello

« Aller partout pour 1,40 € »

Pour moi qui habite à La Crau, c'est le jour et la nuit ! Avant, dans l'ancienne communauté de communes, c'était compliqué (à cause des changements) et cher d'aller à Toulon.

Aujourd'hui, on peut aller partout pour 1,40 €

C. Dufételle (La Londe)

seulement ! Il faudrait cependant plus de lignes au départ de La Crau.

Julien Diamant (La Crau)

« Dommage et incompréhensible »

Je déplore un manque de bus, des horaires non respectés, des bus au complet, qui ne s'arrêtent même pas ou des bus qu'on ne voit pas du tout. Je trouve ça tellement dommage, et incompréhensible, vu la circulation. Il serait très bénéfique pour tout le monde de privilégier les transports en commun.

« Concertation avec les usagers »

Investir dans un nouveau moyen de transport à Toulon ne me paraît pas pertinent. Devant une saturation de la circulation en centre-ville toulonnais, ajouter un nouveau médium de transport provoquerait une surcharge. Avant d'engager des modifications radicales, il faut améliorer l'existant.

Jacques Tournois (Toulon)

« Ville bien desservie »

Salariée en centre-ville de Toulon, je prends le bus matin et soir et constate que les horaires sont tenus et la ville bien desservie. Même si

tout n'est pas parfait (certains chauffeurs avec un manque de sourire ou un freinage un peu brusque), l'avis général est plutôt favorable.

Béregère Bruno (Toulon)

« Une honte pour la région »

Les bus entre Hyères et Toulon ne sont pas assez fréquents. En particulier Le 103 qui dessert l'université de La Garde et La Valette Les bus sont bondés dans les deux sens. Aucune amélioration depuis plus de dix ans. Que se passera-t-il lorsque L'Avenue 83 va ouvrir ?

Alain Prigent

A l'ouest de Toulon, les rumeurs circulent plus vite que le bus

Pour un retour aux sources, ça n'a pas l'air de franchement l'émouvoir. La nostalgie, Robert Chirco s'en moque comme du premier meuble qu'il a retapé lorsqu'il a commencé sa carrière d'ébéniste, il y a une bonne trentaine d'années. Quand il retourne sur les lieux de son ancien atelier de Bon-Rencontre, le Toulonnais affiche une mine des plus réjouies. « Voilà. C'est ici que j'ai passé plus de trente ans. » Sur la façade défraîchie de ce vieil immeuble de l'avenue Aristide-Briand, un imposant panneau jaune indique que « l'atelier d'art a été transféré 450 mètres plus loin, au 187, boulevard Laugier ». Ça va faire trois ans que le spécialiste des meubles anciens a été invité à déménager. La raison? Le local qu'il occupait est « frappé d'alignement ». Autrement dit, c'est à cet endroit très précis que devrait passer le futur Transport en commun en site propre (TSCP) promis par TPM.



Robert Chirco fait partie des dizaines de commerçants qui ont été expropriés en vue des travaux du TSCP.

de l'ancien local, rembobinait-il. Donc il fallait juste racheter le fonds de commerce. Je leur ai demandé combien ils m'en donnaient. Ils m'ont proposé 60000 euros. J'ai dit que ce n'était pas assez. Ils m'ont finalement versé 70000 euros, ce qui était assez bien payé. »

« Pas prêts dans nos têtes »

En revanche, les autres boutiques voisines de son ancien atelier sont, elles, toujours en activité. Il y a là, une pizzeria, un institut de beauté et un bar hôtel. Eux sont restés. En attendant que ça se tasse. Ils ont bien fait. Car aujourd'hui, dans le quartier, le projet n'a

guère avancé. « On ne sait plus trop ce qui est prévu », glisse Robert Chirco. Après tout, lui « s'en fout un peu » de ce projet de transport en commun. « Je prends jamais le bus », souffle-t-il sans ambages.

Situé à quelques pas seulement de l'ancien atelier de Monsieur Chirco, le Walter Café et sa terrasse posée sur le trottoir offrent une vue imprenable sur ce nœud routier par lequel transite chaque jour des milliers d'automobilistes. Ici, les habitués alternent entre petit noir et gros jaune dans une ambiance de fin de siècle où l'on peut encore jouer au billard ou au baby-foot. A peine lancé au

comptoir, le sujet fait aussitôt réagir. « Ce n'est pas demain la veille qu'ils vont venir détruire l'immeuble », croit savoir Christian, le patron des lieux, air bougon, cheveux gris et veste du RCT sur le dos. Il y a trente ans déjà, ils voulaient démolir, mais on ne s'est jamais vraiment inquiétés. C'est plus du tout la priorité du moment. » Pour lui, « la ville n'a pas besoin d'un tram ou d'un bus à je ne sais pas quoi. C'est une connerie à dormir debout », dit-il en continuant à servir des cafés. De l'autre côté du comptoir, Max embraye aussitôt : « On n'est pas encore prêts dans nos têtes pour avoir ce type de transport moderne. On

n'a pas la mentalité ». Lui qui a « vécu à Strasbourg », où le tram est aux transports ce que la choucroute est à la gastronomie locale – une religion –, estime que « Toulon doit rester atypique. Ici, insiste cet ancien militaire, on est dans le sud, on est dans le Var, on est chez nous, alors faut pas venir nous casser les pieds. Chacun son truc. »

« Pratique, écolo et nécessaire »

Un peu plus loin, au Pont-du-Las, on n'est pas du genre à ergoter sur le futur mode de transport qui irriguera leur quartier. « Ce que l'on voudrait surtout, témoigne Isabelle, la gérante de la

boutique Leonidas, c'est qu'on nous tienne au courant. Car ça fait six ans qu'on est là, précise-t-elle, et qu'on voudrait faire des travaux mais on est bloqués car rien ne se passe. » A quelques mètres de là, les abonnés du Select Bar, centre névralgique du quartier, n'ont pas l'air plus au courant de la situation. « Ce que l'on sait, assure Patricia, la patronne, c'est qu'ils ont cassé l'immeuble d'en face, mais on ne sait pas du tout ce qui est prévu, et surtout, pour quand? Dès qu'il y a des grands projets à Toulon, résume-t-elle, c'est un peu du n'importe quoi. Les infos, qu'on a, ce ne sont que des rumeurs. »

Basée de l'autre côté de la rue, Inès n'en pense pas moins. Cela fait quatre ans que cette opticienne s'est installée ici, en bordure du même bâtiment qui a été détruit en vue de l'arrivée du TSCP. « J'ai acheté en 2007 en sachant qu'ils avaient un projet de tram, raconte-t-elle, alors je m'y suis préparée. En 2012, on m'a dit qu'il y aurait deux ans de travaux, mais aujourd'hui, on est toujours dans la poussière. » Elle est pourtant plus que réceptive à la problématique des transports collectifs. « Sur le principe, dit-elle, je trouve ça bien, pratique, écolo et même nécessaire. » Ce qu'elle apprécie moins en revanche, c'est de voir son chiffre d'affaires « baisser de 50 % à cause des travaux, alors que personne n'est en mesure de nous dire quand est-ce qu'on verra un jour le tram (sic)! »

Les usagers ont la parole

« Bus propres et ponctuels »

La ville est très bien desservie avec un très bon maillage. Les bus sont globalement propres et ponctuels.

M. Martie

« Pas servis à La Marquisanne »

Il faudrait vraiment penser à mettre en place un bus qui passe par les HLM de La Marquisanne, car on n'est pas du tout servis. Cela faciliterait les déplacements de beaucoup de personnes qui n'ont pas de moyen de locomotion.

Mme Colombani (Toulon)

« Pas de ligne à grand débit »

Pas de site propre sur un réseau dont la cartographie ne répond à aucune logique apparente, même si le maillage semble dense. Je suggère la création de deux lignes de TSCP : une sur l'axe est/ouest de

La Garde à La Seyne avec une branche vers Ollioules, et une deuxième sur un axe nord-ouest/sud-est allant du bas du Revest au Mourillon plages. Sur le plan économique et dans une vision à long terme, le surcoût d'investissement lié au tramway (par rapport au BHNS) serait amorti par un moindre coût d'exploitation et une durée de vie des matériels doublée.

Philippe N.

« Le réseau fonctionne très bien »

Le réseau de bus et bateaux de Toulon fonctionne très bien. Il permet, où qu'on soit, de trouver rapidement comment aller à certains endroits, et la fréquence de passage est largement suffisante pour une telle surface couverte. Le tarif était néanmoins meilleur il y a quelques années, mais cela reste largement acceptable.

Romane G.

« Mieux d'avoir choisi le BHNS »

Je trouve que c'est mieux que les maires de l'agglomération et notamment Monsieur Falco aient choisi le BHNS car installer des rails sur le boulevard de Strasbourg, ça aurait été vraiment d'un autre temps. Sans parler de la gêne pendant tous les mois de travaux, je travaille régulièrement à Nice et ça a été l'hécatombe pour les commerces le long des barricades pendant les travaux du tram.

Martine L.

« Tout est à refaire »

Pour résumer en une phrase : tout est à refaire. Je sais qu'on n'a pas les mêmes budgets et sûrement pas les mêmes objectifs à court et moyen termes que Marseille, mais ne serait-ce que pour comprendre où vous vous plantez dans les grilles de passage des bus, je vous suggère

un petit voyage chez nos voisins qui en passant ont un métro, un tramway et un BHNS. Et ça marche très bien, il est grand temps que les élus se bougent pour faire réellement avancer les choses. Car ce n'est pas normal de faire Hyères - Toulon en une heure de bus, alors que nous avons l'aéroport pas loin.

Brice A.

« En retard sur les grandes villes »

Toulon est largement en retard sur toutes les grandes villes. Au lieu d'essayer de rattraper ce retard en prenant des décisions fortes, TPM rejette le tramway, le transport propre, efficace et acclamé partout où il a été choisi. C'est notre patrimoine et notre santé qui ne sont pas pris en compte et c'est très grave.

François-Marie Zwank

Le nouvel échangeur sur l'A50 en bonne voie

La convention pour la création du diffuseur d'Ollioules-Sanary a été signée hier après-midi par la communauté d'agglomération Sud Sainte-Baume. Mise en service prévue fin 2019



La création de cet échangeur verra sortir de terre deux bretelles d'entrée et de sortie entre la D11 et l'A50, deux gares de péage vers Toulon et venant de Toulon, ainsi que deux carrefours giratoires permettant le raccordement des bretelles à la D11.

(Document Escota)

La nouvelle sortie d'autoroute entre La Seyne et Bandol est enfin "sur les rails". Afin de fixer les modalités techniques et financières de réalisation de ce diffuseur d'Ollioules-Sanary, une convention a été signée hier après-midi à la salle des fêtes du Plan-du-Castellet lors du conseil de la communauté d'agglomération de Sud Sainte Baume (SSB). Carnet de route.

Pourquoi

L'A50 dessert Ollioules et Sanary depuis le diffuseur de La Seyne (sortie n° 13), lequel sert également de point d'accès à La Seyne et Six-Fours. Cette "porte d'entrée" unique a pour conséquence de densifier le trafic au niveau de l'échangeur de La Seyne mais également sur les routes départementales 11 et 26, régulièrement embouteillés aux heures de pointe. Le futur échangeur améliorera la desserte d'Ollioules et de Sanary (mais aussi les plages ouest de Six-

Fours), et soulagera le carrefour de raccordement du diffuseur de La Seyne. Les zones d'activités économiques (actuelles et futures) seront désenclavées, une meilleure liaison avec les communes voisines et avec le futur pôle d'échange du TCSP (Transport en commun en site propre) sera assurée.

Comment

L'opération portera sur la création d'un nouveau point d'échange sur l'A50, se raccordant à la RD11, sur les territoires d'Ollioules et Sanary : cela comprendra quatre voies d'entrée et de sortie entre la RD11 et l'A50 (vers Toulon et venant de Toulon, chacune équipée d'une gare de péage, vers Bandol et venant de Bandol) ainsi que deux carrefours giratoires permettant le raccordement de ces bretelles à la RD11.

La création de ce diffuseur nécessitera le déplacement de plusieurs réseaux, dont la ligne aérienne RTE (réseau de transport électrique)

de 63 000 volts, l'acquisition de terrains privés et le prolongement du passage inférieur de la route de la gare d'Ollioules.

Cette opération inclura également l'ensemble des équipements (signalisation, éclairage, paysager, aire de stationnement). En complément, des mesures en faveur de l'environnement (bassins de traitement des eaux et écrans acoustiques notamment) seront réalisées.

Qui

Concessionnaire de l'A50 pour la construction, l'entretien et l'exploitation, Escota (société des autoroutes Estérel, Côte d'Azur, Provence, Alpes) assurera la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de l'aménagement (intégré à l'infrastructure autoroutière) : pour les ouvrages autoroutier et complémentaires mais aussi, par délégations de maîtrise d'ouvrage du département du Var et de la commune d'Ollioules respectivement, pour la

création de giratoires et le raccordement à la RD11 ainsi que pour le rétablissement de voies communales (chemin Raoul Coletta et ancien chemin de Toulon).

Le financement sera assuré par Escota, le Département du Var, les communautés d'agglomérations TPM (Toulon Provence Méditerranée) et SSB.

Combien

Le coût global de l'opération est estimé à 37,6 millions d'euros, hors taxes, aux conditions économiques de 2015, et est donc susceptible d'être révisé.

Le financement se répartira entre Escota (15,6 M€), le Département (11 M€), TPM (6,2 M€) et SSB (4,8 M€).

Le montant de la somme à payer aux nouvelles gares de péage n'a pas encore été fixé (lire ci-dessous).

Quand

Alors qu'il remonte à plus d'un

Pas gratuit

L'autorisation de signer le projet de convention technique et financière entre Escota, le conseil départemental, TPM et SSB par le président Ferdinand Bernhard a été adoptée... non sans faire débat, au sujet du péage.

« Nous ne sommes pas contre ce diffuseur mais nous nous battons pour sa gratuité », a expliqué Olivier Thomas, élu d'opposition à Sanary. « D'autant plus que ce projet est financé presque aux deux tiers par les collectivités locales ».

« Rien n'est gratuit. Et s'il n'y avait pas de péage, il faudrait faire appel à l'argent du contribuable », a répondu Ferdinand Bernhard.

Quant au montant de ce droit de passage, « c'est l'État qui le fixe, pas Escota, et nous le subissons », a précisé le président de SSB.

quart de siècle (27 ans), ce projet a fait l'objet d'une décision ministérielle, en date du 8 août 2006. Après l'enquête publique du 9 septembre au 10 octobre 2013, il a été déclaré d'utilité publique par arrêté du préfet du Var en date du 6 mars 2014.

Entre la validation du projet (janvier 2017), la préparation du dossier de consultation des entreprises (janvier 2017), les appels d'offres (jusqu'en septembre 2017),

les acquisitions foncières (jusqu'en octobre 2017) et la préparation du chantier (octobre-novembre 2017), ledit chantier ne devrait pas démarrer avant novembre 2017⁽¹⁾ pour s'achever en octobre 2019, selon un planning prévisionnel.

SÉBASTIEN HÉNOT
shenot@nicematin.fr

1. Les travaux de dévoisement des réseaux commenceront dès décembre prochain, jusqu'à mars 2018.

Une motion contre la LGV

Avant la convention technique et financière de l'échangeur d'Ollioules-Sanary, neuf autres points ont été abordés lors du conseil communautaire hier au Plan-du-Castellet. Il a également été question de transports avec l'approbation de l'agenda d'accessibilité programmée pour les services de transports publics des voyageurs et une motion

contre la LGV (rebaptisée ligne nouvelle) et son tracé : « Outre son coût faramineux, il ne répond pas aux attentes de la population locale et aura des conséquences discutables sur l'environnement », a souligné Nicole Boizis, maire du Castellet. Par ailleurs, Loi NOTRe⁽¹⁾ oblige, de nouvelles compétences ont été

attribuées à SSB, avec effet au 1^{er} janvier prochain : politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ; actions de développement économique ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale,

tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire. En outre, dans le cadre de la promotion du tourisme, SSB a décidé de créer un office de tourisme (OT) intercommunal, de transformer les OT des stations classées (Bandol, Sanary, Saint-Cyr) en OT intercommunaux à vocation territoriale communale et les OT des autres

communes en bureaux d'information, de créer un bureau d'information touristique ne détenant pas d'OT (Riboux, Signes). Avec la particularité pour Le Beausset de disposer déjà d'un office de tourisme et d'une maison du tourisme... mais de se voir tout de même doter d'un bureau d'information. La gestion de l'OT intercommunal sera

assurée par une régie autonome financière simple alors que celle des offices et bureaux sera confiée par convention aux communes concernées. Les contrats d'affermage du service public de l'assainissement collectif et de l'eau de la zone d'activités du plateau de Signes ont été prolongés.

1. Nouvelle organisation territoriale de la République.

Vous reprendrez bien

Ce week-end a lieu la fête du vélo. De Six-Fours à Fréjus, le Var possède l'un des plus beaux tracés. La voie souffre toutefois d'un trop grand tronçonnage, auquel le Département tente de remédier

La tendance n'est pas prête de s'essouffler. Avec l'essor du vélo en libre-service dans les grandes villes françaises, le boom du VTT et celui plus récent du vélo électrique (+ 37% en 2014), de plus en plus de Français se mettent à la pédale. En 2015, 3 millions de vélos ont été vendus en France pour un chiffre d'affaires de 961 M€. Un double record !

Atout économique

La pratique de la randonnée à vélo est, elle aussi, en pleine croissance, la France étant la première destination européenne en la matière. Selon France vélotourisme, chaque kilomètre d'itinéraire aménagé engendre annuellement 60 000 à 100 000 € de retombées touristiques alors que les retombées économiques couvrent les frais d'aménagements en un an et demi. La fréquentation des véloroutes et voies vertes a ainsi augmenté de 12 % en 2014, bénéficiant de circuits bien structurés comme la Loire à Vélo, la Vélodyssée atlantique, le tour de Bourgogne, la ViaRhôna et... la voie cyclable du littoral varois.

Le premier département touristique français (hors Paris) a l'énorme avantage de posséder une véloroute de 120 kilomètres allant de Six-Fours à Fréjus : la V65. Un atout de plus dans sa corne d'abondance déjà bien garnie. Mais malheureusement sous-exploité. Contrairement aux



“ Voie verte ? Non, voie noire indigne d'un département touristique ! ”

Les mots d'un cycliste au tronçon du Rayol

régions précitées qui ont fait du vélotourisme une priorité, le Département tente d'améliorer l'existant par petites touches. « Globalement, on arrive à réaliser des choses en priorisant les sections », explique Franck

Desroches, le « Monsieur routes » du Conseil départemental.

Le point noir du Rayol

Une section est en cours d'achèvement à La Londe (carrefour de Valcros) alors que deux chaînons

manquants à Hyères seront bientôt comblés (lire ci-contre). Reste un gros point noir au Rayol-Canadel. En raison d'un éboulis, la piste est coupée jusqu'à nouvel ordre. « Il faudrait d'abord sécuriser les talus rocheux avant de faire passer des vélos en dessous mais ça coûte cher (près de 10 M€, Ndlr). » « Il faudrait se contenter de solutions plus modestes », estime Jean-Claude Albérigo, de l'association hyéroise *Change d'ère*. « D'une manière

générale, on est contraint par des investissements très lourds. On est plus cher que ce qui se fait habituellement en France en raison de la pression foncière sur l'ensemble du parcours », argumente Franck Desroches.

Sauf à en faire une priorité. Demain peut-être...

Dossier :
Olivier BOUISSON
obouisson@nicematin.fr

Demain

De Cadix à Athènes en traversant le Centre-Var

L'Europe porte le projet de construction d'une véloroute qui relierait Cadix, au sud de l'Espagne, à Athènes. Cette « route de la Méditerranée » totaliserait 5900 kilomètres dont près de 150 km dans le Var de Rians à Montauroux en passant par Varages, Barjols, Sillans-la-Cascade, Salernes et Fayence. La portion varoise de l'EV8 sera aménagée sur l'ancienne voie de chemin de fer de Provence. Beaucoup de sections existent déjà si bien que 80% du tracé devrait être réalisé par le Département dans les cinq ans à venir. En tout, 5 M€ ont été budgétés au contrat de plan Etat-Région.

On a parcouru les 120 km, non sans mal...

Pour savoir de quoi on parle, il fallait passer de la parole à l'acte en enfourchant son vélo. *Var-matin* a donc parcouru les 120 kilomètres et en a pris plein les mirettes.

En partant de la plage de Bonnegrâce à Six-Fours jusqu'à la base nature de Fréjus, le Var s'est effeuillé, offrant à intervalles réguliers le charme ostentatoire de son littoral dentelé. Et puis tant d'autres trésors plus intimes, de la coulée verte entre Toulon et Le Pradet à la descente cham-

pêtre de La Croix-Valmer vers Gassin en passant par le tracé de l'ancien train des pignes qui serpente dans les plis confortables du massif des Maures. Un régal !

Mais bon sang, mettez-nous des panneaux ! Tout au long du parcours, on a été confronté une vingtaine de fois à des problèmes de coupure de voie et/ou d'orientation. Quasiment aucune signalétique n'est apposée pour indiquer la direction à suivre pour rattraper la véloroute. Et les

exemples sont multiples.

En arrivant à La Seyne, il fallait tourner à droite au rond-point Louis-Baudisson. Raté. En sortant de Cavalaire, il fallait monter à La Croix-Valmer par la rue du D^r Pardigon. Encore raté ! Pour la peine, on aura droit à l'encre noire des camions-poules.

Errances citadines

Et que dire de la voie coupée au Rayol-Canadel après plusieurs kilo-

mètres de piste caillouteuse ? Une route barrée, un panneau « passage interdit » pour toute communication. Trois-quarts d'heure d'errance pour retrouver son fil d'Ariane. Freins rongés...

Errance encore dans dix des onze villes traversées (1). Hormis Carqueiranne, la piste s'interrompt à chaque fois sans donner signe de vie. Fatigant...

1. Six-Fours, La Seyne, Toulon, La Londe, Bormes, Le Lavandou, Le Rayol-Canadel, Cavalaire, La Croix-Valmer et Ste-Maxime.



Sur tout le parcours, un seul panneau existe : il se trouve au Lavandou.



A Pramouquier, la voie du littoral se poursuit dans l'impasse. Et ce n'est pas une blague !



La portion du Rayol-Canadel étant fermée, il faut partir à la recherche de la voie verte. A gauche ? Perdu, c'était à droite... (Photos O. B.)

une portion de véloroute ?

À Hyères, deux chaînons manquants bientôt réalisés

Entre la peuplée agglomération toulonnaise et les très prisées plages hyéroises, la portion de piste cyclable qui va de Toulon aux Vieux salins est incontestablement la plus fréquentée du Var. Continue depuis le centre-ville de Toulon, la piste s'interrompt à deux reprises, à l'Almanarre puis boulevard de la Marine, près du port, provoquant de nombreux conflits de circulation entre cyclos et autos. Conscient du problème, le Département a programmé la réalisation de ces deux chaînons manquants.

2017 : bd de la Marine

Depuis le parking d'Arromanches jusqu'au rond-

point d'entrée de l'aéroport, 1,3 km sera aménagé sur le boulevard de la Marine. A ce jour, le Département s'est déjà « *affranchi d'une grande partie des problèmes fonciers* » qui lui permet de prévoir le début des travaux en 2017. Près d'1 M€ sera consacré à l'aménagement d'une bande cyclable sur chaque côté de la chaussée dans sa partie la plus large. Mais pas partout.

La voie étant plus étroite à partir du cours d'eau situé juste avant la chapelle Sainte-Thérèse et sur une centaine de mètres, elle sera partagée entre vélos et véhicules motorisés. Troisième cas : du restaurant Le Lagon jusqu'au rond-point d'en-



Le boulevard de la Marine sera aménagé sur 1,3 km.

trée de l'aéroport, une piste cyclable à double sens sera aménagée côté mer.

2018 : l'Almanarre

Le dossier était au point mort mais depuis fin 2016, le

Département a relancé les études avec la Ville d'Hyères pour aménager les 800 mètres manquant entre l'hôtel Port-Hélène et le rond-point d'entrée de la route du sel. Sur ce tronçon, l'institution



A l'Almanarre, le conflit entre les automobilistes et les cyclistes est bien réel. (Photos Dominique Leriche)

se trouve confrontée à des difficultés d'acquisition du foncier, dont elle envisage une partie à l'amiable. Et à la problématique du site d'Olbia et de son périmètre de fouilles. « *Si tout va bien* »,

des travaux pourraient commencer en 2018 mais le type de voie n'a pas encore été retenu : soit en bandes cyclables unidirectionnelles, soit en piste complète d'un côté de la chaussée.

FRÉQUENTATION

Près de 750 000 passages à Toulon

Grâce à cinq stations de comptage installées à Toulon (deux), Le Pradet, Gassin et Grimaud, le conseil départemental peut mesurer la fréquentation sur la voie cyclable. Et les chiffres sont édifiants ! À l'exception de la station de Grimaud (du 1^{er} octobre au 31 décembre), tous les relevés ont été effectués du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015. Les passages comptabilisés concernent aussi bien les vélos que les piétons (marcheurs, coureurs, patineurs).

Toulon ouest (Lagoubran) : 223 664 passages par an, soit une moyenne de 18 651 par mois avec un pic de 24 400 passages en juin.

Toulon est (la coulée verte) : 519 861 passages par an, soit une moyenne de 44 825 par mois (pic de 54 000 passages en août).

Le Pradet : 370 721 passages par an, soit une moyenne de 30 915 par mois (pic de 44 700 passages en août).

Gassin : 73 831 passages par an, soit une moyenne de 6 157 passages par mois (pic de 11 500 passages en août).

Grimaud : 29 316 passages par an, soit une moyenne de 11 440 passages par mois.

Salins-Mauvanne, ça décoince

Si la piste cyclable est très fréquentée depuis l'Almanarre jusqu'aux Vieux salins d'Hyères, elle l'est beaucoup moins par la suite. A juste raison. Pour rejoindre la voie en direction de La Londe, il faut parcourir 1,5 km sur la route des Vieux salins jusqu'à Mauvanne. À cet endroit, la route est étroite et le trafic routier dense, surtout en haute saison. Pour remédier à cette « cassure » de la voie, le Département et la Dreal⁽¹⁾ se sont longtemps renvoyés la balle avant de se mettre d'accord en décembre dernier. Les salins étant un site classé et situé en zone inondable, qui plus est fermé aux visiteurs en fin de journée, l'idée de les



Rejoindre La Londe s'avère dangereux... (Photo O. B.)

traverser a été abandonnée. Pas de copier-coller de l'île de Ré... Le projet retenu consistera à créer une voie en bordure des salins en site propre, après verdict des études faune et flore. « *Aujourd'hui, tout le monde tire dans le même sens* », se félicite le maire d'Hyères qui

siège à la commission des sites et des paysages, présidée par le préfet du Var, aux côtés du Conservatoire du littoral, d'associations environnementales et de professionnels.

(1) Direction régionale de l'environnement et de l'aménagement du littoral.

Le chiffre

120

C'est le nombre de kilomètres que totalise la voie du littoral qui relie Six-Fours à Fréjus. 92 km sont aménagés, dont 77 en site propre.

Lexique

■ Piste cyclable ou voie verte ?

Une « piste cyclable » est exclusivement réservée aux cyclistes alors qu'une « voie verte », plus large, est ouverte à tous véhicules non motorisés, piétons et même cavaliers. On parle de « bande cyclable » quand celle-ci fait partie d'une voie existante.

Transports : que valent

Grand Toulon Alors que plusieurs compagnies proposent désormais de voyager par la route, nous avons testé ces nouveaux autocars et comparé ce moyen de transport avec le rail, sur un trajet entre Toulon et Nice. Match

Plusieurs centaines de personnes effectuent, chaque jour, la liaison entre Toulon et Nice. Nombre d'entre eux choisissent la voie ferrée, même si le trajet est plus long qu'en voiture, malgré le TGV... En attendant une hypothétique Ligne à grande vitesse. Depuis six mois, suite à la loi Macron libéralisant le secteur des transports, des autocars de plusieurs compagnies (Flixbus, Isilines...) ont étayé la concurrence. Nous avons comparé la route et le rail, sur cinq critères.

1 Tarifs : avantage bus

Sur ce point, il n'y a pas photo. La veille du départ, le bus de la compagnie Isilines affiche des billets à 5 euros, contre...19 euros pour le TGV, soit presque quatre fois plus. Nous avons comparé plusieurs dates, et le différentiel est toujours similaire. Sur la base du tarif plein.

2 Temps de trajet : avantage train

Habituellement, il faut 2h15 aux bus pour rejoindre le cœur de ville de Nice, contre 1h45 pour les trains. Dans la réalité, l'autocar que nous avons pris a mis 3h15. Une heure de retard qui résulte autant de la malchance que des conditions de circulation « diffi-

les » sur l'axe Marseille-Nice. Ce n'est ni le premier, ni le dernier bus bloqué sur l'autoroute en région PACA. Notre TGV, lui, est parti et arrivé dans les temps, soit 1h46 après son départ. Sur les rails, le trafic est plutôt fluide, en temps normal... Avantage train.

3 Confort : avantage bus

Quand on dépasse allégrement le « mètre 90 », difficile, pour ne pas dire impossible, de se sentir à l'aise dans les transports en commun. Pourtant, le bus emprunté a réservé une belle surprise : de l'espace. Quatre places du véhicule sont spécialement aménagées pour les grands et les personnes en situation de handicap. Du jamais vu pour des prestations standards. Dans le train, le siège est moins confortable, l'espace plus restreint. Bon point, en revanche, pour le rail, avec le choix de la place au moment de la réservation.

4 Prestations : égalité

Dans le bus, des prises de courant sont disséminées partout et des ports USB sont également incrustés pour recharger les appareils électroniques. Le véhicule dispose aussi de la climatisation,



En partance pour Montpellier, Franck et ses filles sont ravis de prendre le bus, alors que le train est beaucoup plus cher. Il y a encore quelques mois, cette possibilité n'existait pas.

de toilettes et de tablettes repas. Seule ombre au tableau, et non des moindres pour un mode de transport « jeune » : nous n'avons pas réussi à nous connecter en WIFI, malgré la meilleure volonté du monde. La faute à pas de chance ?

Dans le train, pas de WIFI et la présence de prises dépend de l'ancienneté de la rame. Par ailleurs, un bar est à disposition des voyageurs. Rafraîchissements, sandwi-

ches et snacking, de nombreux encas sont en vente. Les toilettes sont nombreuses et des tables disponibles. Égalité.

5 Sécurité : égalité

À la différence des bus, pas de filtre, pourtant rassurant, à l'entrée du véhicule. Il est, par ailleurs, plus facile de contrôler le chargement et les passagers d'un autocar que ceux d'un train qui mesure parfois

300 mètres de long. Pour autant, le chauffeur est seul dans son bus, concentré sur la route, quand les contrôleurs, la police et la douane patrouillent, tous les jours dans les TGV. Égalité.

Bilan

Le bus l'emporte de justesse (4-3), grâce à des prix détonants et un confort qu'on n'aurait jamais suspecté dans pareil véhicule.

Et face au covoiturage ?...

Patricia, Caroline, Alexis. Ils ont tous en commun de relier Toulon à Lyon, dans la journée. Comme eux, ils sont une trentaine à proposer 3 h 30 de covoiturage pour gagner la capitale des Gaules en ce début de week-end. Certes, les horaires s'entrechoquent souvent (six départs entre 9 h et 10 h), mais les conducteurs du site *Blablacar* offrent un éventail de possibilités aux voyageurs que lui envient trains et bus. À partir de vingt euros tout de même, commission incluse, pour aller à Lyon. Et au-delà de trente euros, pour ceux qui,

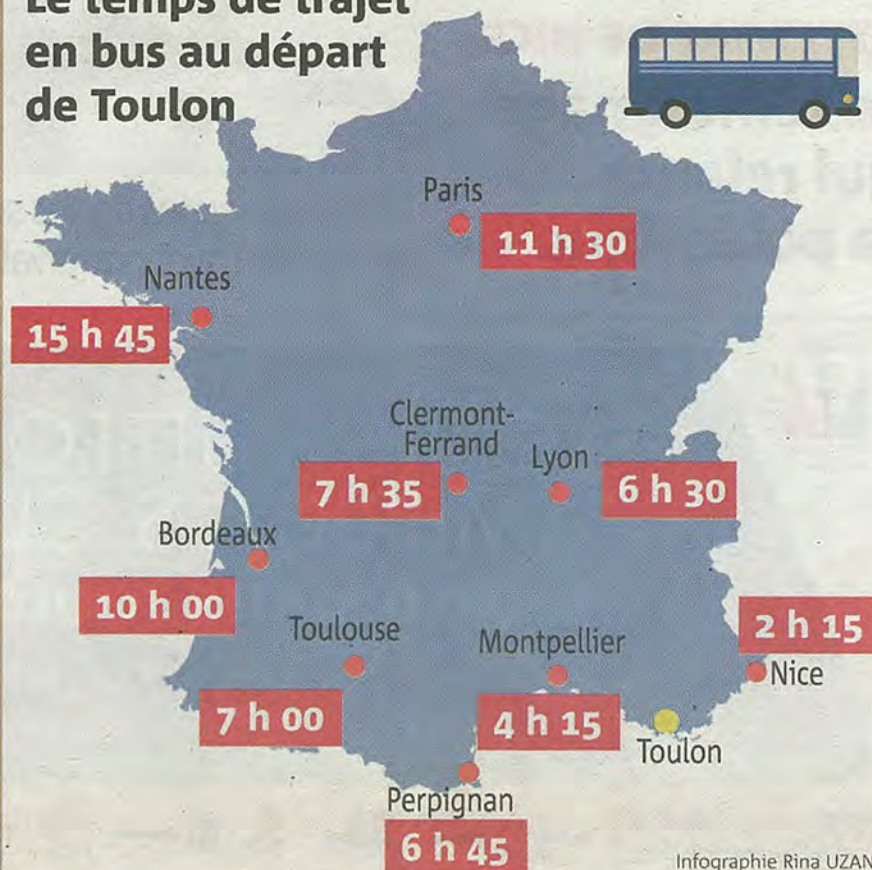
malheureusement, bafouent l'esprit du covoiturage.

« Je suis adepte du partage de véhicule », assure Mariannick Cornec, mais tout de même, quand vous avez envie d'être tranquille, de ne pas vous poser de question sur la taille de vos bagages ou de charger vos batteries (au propre, comme au figuré), le voyage en autocar est agréable ! » Cette Bretonne parachutée à Toulon y voit, en plus, un avantage pécuniaire non négligeable. « Il n'y a pas photo : sur des distances assez courtes, le bus est désormais bien moins cher que le covoiturage. »

Certes, mais le covoiturage, par l'étendue de sa communauté, permet de rejoindre des endroits improbables et inatteignables en transport en commun. Il favorise, aussi, le partage des tranches de vie à une époque où la solitude gagne du terrain. Aujourd'hui, par exemple, il y avait des véhicules au départ de Toulon pour rejoindre les communes de Cluses, Arinthod ou encore Duravel, un petit village d'à peine de 100 habitants situé dans le Lot...



Le temps de trajet en bus au départ de Toulon



Les cars « Macron » ?

« Une solution simple, efficace et de qualité à prix réduit »

Franck et ses filles Laurine et Orlane dégagent une bonne humeur communicative. Pour cause: ils partent, en autocar, pour des vacances à Montpellier. « J'ai payé neuf euros par personne, c'est vraiment pas cher », s'étonne le papa. « J'ai une vieille bagnole et deux filles à occuper pendant plusieurs heures. Le bus, c'est plus sympa. On prend les bagages qu'on veut, on est averti en cas de retard, et ce n'est pas beaucoup plus long que le train que j'aurais payé deux fois plus cher, malgré les cartes de réduction. »

Cindy monte elle aussi dans le bus, pour la première fois. Direction Toulouse. « Je n'ai pas trouvé de covoiturage et le train est hors de prix quand on s'y prend à la dernière minute. » Résultat: Près de cinq heures de bus, pour moins de vingt euros.

« C'est encore moins cher que le covoiturage, mais sur cette distance, c'est un peu long », regrette Cindy.

La longue, Théo s'en accomode volontiers. « Je suis étudiant à Lyon, je prends le bus régulièrement et je suis convaincu par ce mode de transport. Il y a très peu de retards car les bus peuvent facilement le rattraper, à l'inverse des trains. Les chauffeurs sont à l'écoute et les bus équipés du WIFI et de prises électriques. Je paye environ quinze euros par trajet, ça vaut bien une heure de temps supplémentaire. » Mariannick Cornec, abonde: « J'ai pris le train pendant trois ans. J'étais toujours très étonnée quand il arrivait à l'heure. Avec le bus, ce n'est plus le cas ! » Pour des trajets peu kilométriques, son choix est désormais vite fait.



Dossier: Lylian Casier
lcasier@nicematin.fr

Photos: Florian Escoffier, Lylian Casier et DR

Hyères aussi a ses autocars

Le choix de la destination est évidemment beaucoup plus restreint, mais Flixbus dessert les villes de Paris, Montpellier, Lyon et Toulouse à partir d'un euro symbolique. Les départs se font, quotidiennement, de la place Louis Versin, à deux pas de l'office de tourisme, en plein cœur de ville.



La SNCF a déjà riposté

A la SNCF, il est encore un peu tôt pour mesurer l'effet de la loi Macron sur le trafic ferroviaire. « C'est une part de marché en moins, c'est sûr », glisse-t-on cependant en interne. La grève au long terme qui a touché le groupe, il y a quelques semaines, n'a pas rassuré les clients hésitants.

Cependant, la SNCF est convaincue que seuls les trajets qui n'excèdent pas trois heures sont porteurs pour les autocars. Au-delà, « c'est beaucoup trop long. »

L'entreprise a pourtant lancé sa compagnie de bus,



Ouigo, il y a un an. Avec 1,2 million de passagers transportés et des ouvertures de ligne régulières, elle se taille une place de choix

dans ce paysage neuf en France.,

« L'entreprise cherche à s'imposer sur un marché nouveau, en pleine croissance,

sans se concurrencer elle-même », explique-t-on chez Ouigo. D'où les 1 500 trajets proposés par la filiale de la SNCF et la campagne pub

L'élargissement à trois voies

Sortie Est de Toulon La mise définitive à deux fois trois voies entre les échangeurs

Benoît-Malon et Pierre Ronde devrait débuter fin 2019. Autre nouveauté, la bande d'arrêt d'urgence sera ouverte si besoin au bus. Le point sur ce vaste chantier avec Escota

Matin et soir, aux heures de pointe, cent dix mille automobilistes en moyenne rongent leur frein, dans des embouteillages monstres sur l'A 57 à la sortie et à l'entrée est de Toulon.

La bonne nouvelle?

Le projet d'élargissement de ce tronçon qui assure la continuité entre l'A 50 (Marseille-Toulon) et l'A 57 (Toulon-Le Luc) est à nouveau sur les rails.

La mise à deux fois trois voies sera aménagée dans les deux sens de l'autoroute entre Benoît-Malon et Pierre Ronde, à hauteur de la bifurcation de l'A 570 en direction d'Hyères. Lire notre infographie.

La mauvaise nouvelle?

La fin des embouteillages sur un réseau saturé de façon presque permanente pendant la journée, entre 7 heures et 19 heures, n'est pas pour demain. Il faudra attendre l'horizon 2025 pour espérer un trafic plus fluide de la traversée de l'agglomération toulonnaise, et une dé-

congestion de l'accès est de la ville. Un chantier indépendant de l'élargissement provisoire à trois voies de la sortie est de Toulon Sainte-Musse jusqu'à la sortie Les Fourches - La Valette, sens Toulon-Nice, dont les travaux débutent en décembre (Var-matin du 25 octobre).

Concertation en 2008: la continuité

Le projet a été mis en lumière lors de la concertation publique avant d'être mis dès 2009 sur une voie de garage. Pourtant il n'a jamais été abandonné par l'État. Sept ans plus tard, il refait surface. Il trace sa route sur le réseau concédé par l'État à Vinci Autoroutes dans le cadre du plan de relance autoroutier.

À l'étude

Le frein à main a été levé depuis août 2015 par l'équipe de la Direction d'opérations d'Escota, basée à Cuers. Elles sont entrées «dans la mise au point technique du projet». «En même temps,

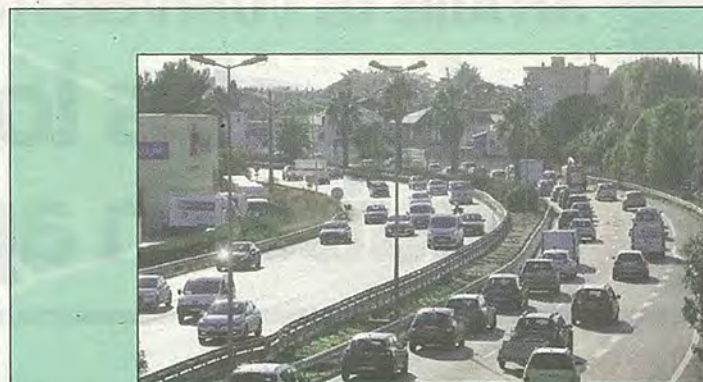
poursuit Salvador Nunez, directeur d'opérations, nous sommes dans la phase d'élaboration de l'étude d'impact et du dossier d'enquête publique.»

Étudier, planifier, affiner, sans tomber dans la précipitation, travailler en étroite collaboration avec les collectivités, et les services de l'État: tel est le travail de longue haleine des équipes pour faire aboutir en quatre ans de travaux à partir de fin 2019 ce projet à la fois ambitieux et sensible.

Pourquoi sensible? Il va avoir un impact sur une partie de la surface bâtie et non bâtie. Escota l'espère le moins lourd possible. Lire ci-dessous.

Le profil

«Le principe qui est retenu est un aménagement de trois voies de circulation et une bande d'arrêt d'urgence plus large qu'elle ne l'est d'habitude à certains endroits», explique Salvador Nunez. Nous ne sommes plus dans le cas de figure initié à l'épo-



que par l'État de dédier une voie pour les bus.

Bande d'arrêt d'urgence élargie

«L'idée maîtresse est que les bus circulent où ils veulent. En revanche, lorsqu'il y a un moment de congestion et une vitesse réduite, les chauffeurs peuvent décider de rouler sur la bande d'arrêt d'urgence. Ils seront les seuls à pouvoir y circuler sans contrainte. Une

expérience est menée dans ce sens sur l'A 7 du côté de Marseille et l'A 51 vers Aix.» Voilà pour l'idée. Sur le fond, rien n'est figé. «Il reste un point important à définir: c'est la manière dont on conçoit les voies - définition des tracés et largeur - sur lesquels les bus sont amenés à rouler. Nous sommes en concertation avec l'État», explique Salvador Nunez.

Celui-ci est en train d'adap-

ter des règles à des fins de circulation. L'équipe espère être fixée d'ici la fin novembre. «Sur ce réseau concédé, ce type d'élargissement en ville avec une voie de bus à créer est une première», reconnaît-on chez Escota. Il faudra beaucoup de patience, notamment aux Gardéens, Toulonnais et Valettois qui vont vivre un chantier en milieu urbain.

CATHERINE PONTONE

Emprises foncières: «On essaie de minimiser les impacts»

Pour élargir un tronçon de 6,75 km, il faudra, à certains endroits, exproprier. Cela n'est pas une surprise: l'État, à l'époque, lors de la concertation publique avait clairement annoncé la couleur sur les emprises du foncier bâti et non bâti dans les deux sens de la section autoroutière. (53 parcelles impactées, 11 bâtiments partiellement touchés et 6 000 m² concernés, Ndlr).

«On n'a pas encore défini précisément»

Huit ans plus tard, qu'en est-il? Escota qui joue à fond la carte de la transparence n'entre pas encore dans le détail. «Il est encore trop tôt», assure Salvador Nunez.

«On n'est pas encore dans une définition précise. Hormis l'étude dite de dureté foncière qu'on a menée, je ne donne l'ordre à mes



Salvador Nunez (au centre), directeur d'opérations et l'équipe à Cuers.

(Photo Frank Muller)

équipes du foncier d'aller sur le terrain que lorsqu'on aura défini les choses. On travaille dans la dentelle, cela prend beaucoup de temps. Il est important que les choses soient claires, bien définies et motivées

lorsqu'on ira voir les personnes concernées», explique-t-il. «J'essaie de faire tout ce que je peux pour minimiser les impacts en matière de foncier. On achètera à l'amiable ou en expropriation que les surfa-

ces ou les bâtis où on ne peut pas faire autrement. Il est hors de question qu'on aille exproprier des surfaces dont on n'a pas besoin. Cela n'a aucun intérêt pour nous, et n'est pas soutenable.»

Zéro péage...



Combien ça coûte?

600 millions d'euros d'investissement financés exclusivement par Vinci Autoroutes.

La mise au point

Dès l'annonce de la reprise en main par le réseau Escota de cette portion autoroutière et de la traversée du tunnel de l'A 50, la rumeur a été persistante sur la possibilité de péage pour financer les travaux ambitieux.

«Faux», rétorque Vinci autoroutes.

Aucun péage ne viendra poindre le bout de son nez sur le réseau concédé. «La gratuité de la section sera maintenue», s'engage Vinci Autoroutes. Dans le cadre du contrat avec l'État, il a obtenu un allongement de la durée de concession.

de l'A57 à l'horizon 2025



Repères

■ Enquête publique

« On vise un lancement de l'enquête publique à l'automne 2017 et une déclaration d'utilité publique à la fin 2018 », précise Salvador Nunez. Dès lors, seront lancées les expropriations.

■ Travaux

Les travaux, qui devraient s'étaler sur quatre ans, devraient démarrer d'ici à la fin 2019.

■ Livraison

« Contractuellement, on a sept ans après la déclaration d'utilité publique pour mettre en service », explique Salvador Nunez. Livraison à l'horizon 2025.

Déplacements doux : des enjambées au-dessus des voies...

Les automobilistes ne seront pas les seuls à prendre une légère bouffée d'oxygène avec la mise à deux fois trois voies de l'A 57.

Les piétons et les cyclistes, évoluant bien souvent dans des conditions très contraintes sur les échangeurs existants vont pouvoir bénéficier de déplacements doux. Il s'agira de faciliter les échanges entre les quartiers situés au nord et au sud de l'autoroute. Escota travaille en étroite concertation avec les collectivités. Tous les échangeurs (St Jean du Var, La Valette centre, sud et nord ainsi que Valgora) vont « être impactés et reconfigurés », explique Salvador Nunez. La réalisation de passerelles figure également dans le cahier des charges donné par l'État.

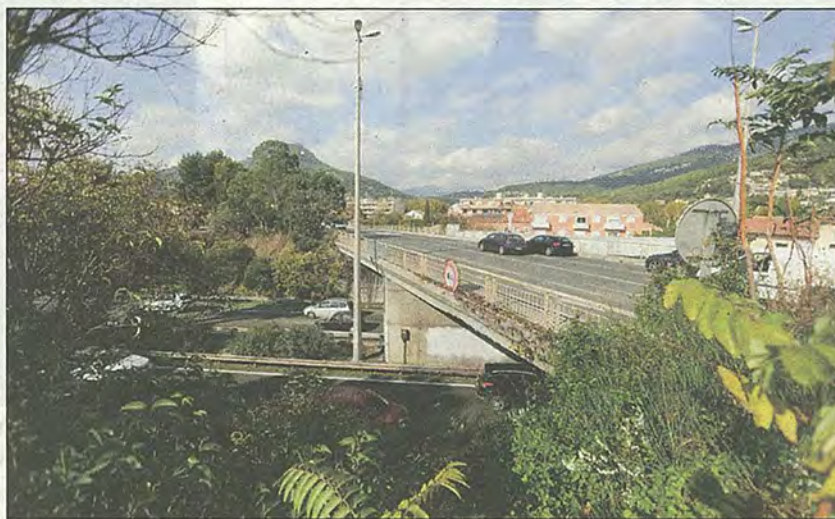
♦ A hauteur du stade Léo-Lagrange.

Escota a projeté une passerelle piétonne à hauteur de la rue René Cassin. Toutefois, « rien n'est arrêté », précise le directeur des opérations. L'agglomération toulonnaise a émis l'idée de positionner la passerelle à hauteur de la tribune du stade Léo-Lagrange. « Nous sommes en train d'examiner cette possibilité », explique le directeur des opérations.

♦ Echangeur de Tombadou: le devenir du pont

Il est envisagé des passages dits en mode doux.

« On n'a pas encore choisi s'il y aura ou pas une passerelle. Cela dépendra du devenir du pont. Si celui-ci est conservé en l'état, on crée une passerelle à côté de l'ouvrage. Si en revanche, on le démolit pour le reconstruire, le passage piéton sera, de fait, positionné sur le



Le pont des Fourches sera démolit et reconstruit. (Photo Dominique Leriche)

nouveau pont», précise le directeur d'opérations.

♦ Échangeur des Fourches: le pont sera démolit et reconstruit

« Le déplacement piéton et cycliste sera intégré à l'ouvrage puisque le pont sera démolit et reconstruit », explique Salvador Nunez. Pour le détruire, Escota n'utilise aucun engin explosif.

Ce sont de grandes pelles mécaniques qui entrent en scène, durant une nuit, sur une autoroute coupée à la circulation, afin de découper le béton armé. Au petit matin, l'opération délicate sera terminée et l'autoroute sera rouverte à la circulation.

Pourquoi démolir ? À cela deux explications. La première ? « L'espace entre les deux piles de pont ne permet pas d'absorber le projet. Cela n'a pas été construit pour le passage d'une troisième voie. D'autre part, les ponts étant très anciens, on n'a parfois pas réussi à récupérer les dossiers dans lesquels

il est défini comment l'ouvrage a été calculé », répond Salvador Nunez. Aujourd'hui, les équipes sont en train de définir de manière détaillée tous les phasages qui vont être nécessaires pour modifier les échangeurs.

♦ Pierre Ronde: la passerelle piétonne démolie et reconstruite aux normes

La passerelle sera démolie et reconstruite aux normes avec l'aménagement d'une rampe d'accès.

La phrase

« On va être amené malheureusement à démolir et reconstruire la plupart des ponts »

Salvador Nunez, directeur d'opérations du réseau Escota chez Vinci Autoroutes.

Un arrêt de bus... sur l'autoroute

Vous avez sans doute pris le bus et déjà emprunté l'A 57 en qualité de passager... Mais bien sûr il ne vous est jamais venu à l'esprit que vous pourriez descendre à un arrêt durant votre trajet autoroutier. À l'horizon 2025, cela sera possible..., et ce, en « toute sécurité ».

Pour le futur aménagement à hauteur de la station multimodale Sainte-Musse, Escota travaille en collaboration avec Réseau ferré de France et l'agglomération toulonnaise.

« Dans le projet de l'État, il était prévu d'avoir un arrêt de bus sur l'échangeur de Tombadou. Les collectivités nous ont fait part de la présence d'un pôle d'échanges multimodal. Nous allons créer un arrêt de bus qui sera en liaison avec la halte du pôle multimodal. Depuis cet arrêt, on pourra rejoindre le TCSP (Transports en commun en site propre) et inversement, rejoindre l'arrêt aménagé sur l'autoroute. On est dans un projet d'autoroute très urbain », explique Salvador Nunez. Ce type d'expérience est une première sur le réseau Escota. »



La passerelle à hauteur du bowling de La Garde sera démolie et reconstruite aux normes réglementaires.

Trains : la Ligne Nouvelle

Ce projet de développement du rail est loin de faire l'unanimité. Des milliers de Varois ont rejoint des associations qui en dénoncent entre autres, le coût, les atteintes à l'environnement et au cadre de vie ou encore le tracé, tout en étant favorables à une meilleure desserte des trains du quotidien, tels les TER. SNCF Réseau a ouvert la concertation sur la première partie des aménagements

La Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur, c'est un projet à 22 milliards d'euros, au minimum, pour deux cents kilomètres de rails. Il déchire les habitants du Var, des Alpes-Maritimes et des Bouches-du-Rhône. Il n'en faut pas moins pour bâtir de nouvelles voies ferrées, qui fileront dans des campagnes jusque-là préservées et passeront forcément sur des habitations qu'il faudra détruire, pour creuser des tunnels dans les collines, par exemple entre Evenos et Toulon, ou encore bâtir des viaducs qui franchiront des cours d'eau bleus et argentés, tel l'Argens entre Le Muy et les Alpes-Maritimes. Le Var y perdra sa ruralité, ses paysages verdoyants, sa qualité de vie et son argent, estiment les opposants au projet. « Le département est sacrifié car cette Ligne Nouvelle a essentiellement pour objet d'aménager plus de trains sur Cannes et Nice » affirme l'association Stop nuisances Cuers. Elle regroupe et représente, dans les discussions officielles, la plupart

des autres associations contre la Ligne Nouvelle.

Un réseau anti-stress

Face à elles, SNCF Réseau affirme que « ces aménagements favoriseront les déplacements au quotidien, car il y aura plus de TER. Ils permettront de gagner du temps, et enlèveront beaucoup de stress » : moins de trains en retard, la fin des bouchons, car cette ligne plus efficace permettra aux habitants de préférer le train à la voiture pour se rendre au travail.

Selon elle, la Ligne Nouvelle entre Toulon et Marseille permettra également d'éviter un blocage du trafic en cas d'incident, comme c'est le cas actuellement. Le gain de temps sera assuré pour les trajets quotidiens, mais aussi sur les longues distances grâce aux TGV et trains Intercités, plus rapides et plus nombreux. Ce qui favoriserait le développement touristique et économique, défend Christian Estrosi, le président

de la Région et de la métropole Nice-Côte d'Azur. Les ténors de la politique sont tous pour, mais y mettent plus ou moins d'entrain. Hubert Falco laisse le projet avancer, sans pour autant le porter. Le Var est pris dans un étau entre Jean-Claude Gaudin, président de la métropole Aix-Marseille-Provence et Christian Estrosi. Tous deux veulent que la Ligne Nouvelle désengorge les grandes villes, où les bouchons exaspèrent les automobilistes. Ce dernier défend également le principe d'un axe Gênes-Barcelone qui, selon lui, sied à l'Europe. Alors quel est ce projet, dans sa partie varoise, pour lequel la concertation avec le public a commencé et qui entraînera les premières expropriations dès 2019 ?

Dossier : Régine Meunier
rmeunier@nicematin.fr



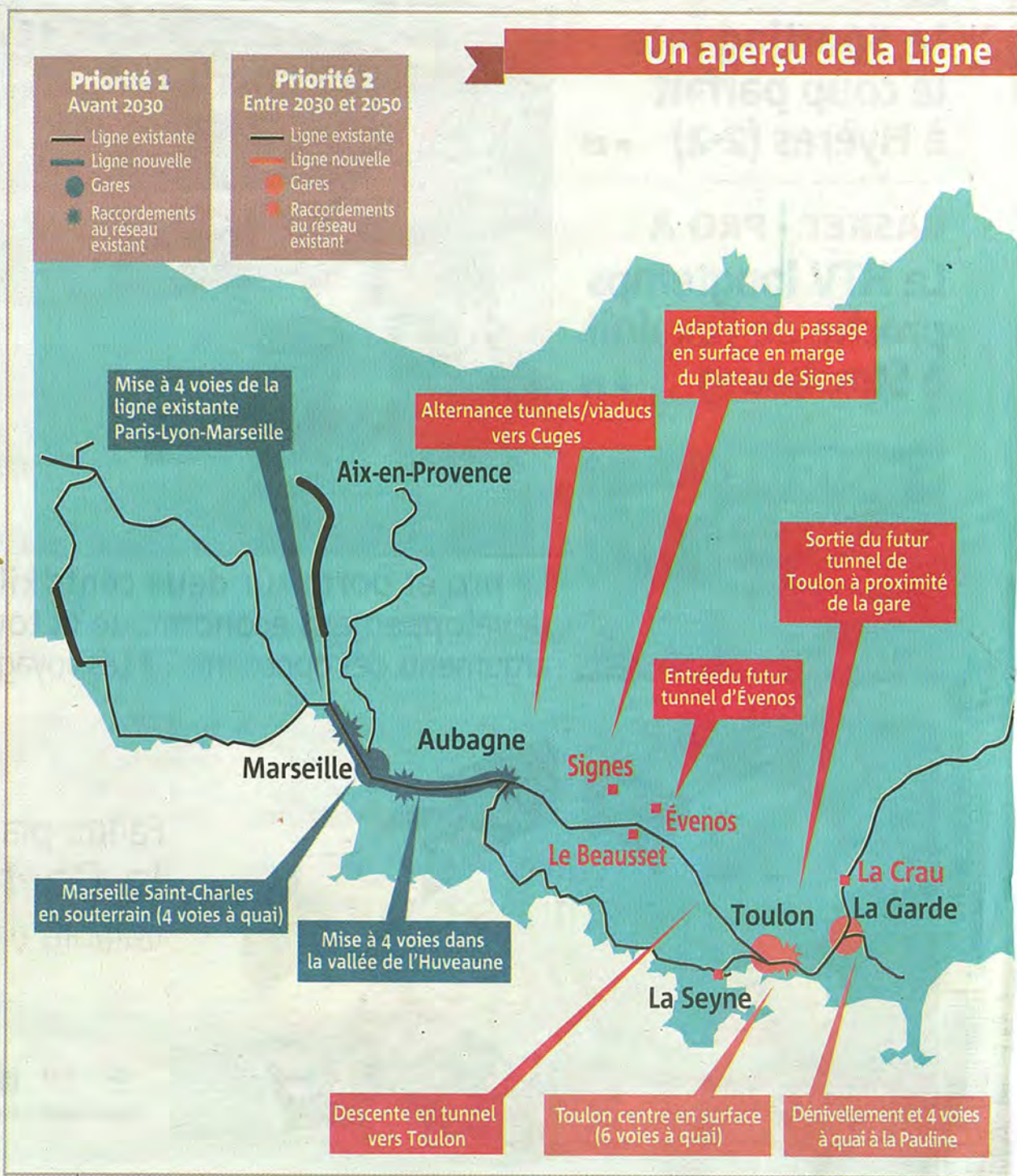
Certains opposants ont surnommé la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA), « le Canada Dry de la LGV ». La LGV était dans les tablettes de SNCF Réseau (à l'époque RFF) dans les années 1990. Puis ce gestionnaire du réseau ferroviaire a fait savoir haut et fort qu'elle était abandonnée. Mais, dans le même temps, il sortait de ses cartons la Ligne Nouvelle. C'est ainsi que de nombreux Varois pensent, encore aujourd'hui, qu'il n'y a plus aucun projet sur les rails. La LGV ne faisait de place qu'aux trains à grande vitesse. La LNPCA ouvre les voies aux trains du quotidien, les TER - SNCF Réseau tenant ainsi compte de la demande des habitants - mais aussi aux TGV et Intercités. La LNPCA est soumise à la concertation sur les trois départements jusqu'au 30 décembre. Plus précisément, c'est la Priorité 1 sur laquelle le public est invité à s'exprimer.

Une gare à construire au Muy

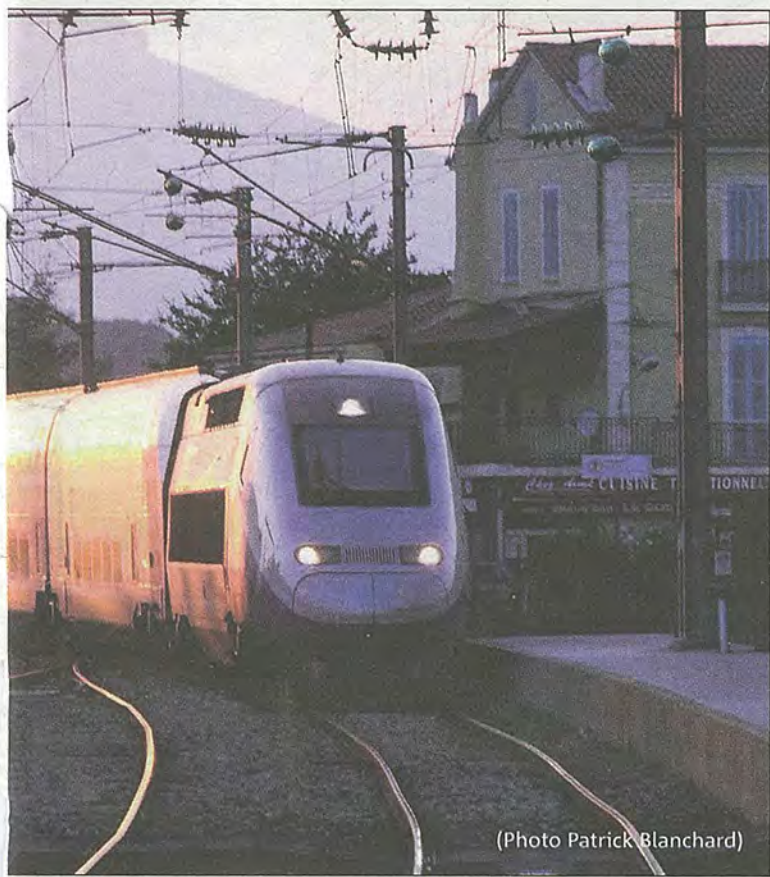
Les objectifs de cette première phase de travaux sont « la désaturation des nœuds ferroviaires » sur Marseille - en créant notamment une gare souterraine à Saint-Charles - mais aussi dans les Alpes-Maritimes sur Nice-Cannes et Grasse, où sont prévus doublement de lignes, construction ou aménagement de gares, etc. Deux communes varoises sont concernées par cette Priorité 1, même si ce n'est pas clairement indiqué dans le dossier de concertation : La Garde, avec des aménagements à la gare de La Pauline; et La Crau, qui n'apparaît même pas sur les cartes de la concertation mais sur laquelle est prévue la création d'un tronçon de ligne vers Hyères, dans le quartier des Tourraches. Par contre, le Var sera bien plus touché par la Priorité 2. À l'ouest, elle portera sur un tronçon, au sortir des Bouches-du-Rhône, après Cuges, allant du Castellet à Toulon - dont la gare devra être agrandie - en passant par Signes et Evenos, voire Ollioules. À l'est, la Ligne Nouvelle ira du Muy - qui accueillera une nouvelle gare - jusqu'à la frontière avec les Alpes-Maritimes. Plusieurs communes situées sur cet axe seront plus ou moins impactées.

Une faible rentabilité

Interrogé sur la rentabilité de ces aménagements, Jean-Michel Cherrier, directeur territorial adjoint de SNCF Réseau, répond : « On considère qu'un projet est rentable à 4 % ». Mais de combien sera celui de la Ligne Nouvelle ? « 4,1 % », finit-il par répondre, autrement dit à peine au-dessus de la limite acceptable pour être autorisé. Les associations rassemblant des milliers d'adhérents et plusieurs élus sont contre la construction de nouvelles voies mais pas opposés au développement des TER. À condition que cela se fasse sur la ligne existante, modernisée et réaménagée. Impossible, affirme SNCF Réseau : « Cette ligne date de 1860, quand la région ne comptait que 1,6 million d'habitants. C'est la ligne la plus chargée de France - hors Ile-de-France - avec 280 trains par jour. » « Il y a une inconnue de taille dans ce projet, souligne Nadyne Chevret, présidente de Stop Nuisances Cuers, c'est que les documents de SNCF Réseau indiquent le nombre de trains maximum qu'il est possible de faire circuler une fois les Priorités 1 et 2 terminées, mais pas le nombre de trains que les décideurs, notamment la Région pour les TER, et la SNCF feront effectivement rouler. » Ce que ne conteste pas SNCF Réseau.



déraille dans le Var



(Photo Patrick Blanchard)

Le gain de temps contesté

Il faudrait un expert indépendant pour évaluer le gain de temps qu'offrira à terme la Ligne Nouvelle sur les trajets Paris-Nice, Paris-Toulon, Marseille-Toulon, Toulon-Nice, etc. Tout se dit. Le 20 septembre dernier, une réunion à Marseille donnait le coup d'envoi de la concertation.

Le président de la Région, Christian Estrosi, interrogé à cette occasion, indiquait alors que « le gain de temps n'était plus la priorité. » Et que si les voyageurs voulaient se rendre rapidement à Paris « ils prendraient l'avion. »

Ce gain de temps était pourtant un des arguments de la Région et de

SNCF Réseau.

« Le but, ajoutait-il, est d'avoir une solution de secours pour les TER en cas de problème sur la ligne existante. Et de créer un axe Gênes-Barcelone pour être au cœur du réseau européen. »

Le dossier de concertation proposé par SNCF Réseau donne d'ailleurs un temps de parcours de 25 minutes au lieu de 43 entre Marseille et Toulon, de 1 h 40 au lieu de 2 h 40 entre Nice et Marseille et de 4 h 40 au lieu de 5 h 36 entre Paris et Nice.

Si l'argument a perdu du poids, c'est qu'il est vivement remis en cause par les élus et associations opposées, non pas au développement des TER sur

la ligne classique pour désengorger les grandes agglomérations, mais à la construction des tronçons pour faire passer des TAGV, Trains aptes à la grande vitesse.

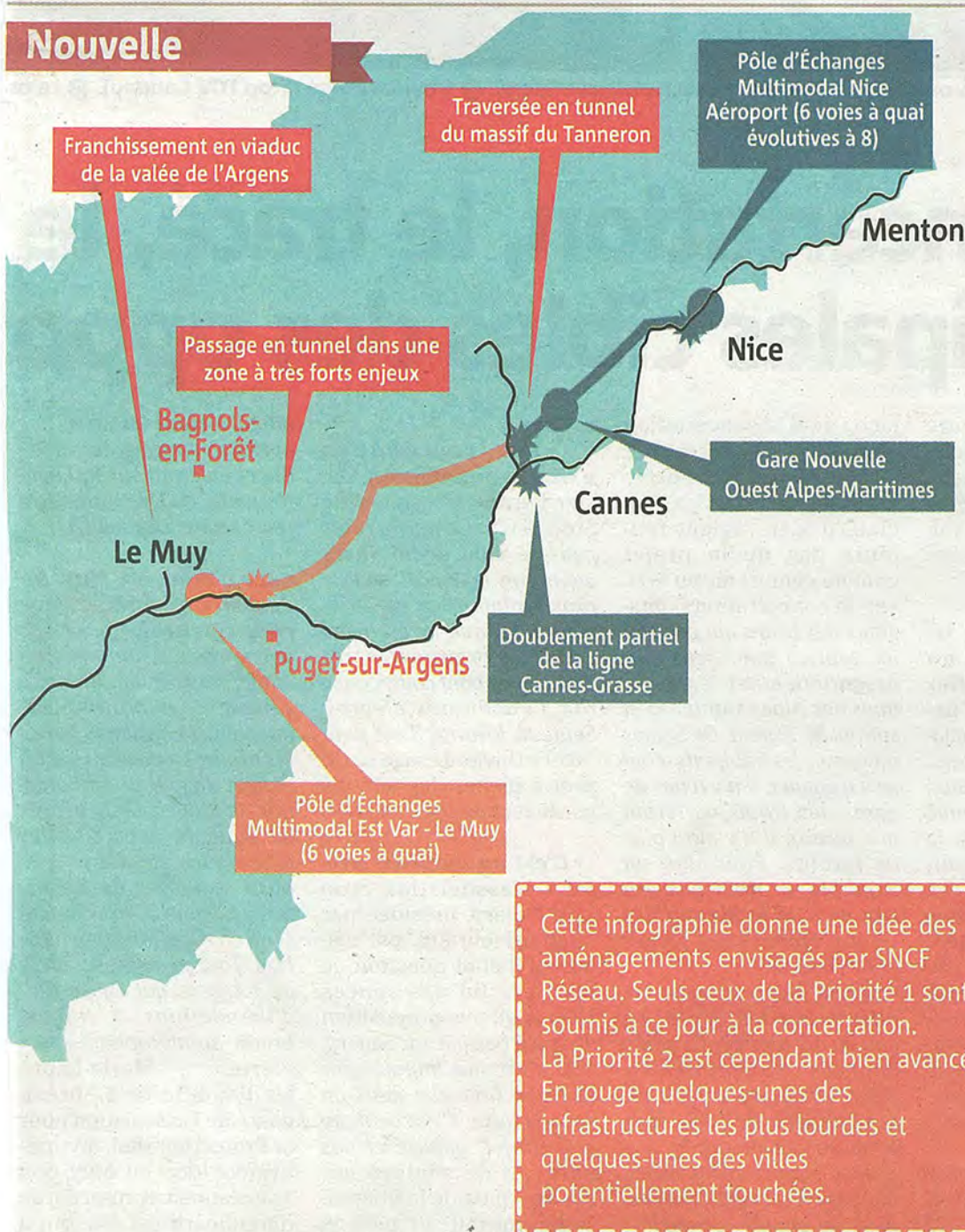
Pas moins de 5h pour un Nice-Paris

Selon eux, ces derniers ne pourront pas circuler à la vitesse maximale d'un TGV -autour de 350km/h-, car l'infrastructure ne sera pas prévue pour cela. Ce que Jean-Michel Cherrier, directeur territorial adjoint de SNCF Réseau ne dément pas.

Ce qui fait dire à Olivier Lesage, président de l'association Stop TGV Coudon : « Les temps de par-

cours donné par SNCF Réseau sont optimisés. Nous estimons que le temps gagné entre Marseille et Nice sera de 30 minutes et qu'entre Paris et Nice, on ne descendra pas en dessous de cinq heures. Moi, je pense aux Toulonnais et aux Varois. Ce projet farmineux a peu d'intérêt. Il doit être annulé. Il va nous ruiner, détruire notre cadre de vie, l'environnement, causer de multiples nuisances, notamment le bruit et les vibrations.

Il faut construire un nouveau projet, plus efficace, plus en harmonie avec les besoins au quotidien des Varois. C'est-à-dire axé sur les transports en commun de proximité dont les TER. »



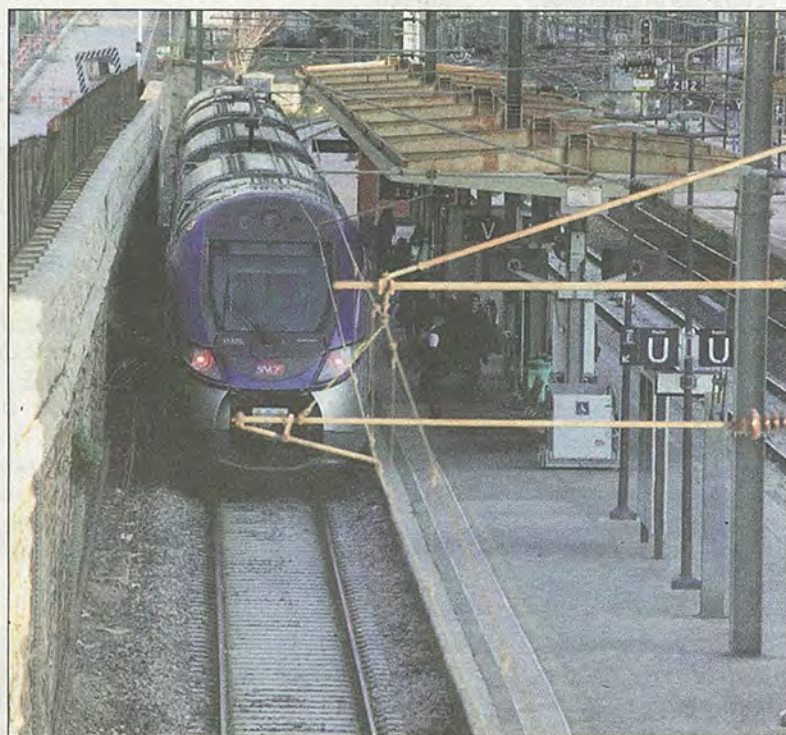
Réunion publique le 21 décembre à la Farlède

Une réunion de synthèse « pour partager le produit de la concertation sur la Priorité 1 de la Ligne Nouvelle » est prévue le mercredi 21 décembre, indique SNCF Réseau. Elle se tiendra à l'Espace associatif et culturel de La Capelle, à La Farlède, chemin du Partégal à 18 h 30.

En attendant, il est possible de se renseigner sur le projet en visitant l'exposition dans les mairies de La Crau ou de La Garde, mais aussi en consultant le site internet www.lignenouvelle-provencecotedazur.fr.

Le projet de Ligne Nouvelle est présenté à grands traits. Certains points sont peu détaillés, par exemple les aménagements de la Priorité 1 à Toulon et La Crau.

Il est à chaque fois possible de donner son avis. Une fois la concertation terminée, l'enquête publique débutera. Suivront la Déclaration d'enquête publique en 2019, puis les premières expropriations.



(Photo F. Muller)

A50: le nouvel échangeur passe la vitesse supérieure

Le diffuseur d'Ollioules-Sanary a été présenté lors d'une réunion publique mercredi soir au théâtre Galli. Il sera mis en service un peu plus tôt que prévu: août 2019 au lieu d'octobre 2019

Au "ralenti" depuis plus d'un quart de siècle, la création de l'échangeur d'Ollioules-Sanary sur l'A50 a passé la vitesse supérieure ces derniers mois.

Après la signature par la communauté d'agglomération Sud Sainte-Baume de la convention technique et financière entre Escota (1), le conseil départemental, Toulon Provence Méditerranée et elle-même le 26 septembre (*Var-matin* du 27 septembre), le projet a été présenté mercredi soir à Sanary au théâtre Galli, devant plus de 200 "spectateurs". Des riverains ayant pu poser leurs questions sur ce diffuseur (lire ci-dessous).

36,4 millions d'euros

«Le règlement de l'important problème financier posé par le second tunnel de Toulon a permis de donner de l'oxygène aux finances», a expliqué Ferdinand Bernhard.

Le maire de Sanary, mais

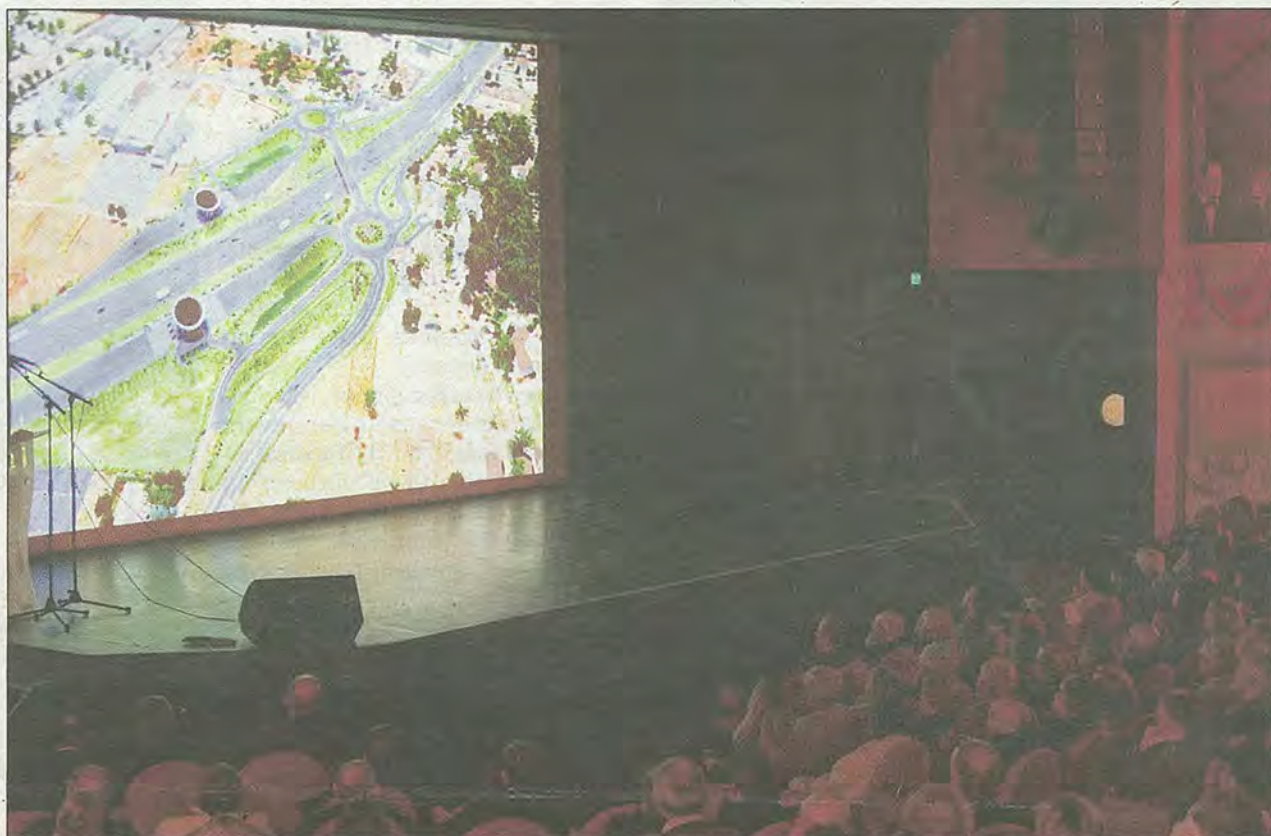
aussi président de Sud Sainte-Baume et conseiller départemental, a ensuite laissé la parole à Xavier Richer de Forges et Patrick Aptel, respectivement directeur des opérations et conducteur de cette opération pour Escota, qui assurera la maîtrise d'ouvrage... et qui a révélé que cet échangeur sera finalement livré en août 2019 et non plus en octobre 2019, comme initialement prévu.

Une bonne nouvelle n'arrivant jamais seule, le coût s'avère un peu moins élevé que les 37,6 millions d'euros (hors taxes) calculés en 2015: 36,4 M€, financés donc par Escota (environ 15 M€), le Département (environ 11 M€), TPM (environ 6 M€) et SSB (environ 4,4 M€).

Tous les feux sont donc au vert!

SÉBASTIEN HÉNOT
shenot@nicematin.fr

1. Société des autoroutes Estérel, Côte d'Azur, Provence, Alpes.



L'opération comprend quatre voies d'entrée et de sortie entre l'A50 et la RD11 (deux vers Toulon, deux venant de Toulon), deux carrefours giratoires permettant le raccordement de ces bretelles à la RD11 et deux gares de péage (sens Bandol-Toulon et Toulon-Bandol).

(Photos Dominique Leriche)

Travaux: mode d'emploi et calendrier

Le diffuseur d'Ollioules-Sanary est destiné à «améliorer la desserte» de ces communes mais aussi à «apporter plus de fluidité pour les usagers de l'échangeur de La Seyne/Six-Fours (n° 13)» et à «sécuriser et apporter plus de confort aux utilisateurs de l'A50, de la RD11 et aux riverains des communes concernées», a expliqué Patrick Aptel, conducteur de cette opération. Ce nouveau point d'échange sera créé entre la barrière de péage de Bandol et la sortie n° 13: il se raccordera directement à la RD11 sur les territoires ollioulais et sanaryens.

Cette opération comprend quatre voies d'entrée et de sortie entre l'A50 et la RD11 (deux vers Toulon, deux venant de Toulon), deux carrefours giratoires permettant le raccordement de ces bretelles à la RD11 et deux gares de péage (sens Bandol-Toulon et Toulon-Bandol).

Parmi les travaux, figurent également l'allongement du pont de la route de la gare d'Ollioules, la construction de trois écrans acoustiques, l'aménagement de cinq bassins pour la protection de la ressource en eau, le déplacement de plu-

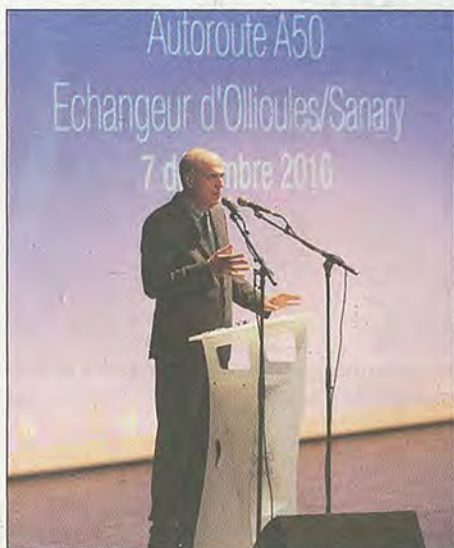
sieurs réseaux (dont la ligne électrique aérienne de 63000 volts) et l'ensemble des équipements (signalisation, éclairage, paysager, aire de stationnement).

Dès la fin du printemps prochain

Alors que les acquisitions foncières se poursuivront jusqu'en décembre 2017, le chantier démarrera dès la fin du printemps prochain avec les travaux préparatoires sur l'A50 et aux abords de la route de la gare d'Ollioules. Les réseaux seront déplacés de juillet 2017 à avril

2018. Les travaux de mise aux normes des dispositifs de sécurité sur le pont enjambant l'A50 auront lieu de septembre à novembre 2017 et les deux giratoires seront construits entre septembre et décembre 2017.

Et les travaux généraux (terrassement, aménagement des quatre bretelles et des deux gares de péage, raccordement aux giratoires et à la voirie extérieure, mise en place des dispositifs de sécurité et réalisation de chaussées) seront effectués de mars 2018 à août 2019, où est donc prévue la mise en service.



«Le bruit sera atténué grâce au traitement de l'enrobé», a expliqué Ferdinand Bernhard.

Questions-réponses

Voici quelques-unes des questions posées par les riverains présents mercredi soir au théâtre Galli, auxquelles ont répondu Patrick Aptel, Ferdinand Bernhard et Xavier Richer de Forges.

Envisagez-vous d'aménager la RD11?

«On réalise des giratoires et des raccordements mais on ne modifie pas la RD11», a commencé à répondre Patrick Aptel. «Il y aura des aménagements: les choses se feront au fur et à mesure», a

ajouté Ferdinand Bernhard en sa qualité de conseiller départemental.

Il n'y aura pas d'écran acoustique aux nouvelles gares de péage?

«Le bruit sera atténué grâce au traitement de l'enrobé», a expliqué Ferdinand Bernhard. «Une fois l'opération terminée, il y aura une campagne de mesure pour vérifier l'efficacité des écrans acoustiques», a complété Patrick Aptel.

Un revêtement anti-bruit est-il prévu de Sanary à Bandol?

«Ce sera fait à l'occasion du renouvellement du revêtement, programmé à l'horizon 2025», a répondu Xavier Richer de Forges. A cette riveraine de l'aire de Sanary nord insistant pour trouver un moyen de réduire les 72 décibels (!) mesurés par Escota, son directeur des opérations n'a pas de solution. Pas même une réduction de la vitesse de 130 à 110

km/h: «C'est une décision du préfet et cela ne diminue que très faiblement le bruit».

Comment est calculé le prix du péage?

«L'État le déterminera quelques semaines avant la mise en service», a répondu Xavier Richer de Forges. «Je ne veux pas m'avancer, mais vous paierez moins que 1,30 € pour Bandol-Toulon ou Toulon-Bandol: ce devrait être un peu plus de la moitié», soit 70 ou 80 centimes.

⑦ L'ÉCONOMIE

1 Les chantiers navals, labo de réalité virtuelle à la seynoïse

Var Matin – 26.02.2016

2 La Bière de la rade joue maintenant à domicile

Var Matin – 30.03.2016

3 Dans la capitale varoise le très haut débit fait son chemin

Var Matin – 21.04.2016

4 Un « garage » de luxe pour yachts XL en 2017

Var Matin – 25.05.2016

5 Avec Iter, Cnim bombe le torse sur le nucléaire

Var Matin – 02.05.2016

6 La vie en « blue economy »

Var Matin – 11.06.2016

7 L'énergie solaire pousse à Signes

Var Matin – 16.09.2016

Les chantiers navals, labo de réalité virtuelle à la seynoise

L'entreprise Prolexia, qui doit équiper le pont transbordeur de La Seyne, a modélisé l'ancien site industriel pour l'incruster dans le paysage actuel et offrir aux visiteurs une promenade en réalité augmentée

Prolexia veut accroître son rayonnement et sa lisibilité. Spécialisée dans la réalité virtuelle et augmentée, la simulation 3D et la robotique, l'entreprise fondée en 1994, implantée dans la zone des Playes, ambitionne de faire de La Seyne et de la rade de Toulon une vitrine internationale de son brillant savoir-faire. Emblématique, l'application Forges et chantiers de la Méditerranée⁽¹⁾, en cours de finalisation, sur laquelle planchent les onze ingénieurs en développement, salariés de la société, doit lui conférer cet éclat. « En accord avec la municipalité, nous allons d'abord la mettre très bientôt en œuvre dans le local de l'ancien atelier mécanique du pont transbordeur, où grâce à un écran connecté à des caméras fixées au sommet du pont, les visiteurs pourront visualiser les chantiers, ses bâtiments industriels et ses grandes réalisations sur un siècle, à différentes époques, incrustés dans le paysage actuel », synthétise Stéphane Nicolas, directeur de Prolexia. Pour réaliser cette application nous avons fait appel à une documentation poussée et sollicité la mémoire des anciens employés ».

Applications militaires

Plus fort ! Il sera aussi possible de piloter un drone (virtuel) au milieu des chantiers et par exemple de passer sous sa mythique porte principale remodelisée. Une application qui se déclinera aussi gratuitement, à terme, sur tablettes, smartphones et casques de réalité virtuelle, pour une immersion totale. Lors de la dernière fête de la science organisée sur le parc de la navale, la démonstration faite avec un casque Oculus Rift, a bluffé nombre de visiteurs. « Sur le pont transbordeur, ce sera comme une table d'orientation numérique à 360° », vulgarise le direc-



Nicolas Bringuier, ingénieur en développement, travaille sur le futur pare-brise de la passerelle de commandement d'une frégate de la Marine nationale qui sera spécialisée dans la lutte anti-piraterie au large de la Somalie. (Photos Valérie Le Parc)

teur qui voit beaucoup plus loin. Pour lui, la technologie déjà mise en œuvre par Prolexia (pour DCNS et la DGA notamment) qui équipe des navires, sur les pare-brise et vitres des passerelles desquels des informations d'aide à la navigation (obstacles, identification des navires proches, mines, météorologie...) sont incrustées, pourrait sortir du domaine militaire et trouver des applications civiles. En matières touristiques, par exemple. « Imaginez, une traversée de la rade à bord d'un batobus, sur les vitres duquel les sommets alentours,

les communes et tous les points d'intérêts, touristiques et historiques (visite de la rade au temps de Vauban, par exemple), seraient matérialisés, en évoluant avec la position du navire », se projette Stéphane Nicolas qui joint la démonstration à la parole... Sur un moniteur d'ordinateur portable, en vue subjective à la première personne, une simulation reproduit le trajet d'un batobus du réseau Mistral qui navigue vers l'embarcadère de Tamaris. Avec plusieurs informations en surimpression sur son pare-brise. Spec-

taculaire et prometteur. De la réalité augmentée à la simulation et au jeu, il n'y a qu'un pas. Le serious game (jeux pédagogiques) est un autre domaine de prédilection de Prolexia.

Simulations pédagogiques

En lien avec l'Éducation nationale, l'académie et pour les écoles, l'entreprise seynoise a développé une simulation de pilotage de robot sous-marin à des fins exploratoires. « La simulation couvre aussi le montage du robot », précise le di-

recteur qui annonce une prochaine phase de tests dans un établissement seynois. Enfin, Prolexia qui est également connu pour son simulateur de pilotage d'un engin sous-marin développé pour Ifremer, franchit aussi le cap du virtuel.

Robotique et gestion du risque

L'entreprise, et c'est un autre aspect de son savoir-faire, développe de vrais robots dédiés à la gestion du risque. « C'est un domaine plutôt confidentiel, mais je peux dire que nous travaillons avec Peugeot et Renault dans le domaine de la robotique automobile et avec une importante entreprise de travaux publics, en matière de construction et de déconstruction, activité pour laquelle des tests sont en train d'être menés à Paris. Dans tous ces domaines, il s'agit de suppléer l'homme dans des tâches dangereuses », confie Stéphane Nicolas qui, en un peu moins de dix ans, a hissé Prolexia parmi les entreprises qui comptent dans le domaine des nouvelles technologies. Une renommée qui, elle, n'est pas virtuelle.

JEAN-MARC VINCENTI
jmvincenti@nicematin.fr



À gauche : Stéphane Nicolas, directeur de Prolexia, devant la simulation de navigation en réalité augmentée d'un batobus du réseau Mistral. Une technologie que son entreprise met en œuvre au travers notamment une étonnante application mettant en vedette les chantiers navals.

1. On peut d'ores et déjà se faire une idée de la technologie déployée par Prolexia en se connectant sur www.prolexia.fr



Simon Chevillot et Charles Doerr ont finalement trouvé un local. Ils attendent les amateurs de bière dès samedi dans leur brasserie toute neuve située à l'entrée est de Toulon, au niveau de la porte des Oliviers. (Photos Luc Boutria)

La Bière de la rade joue maintenant à domicile

Après s'être faits la main à Nîmes, Charles Doerr et Simon Chevillot brassent désormais à domicile. Samedi, ils inaugureront enfin leur local et pourront dès lors répondre à la demande grandissante

De quoi se faire mousser! Après trente ans de baisse, la consommation de bière dans l'Hexagone repart en effet à la hausse. De plus 3,1 % en 2015 à en croire l'association des Brasseurs de France (cités par *lexpresse.fr*). Une augmentation liée notamment au développement des productions artisanales.

À Toulon, Charles Doerr, Simon Chevillot, deux potes d'enfance, et leur Bière de la rade participent, depuis quelques mois, à l'effort national. Et ce samedi, ils ouvriront leur brasserie.

Près de 250 000 bouteilles

Dès l'année dernière, ils avaient conquis le marché local. D'abord produite à Nîmes et distribuée dans des restaurants du coin, La Girelle – la blonde – a définitivement rencontré le succès cet hiver, sur le stand du marché de Noël. « On a été un peu pris de court », re-



connait Simon, soulignant qu'il leur a été difficile de faire face à la demande. « C'est bon signe, complètement : ça nous montre qu'on est attendu à bras ouverts. »

Car désormais, les brasseurs de la rade devraient pouvoir répondre aux envies de houblon et de malt d'orge sans souci. Leur installation, à l'entrée est de Toulon, leur permet en effet de produire jusqu'à quatre-vingt mille litres de bière par an. Soit près de deux cent cinquante mille bouteilles de trente-



Dans le matériel flambant neuf de La Bière de la rade, les deux amis brassent de l'orge bio produit en France et malté en Belgique.

trois centilitres! « De l'empâtage du malt à la mise en bouteille, en passant par la filtration et la fermentation, nous faisons tout », explique Charles, désignant les cuves tout inox rutilantes. Et même plus : « On fait

plusieurs métiers simultanément », reprend Simon.

Bientôt la dorade

Ainsi, les deux trentenaires ont un peu la pression car ils doivent aussi gérer la partie promotion et la

distribution de La Girelle qui, dès l'ouverture de la brasserie, sera accompagnée par La Rascasse, l'ambree, puis, fin avril, par La Dorade, la blanche. « On s'est focalisé sur la production, précise Char-

les, mais il y aura tout de même un accueil du public avec consommation sur place, des visites des installations et, à partir de mai, des ateliers où chacun pourra venir fabriquer sa bière. »

Bien sûr, ils ne brassent pas encore des sommes folles et espèrent avoir stabilisé leur situation financière dès cet été. Mais ils pensent déjà à la suite. À embaucher, par exemple pour tenir le bar. Ou, prochaine étape, à ouvrir un second local, cette fois façon pub, en centre-ville. Parce qu'ils en sont persuadés : bière qui mousse amasse la foule.

VIRGINIE RABISSE
vrabisse@varmatin.com

Savoir +

La Bière de la rade, 300, rue Amiral-Nomy (ancien M. Bricolage à l'entrée est de Toulon) www.bieredelarade.com
Portes ouvertes tout ce week-end.
Inauguration samedi 2 avril à partir de 19 h.

Dans la capitale varoise le très haut débit fait son chemin

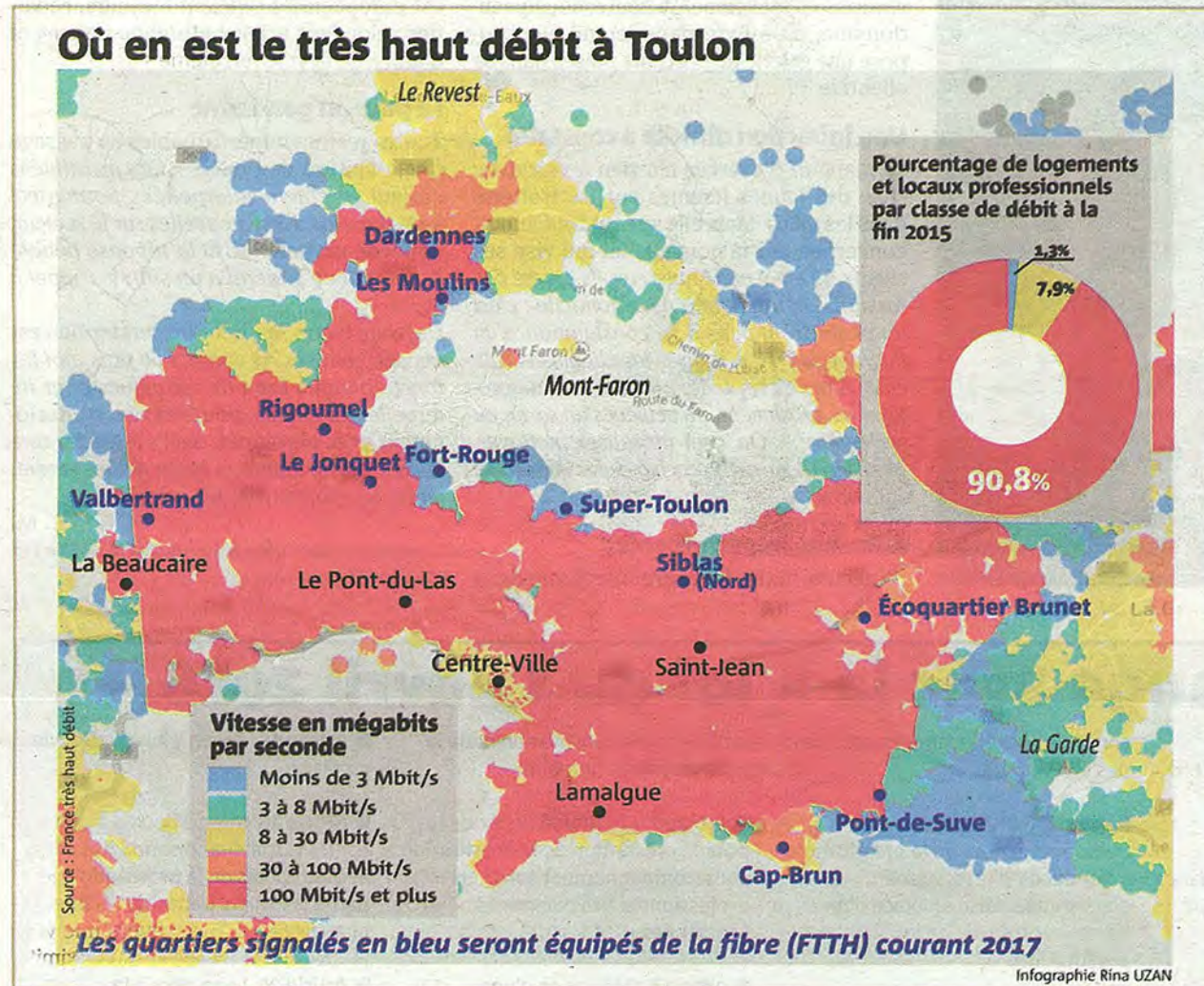
À Toulon, près de neuf habitants sur dix ont accès à Internet à très haut débit. Un chiffre qui ne cesse d'augmenter, sous l'impulsion de la municipalité et des opérateurs

Lancé à travers la France il y a trois ans, le projet Très haut débit du gouvernement passe évidemment par la ville de Toulon et ses 165 000 habitants. « C'est une zone dite très dense, dans laquelle tous les opérateurs privés ont le droit d'investir », explique Benoît Pelletier, conseiller municipal délégué au numérique. Une zone très dense (très peuplée) et donc (logiquement) une zone de forte concurrence entre les opérateurs. Résultat : plus de 90 % des habitants de la capitale du Var ont accès à Internet à très haut débit. « On a récemment obtenu le label 5@ (arobases, Ndlr), qui est calqué sur le modèle des villes fleuries. C'est la plus haute distinction », salue Benoît Pelletier. « On est la plus grande ville de France à avoir reçu ce label. »

« L'accès à Internet, c'est l'accès à tout »

« Quand on a accès à Internet aujourd'hui, on a accès à tout. Aux services de l'État, aux collectivités, à la culture... C'est pour toutes ces raisons essentielles que la ville de Toulon prend cette question à bras-le-corps. »

Pour autant, la mairie sait que ce combat de (très) longue haleine n'est pas encore gagné. « 15 % des Toulonnais ont un accès à Internet qui n'est pas acceptable, dans ce qu'on appelle des zones grises. » Il en subsiste deux, situées dans les quar-



Le très haut débit quésaco

Un réseau très haut débit est un réseau d'accès à Internet qui permet d'envoyer et de recevoir un grand nombre de données (documents, photos, vidéos, etc.) dans un temps court. Cet accès à Internet est considéré à « très haut débit » dès que le débit est supérieur à 30 Mégabits par seconde.

Le terme de débit désigne la quantité d'informations qu'un réseau permet de transférer en un temps donné. Il est exprimé en « bit », une unité de mesure de la quantité de données susceptibles de circuler dans un réseau : en kilobits, mégabits ou gigabits, selon le niveau du débit. Plus le débit est élevé, plus la vitesse de téléchargement des données (documents, vidéos, musiques, etc.) est rapide.

Source : www.francethd.fr

tiers du nord Faron et du Cap Brun. Dans ces secteurs, certains internautes ont encore le temps de se préparer un café entre deux clics sur la toile. « Le maire a envoyé un courrier aux opérateurs en octobre 2015 pour qu'ils investissent no-

tamment dans ces deux déserts numériques. »

Des investissements dès octobre

Une initiative qui n'est pas restée vaine puisque l'opérateur Orange a promis 1,5 million d'euros d'invest-

tissement entre octobre 2016 et 2017, prioritairement répartis dans ces « zones grises ».

SFR-Numéricable renforce également son offre haut débit en modernisant son réseau câblé. « D'après ce que nous disent les opéra-

teurs, les habitants de ces sections auront accès à la fibre dans moins d'un an. Tous les Toulonnais, ou presque, auront alors une connexion Internet digne de ce nom », assure Benoît Pelletier. « On aimerait que Toulon devienne, à terme, une réfé-

rence en matière de formations aux métiers du numérique. »

Avec une ville entièrement connectée d'ici deux ans, les conditions seront réunies pour que ce projet puisse se réaliser.

LYLIAN CASIER

Fibre optique contre câble coaxial

L'Arcep (Autorité de régulation des communications électroniques et des postes) vient de trancher. La « vraie » fibre optique offre des performances supérieures au câble coaxial, proposé notamment par SFR-Numéricable. Par conséquent, dès le 1^{er} juin, les opérateurs seront forcés par la loi de stipuler la nuance sur toutes leurs campagnes de publicité.

L'Arcep, qui a procédé à une dizaine de tests, reconnaît que la différence entre la FTTH et la FTTLA est parfois mince, voire indécélable par un consommateur lambda. Elle note tout de même une réelle différence de fluidité en visioconférence ou pour le gaming, en faveur de la fibre optique.



Cette petite aiguille représente une terminaison de câble fibre optique.

(Photo DR)

Repères

■ **90 %** de la population toulonnaise a accès à Internet très haut débit (+ de 30 mb/s) d'après l'observatoire France THD.

■ **16,8 %** a accès à la fibre optique (FTTH), principalement déployée par Orange.

■ **25 000** logements supplémentaires auront accès au très haut débit en 2017, dont 10 000 éligibles à la fibre.

Un « garage » de luxe

Grand Toulon Le chantier de l'implantation de l'entreprise Monaco Marine sur le site seynoïse de Bois Sacré a officiellement été lancé hier. L'entretien des navires démarrera dans un peu plus d'un an. Que du bonus pour la rade

Pour l'instant, il faut une bonne dose d'imagination pour visualiser le concept. Pour se représenter en détail l'implantation de Monaco Marine à La Seyne-sur-Mer. Pour l'instant, si on veut lire l'avenir, on doit se contenter des vues d'architectes présentées hier aux officiels⁽¹⁾, lors du lancement protocolaire du chantier. À cette cérémonie, il n'y avait d'ailleurs pas grand monde pour regretter l'époque où le futur se lisait dans le marc de café, longtemps en vogue pour dessiner l'après de certains sites des anciens chantiers.

Ici, sur celui de Bois Sacré, le décor de l'immense friche industrielle de 35 000 m² est, des années durant, resté le terrain de jeu des amateurs d'esthétisme décadent, des graffeurs impénitents ou des cinéastes en quête de champs de ruine pour illustrer une scène de mauvais temps. Il sera bientôt la chasse gardée des propriétaires de yachts XL, dont quelques catamarans

géants. Pour l'instant, c'est un lieu à ne pas mettre une belle chemise dedans, ou alors, comme hier matin, juste histoire d'un tantinet discourir. Pour l'instant seulement.

En 2017, tout aura changé, sauf la rade de Toulon, son sourire ensoleillé de carte postale et... son formidable allant dans le secteur de la réparation navale. En 2017 donc, une trentaine de navires à 100 millions d'€, de 40 à 60 m de long, pourront venir, entre Cassis et Saint-Tropez, se refaire la cerise en toute tranquillité. L'entreprise du Rocher, numéro 1 du secteur de l'entretien de navires de luxe en Méditerranée (et donc dans le monde?), les prendra sous son aile, l'œil et les gestes avisés de ses meilleurs techniciens.

Quarante emplois directs créés

Pour La Seyne, le retour des « chantiers », même sous une forme éloignée de ce que les plus anciens ont connue, est assurément une bonne

nouvelle. C'est la garantie de voir un morceau de son littoral renaître pleine de vigueur et d'économie: Monaco Marine avance d'ores et déjà les chiffres de 40 emplois créés sur site et le double chez les sous-traitants de la société.

Pour le grand frère toulonnais, après IMS à Saint-Mandrier, l'arrivée d'une telle locomotive dans ses parages (avec ses wagons de consommateurs) est à considérer sous les mêmes auspices. Comme le signe indéniable de la vigueur de « sa » rade, depuis longtemps la plus belle d'Europe. Et depuis plus récemment, un plan d'eau qui n'est vraiment pas le moins dynamique du Vieux continent.

MA .D.

mdalaine@nicematin.fr

1. Citons notamment Marc Giraud, président du Conseil départemental, Hubert Falco, sénateur-maire de Toulon et président de TPM, Raphaële Leguen, première adjointe au maire de La Seyne, Jacques Bianchi, président de la Chambre de commerce et d'industrie du Var, etc.



Rencontre Michel Ducros, PDG de Monaco Marine

« La rade a un potentiel considérable »

Pourquoi avoir choisi de vous installer ici ?

Nous avons besoin d'espace. Monaco Marine, que j'ai créée en 1995, est une entreprise performante, avec 200 salariés, 600 sous-traitants et 3 600 clients par an, qui fréquentent nos six chantiers navals entre Monaco et Marseille. Aujourd'hui, ces chantiers sont pleins. Et il nous manquait un site où traiter les bateaux de taille intermédiaire, ceux qui font entre 40 m et 60 m de long.

Mais pourquoi précisément à La Seyne ?

Ça fait des années que nous cherchions à nous développer. Ce chantier sera complémentaire de celui de La Ciotat, qui n'est pas loin et qui traite des plus grosses unités. Et puis, ici, les collectivités nous ont

fait un accueil très favorable. Nous investissons 15 millions d'€ sans subvention, mais le syndicat mixte Ports Toulon Provence prend en charge la reconstruction des infrastructures portuaires à hauteur de 5 millions d'€.

La rade est-elle en train de devenir une référence pour la maintenance et la réparation de yachts ?

Ce n'est pas encore une référence, comme peut l'être La Ciotat, mais le site a un potentiel naturel et humain qui est considérable, c'est évident.

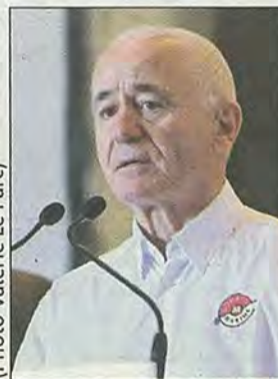
Vous parlez du potentiel naturel : serez-vous irréprochable sur la question environnementale ?

Avant de rencontrer M^{me} Leguen (la première

adjointe au maire de La Seyne, ndlr), on m'avait dit qu'elle pourrait tenter de nous mettre des bâtons dans les roues à cause de cette question de l'environnement. Résultat : je lui ai présenté le projet et il a été accepté. Évidemment, nous ne rejeterons que de l'eau propre en mer ! Il ne s'agit pas de mettre en péril les Pavillons bleus !

Pour le reste, que pensez-vous pouvoir apporter au territoire ?

Nous développons l'emploi et la compétence. Pour un emploi à Monaco Marine, c'est 3 à 4 emplois chez nos sous-traitants qui sont, à 60 %, situés dans les régions de nos chantiers. Sans compter que Monaco Marine est une marque forte.



(Photo Valérie Le Parc)

À quoi va ressembler le site de Monaco Marine ?

Il y aura 160 m de quai, 36 000 m² de stockage à sec pour grands multicoques et superyachts, dont 3 600 m² couverts, dans l'ancien magasin général. Au total, nous pourrions accueillir 14 yachts dans l'eau et autant à terre.

Quand commenceront réellement les travaux ?

Ils ont déjà commencé, avec le désamiantage de certains bâtiments. La démolition est maintenant imminente. Nous comptons démarrer notre activité fin 2017. Ensuite, nous serons là pour au moins 50 ans !

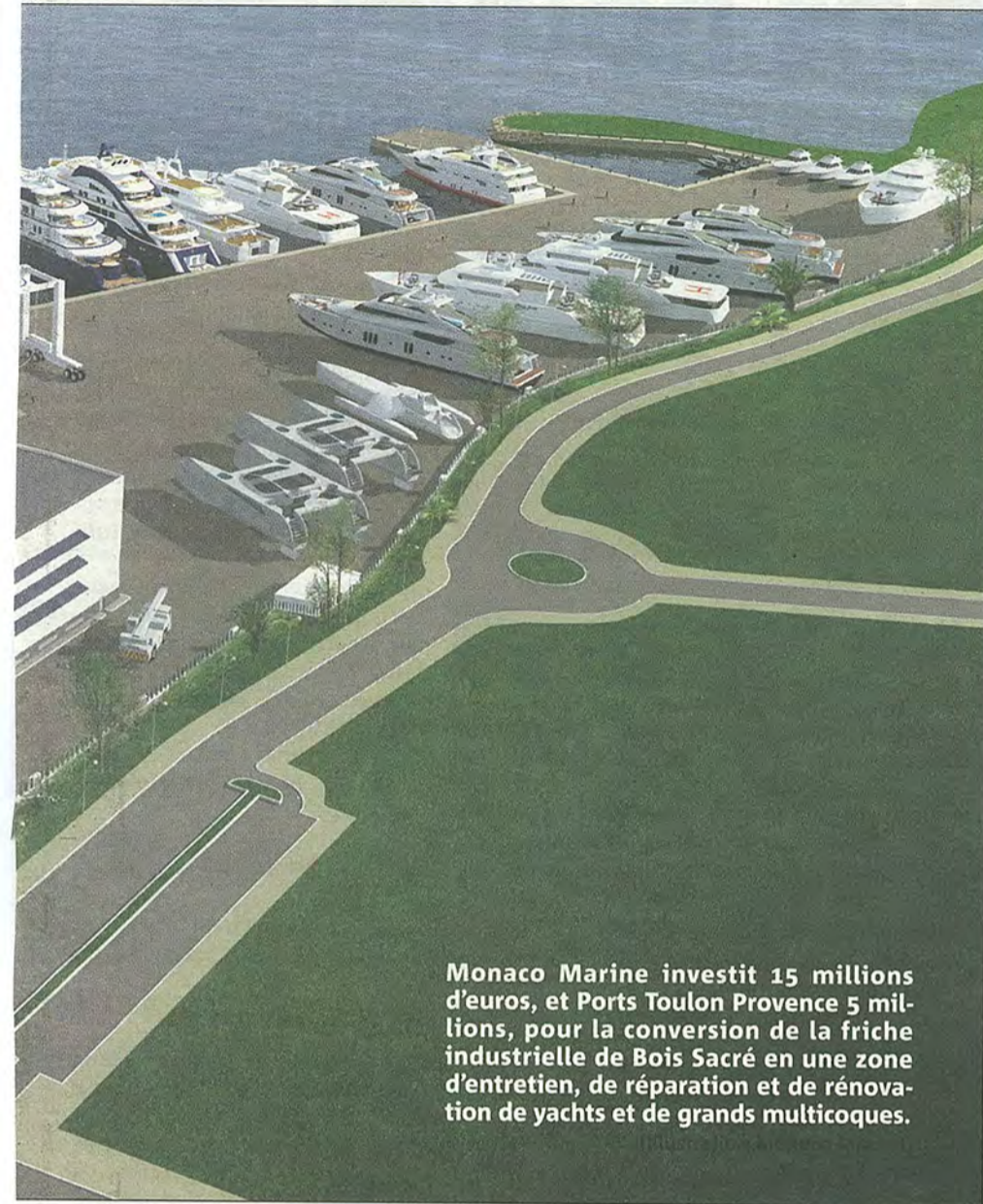
Ils ont dit et applaudi

Hubert Falco, sénateur-maire de Toulon, président de TPM : « Rien n'a été simple. Il a fallu du temps. Mais aujourd'hui, l'arrivée de cette grande entreprise est le plus bel hommage qui puisse être fait à nos atouts naturels, à la plus belle rade d'Europe, mais aussi à l'esprit de partenariat, de complémentarité, qui règne sur le territoire aujourd'hui. Cela va créer de l'emploi. Cela va permettre de développer encore notre territoire, ensemble, en équipe. »

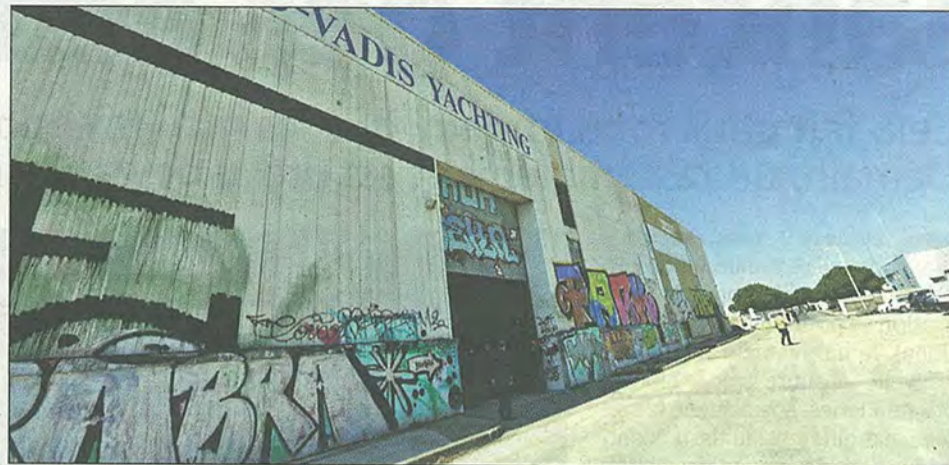
Robert Cavanna, président de Ports Toulon Provence : « Voici l'aboutissement d'une opération complexe qui a duré 5 ans. C'est un beau projet, sous maîtrise d'ouvrage PTP, qui s'inscrit dans la volonté de développer la grande plaisance dans la rade de Toulon, une activité à fort potentiel économique. En 2015, on a compté 160 escales de grands yachts au port de Toulon, pour de l'hivernage ou de l'entretien. Ce chantier est aussi un bon exemple de partenariat public-privé, avec plus de 5 millions d'euros investis pour les seuls travaux portuaires. »

Raphaële Leguen, première adjointe au maire de La Seyne : « On ne peut que saluer l'arrivée d'une entreprise majeure du yachting et du refit. Certes, les dossiers sont toujours très longs à traiter. Mais cela marque aujourd'hui la volonté de La Seyne de renouer avec les chantiers, ce dont nous sommes très fiers. Il va désormais falloir faire beaucoup d'efforts pour oublier que c'est, ici, qu'il faut être quand on est dans le yachting ! »

pour yachts XL en 2017



Monaco Marine investit 15 millions d'euros, et Ports Toulon Provence 5 millions, pour la conversion de la friche industrielle de Bois Sacré en une zone d'entretien, de réparation et de rénovation de yachts et de grands multicoques.



Après avoir été désamiantés, 3 000 m² de l'ancien magasin général vont être réhabilités aux normes Haute qualité environnementale. (Photos Valérie Le Parc)

Le chantier en chiffres

■ 140 emplois...

devraient être créés, dont 40 emplois directs et plus de 100 emplois indirects.

■ 20,8 millions d'euros...

seront investis dans ce partenariat public-privé, répartis entre Monaco Marine (15 M€), ainsi que PTP et la Chambre de commerce pour la partie portuaire, très dégradée. Pour cette dernière, il s'agira notamment de reconstruire 155 m de quais, de créer une cale de mise à l'eau, un dispositif de récupération et de traitement des eaux de ruissellement, une fosse de levage ou encore la réhabilitation des réseaux pluviaux.

■ 30 000 mètres carrés...

de parcelle seront convertis en zone de réparation, maintenance et rénovation des superyachts et grands multicoques par Monaco Marine.

■ 1986...

est la date de la liquidation de la Normed (Chantiers du Nord et de la Méditerranée). Les dernières activités - la livraison d'une plate-forme pétrolière - cesseront en 1989. Construit au début des années 80, le magasin général accueillera encore l'entreprise Quo Vadis, les services de la ville de La Seyne et même, en 2011, le tournage d'un film !



Vue depuis la route... en 2017 !

(Illustration Monaco Marine)



Représentants des autorités portuaires et élus, Hubert Falco en tête (au centre), ont particulièrement apprécié l'exposé du projet. (Photo VLP)

Avec Iter, Cnim bombe le torse sur le nucléaire

Depuis 2009 à La Seyne, Cnim fabrique des composants pour le réacteur expérimental de fusion nucléaire, à Cadarache. Découverte d'un savoir-faire qui renforce la position de l'industriel sur le secteur

Bienvenue dans le futur. Être invité sur le site seynois de Cnim, groupe industriel au chiffre d'affaires de 727 millions d'euros, c'est l'assurance d'un tour d'horizon des grands défis technologiques de ce siècle. Ici, on croise un composant de la fusée Ariane; là, le prototype d'une centrale solaire thermodynamique; plus loin, du matériel militaire avant-gardiste. Et à Brégaillon, dans un hangar de 3000 m² érigé en 2013, des éléments du projet de centrale nucléaire expérimentale, Iter⁽¹⁾, située dans les Bouches-du-Rhône. Si entre Cnim et l'atome, c'est une vieille histoire d'amour - le groupe fournit entre autres le parc français en chariots de déchargement de combustible usé - on parle bien là de la centrale de demain, voire d'après-demain.

Des pièces de 5 t et de 14 m de long

« Ces composants, ce sont des plaques radiales, explique Jean-Claude Cercassi, responsable du développement commercial des projets de fusion nucléaire chez Cnim, tout en assurant la visite guidée. Il s'agit d'une pièce d'acier en forme de D, qui mesure 14 mètres sur 9 et pèse plus de 5 tonnes. Au total, nous devons en fabriquer 35. »

En (très) gros, ces plaques



C'est dans un hangar spécialement érigé, en 2013, pour répondre aux exigences d'un gros contrat pour le projet Iter que Cnim construit des plaques radiales.

(Photos Dominique Leriche)

sont le squelette d'acier inoxydable destiné à la réalisation d'énormes aimants; lesquels, au cœur de la centrale, devront créer une « cage » magnétique qui empêchera le plasma de fusion et ses 150 millions de degrés - dix fois la température du soleil! - de toucher les parois du réacteur. Vous suivez? Bref, sans ces plaques, point de réaction de fusion nucléaire, ni de production d'électricité. Et donc pas

d'Iter, prototype de centrale d'une quinzaine de milliards d'euros, dont la construction, démarrée en 2007, s'achèvera après 2020.

« Si cet objet est difficile à réaliser, c'est en partie en raison des tolérances d'usinage et des exigences de qualité propres au nucléaire, poursuit Jean-Claude Cercassi, à côté de la plaque (radiale). On parle là d'une précision exigée de l'ordre du

dixième de millimètre pour des pièces par ailleurs gigantesques. D'où un hangar climatisé pour éviter la dilatation du métal. Et c'est ainsi que, toute l'année, 6 jours sur 7 et 24 h sur 24, une cinquantaine de techniciens de Cnim se relaient au chevet de cette production hors norme.

« Les segments en acier proviennent d'Allemagne, résume notre hôte. Il faut ensuite en souder six entre eux pour faire une plaque.

Grâce à notre technique de soudage sous vide par faisceau d'électrons, aucune aspérité n'est visible. » L'une des principales étapes consiste aussi à graver la rainure (« la gorge ») dans laquelle sera déposé le bobinage de l'aimant. Pour cela, un outil d'usinage aux mensurations impressionnantes a été développé.

Reste à soigneusement conditionner les paquets avant leur départ par la

mer, en Italie, où une nouvelle phase industrielle les attend. Pour Cnim, il s'agit de tenir un rythme soutenu de fabrication: une pièce par mois jusqu'en 2017. Ce, histoire de satisfaire à un contrat de 81 millions d'euros qui, lui, n'a vraiment rien de la science-fiction.

MA.D.

1. En anglais: International thermonuclear experimental reactor (Soit: Réacteur thermonucléaire expérimental international).



Questions à Philippe Lazare, directeur du site seynois

« On vient de signer trois nouveaux contrats pour Iter »

Quels sont les atouts que Cnim a su faire valoir pour travailler sur le projet Iter?

Historiquement, nous avons une bonne connaissance du nucléaire, et notamment de la fusion, via une expertise acquise en tant qu'acteur du programme Laser Mégajoule⁽¹⁾. Nous pouvons aussi mettre en avant des installations industrielles haut de gamme, ainsi que notre capacité de R&D pour la

maîtrise des sujets complexes.

À quand remonte votre première contribution au projet?

Nous avons remporté un premier contrat pour développer un procédé de fabrication de la plaque radiale en 2009. Suite à notre prototype, en 2012, F4E (l'organisation qui gère la contribution de l'Union

européenne au projet Iter) nous a confié la production en série des éléments, avec une entreprise italienne.

Quelle est la suite?

Nous venons de remporter trois nouveaux contrats pour Iter. Nous allons ainsi développer un « œil » qui pourra s'introduire à des fins d'inspection dans le cœur du réacteur, le Tokamak, ainsi que d'autres éléments

complexes. Il s'agira aussi, pour nous, de fabriquer sur place des aimants supraconducteurs, trop grands pour être transportés. Nous emmènerons donc la main-d'œuvre sur place. En termes d'emplois, l'impact est très significatif.

1. Programme militaire français de simulation, destiné à assurer la pérennité de la dissuasion nucléaire de la France après l'arrêt définitif des essais en conditions réelles.

Cnim à La Seyne, c'est...

□ 730 collaborateurs, dont 400 ingénieurs, répartis sur les 28 hectares des sites de Brégaillon et de Lagoubran (auquel il faut ajouter 4 hectares de terrain aux Moussèques). Rappelons en outre que le groupe Cnim compte, au total, quelque 2900 collaborateurs.

□ 6 grands secteurs d'activités: la défense, l'énergie nucléaire, la valorisation énergétique (biomasse, valorisation des déchets ménagers), les énergies fossiles et renouvelables, les grands instruments scientifiques (Iter) et les industries de pointe (Ariane) ainsi que les systèmes maritimes.

La vie en « blue economy »

Avec 146 escales de croisière annoncées, pour plus de 300 000 passagers attendus, le lancement de la saison portuaire de la CCI a été l'occasion de rappeler l'attractivité économique de la rade



A l'occasion du lancement officiel de la saison portuaire, les officiels dont le sénateur-maire Hubert Falco, le préfet maritime Yves Joly, ont découvert une maquette « à l'échelle » de la rade de Toulon. Maquette modulaire que compléteront les aménagements futurs. (Photo Patrick Blanchard)

« **M**ettre la performance au service du client final » : voilà le message martelé hier, par les décideurs économiques, à la faveur du lancement de la « saison portuaire » de la Chambre de commerce et d'industrie du Var. Une occasion pour son président, Jacques Bianchi, de remercier celles et ceux qui œuvrent aussi au développement de l'activité et de l'attractivité économique de la rade, le sénateur maire Hubert Falco et le préfet maritime Yves Joly en premier lieu.

Quelques bonnes nouvelles de la blue economy, de l'activité portuaire et du tourisme ont ponctué cette

présentation. Tour d'horizon.

► Toujours leader sur la Corse

Grâce à Corsica Ferries, le port de Toulon reste numéro 1 sur la destination Corse, avec plus 1,3 million de passagers. La compagnie vient de lancer la ligne Toulon - Porto Torres en Sardaigne, « nous testons le marché » a précisé son représentant à Toulon, Stéphane Bozzano.

► La sécurité du port, un atout

Indéniablement. Hervé Brenac, de l'Agence maritime varoise, n'a pas manqué de le rappeler, en sa qualité d'agent pour la compagnie

Viking : « Quand vous vous adressez à une clientèle (très) haut de gamme, capable de déboursier 1 000 euros par jour et par personne... Savoir que l'on accoste dans une rade sécurisée compte tenu de la présence de la Marine nationale, c'est déjà 50 % de commercialisation. »

► Quatre escales au mouillage

Lancées l'an dernier, les escales au mouillage ont pour objectif d'augmenter la capacité d'accueil des ports de la rade. Il y en eut trois la saison dernière, elles seront au nombre de quatre cette saison. Le palais du commerce et de la mer sera à nouveau transformé en

gare maritime éphémère.

► À Brégaillon, le ro-ro « se fixe »

La nouvelle a été annoncée par Hervé Brenac, agent maritime de la compagnie, à l'intention de « se fixer » à Brégaillon (La Seyne). Preuve que la ligne ro-ro vers la Turquie rencontre un véritable succès, sans être subventionnée, a d'ailleurs précisé Hervé Brenac. Et d'ailleurs dès la rentrée de septembre, les bateaux de la compagnie rejoindront les chantiers navals pour être « jumboisés », c'est-à-dire aménagés pour augmenter leur capacité de charge de 240 à 300 remorques.

Le 19 juin prochain, Bré-

Cap sur le cinq étoiles



Si l'*Harmony of the seas* - le plus grand paquebot du monde - ne pourra pas accoster dans la rade avant (peut-être ?) la livraison du quai de 400 mètres, de très belles unités feront escale cette saison. On relèvera les bateaux de croisières 5 étoiles :

► Les Viking Ocean Cruise

Ils viennent des pays nordiques, mais la compagnie est désormais gérée par des Américains. Ils ont déjà fait escale depuis le début de la saison des croisières, et reviendront à la fin de l'été. Rendez-vous le 2 septembre à Toulon.

► Les Regent Seven Seas

Une journée à ne pas manquer, le 9 juillet prochain, avec une double escale inaugurale à Toulon et La Seyne pour les Regent Seven seas (Navigator et Explorer). Le *Seven seas explorer* n'est d'ailleurs pas encore sorti du chantier naval de Sestri Ponente, Toulon sera le premier port français de ce navire. Rendez-vous le 9 juillet à Toulon et à La Seyne, puis le 17 août à Toulon uniquement pour le *Seven Seas Explorer*.



gaillon accueillera le navire amiral de la flotte d'UN ro-ro, capable de charger 280 remorques.

► Travaux en gare maritime à Toulon

Après avoir inauguré le

nouveau terminal croisières au môle d'armement à La Seyne, la CCI poursuit les travaux de modernisation de ses installations, à Toulon cette fois.

K. M.

kmmichel@nicematin.fr

L'énergie solaire pousse à Signes

Une centrale solaire a été inaugurée hier sur 12 ha, dans le périmètre d'une carrière, à Signes. Elus et partenaires se félicitent de ce pas de plus vers une production énergétique propre et responsable

Dix millions de kilowattheures par an produits à la seule force du soleil! Soit la consommation électrique annuelle de 4200 personnes! Bon, l'homme n'est pas totalement étranger à ce petit miracle énergétique... Il a dû faire « pousser » près de 16000 panneaux photovoltaïques sur un terrain de 12 hectares environ, situé sur la commune de Signes. A l'abri des regards.

Cette centrale solaire a en effet été construite dans l'enceinte de la carrière Lafarge, au lieu-dit du Mouruen. Il s'agit là d'un terrain anthropisé puisqu'il faisait, par le passé, office de décharge de remblais, de matériaux et autre déchets, le rendant inexploitable. « C'est donc une façon de lui offrir une deuxième vie », a dit Thierry Conil, hier lors de l'inauguration de la centrale. Le président de la Compagnie du vent, filiale d'Engie à la tête du projet, a aussi salué « le travail collectif avec la société



L'énergie produite par la centrale équivaut à une fois et demie les besoins de la population de Signes.

(Photo Lionel Barbe/Mydrone.fr)

Lafarge et la municipalité de Signes», qui en a permis la réalisation. Mais plus encore, ce qui est ressorti des discours de rigueur en pareille occasion, c'est la satisfaction d'avoir franchi là une étape supplémentaire vers la transition

énergétique, qui préconise le recours aux énergies renouvelables, propres, comme celle-ci. « Moi je préfère parler de révolution énergétique, a renchéri Gwenaëlle Huet, directrice générale de France Renouvelables (groupe Engie). Le changement clima-

tique est quelque chose qui nous touche et qui nous renvoie à la question de comment consommer et produire mieux (...) Et la région Paca, par ses ressources, a les atouts pour être exemplaire et constituer un bouquet éner-

gétique basé à 100 % sur du renouvelable. Que ce soit par des parcs solaires, des parcs éoliens, des centrales hydrauliques, la production d'hydrogène, de biogaz ou encore par la valorisation de la biomasse. » Et si la révolution était vraiment en marche?

J. P.

La société

■ **Date de création**
Juin 1989

■ **Effectif 2015** 150 personnes

■ **Croissance**
58 % en 4 ans (de 2011 à 2014)

■ **Chiffre d'affaires consolidé 2014**
54,7 millions d'euros

■ **En France en exploitation**
26 parcs éoliens et 9 centrales solaires

■ **Production annuelle 2014 (France)**
600 millions de kw/h

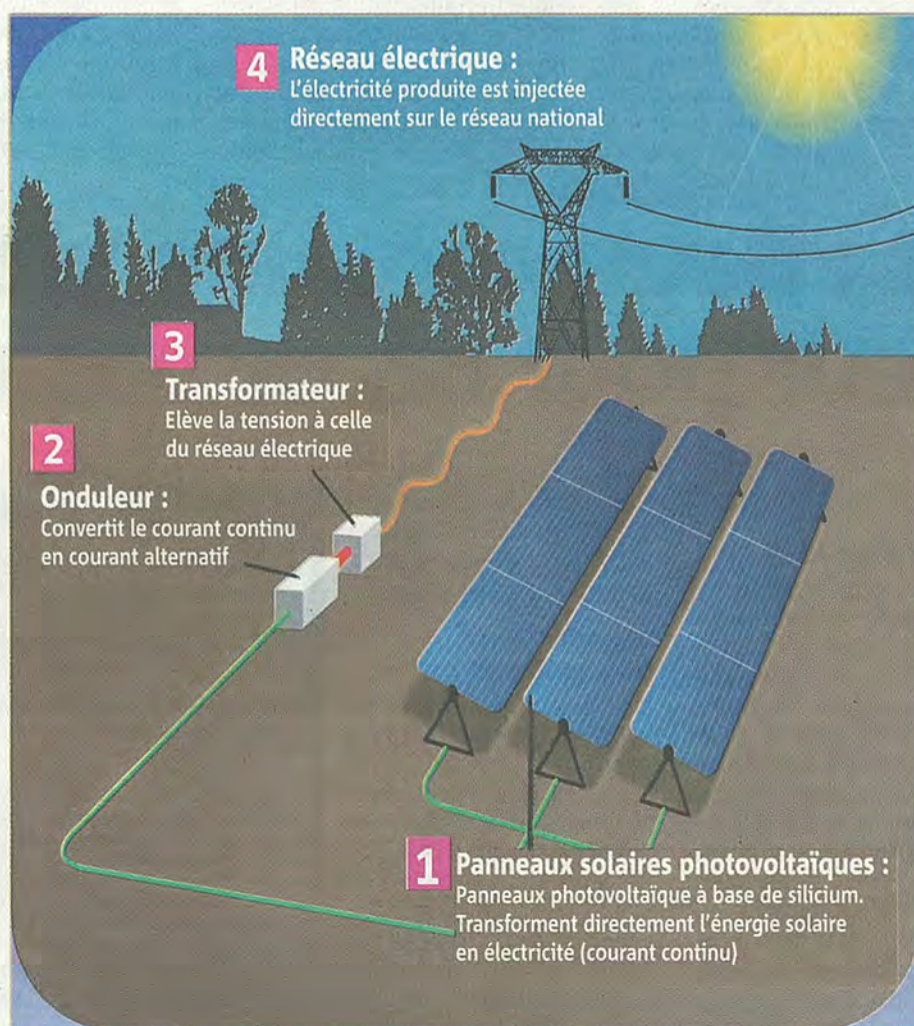
■ **Projets en cours**
Début ou préparation de sept parcs éoliens et deux nouvelles centrales en France.

La spécificité de cette centrale



La centrale de Signes, inaugurée hier mais en service depuis septembre 2015, combine deux technologies : des panneaux photovoltaïques à haut rendement sur structures fixes, au nombre de 15 000, et 900 autres dits « à concentration » (notre photo). Ces derniers sont innovants : ils sont dotés de systèmes optiques (de type loupes) qui concentrent la lumière, permettant à la cellule photovoltaïque de recevoir un rayonnement concentré 500 fois. Ce qui augmente considérablement la production d'électricité. Ces panneaux sont en plus fixés sur des structures mobiles qui suivent la course du soleil tout au long de la journée afin d'optimiser la production. La Compagnie du vent entend « favoriser le tissu économique régional et national » : les premiers panneaux (15 000) ont été fabriqués par l'entreprise toulousaine Sunpower et les autres ont été fournis par Soitec, basée à Bernin. Le chantier de la centrale de Signes a duré de janvier à août 2015 et a coûté 14 millions d'euros.

Comment fonctionne une centrale solaire ?



Cette technologie vise à transformer directement en électricité le rayonnement solaire grâce à des cellules photovoltaïques. Ces dernières, exposées à la lumière, absorbent l'énergie des photons. Ceux-ci mettent en mouvement des électrons qui sont happés par un champ électrique interne. Les électrons collectés à la surface de la cellule génèrent un courant électrique continu.

La tension de sortie d'une cellule photovoltaïque est faible (de l'ordre de 0,6 V). C'est pourquoi les cellules sont connectées en série, puis encapsulées entre une plaque de verre à l'avant et un autre matériau étanche à l'humidité à l'arrière. Elles forment ainsi un module photovoltaïque, appelé aussi panneau (1). Ces panneaux interconnectés forment une centrale. Ils produisent un courant continu transformé en courant alternatif par un onduleur (2). Ce courant, en passant, en passant par un transformateur (3), est élevé à la tension du réseau pour être injecté sur le circuit de distribution (4). Le matériau utilisé le plus couramment aujourd'hui pour les cellules est le silicium, mais la recherche progresse sur d'autres composés (indium, sélénium, organique...).

Source : Engie

8 LA MER - LA PLAGES - LE PORT

1 La navette maritime plane au-dessus de la rade

Var Matin – 03.03.2016

2 Vague d'aménagements en vue sur le port

Var Matin – 02.04.2016

3 Avec le Mega Andrea la Corsica voit large

Var Matin – 05.05.2016

4 45 plages battent Pavillon bleu sur le littoral varois

Var Matin – 19.05.2016

5 Croisiéristes de la rade, le terminal est arrivé !

Var Matin – 28.05.2016

6 Toulon à la reconquête de son port

Métropole Var – Mai 2016

7 Les nudistes se rebiffent

Courrier International – du 7 au 12.07.2016

8 Le naturisme fait du Var un nid douillet

Var Matin – 07.08.2016

9 Parc national de Port-Cros : le nouveau périmètre validé

Var Matin – 30.07.2016

10 À événement exceptionnel, retombées exceptionnelles ?

Var Matin – 12.09.2016



Les vélos (et les cyclistes) sont bienvenus à bord.



Cap sur La Seyne depuis la cabine de pilotage.



Après dix minutes d'arrêt, il est l'heure de repartir.

La navette maritime plane au-dessus de la rade

Avec 2,8 millions de voyageurs par an, il s'agit du réseau maritime le plus fréquenté de France. Les bateaux bus de l'agglomération toulonnaise ont encore de beaux jours devant eux...

En cette fin de matinée ensoleillée, le Lou Roucaou vient tout juste d'accoster à La Seyne-sur-Mer. Pile à l'heure, réglé comme une horloge suisse. Sac sur le dos, écouteurs sur les oreilles, Thomas composte son billet comme si de rien n'était. Le geste est machinal, nonchalant. Puis il s'installe à l'arrière du bateau sans lever la tête, tel un Parisien débarquant dans sa rame de métro fétiche. Ce jeune Seynois se rend « à Toulon pour voir des amis ». Comme des milliers d'habitants de l'aire toulonnaise, Thomas préfère donc la navette maritime à la sacro-sainte voiture.

Plus rapide et moins cher

« D'abord, explique-t-il en ôtant ses écouteurs, parce que c'est plus pratique et que c'est beaucoup mieux pour la pollution ». Ensuite, « parce que ça coûte moins cher et que ça ne fait pas perdre de temps dans les bouchons ». Voilà. Tout est dit. En tout cas bien résumé. Si les lignes de bus du réseau Mistral de TPM ne font pas toujours



Douze bateaux desservent la rade toulonnaise.

(Photos Dominique Leriche et G.A.)

l'unanimité (lire notre édition du 24 février), le trafic maritime du même réseau connaît, quant à lui, un succès pour le moins incontestable.

« En 25 minutes, on va du centre-ville de La Seyne au centre-ville de Toulon. C'est bien plus rapide que par la route », confirme Thomas qui précise aussi prendre réguliè-

rement le bateau « pour aller travailler ». « De toute façon, on est plein tous les matins et tous les soirs », constate de son côté Jean-Sébastien, le pilote du Lou Rou-

caou. D'année en année, on voit que les gens sont toujours plus nombreux. Ils en ont marre de la bagnole et ça les détend de prendre le bateau. »

« Ne pas avoir à se garer »

D'autant qu'à l'heure du rush, les navettes passent toutes les vingt minutes. « Nous, on va à Toulon pour se promener tranquillement, sans avoir à prendre la voiture », témoignent Hugues et Gisèle, deux retraités seynois pour qui « c'est la troisième fois seulement ».

Sagement installé près du hublot, le couple semble apprécier la balade. « C'est agréable, pas cher (2 € le ticket à l'unité), on n'a pas à se garer avec la voiture et surtout, ce serait dommage d'habiter à côté de l'eau sans jamais prendre le bateau ».

G.A.

gaubert@nicematin.fr



Retrouvez notre dossier complet consacré aux transports en commun dans l'offre abonnés du journal, sur www.varmatin.com

Un trafic en constante progression

Ils en sont fiers, chez TPM, de leurs bateaux bus qui irriguent « la plus belle rade d'Europe ». Avec 2,8 millions de voyageurs par an, il s'agit, en effet, du réseau maritime le plus fréquenté de France. « On est numéro un en France et parmi les meilleurs en Europe », se félicite Yannick Chenevard, vice-président de TPM, chargé des transports. Dans le détail, le trafic de la navette maritime sur la petite rade (entre Toulon et La Seyne, en passant par Saint-Mandrier et Les Sablettes) représente 1,8 million de voyages par an. « Il s'agit essentiellement de trajets domicile - travail », détaille Yannick Chenevard. Preuve que la voie maritime représente une alternative idéale aux trajets automobiles quotidiens. Surtout lorsqu'on possède une vraie rade comme à Toulon, où le recours au bateau paraît d'une évidence toute simple. « Pendant des années, on voyait la mer comme un handicap à la mobilité, concède le responsable des transports de l'agglomération. Aujourd'hui, c'est devenu notre atout ». Gérés par TLV, les bateaux bus qui assurent la liaison

vers les îles d'or (depuis Hyères et La Tour Fondue) à des fins évidemment plus touristiques connaissent, eux aussi, un franc succès. Selon TPM, un million de voyages ont ainsi été enregistrés l'an dernier sur ces lignes. « Depuis 2007, la progression sur l'ensemble du réseau maritime (petite rade et îles d'or comprises) a augmenté de 24 % », calcule Yannick Chenevard. Lequel précise aussi que d'année en année, « le trafic est en constante progression ». Parmi les 23 navires du réseau, on compte désormais deux éco-bateaux bus dont, là encore, on est très fier chez TPM. « Ce sont les premières qu'on utilise en Europe, assure l'élu. Même en Outre-Mer, ils veulent s'inspirer de ce que l'on fait ici. »



52 % des passagers des bateaux bus de la petite rade sont âgés de moins de 25 ans.

Vague d'aménagements en vue sur le port

Quai de 400 mètres pour l'activité croisière, rénovation de la gare maritime, parking de 350 places... La Chambre de commerce du Var et la Ville ont présenté hier un ensemble de travaux à venir

Une drôle de date. Il a quand même fallu le préciser, ne serait-ce que pour le clin d'œil, alors il l'a fait. Très vite hier, Jacques Bianchi l'a promis : « *Nous ne sommes pas réunis ici pour un poisson d'avril* ».

Il faut dire que la question du port de Toulon, dont le président de la Chambre de commerce et d'industrie du Var présentait hier avec le sénateur maire, Hubert Falco, les futurs aménagements, est bien plus sérieuse qu'un simple poisson d'avril. La rade attire en effet chaque année plus de 1,6 million de passagers dans ses filets et entre l'activité ferries et les croisières, ses ports génèrent plus de 20 millions d'euros de retombées annuelles. « *Rien qu'en hébergement, c'est 140 000 nuitées par an à l'échelle de la rade*, annonce le directeur des ports de Toulon, Jérôme Giraud. *C'est l'équivalent de 7 ou 8 hôtels pleins* ».

Alors, pour poursuivre une activité lucrative, tout en préservant la qualité de vie des Toulonnais, quatre projets sont d'ores et déjà annoncés. Et d'autres devraient encore suivre, puisque 1er avril ou pas, Hubert Falco n'a pas noyé le poisson hier, en confirmant que ce « serpent de mer » qu'était devenu le quai de 400 mètres, destiné à l'activité croisière, verrait enfin le jour ⁽¹⁾.

Modernisation de la gare maritime (été 2016)

« *Il s'agit de livrer dès cet été, une nouvelle gare maritime plus en phase avec la réalité de notre position de leader incontesté et incontestable sur la desserte de la Corse,*



Premier des quatre aménagements d'envergure à venir, la gare maritime sera livrée dès l'été. (Illustration CCI)

puisque en terme de trafic on dépasse les ports de Marseille et Nice réunis », annonce le directeur des ports de Toulon, Jérôme Giraud. Financés par la CCI, ces travaux de modernisation sont évalués à 400 000 euros. « *C'est un terminal qui servira à la fois l'activité ferries et la croisière, car on est capable de gérer les deux* », promet Jérôme Giraud.

Amélioration des cheminements (été 2016)

Pour faciliter l'accès des passa-

gers au port de commerce, la CCI investit 600 000 euros dans une nouvelle signalétique, visible dès cet été. Il s'agit ici de fluidifier l'acheminement en voiture des passagers dans Toulon, car comme le souligne Jérôme Giraud, « *les vacances commencent avant même d'embarquer sur le bateau* ».

Réaménagement du quai des Sous-Mariniers (été 2017)

« *On va donner envie aux gens de pénétrer sur le port* », annonce Hubert Falco. Financés à hauteur de

600 000 euros par la CCI et de 400 000 euros par la Ville, ces travaux marquent « *le début de l'ouverture de notre port de plaisance* », promet le sénateur-maire de Toulon. Une autre promesse, cette fois formulée par le directeur des ports, tient dans la réfection des pannes H et I. « *On n'a pas le droit de laisser l'image de notre port se dégrader* », assure Jérôme Giraud.

Parking en sursol sur le port de commerce (2018)

Ce parking de deux étages per-

mettra de maintenir l'activité de commerce (transport de fret par camions) au rez-de-chaussée, tout en offrant 350 places au premier niveau. Au dessus, sur le toit, une esplanade de 7 000 mètres carrés est annoncée. Les travaux devraient coûter 3 à 4 millions d'euros et seront pris en charge par la CCI.

LAURENT SEGUIN
lseguin@nicematin.fr

1. Destiné à assurer l'essor de l'activité croisière, le quai de 400 mètres est annoncé depuis la fin de l'année 2012.

La phrase

« *Je vous le répète, au mois d'avril, on va lancer l'appel d'offres pour le quai croisière de 400 mètres* »

Hubert Falco, sénateur-maire de Toulon

Le chiffre

20

millions d'euros. C'est le coût annoncé du quai de 400 mètres promis à l'activité croisière. Hubert Falco l'a rappelé hier, il s'agit d'un investissement public pour lequel le sénateur-maire de Toulon a demandé une inscription au contrat de plan État-région.

Avec le Mega Andrea la Corsica voit large

Leader sur la desserte de la Corse, la compagnie maritime poursuit son développement avec un nouveau navire inauguré hier à Toulon, en attendant deux nouvelles destinations en juin

L'ascension et le pont avant l'heure. Il n'était question que de ponts et d'Ascension ce mercredi à Toulon. En présentant hier son nouveau vaisseau amiral sur le port de commerce de Toulon, la Corsica Ferries a en effet rappelé qu'elle comptait bien poursuivre ce qui s'apparente à une irrésistible progression. Et si certains ont aujourd'hui la chance d'entamer un pont de quatre jours, les neuf ponts du Mega Andrea ont bien témoigné de l'ambition de la compagnie maritime de ne pas prendre un seul instant de congé afin de rester en tête dans la lutte pour la desserte de la Corse.

Vers Porto-Vecchio et la Sardaigne

Racheté en 2015 à un armateur finlandais, ce navire capable d'accueillir 2000 passagers et 550 véhicules traduit la volonté de la Corsica de poursuivre son essor. « La Corsica a investi 135 millions d'euros en un an, a lancé le prési-

dent de la compagnie Pierre Mattei en guise d'introduction. *Nous proposons une nouveauté dans les bateaux avec ce navire et un prochain ferry en 2017, mais aussi dans les lignes puisque la Sardaigne sera desservie au départ de Toulon dès le mois de juin, et nous ouvrons également une ligne directe et à l'année vers Porto-Vecchio. Le réseau routier étant ce qu'il est en Corse, il faut amener les clients aux plus près de leur destination et il s'agissait d'une demande récurrente que nous ne pouvions satisfaire faute de bateau disponible.* » Ce navire « disponible » pourra donc être le Mega Andrea qui, en attendant peut-être de faire route vers la Sardaigne ou Porto-Vecchio (rotations au départ de Toulon dès le mois de juin), devait hier soir prendre celle de Bastia. Avec sans doute à son bord des passagers prêts à profiter du week-end de l'Ascension.

LAURENT SEGUIN
lseguin@nicematin.fr



Long de plus de 170 mètres pour 28 mètres de large, le nouveau fleuron de la Corsica, racheté en 2015 à un armateur finlandais, a fait l'objet de six mois de travaux sur un chantier italien.

(Photos Alexandre Wentzy)



Questions à Pierre Mattei, président du directoire de la Corsica

« Combattre les subventions illégales »

Président du directoire de Lota Maritime – Corsica Ferries, Pierre Mattei était reçu, hier, par Jacques Bianchi, président de la chambre de commerce et d'industrie du Var et par le directeur des ports de la rade de Toulon Chambre de commerce et d'industrie du Var, Jérôme Giraud. L'occasion pour ce capitaine d'industrie de rappeler les règles du jeu et de la concurrence.

Pierre Mattei, quel regard portez-vous sur ce qui s'apparente à une offensive de la part de Corsica Linea ?

Corsica Ferries est une entreprise qui s'est bâtie sur l'idée de la concurrence. Il n'y a pas une seule ligne que

nous opérons qui ne soit pas sans concurrence. On ne dit pas qu'on aime les concurrents, mais on se combat pacifiquement avec des armes qui sont la qualité de service, la tarification, les horaires... Ensuite, il y a une spécificité dans notre marché, c'est qu'il y a des opérateurs qui sont subventionnés illégalement et cela crée un dommage pour ceux qui ne le sont pas. Et Corsica Ferries ne l'a jamais été. À partir de là, nous devons combattre les subventions illégales.

Mais Corsica Linea ne touche pas de subventions...

Si une nouvelle offre n'est pas subventionnée, elle ne nous pose aucun problème. La

ligne rouge est celle qui consiste à utiliser des subventions pour opérer dans un marché qui n'est pas du domaine de la délégation de service public. Je suis certain que ces problèmes-là sont bien compris, je suis certain que nous n'aurons pas à les affronter parce que ce sont des comportements du passé qui ont produit des résultats dramatiques en terme d'emploi. Mais nous sommes aujourd'hui sur une concurrence saine.

Si la collectivité territoriale corse décidait finalement de maintenir une délégation de service public à Bastia et Ajaccio, que répondriez-vous ?

Il ne peut pas y avoir de délégation de service public à Bastia et Ajaccio. La Corsica Linea et nous, répondons aux exigences, y compris en terme de fret.

Que pensez-vous de la création d'une compagnie régionale par la collectivité ?

On n'a pas à être opposé ou favorable à une compagnie ou à une autre. Ce sont des concurrents. Il faut voir quelles sont les offres qu'ils proposent et surtout si elles sont subventionnées. Si elles le sont, il faut voir si c'est bien dans le cadre d'un service public notifié et validé à Bruxelles. Pendant un certain nombre d'années, on a fait croire que les



(Photo A.W.)

subventionnements étaient notifiés à Bruxelles, or ils ne l'étaient pas. Si c'est notifié, nous n'avons aucun problème.

**PROPOS RECUEILLIS
PAR L.S.**

45 plages battent Pavillon bleu sur le littoral varois

La Seyne fait son entrée dans le palmarès 2016 des plages distinguées pour leur qualité. Six-Fours détient le record des « bancs de sable labellisés » et quinze ports varois ont été primés

L'annonce des Pavillons bleus 2016 marque tous les ans le lancement réel de la saison. Et pour cause ! Cette attribution de label national assure aux ports et plages de notre littoral une fréquentation touristique optimisée. Car nombreux sont les vacanciers qui se basent sur cette distinction pour décider de leurs destinations de vacances. Le Pavillon bleu récompense les « communes méritantes et volontaires », selon une série de critères draconiens (notre encadré). Cette année, le Var fait, encore une fois, la course en tête, avec 45 plages labellisées (de 12 communes) et 15 ports distingués.

Trois « plages immanquables » à Toulon

Sur le sable, la commune leader est, sans conteste, Six-Fours avec six plages récompensées cette année (dont Bonnegrace, la Coudoulière et les Charmettes). Au Pradet, au Rayol-Canadel, à Saint-Mandrier et Sainte-Maxime, cinq bords de mer ont été distingués. Toulon et Le Lavandou font course ensemble avec quatre « plages immanquables » dont l'anse Mistral, les Pins et le célèbre Lido pour Toulon; Saint-Clair, Cavalière et la grande plage du centre-ville pour la cité des Dauphins.

« À Toulon, c'est la 8^e année consécutive que la ville est labellisée. Un gage de durée... », confie l'entourage d'Hubert Falco. Conséquence logique: notre ville reçoit chaque année plus de touristes et de croisiéristes ! »

Enfin, à Hyères et chez sa voisine de La Londe, on affiche, à chaque fois, trois plages remarquables (notamment l'incontournable Almanarre et la Bergerie pour Hyères; l'Ar-



Infographie Sandrine Collie

gentière et la plage Miramar pour La Londe). « Port Pothuau, aux Vieux Salins, est également honoré cette année. C'est une façon de récompenser l'action de la ville en matière environnementale et de gestion de la propreté », commente la mairie d'Hyères. Mais la surprise vient de La Seyne-sur-Mer qui décroche, pour la première fois de son histoire, deux plages de qualité reconnues: les Sablettes Centre et les Sablettes Est. « C'est le fruit d'un travail acharné de labellisation depuis deux ans », commente Christian Pichard, adjoint au tourisme. « Équipements publics, qualité des eaux, bio-

diversité, sécurité... Cette distinction, la première de l'histoire de La Seyne, est un encouragement ». Pour autant, l'an dernier, 51 plages varoises (de 11 communes) avaient été honorées, soit six de plus que cette année. Manquent à l'appel 2016 les Roches Brunes à Six-Fours, le Ceinturon Est à Hyères, la plage de la Fossette, Aiguebelle, le Batailler centre et Pramouquier au Lavandou. Pour cette commune, signalons à sa décharge que les conséquences des inondations sont pour beaucoup dans cette absence du palmarès 2016.

F. DUMAS

Obtention sous critères sévères...

Éducation à l'environnement, gestion des déchets et gestion de l'eau sont trois principes à respecter pour les communes afin d'espérer décrocher le Pavillon bleu.

Concernant les plages, la qualité des eaux de baignade doit être « excellente » à partir d'analyses des quatre dernières années. Un point d'eau potable doit être disponible sur chaque plage ainsi que des panneaux d'information relatifs aux espaces naturels à proximité. L'accessibilité aux personnes à mobilité réduite doit être permanente et le niveau de sécurité en matériel et personnel satisfaisant. Sanitaires, plan de la plage, zonage des activités et interdiction pour les animaux sont également des critères prioritaires.

Ports: la règle de trois ! Pour les ports labellisés,



À Hyères (plage des Salins), sitôt les résultats proclamés, on a étalé le drapeau Pavillon Bleu sur la plage ! (Photo Luc Boutria)

tout va par trois: trois actions d'éducation à l'environnement à mettre en place dans l'année, une collecte sélective de trois types de déchets ménagers et de trois types de déchets spéciaux. Viennent ensuite les priorités quotidiennes: l'obligation de disposer d'une

pompe de récupération des eaux usées des bateaux, un niveau d'équipements satisfaisant (secours, sécurité, résorption en cas de pollution...) et, bien sûr, une propreté du plan d'eau irréprochable avec analyses régulières des eaux du port et des sédiments.

Quinze ports labellisés en 2016

Quinze ports labellisés cette année, c'est un de mois qu'en 2015 où 16 ports varois avaient été cités. Un absent de marque: Port-Grimaud perd son pavillon. « Mais nous n'avions pas candidaté cette année, préférant nous orienter vers d'autres certifications », précise Cédric Besse, directeur de Port Grimaud 1. Notons la confirmation des « incontournables varois »: le port Saint-Pierre à Hyères, le port de plaisance

de Bandol, le Vieux-port de Saint-Raphaël, le port de La Londe, Port-Fréjus... Au-delà de son classement de premier département touristique de France, le Var est aussi le premier département nautique en nombre de places à quai pour la plaisance. Pas étonnant que la majorité de ses ports soit distinguée par un Pavillon Bleu... et aussi sollicitée par le public. Il n'y a pas de hasard dans le succès !

Croisiéristes de la rade, le terminal est arrivé!

La Seyne Moins d'un an après la pose de la première pierre et deux mois après sa mise en service, le nouveau terminal de croisière a été officiellement inauguré hier matin



La « dernière pierre » a été posée. Livré au mois de mars, après moins de neuf mois de gestation (1), le nouveau terminal de croisière a été officiellement inauguré hier matin. Pour le plus grand plaisir de Jacques Bianchi. Le président de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) du Var, gestionnaire des ports de la rade de Toulon, était ravi d'accueillir tous les officiels et plus encore de leur présenter l'ouvrage final, après les félicitations et les remerciements d'usage à tous les partenaires: « Avec cette réalisation, le CCI entend doter le département d'un outil au service du développement économique et du rayonnement de cette belle rade de Toulon mais aussi de tout le territoire varois », a-t-il commencé. Et de développer: « Cet outil nous autorise des opérations

optimisées avec la séparation des flux entre excursionnistes et individuels. Nous l'avons voulu moderne et connecté, avec la mise à disposition du wifi, qui remporte déjà un franc succès auprès des passagers et équipages. Cet outil est interconnecté: il offre une multitude de transports doux, soucieux d'éco-mobilité: « pousse-pousse », vélos, petit train ou encore navettes maritimes. Cet outil est aussi une vitrine du « Made in Var » avec son marché provençal. Et il est évolutif: adapté pour les embarquements en tête de ligne, il peut être modulé pour répondre aux besoins des clients et opérateurs ».

« Travailler dans l'intérêt de notre territoire »

« Heureux », Marc Vuillemot l'était également, ainsi que « les concitoyens de La Seyne

et de la rade », dont le maire s'est fait le « porte-parole »: « On a là l'exemple d'un projet qui a associé de façon quasi parfaite la Ville et la CCI. Continuons à travailler intelligemment et ensemble dans l'intérêt de notre territoire et même de notre région ».

Le mot de la fin est revenu à Amadeu Albuquerque, commandant du *Sovereign* (2), dont l'épouse Greer a coupé le ruban avec Jacques Bianchi et Raphaël Leguen, une 1^{re} adjointe qui a dévoilé la plaque lors de l'inauguration: « Merci à tous de rendre mon travail plus facile! ».

SÉBASTIEN HÉNOT
shenot@nice.matin.fr

1. La première pierre a été posée le 1^{er} juillet dernier.

2. Tout premier paquebot de la saison à faire étape au môle d'armement, le 25 mars, le navire de la compagnie espagnole Pullmantur était encore en escale hier.

Le nouveau terminal est réservé aux escales des plus grandes unités de croisière mais il peut aussi accueillir des unités de grande plaisance et concentrer différents services, comme les transports...

(Photos Patrick Blanchard)

Les chiffres à retenir

► **1 500 000**: en euros, la somme investie par la CCI pour la construction de ce nouveau terminal.

► **500 000**: le nombre de passagers croisiéristes espéré l'année prochaine... et « un million d'ici 2025 sur l'ensemble de la rade », a lancé Jacques Bianchi.

► **6000**: en m², la surface totale du site, les terre-pleins avec le terminal. Ce dernier représente 600 m², dont 100 m² pour la surface d'embarquement, 120 m² pour la zone de sécurité avec scanners à rayons

X et 20 m² pour le bureau d'information.

► **340**: en mètres, la longueur maximale des paquebots que le terminal peut accueillir (pas de limite en largeur).

► **92**: le pourcentage de passagers satisfaits de leur escale à Toulon, selon les résultats d'une enquête menée en 2015 par l'institut BVA auprès d'un échantillon de 2 026 passagers, portant sur la qualité des services proposés aux passagers par les ports de la rade de Toulon. Et BVA souligne

que ces données sont « exceptionnelles dans le domaine de la croisière ».

► **6**: le nombre d'entreprises varoises ayant participé à la réalisation de ce projet, à savoir ABC décoration (faux plafonds, cloisons, peinture), AIC bâtiment (sols durs, faïences), Salse construction (charpente métallique, auvent, menuiseries extérieures), Spie Batignolles (électricité), STB (terrassements courants et travaux préparatoires) et TNT Paca (chauffage, ventilation, climatisation, plomberie, sanitaires).



Au dessus du parking, un toit-terrasse de 7 000 m², véritable lieu de vie avec de la végétation et des bancs

TOULON À LA RECONQUÊTE DE SON PORT

La gare maritime refaite à neuf cet été, un parking de 350 places surmonté d'une esplanade attendu en 2018, le port de Toulon va connaître de nombreux chantiers dans les mois à venir. Objectif : confirmer la montée en gamme de la destination.

Un atout touristique incontestable, et surtout un levier économique de premier ordre : le port de Toulon représente chaque année plus de 20 millions d'euros de retombées pour l'économie locale. L'institut BVA estime ainsi à 10 millions les dépenses effectuées dans

les commerces par les 1,2 millions de passagers des navires jaunes de la Corsica Ferries, et à 6 millions les dépenses directement engagées par l'armateur (les différents services portuaires). Il faut rajouter à cela 4 millions apportés par les croisiéristes en escale, des boutiques de souvenirs

aux restaurants en passant par les taxis. Enfin, ce sont pas loin de 100 000 nuitées hôtelières qui sont générées par les plaisanciers "extérieurs" mais possédant un bateau amarré à Toulon. Mais pour conserver cette manne et la développer, il faut chouchouter les utilisateurs des équipements



portuaires, visiteurs autant que résidents. Ainsi, le président de la Chambre de commerce et d'industrie du Var Jacques Bianchi et le maire de Toulon Hubert Falco ont récemment annoncé une large palette de projets de restauration et d'amélioration du port et de ses abords.

400 000 EUROS POUR REFAIRE LA GARE MARITIME

Premier chantier, et l'un des plus emblématiques : la réfection de la gare maritime. Dans le cadre de la montée en gamme du port de Toulon, il était inconcevable de continuer à offrir aux voyageurs pour la Corse et aux croisiéristes l'image de cette gare maritime défraîchie. Dès cet été, 400 000 euros de travaux intégralement financés par la Chambre de commerce permettront de leur proposer un premier contact plus haut de gamme avec Toulon et le Var. Une architecture épurée, avec des brise-soleil en bois sur la façade et un espace d'accueil complètement repensé et plus lumineux. "On est leader sur la desserte de la Corse, avec plus de voyageurs que Marseille et Nice réunies, détaille le directeur des ports Jérôme Giraud. Il nous fallait équiper en phase avec ce statut". Idem avec les cheminements à l'inté-

Entre touristes et croisiéristes, le port de Toulon représente chaque année plus de 20 millions d'euros de retombées pour l'économie locale

rieur de la zone portuaire, qui seront améliorés d'ici cet été. Une nouvelle signalétique et une panneautique plus cohérente, des marquages au sol refaits, tout pour une meilleure fluidité et la séparation des trafics entre les voyageurs partant pour la Corse, ceux qui en arrivent, et les croisiéristes en escale. Le budget de 600 000 € sera lui aussi supporté par la CCI du Var. A proximité immédiate du terminal maritime, une autre zone va faire l'objet d'un important coup de frais : le Quai des Sous-mariniers, qui part de l'avenue



de l'Infanterie de Marine et longe les différentes pannes d'amarrage pour se terminer devant le restaurant "Les Régates" (photo ci-dessus). "L'endroit n'est pas très accueillant, les gens hésitent parfois à y aller, se demandant si ils ont le droit", résume Jérôme Giraud. Le quai sera d'ici l'été 2017 entièrement refait, pour un coût total de 1 million d'euros financé à 60 % par la Chambre de commerce et à 40 % par la ville de Toulon : une promenade plus agréable, des bancs et des abris ombragés pour profiter du bord de l'eau en toute tranquillité. Et au-delà des travaux se dessine une volonté plus générale, celle de la réappropriation du port de plaisance par les Toulonnais. Les pannes H et I devraient également être entièrement refaites. Parallèlement, une brigade de la



La gare maritime proposera une architecture épurée, avec des brise-soleil en bois sur la façade et un espace d'accueil complètement repensé

propreté vient d'être lancée au printemps. Circulant à bord de petits bateaux à moteur, ses agents auront pour mission de renvoyer l'image d'un port propre en intervenant sur les petites pollutions et incivilités (bouteilles et sacs en plastique flottant sur l'eau, huiles de vidange déversées, etc). La gestion et l'animation de cette

brigade seront assurées par la CCI, autorité concessionnaire.

350 PLACES DE PARKING ET UNE ESPLANADE SUR LA RADE

Enfin, le plus important projet de cette palette de chantiers ne devrait voir le jour qu'à l'échéance 2018. Il s'agit d'un parking en étage de 350

places, construit à l'emplacement actuel du stockage du fret. Au rez-de-chaussée, l'activité fret continuera comme aujourd'hui avec le stationnement des remorques. Mais sa "couverture" permettra de la dissimuler aux passants. Au premier niveau, 350 places de stationnement seront donc proposées, une capacité qui pourra s'avérer utile notamment pour les participants aux manifestations organisées au Palais du commerce et de la mer tout proche. Enfin, et ce sera le grand atout de ce nouvel équipement, le dernier niveau offrira un toit-terrasse de 7 000 m², qui ambitionne de devenir un véritable lieu de vie avec de la végétation et des bancs. Un endroit idéal pour profiter des grands événements qui animent la rade : feux d'artifice, venue des grands voiliers, etc. Le budget prévisionnel de cette construction devrait s'établir entre 3 et 4 millions d'euros, à la charge de la Chambre de commerce et d'éventuels cofinanceurs - le dossier est en cours d'instruction. ■

OLIVIER STEPHAN

UN QUAÏ DE 400 M... OU PAS ?

Où en est le quai de 400 mètres de long prévu pour accueillir les plus grands paquebots de croisière du monde ? Le projet avait été évoqué une première fois à la fin de l'année 2012 : la fréquentation du port de Toulon par les croisiéristes connaissait alors une croissance rapide, et la création de cet équipement était un bel atout pour accélérer encore et pérenniser l'activité autour de la rade, et séduire les plus grandes compagnies engagées dans une course au gigantisme en passant commande de paquebots toujours plus imposants. Depuis cette date, cette dynamique se maintient, mais rien de concret n'a encore été acté concernant

ce nouveau quai qui devrait voir le jour dans la darse nord. A l'occasion de la présentation des nouveaux aménagements portuaires, le maire de Toulon Hubert Falco a confirmé que la volonté de faire aboutir ce dossier était bien présente : "L'appel d'offre pour la réalisation de ce futur quai de 400 mètres de long va être prochainement lancé", a-t-il confirmé. Mais l'investissement chiffré à 20 millions d'euros ne pourra être supporté que par un groupement de partenaires : dans un premier temps, une inscription au contrat de plan Etat-Région a ainsi été demandée. Mais pour l'heure, aucun calendrier de chantier n'a encore été avancé.



Les nudistes se rebiffent

Fondée dans les années 1930, la colonie naturiste de l'île du Levant considérait les vêtements comme une oppression. Aujourd'hui, le droit à la nudité semble contesté. Mais les adeptes de cette pratique résistent, comme a pu le constater ce journaliste britannique.

—The Wall Street Journal New York

Le du Levant, en Méditerranée – L'année dernière, par un matin venteux, des dizaines d'hommes et de femmes nus ont défilé bras dessus bras dessous pour défendre leur droit à se promener les fesses à l'air. Ils manifestaient contre Jean-Yves Gacon, qui, fort de son pouvoir de président du syndicat d'administration d'Héliopolis [qui administre le domaine naturiste], entendait forcer les gens à s'habiller. Les provêtements ont le soutien de la mairie et de la police locale, qui empêche quiconque de traverser la place du village nu. "Il faut préserver les traditions de cette île", déclare Elizabeth Varet, 70 ans, professeur d'anglais à la retraite, qui a elle aussi manifesté à poil l'année dernière.

M. Gacon, 67 ans, chemise noire, pantalon blanc, nous reçoit dans son bureau. Il a gardé ses lunettes de soleil sur le nez. Pas question de céder : "Demander à quelqu'un de porter un paréo, ce n'est pas la fin du monde quand même." Le conflit, qui a déjà fait rage l'été dernier et devrait reprendre

Dans les années 1960, l'île s'est mise à attirer un public plus libre d'esprit, des milliers de touristes, même des célébrités comme Jayne Mansfield ou Georges Moustaki

↑ Séance de bronzage au bord du plan d'eau de Férreols, à Digne-les-Bains, en juin 2015.

cette année avec l'arrivée des beaux jours, a plusieurs conséquences. Il met au jour une scission entre les nudistes et les "textiles", provoque des tensions avec le continent et pousse M. Gacon à réinterpréter l'histoire de l'île.

Cette colonie naturiste a été fondée dans les années 1930 par André et Gaston Durville, deux frères médecins, qui souhaitaient créer une communauté en contact avec la nature. Ces pionniers considéraient les vêtements comme une oppression car ils dissimulent et altèrent le corps, et réduisent ainsi les silhouettes à de simples formes : jambes de pantalon, jupes ou manches de chemise.

Les premiers habitants de l'île menaient une vie simple, sans eau courante ni électricité, dans l'isolement. D'autres personnes sont arrivées et les deux frères leur ont vendu des parcelles de terre. Tous ces gens ont fini par constituer l'assemblée des propriétaires qui a mis en place les règles de l'île.

Dans les années 1960, l'île s'est mise à attirer un public plus libre d'esprit, des milliers de touristes arrivaient tous les étés, dont beaucoup choisissaient de dormir à la belle étoile. On a même vu des célébrités comme l'actrice américaine Jayne Mansfield ou le chanteur français Georges Moustaki assister aux fêtes sur la plage.

L'air hippie. La colonie a grandi et l'île du Levant a été divisée en plusieurs zones, chacune ayant son propre règlement en matière de nudité. Les plages et les chemins de randonnée étaient pour les nudistes, mais la nudité était proscrite derrière les barbelés qui entouraient la base militaire implantée dans les années 1950 pour tester des missiles. Il était également interdit de se promener nu dans le village, mais, selon les naturistes, les autorités n'étaient pas très à cheval sur le règlement.

Les années 1980 ont vu la fin de l'ère hippie sur l'île. Les vacanciers ont choisi des destinations plus coincées, ce qui a fait augmenter à la fois l'âge moyen des résidents de l'île et le prix de l'immobilier dans les villes de la Côte d'Azur, Saint-Tropez entre autres. La fuite des touristes a rendu les maisons de vacances de l'île du Levant plus abordables, ce qui a attiré une nouvelle vague d'immigrants composée de personnes plus réticentes à l'égard du nudisme. Les habitants de longue date ont surnommé ces nouveaux arrivants les "textiles".

C'est à ce moment-là qu'est arrivé M. Gacon, fonctionnaire du Trésor public à la retraite, qui, après avoir acheté une maison sur l'île, a été élu président du syndicat d'administration d'Héliopolis en 2013. Ce nouveau président n'était pas de la même étoffe que ses voisins naturistes. M. Gacon aime se baigner nu dans les eaux cristallines de l'île, mais quand il quitte la plage il remet ses vêtements. "Je ne suis même pas sûr qu'il soit nu chez lui !" s'exclame Jean-Albert Vaillant, 69 ans, l'épicier du village, qui exerce son activité en portant des lunettes de lecture (et rien d'autre).

M. Gacon est au centre d'une révolution culturelle, il prône la tolérance zéro dans l'application du code vestimentaire de l'île : quiconque se promenant nu dans l'espace public reçoit une amende. Il a étudié l'histoire de la colonie et de ses fondateurs. D'après lui, les frères Durville n'étaient pas entièrement nus, mais portaient des vêtements rudimentaires afin de ne pas être accusés

30%

DE HAUSSE. En Provence, le marché de l'immobilier de très haut de gamme était carrément morose en 2012 et 2013, souligne **La Libre Belgique**. Mais il semble que le temps soit de nouveau à l'optimisme. Car en 2014 le chiffre des transactions a bondi de 30 % par rapport à l'année précédente. Nouveau bond en 2015 : + 25 % ! La raison ? Des Anglais et des Américains intéressés par des taux de change en leur faveur, et des Belges ou des expatriés français qui achètent massivement en Provence. Quid des fourchettes de prix ? Une propriété à Saint-Tropez s'est envolée en 2015 à 10 millions d'euros.

d'attentat à la pudeur. "Les frères Durville respectaient la loi", ajoute-il.

Les adversaires de M. Gacon ont riposté en organisant un référendum. Ils prônent la suppression des zones où les vêtements sont obligatoires et veulent autoriser la population à pratiquer le naturisme sur la place du village et dans les magasins. La plupart des 240 propriétaires ont voté pour mais les autorités locales ont refusé d'y donner suite.

De fait, la police de l'île du Levant dépend d'Hyères, une ville côtière du continent où l'on ne pratique pas le nudisme. "Je respecte le nudisme mais il ne doit pas être décadent", a expliqué Jean-Pierre Giran, le maire. Le référendum de l'île du Levant est selon lui un putsch qui empiète sur la souveraineté de la ville d'Hyères.

L'île du Levant est "une île privée. Ce n'est pas le Vatican. C'est moi qui suis chargé de l'ordre public", martèle le maire. L'intransigeance du maire a irrité les nudistes purs et durs de l'île. Doris Mertiny, 76 ans, s'est donc livrée à un acte de désobéissance civile et s'est présentée nue à la réunion du syndicat d'administration d'Héliopolis.

Les résidents habillés qui y assistaient se sont tous tournés vers elle. Nombre d'entre eux l'ont alors imitée et se sont déshabillés devant M. Gacon pour montrer leur solidarité. "Le président m'a lancé un regard noir", se rappelle M^{me} Mertiny.

L'association des commerçants de l'île s'oppose, elle aussi, au zèle régulateur de M. Gacon. Pour Gilles Goiset, propriétaire d'un hôtel et président de cette association, l'île doit être fière de sa tradition nudiste et non la cacher. Demander aux touristes de s'habiller quand ils traversent le village pour rejoindre la plage risque selon lui de semer la confusion. "S'il y a bien une chose que les nudistes n'aiment pas, c'est porter des vêtements", ajoute-t-il, installé dans le café du village, un paréo autour de la taille.

Cédant à la pression, le maire a proposé un compromis : les gens seront autorisés à traverser la place du village nus à condition de ne pas s'arrêter en chemin et de ne pas rester immobile.

Mais c'est une simple feuille de vigne pour dissimuler le problème, selon les habitants. "C'est mieux que rien mais ce n'est pas ça qui va régler la situation sur le long terme", déclare M. Vaillant dans son épicerie. Certaines personnes seront toujours mal à l'aise face à la nudité, ajoute-il. "On nage dans l'hypocrisie."

—Noemie Bisserbe
Publié le 10 mars

Le naturisme fait du

Avec onze plages qui leur sont dédiées, plusieurs centres de vacances et surtout une île emblématique, «berceau du nu», les naturistes trouvent dans le Var des sites exceptionnels qui les accueillent. Mais il leur faut toujours défendre leur différence.

Cette histoire ne fut jamais un long fleuve tranquille. Même dans le berceau du naturisme qu'est l'île du Levant, il a fallu se battre. Et se battre encore aujourd'hui.

Aux temps des débuts, on y portait très officiellement «le minimum», un triangle de tissu, le juste nécessaire pour s'éviter les foudres de la loi et des autorités locales. Il fallait sauver l'essentiel: fonder la première communauté naturiste de France et d'Europe (*lire en pages 4 et 5*).

En 2016, les naturistes trouvent dans le Var «l'un des départements les plus attractifs», assure le Varois Roger Banchereau, administrateur national à la fédération française de naturisme.

Le Var brille d'abord par ses «onze plages estampillées naturistes», en plus des coins de sable où le nu s'installe – avec plus ou moins de succès.

Dernier bijou

Dernier «bijou» en date: «Une succession de criques sablées sur 480 mètres», dans la baie de l'Escalet à Ramatuelle, qui vient de rejoindre l'escarcelle naturiste. Déjà, sur la commune, deux autres plages leur sont dédiées, à Pampelonne. Prestigieux. Superbe aussi, la plage grimaudoise du Gros Pin offre une vue sur Saint-Tropez. Saint-Aygulf à Fréjus est l'une des plus grandes; 2000 baigneurs naturistes s'installent sur le sable les beaux après-midi d'été. Les autres s'égrainent au fil de l'eau, du Lavandou à

La Seyne.

Quatre centres de vacances naturistes dans le Var sont répertoriés, mais «on se heurte au problème de la Côte d'Azur, qui est surconstruite», indique Roger Banchereau. À Belgentier, on trouve le domaine 100 % naturiste «le plus proche de la mer». Mais pour trouver un vrai camping naturiste, il faut rallier les Alpes-de-Haute-Provence, au nord du Verdon.

Si le Var est un écrin extraordinaire, si le naturisme y a fait sa place au soleil, les naturistes restent vigilants.

Dossier:
Sonia Bonnin
sbonnin@varmatin.com
et Nathalie Brun
nbrun@varmatin.com
Photos: Frank Muller

Élection de Miss Levant hier : Aude reine de l'île

Hier après-midi, l'élection de Miss Levant 2016 battait son plein sur la croquignollette plage des Grottes. Une institution à Héliopolis où l'on ne compte plus les éditions: «Cela fait cinquante ans que je suis sur l'île, et il y a toujours eu des Miss», se souvient Robert qui animait avec brio cette manifestation très attendue. L'occasion pour les îliens de se retrouver et, surtout, de faire la fête dans l'ambiance décontractée et bon enfant qui fait la particularité de ce petit coin de paradis.

Sur le sable surchauffé, serviettes contre serviettes ou confortablement installé les pieds dans l'eau à l'ombre des pins, résidents et vacanciers venus en nombre, ont donc procédé à l'élection de la plus jolie Levantine. À main levée, comme le veut la coutume, et en votant plusieurs fois s'ils le souhaitent.

Petite surprise cette année: la présence de l'équipe de l'émission *Zone Interdite* – en tenue d'Adam comme l'intégralité des participants – venue immortaliser pour M6 ce sacre estival, au cœur du berceau historique du naturisme. Un 90 minutes qui sera diffusé l'été prochain: la doctrine des frères Durville fait toujours des adeptes.

Participation internationale

Blondes, brunes, rousse... Pas moins de treize naïades, toutes plus belles les unes que les autres, étaient en lice, avec une prédominance pour la Belgique qui comptait trois su-

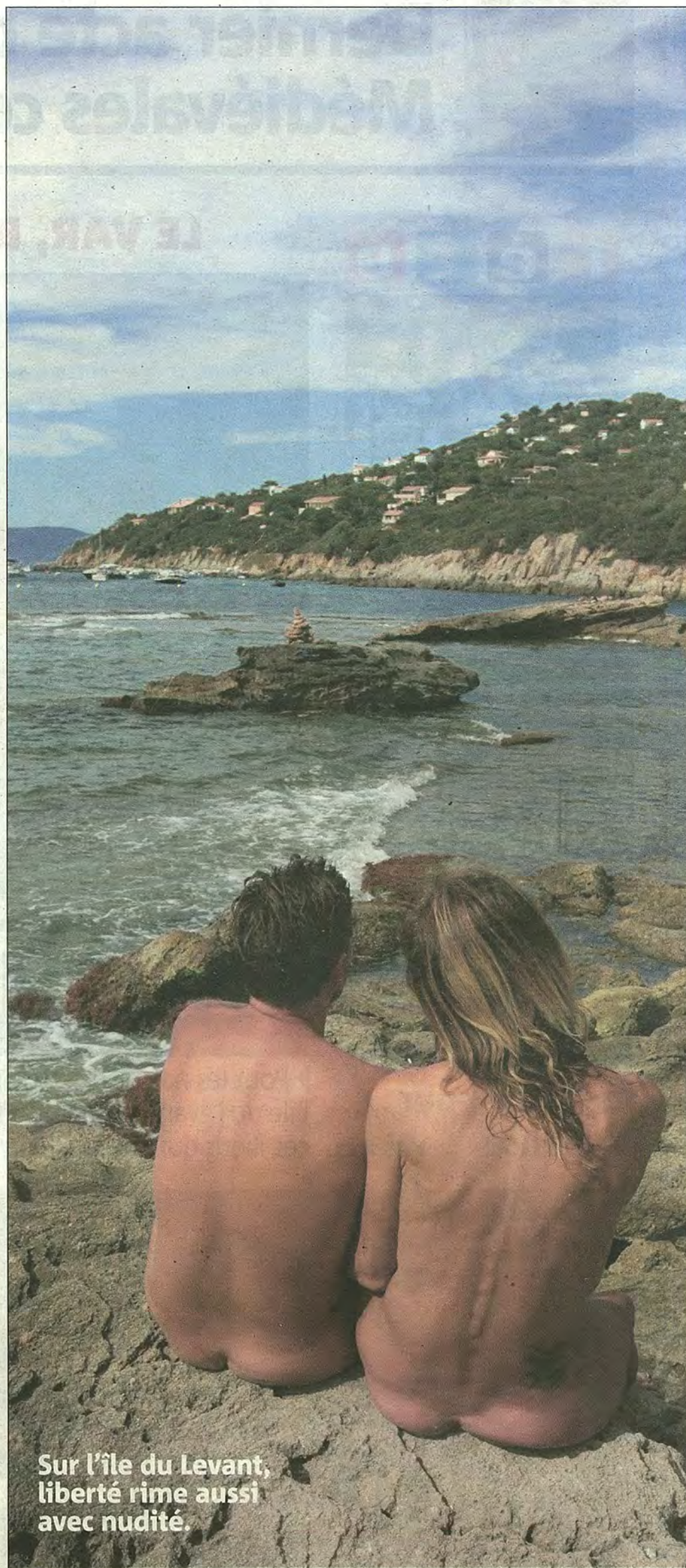


Aude et ses deux dauphines, Elodie et Rim.

blimes candidates cette année, sans oublier l'Italie ou encore la Hollande. Mais c'est une sirène de l'île qui a décroché la couronne de vahiné: la blondissime Aude aux yeux d'aigue-marine, 20 ans, est quasiment née à Héliopolis où réside toujours sa grand-mère, Doris. Étudiante en sciences sociales à Paris, elle était la cadette de cette élection.

La charmante Elodie, sa première dauphine, adepte de permaculture, participe à des spectacles de rue au Lavandou et fait des animations sur l'île. Enfin la seconde écharpe est revenue à Rim, la jolie boulangère du village. Un choix évidemment difficile, et une tâche ardue pour les commissaires de plage en charge de décompter les votes jusque sur les embarcations environnantes.

Les gagnantes ont reçu une pluie de cadeaux et ont sabré le champagne à l'Héliotel. Les agapes devaient se poursuivre tard dans la nuit, avec le bal donné sur la place du village.



Sur l'île du Levant, liberté rime aussi avec nudité.

Var un nid douillet

La vie à nu sur une île

La maison semble flotter, posée en surplomb de la mer, sur les arbousiers de l'île du Levant. Yvette et Fred Capoulade y ont élu domicile il y a huit ans, face au soleil couchant. La maison de famille avait été achetée il y a 58 ans, du temps où il n'y avait pas encore d'électricité sur ce petit bout de monde, encore plus retiré

qu'aujourd'hui. « C'était une autre ambiance, plus rustique, mais aussi plus conviviale », se souvient Fred, un ancien de la marine marchande. Sa femme, enseignante à la retraite, parle du « sentiment de liberté qui règne ici, d'être comme on veut ».

À une exception près, « le bord de mer » où le naturisme est une évidence. De-

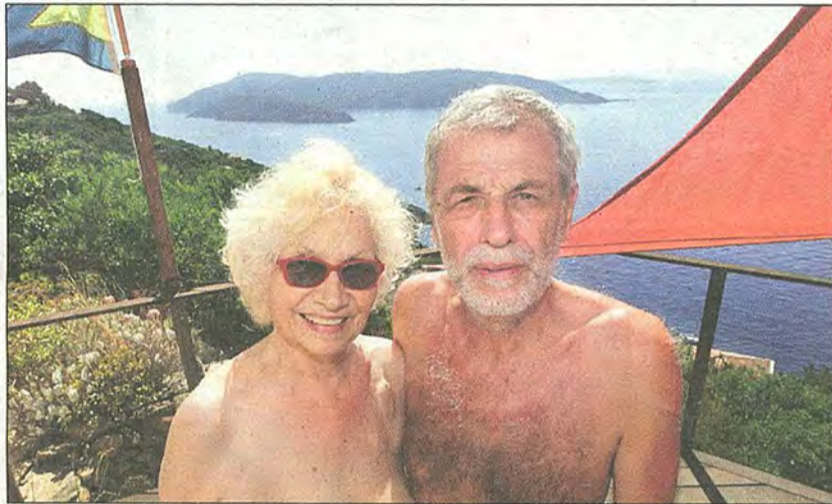
puis l'apaisement de la polémique sur « le textile » (lire pages suivantes), les regards se tournent vers d'autres horizons. Les Levantins ont devant eux des questions tout à fait cruciales.

D'abord, la guerre de l'eau, car « l'île est [contrainte d'être] autonome ». Chaque maison compose avec ses citernes de récupération de pluie. Lorsque les niveaux sont à sec, on demande un ravitaillement grâce à un château d'eau – alimenté par un forage.

« Le gros souci de l'eau, c'est que la demande se concentre sur quatre semaines l'été » – quand l'île est la plus fréquentée. On ne peut ni servir tout le monde en même temps, ni fournir de grandes quantités.

L'autre dossier qui mobilise les propriétaires du Levant est le futur plan local d'urbanisme. Le projet en cours d'élaboration prévoit d'encadrer drastiquement la constructibilité, avec un classement en zone N, naturelle.

Le domaine Héliopolis n'a guère le loisir de ne se soucier que de nu et de soleil.



Naturel et contestataire

Il ne faut pas s'y tromper. Si la France est « la première destination mondiale des naturistes, ce n'est sûrement pas grâce à sa législation ». Administrateur national à la fédération française de naturisme, Roger Banchereau, qui vit dans l'est Var, connaît bien la question. « Ce qui est porteur, ce sont les installations existantes – avec quand même deux ports municipaux naturistes en France ! Les plus gros campings et centres de vacances sont aussi ici ».

Dans le Var, l'île du Levant est l'exemple éclatant d'un « paradis de nature », « un domaine privé, mais ouvert à tous ». Un patrimoine naturel et historique inégalé.

À côté de ces atouts, l'ouverture d'esprit ne serait pas l'apanage de la société française, plus souvent embarrassée par le corps et la nudité. « Pourtant, le nu était conquis dans les années soixante-dix. Le mouvement de libération des femmes revendiquait le droit d'être torse nu ». Aujourd'hui encore, es-

time Roger Banchereau, « le nu reste comme un moyen de protestation, de revendication. Ce n'est pas un hasard si c'est le vecteur qu'a choisi le groupe féministe des Femmes ».

Les naturistes ne sont pas des révolutionnaires, loin de là, mais la révolution serait intérieure. « Mettez-vous nu. Vous verrez, vous changez ». Les jeunes qui arrivent dans le mouvement « se cherchent une philosophie de vie. Radicalement à l'inverse du virtuel et des pseudos ».



L'histoire

C'est un peu la part sombre de cette île soleil. Une ombre aux allures d'enfer qui fait partie de l'histoire de ce lumineux paradis. En 1861, une soixantaine d'enfants, âgés de 5 à 20 ans, débarquent sur ce qui est présenté comme une « colonie agricole ». En fait... un bagne. L'auteur Claude Gritti est revenu sur ce pan méconnu dans un fabuleux ouvrage : *Les enfants de l'île du Levant*, aux éditions JC Lattès.

Le Levant : île aussi militaire

La singularité de l'île du Levant est double. La plus orientale des trois îles d'Hyères n'est accessible au public que sur une petite partie – un dixième. Le domaine naturiste privé Héliopolis côtoie le centre d'essais de missiles de la Délégation générale de l'armement (DGA), qui occupe désormais 90 % du territoire. Sur Le Levant, vivent une petite centaine d'habitants à l'année et jusqu'à 1.500 vacanciers peuvent y passer la journée. La traversée se fait principalement depuis Le Lavandou, mais aussi le port d'Hyères.

La suite de notre dossier du dimanche à lire en pages suivantes



Au Levant, la terrasse du Bazar est naturiste et aérienne.

Questions à

Elisabeth Varet, présidente des Amoureux du Levant Naturiste (ALN)

« Défendre notre île sauvage »



Avec plus de 220 adhérents, l'association des Amoureux du Levant Naturiste (ALN) a été fondée en 2004, contre le projet de port porté par le département. L'ALN tenait son assemblée générale jeudi.

Quel est l'objet de l'ANL ?

C'est la défense de notre île, naturiste et sauvage. C'est le fait d'avoir été verbalisés, de nous faire rhabiller sur les dalles – parce qu'il y avait un projet de port derrière – qui nous a fait réagir. Ce sont ces verbalisations qui nous ont fait connaître l'existence de ce projet, sinon, personne n'aurait rien su ! Le scénario retenu indiquait textuellement que le nouveau débarcadère de ce programme à 9 M€ serait moins confortable pour les usagers, que ce serait plus dangereux... C'était incroyable. Nous avons attaqué la décision de dérocteur des posidonies pour la réalisation de ce « port breton ».

Où en est le projet aujourd'hui ?

Le déroctage, le bétonnage de la plage, tout a été abandonné. Ils ont un peu élargi le quai de débarquement, ce qui est parfait. Ils ont finalement compris qu'il n'y a rien d'autre à faire que de déguerpir quand la houle de sud arrive, et il n'y a plus d'argent.

Que dire du naturisme aujourd'hui au Levant ?

C'est devenu beaucoup plus calme depuis que nous avons obtenu audience avec le député-maire d'Hyères Jean-Pierre Giran (*l'île fait partie de la commune d'Hyères, Ndlr*). Nous pouvons désormais traverser la place du village nus depuis cet automne. Nos adhérents sont très satisfaits, cela a changé les choses.

1,2,3... Plongez !

► Festivités

– Après l'élection des Miss, on garde la tête dans les étoiles : première nuit des étoiles filantes le 8 août, à partir de 21 h. Musiques et danse sont au programme.

– Duo chorégraphie Yann Alexandre, jeudi 11 août à 18h30, sur la dalle du port.

– Semaine des sports Ô Levant, pour un Levant naturiste et sportif, du jeudi 11 au vendredi 19 août. Ateliers encadrés : natation, course à pied et volley-ball.

► Un peu de lecture

Plusieurs ouvrages abordent l'île et le domaine Héliopolis, chacun par une facette différente.

– *Héliopolis, une communauté naturiste sur l'île du Levant*, Julie Manfredini, primée par l'Académie du Var, C'est-à-dire Éditions.

– *Héliopolis, histoire d'un village expérimental devenu un jardin d'essai*, Frédéric Capoulade et Hélène Goldet.

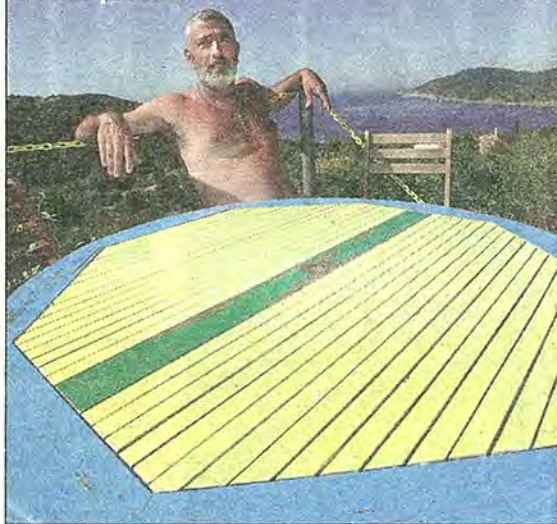
– *Île du Levant, Île du Titan*, photographies d'Olivier Amsellem, édité par la Villa Noailles et Toulon-Provence-Méditerranée.

– *Héliopolis, les cahiers du Levant*, une série de six livres édités par l'association Agir O Levant.

Le salut levantin ?
Le paréo tombe au
départ du bateau.



Jean-Pierre Blanc
en son paradis



Le photographe
Guy Thouvignon



Le Levant une île

« **À** demain ! J'espère que notre île vous plaira. » On reste songeur. « Notre. Île. » Rare sont ceux qui peuvent marier ces mots. Et faire d'un rocher habillé de maquis, son domaine à soi. Qu'on chérit, et plus encore : qu'on partage.

Le Levant et les naturistes vivent une histoire d'amour depuis 85 ans. La sensualité de l'île ne vient pas des corps nus que vous croisez à pied, sur les corniches brûlantes de soleil, mais de la magie d'une roche ocre et brillante, parfumée d'iode, d'eucalyptus et de genévriers. Le bleu de la mer jaillit partout, au détour d'un chemin, au bout d'une terrasse. Lauriers roses, cannas rouge vif, et bougainvilliers violets défient l'étreinte solaire. La magie du ciel vous enlace superbement, de l'aube à la nuit.

« Les étoiles, vous avez vu les étoiles ? », s'enquiert notre hôte. Ici, pas d'éclairage public, la nuit est autant souveraine que le soleil est roi. L'île du Levant fait dans les sensations. Et passionne.

Le domaine naturiste privé Héliopolis a pu avoir, et souffrir, « d'une aura sulfureuse de libertinage ». Un amalgame autour de la fête et du sexe. « Le nu reste encore un tabou pour certains ». Mais, de libertinage, « il n'y en a pas plus qu'en face », assure-t-on.

« En face », c'est le continent, cet horizon lointain où l'agitation et la foule

restent perceptibles. Devant les criques de Port Cros, les voiliers dansent et les vedettes filent à grand trait d'écume. Ici, aucun moteur ne vient couvrir le chant intense des cigales. À pied, dans un dédale escarpé de jardins, sous les yuccas exubérants, la vie levantine bat à un rythme différent.

Vent mauvais

Ces dernières années, Le Levant a vécu la tempête. Levée comme un vent mauvais, la polémique a enflé jusque devant les tribunaux, sur le fait de devoir couvrir son intimité – ou pas. Deux habitants avaient été verbalisés en 2010, pour leur nudité inté-

grale. « Dans un domaine naturiste, c'est quand même fort ! », s'exclame aujourd'hui encore une fiefée

contrevenante.

« On devait s'habiller juste pour traverser la place. C'était d'un grotesque infini », estime Gilles Goiset, à la tête de l'Union des commerçants, qui recense une trentaine de professionnels. Il s'agissait de se couvrir sur la place du village, où terrasses de restaurants, supérette, mairie et bureau de Poste se succèdent.

Quand une famille allemande a été houspillée, l'an dernier, pour y être passée en tenue d'Eden, la fédération allemande de naturisme a toussé. L'épisode a fait mouche dans le combat entamé par une partie des Levan-



tins. De haute lutte. Le président national de la fédération française de naturisme les a soutenus jusque dans le bureau du maire d'Hyères.

Depuis cette année, un courrier garantit aux liens qu'ils peuvent traverser la place, nus. En quiétude. « Il faut imaginer que les gens viennent ici du monde entier, et nous, on avait des règles strictes et incompréhensibles. Cette note de service a beaucoup apaisé », se réjouit Gilles Goiset.

Loi de la civilisation

Le calme serait revenu dans ce qui est non seulement une île, mais aussi un village. « On n'est pas un camp fermé, mais un monde ouvert. Les gens sont nus, certains portent un « minimum », d'autres plus. Le naturisme n'est pas en danger », estime pour sa part Chantal Aumasson, la toute nouvelle présidente du syndicat du domaine – avec 230 propriétaires.

« On n'est pas un camp fermé mais un monde ouvert »



L'Ayguade est l'unique porte d'entrée de l'île.



Le charme discret de l'hôtel Gaëtan, « dans son jus »



Paul Bernard, terrasse de l'Héliotel



ouverte à un naturisme doux



ne pas fumer, ni boire d'alcool. Protéger la nature. Évidemment, ce n'est pas le programme exact ni de tous les habitants, ni de tous les vacanciers. Mais l'état d'esprit imprègne l'île.

Lampe à huile

Beaucoup revendiquent une vie simple, tournée vers l'essentiel. « La philosophie du naturiste, c'est une vie saine dans un corps sain, dans un lieu paradisiaque. Ça me va très bien », sourit le photographe Guy Thouvignon, en allumant une cigarette sans remords. Ses portraits d'art, de nus, ont pour décor Héliopolis dont sa réserve naturelle de 20 hectares.

L'esprit rebelle des Levantins a particulièrement brillé l'année 1989, date de l'électrification de l'île. La décision avait été adoptée d'une très courte tête, à 51 % des voix. La lampe à huile et le frigo à gaz ont failli perdurer. À l'hôtel Gaëtan, on a toujours un immense buffet de bois qui était approvisionné en pains de glace... ou ce qu'il en restait à l'arrivée

« Il y a quelque chose à raconter, il y a une âme »

du voyage. « Cet hôtel est une véritable histoire de famille, il a été construit et tenu par mes grands-parents », présente Myriam Benchi-

mol-Bes-soudo. Le confort est modeste, mais le charme fou.

« La machine à café Conti sur le comptoir, on la laisse. C'est la madeleine de Proust. C'est ça que les gens aiment. Ils nous disent : "On vient parce que c'est vieillot" », rit-elle. Sa mère Denise ajoute : « Au moins il y a une âme, il y a quelque chose à raconter ! » Les habitués prennent place au petit-déjeuner, à hauteur des palmiers.

En forme, beau, bronzé

Stéphane, lui, déjeune sur une terrasse qui surplombe la Méditerranée. « Je suis venu une journée, sans connaître le naturisme, il y a sept ans. C'est génial, je ne connais pas ça ailleurs ». Cadre d'entreprise, il vit « la parenthèse de l'été ». « Je me sens en forme, beau et bronzé ». Puis en souriant : « C'est mon jardin secret, je dis à ma famille que je vais faire de la plongée ». Encore ce parfum d'interdit.

En revanche, plusieurs îliens tordent le nez quand on évoque les établissements libertins de l'île. Ceux-ci sont rares, mais leur créneau alimente une image que beaucoup rejettent. C'est le spectre du Cap d'Agde aux nuits débridées. Le soir, s'il y a de la drague au coin d'un escalier, elle ressem-

« Le nu invite à la sobriété. Ici, on ne fait pas de show off »

ble fort à celle du littoral. À la nuit tombée d'ailleurs, le tissu ressurgit. On se sape pour sortir au resto. C'est le seul moment où le vêtement réapparaît. « Parfois on a des clients qui arrivent clairement pour se montrer, faire du "show off" », confie Paul Bernard, qui a repris avec son compagnon Vincent Loiseau l'Héliotel. « Ces gens-là généralement se montrent un jour et s'en vont le lendemain. Ici, cela ne prend pas. Le nu invite à la sobriété ».

Fervent naturiste, il apprécie que « des gens de toute condition deviennent équivalents ». Ce qu'on ne retrouve pas habillé – et même en maillot. « Que vous soyez artisan ou directeur de banque, quand vous êtes nu, ça ne se voit pas ».

Cette sobriété ensoleillée serait aussi un rempart, fragile, à la spéculation. « Leur fin, à certains, c'est de faire du Levant une île de richards. Mais les vrais naturistes, nous, on est simple. On n'est pas assez intéressant. Alors il y a de la spéculation derrière », confie une pure et dure. Depuis qu'il n'y a plus le camping (naturiste et municipal !), il faut quand même prévoir un budget pour s'offrir le séjour. Une certaine idée du Levant veut résister. Et exister.

Sur le sentier littoral, la plage et les bains de mer, le nu est de rigueur. Sur le port, on se couvre le sexe. Sur les chemins et corniches, on marche nu, avec un paréo ou habillé. Zone mixte. Voilà ce que certains appellent « un naturisme doux ». Il n'y a pas une barrière douanière à partir de laquelle on doit s'arrêter pour se déshabiller. Mais tout en étant respectueux de la liberté de chacun, le domaine Héliopolis est fondamentalement naturiste.

« L'île est un cadre de rêve, mais avec une caractéristique : le naturisme. On y ressent une espèce de liberté qu'on ne trouve pas ailleurs et qui vient du naturisme », décrit Jean-Pierre Blanc, le directeur de la Villa Noailles à Hyères.

Pour les naturistes, le corps nu est délivré du tissu qui serre. Libéré surtout des codes que le vé-

tement transporte. « On s'éloigne de la civilisation, c'est une mise à l'écart sur plusieurs niveaux. Il y a peut-être une valeur refuge dans la liberté qui existe ici. »

Bains d'air et de soleil

Le ressourcement existentiel fait sens avec les valeurs des fondateurs du domaine, en 1931. « Les deux frères Durville, des médecins parisiens, testaient – pourrait-on dire – des méthodes alternatives, expose Julie Manfredini, historienne qui a étudié les fondations du Domaine Héliopolis. Le soleil, l'air et la mer étaient au centre de leur pratique, qu'ils voulaient tester dans un lieu grandeur nature ».

Considérés comme des illuminés par leurs pairs, ils préconisent « la cure naturiste ». Exercer son corps, manger sobrement, peu de viande,

À événement exceptionnel,

Terrasses bondées, commerçants comblés. L'évènement a profité aux restaurateurs et brasseurs, en particulier du côté des plages du Mourillon. Ailleurs en ville, l'effet Coupe est plus discret

Un week-end de tous les records. À quelques heures de la fin des épreuves de l'America's cup, les professionnels toulonnais interrogés ont livré, hier, leur premier bilan. Il faudra encore attendre quelques jours que la fièvre retombe pour donner des chiffres bien précis. Éclairage.

Au cœur de l'évènement et à deux pas du village de Louis Vuitton America's cup world series, situé à l'anse Tabarly, les restaurateurs des plages du Mourillon ont eu de bonnes retombées. « C'est fantastique », lâche un brin essoufflé par la cadence Jérôme Mamou, directeur de l'affaire familiale, L'Oasis. « C'était un événement attendu, mais on n'espérait pas à une telle affluence. »

« C'est plus gros qu'un 15 août »

Samedi après-midi, les terrasses des restaurants des plages étaient prises d'assaut à une cadence plus ou moins soutenue selon les anses, éloignées ou non, du spot d'activités. « Cela a dépassé nos espérances en terme de fréquentation », se réjouissait, hier après-midi, Stéphane Retouret, responsable du restaurant L'Anse des pins.



Pour le restaurant L'Oasis : « C'était un événement attendu, mais on n'espérait pas à une telle affluence. »



Les établissements des plages du Mourillon, comme à L'Anse des Pins, ont connu une affluence record tout au long de ce long week-end. (Photos Luc Boutria et Laurent Martinat)

En termes de retombées, « cela représente plus 80 % par rapport à une journée lambda », évalue-t-il.

« Ce sont des retombées exceptionnelles. Entre vendredi et samedi, nous avons eu une très grosse affluence même si, vendredi midi, cela a été un peu plus calme. À l'heure de la fermeture du village, soit après 19 heures, ce fut l'affluence. C'est plus gros qu'un 15 août », lâche le responsable de L'Oasis, en soulignant le caractère bon enfant du public. « Nous avons eu la chance d'avoir aussi une clientèle internationale qu'on n'a pas pu avoir pour le feu d'artifice du 14 juillet. Nous avons ainsi pu bénéficier de retombées internationales. Le côté populaire nous a vraiment fait travailler », commente le patron de L'Anse des pins. « Si nous avons eu aussi quelques annulations de

réservations par rapport à la fermeture du parking, c'est infime par rapport au reste », concède-t-on à L'Oasis.

Répercussions avec le parking fermé

Certes, les conditions ultra-sécuritaires, même si elles n'ont pas été « contraignantes » de l'avis des visiteurs interrogés, n'ont pas été sans conséquences chez les habitués, notamment « les personnes âgées et les familles avec des poussettes ». La fermeture du parking des plages a été la source de quelques annulations de réservations. « Je n'ai rien à dire sur le dispositif de sécurité mais les clients étaient partagés sur la fermeture du parking des plages », explique ce responsable du restaurant La Plage. « Vendredi soir, pour la soirée disco organisée en face de chez nous, les spectateurs

ne se sont pas attardés, pressés de reprendre les navettes de bus vers minuit », confie ce responsable.

Pour autant, l'avis est unanime : « Cet événement international a été une réussite. »

« Pour Toulon, cela renvoie une superbe image. Il n'y a pas que le RCT, on doit aussi se battre pour la mer. Si un jour, on arrive à avoir notre musée océanographique, cela sera vraiment bien », souhaite le restaurateur de L'Oasis.

La ville n'a pas attendu d'organiser l'America's cup pour se tourner vers la Méditerranée et son histoire, comme son développement. « La voile sportive ou de tradition y joue un grand rôle », explique l'agglomération toulonnaise. Pour preuve, les deux Tall ship races qui ont rassemblé chacune plus d'un million de spectateurs...

CATHERINE PONTONE

« Investir pour le futur »

Il était encore tôt, hier en fin d'après-midi, pour Laurent Jérôme, adjoint au commerce, de dresser un bilan chiffré de l'évènement. « Nous avons travaillé avec la Chambre de commerce et d'industrie pour lancer une charte qualité d'accueil. Plus d'une centaine d'établissements de restauration et une quarantaine de commerçants y ont adhéré (Ndlr, 300 si on englobe les hôteliers). Il est prévu d'avoir un retour auprès des professionnels », explique-t-il. « Pour certains commerçants, cela a pu avoir un effet immédiat. Des étrangers ont eu l'occasion de découvrir Toulon et son cadre magnifique. Ce qui est aussi à attendre, c'est un investissement pour le futur grâce à l'image véhiculée par cet évènement mondial. Et ce, pour que la ville soit découverte et que les gens aient envie d'y revenir. » La ville a fait en sorte de faire battre l'évènement dans le cœur de ville. Et ce même si « le contexte sécuritaire a fait que des animations ont été annulées et recentrées au Mourillon, comme la présentation des équipes et des animations, place de La Liberté, annulées par la préfecture. »

En centre-ville, une « belle image »

La proximité d'un évènement fait souvent toute la différence dans les retombées économiques. Les Tall ship races, organisées au cœur de l'enceinte portuaire, avaient davantage bénéficié aux professionnels du port et du cœur de ville qu'à ceux du Mourillon. Pour autant, « toute animation à Toulon est bénéfique pour tout le monde », martèle Jean-Michel Bonnus, gérant de La Réale, situé sur le port. Cette fois, les Formule 1 de la mer ne sont pas venus mouiller. Mesures de sécurité obligent. Mais ce professionnel du centre-ville mesurait déjà, hier midi, les retombées de ce long week-end. Le cœur de ville, et le port ont aussi battu au rythme de belles animations, notamment musicales. « Si on pouvait les avoir tous les dimanches, cela serait super. Nous



Mesures de sécurité obligent, les Formule 1 de la mer n'ont pas pu venir briller au port. Mais les musiciens ont donné le change. (Ph. C. P.)

sommes friands de toute cette animation », lâchait Jean-Michel Bonnus. Les déambulations des Excentriques et des Tambours ont donné, hier midi, un air de fête. À La Mie caline, place Louis-Blanc, Joël Romeo a mesuré « des retombées vendredi et samedi, jusqu'en

début d'après-midi ». Le public étant massé sur le spot du Mourillon, « les après-midi ont été classiques ». En attendant de répondre au questionnaire de la CCI, il avouait toutefois « s'attendre à un peu plus de retombées que cela ».

Repères

■ Hôtellerie

Cent pour cent des établissements ont affiché complet, selon TPM.

■ Profil visiteurs

« Une étude est en cours, grâce à un système d'observation touristique via les téléphones portables des gens sur site », selon l'agglomération toulonnaise. « Cela va nous permettre, d'ici quelques semaines, de connaître le nombre de visiteurs, leur origine géographique... Ce système est conforme avec la Commission nationale de l'informatique et des libertés. »

■ Dépense

Il est encore trop tôt pour connaître le chiffre exact des retombées économiques. Mais si, selon TPM, on part du principe « qu'un touriste dépense en moyenne 50 euros par jour à Toulon », cela peut atteindre « 2,5 millions d'euros pour 50 000 personnes accueillies par jour ». Un chiffre largement dépassé pour la coupe de l'America cup's.

retombées exceptionnelles?

Une vaste question d'image pour la rade

LE SURF DES CATAS

Il est pour l'instant impossible de savoir combien d'internautes sur la planète se sont connectés à une information relative à la coupe de l'Amérique, ce week-end.

Le géant Google fournit cependant des données sur les tendances qu'il note sur son moteur de recherche. Sa page, dédiée à l'exercice (www.google.fr/trends), permet ainsi de découvrir, par exemple, l'origine géographique des internautes ayant cherché une diffusion en direct des régates (America's cup live).

Selon google, cette requête a particulièrement progressé durant le week-end aux îles Fidji, en Nouvelle-Zélande, en France, au Royaume Uni et en Suède. Un bon indicateur sur le caractère international de l'évènement.



Espagnol, russe, japonais ou anglais. Toutes ces langues s'entendaient dans la salle de presse, installée au bout du village, ce week-end. Rien d'étonnant à cela. Le prestige de la Coupe de l'America rayonne sur toutes les mers du monde. Pour s'en convaincre, il suffisait de jeter un œil à la liste des journalistes accrédités pour suivre les trois jours de régates : 250 reporters, arrivés de 17 pays différents.

Le Faron diffusé au Japon

Attirés par les Formule 1 des mers, ils ont relayé la compétition, retransmis les régates en direct ou en différé, interviewé les skippers... mais aussi – par ricochet – exporté une certaine image de la rade. Une image où le bleu des flots se charge volontiers des parfums de Provence.

« On sait par exemple qu'une équipe de la principale télé japonaise est montée sur le Faron et a fait un reportage sur la ville », glisse le service communication de l'organisation de la course. « On peut noter aussi que, en plus des retransmissions sur Canal +



Durant tout le week-end, 250 journalistes, arrivant de dix-sept pays, ont parlé de Toulon et de sa rade (Photo Luc Boutria)

sport, toutes les télé nationales étaient ici ce week-end et ont fait des sujets dans leurs JT. »

Un premier motif de satisfaction pour l'agglomération qui a choisi d'accueillir les régates précisément pour recueillir un peu de leur légende. « Au-delà de l'impact sur le tourisme, nous espérons présenter au monde entier un aperçu du potentiel exceptionnel de la destination Toulon, explique de son côté TPM. Un territoire en plein essor qui regorge de mille richesses naturelles, pa-

trimoniales, culturelles, mais aussi technologiques et économiques. »

Combien de personnes vont réellement être touchées par ces images? Impossible à dire précisément. Calculer l'exposition des charmes toulonnais relève, pour l'instant, du pronostic hasardeux. Multiplier le nombre de médias couvrant la course par le nombre de leurs lecteurs ou téléspectateurs potentiels donne le tournis, mais reste aussi approximatif qu'illusoire. D'autant qu'aujourd'hui, une

bonne part de la résonance d'un évènement auprès du public échappe aux médias traditionnels pour surfer sur le web et plus encore sur les réseaux sociaux. Les nombres de « clics », de « like », de « tweets » ou de « partages » ont supplanté les audiences télé « à la papa », calculées sur la base d'une petite famille posée sur son canapé devant un écran unique.

« Ce qu'on sait, c'est que lors de la dernière étape des World séries, Portsmouth a évalué que la valeur des retombées médias avoisinait les 16 ou 17 millions de livres (18 à 19 millions d'euros, Ndlr) », confie Franck Proffit, directeur de l'évènement (ACTO). Pour tenter de préciser ces chiffres, ACTO a demandé à un cabinet d'études de fournir d'ici quelques semaines un décompte précis des retombées médiatiques du week-end, afin de conforter les élus dans l'idée qu'investir sur l'organisation d'un évènement comme ces régates, ce n'est pas un coup d'épée dans l'eau.

P.-H.C.

phcoste@nicematin.fr

Télé: la Marine fait écran aux plans de l'arsenal

Mais où est donc passé l'arsenal? C'est un peu la question que les téléspectateurs, habitués à associer Toulon aux bateaux gris, ont dû se poser en regardant les régates de l'America's cup sur l'une des nombreuses chaînes diffusant l'évènement. Qu'ils se rassurent, Toulon n'a pas vendu son arsenal militaire et ses navires de guerre pour s'offrir la Coupe de l'America. Non, c'est juste que la Marine nationale avait choisi de ne rien dévoiler de ses installations. Et pour être bien sûr que rien n'apparaisse sur les postes de télé, quatre observateurs de la Marine se sont relayés, tout au long du week-end, à bord de l'hélicoptère chargé de prendre des images aériennes pour les chaînes de télé du monde entier. Quatre observateurs, parmi lesquelles le premier-maître Audrey qui, à bord de l'appareil, s'est fendue de quelques explications. « Il y avait deux conditions préalables à l'obtention des autorisations de survol: aucune image des installations militaires ne devait apparaître sur les écrans et l'appareil, qui est un monomoteur, n'avait pas le droit de survoler la ville. »

Les motivations qui ont conduit à ce choix de rayer l'arsenal de la carte postale toulonnaise n'ont pas été précisées. Mais après tout, la rade avait bien d'autres charmes à dévoiler.



L. S. Aucun bateau gris dans l'objectif de la caméra aérienne.

(Photo D. Leriche)

Animations : bouquet final



Les casquettes étaient plus que de rigueur pour profiter de la course. Malheureusement pour ces supporters tricolores, Groupama n'a pas pu se hisser sur le podium. (Photos L. B., L. M. et V. LP.)



Si l'absence de vent peut contrarier les skippers, ce n'est pas le cas des artificiers. Hier soir, les conditions étaient idéales pour profiter du spectacle pyrotechnique venu conclure un riche week-end d'animations... Après avoir scruté le large durant trois jours, les spectateurs ont donc levé les yeux pour apprécier le somptueux ballet de couleurs.



Boire un coup, découvrir les partenaires, rechercher un peu d'ombre ou apprendre des choses sur les projets scientifiques de l'Ifremer... Il y avait bien des raisons d'arpenter le village, même si celui-ci fermait un peu tôt au goût de certains.



Le rapport entre le trapèze volant et la voile ? Une évidence ! Des mâts, des cordes et un sérieux sens de l'équilibre sont demandés pour cette activité circasienne que le public a pu tester tout au long du week-end.



Beau succès et longue file d'attente pour l'attraction « winch » grâce à laquelle le public a pu mesurer combien la voile est éprouvante.

INDISPENSIBLES BÉNÉVOLES

« Aider, c'est aussi remplir des sacs poubelle »

Comme une évidence. Quand on est native de Toulon, fille d'un officier de la Marine nationale et que l'on a baigné dans le monde de la voile toute sa jeunesse, participer à la venue de la Coupe de l'America, ça coule de source. Alors, après avoir appris par le bouche à oreille, « comme toujours à Toulon », que l'organisateur avait besoin de bénévoles, Blandine s'est, « sans hésiter une seconde », jetée à l'eau pour apporter sa contribution. Quitte à traverser La Manche et à laisser Londres, où elle poursuit ses études, quelques jours derrière elle afin de rejoindre cette anse Tabarly sur laquelle elle a tiré ses premiers bords. « Ça va étoffer mon CV, mais je ne l'ai pas fait pour ça, explique la jeune femme. Pendant une petite dizaine de jours, j'ai pu aider les équipes et les médias étrangers en faisant de la traduction, confie Blandine. Mais cela consistait aussi à porter des bouteilles d'eau et à remplir des sacs poubelles. Il ne faut pas s'attendre à se tourner les pouces. » Comme Blandine, ils étaient plus de quatre cents, ce week-end, à œuvrer au service d'un événement qui, sans eux, n'aurait pas pu exister. Ça aussi, c'est une évidence, mais il est toujours bon de le rappeler.



Hier, en fin de journée, le maire Hubert Falco a tenu à saluer et rendre hommage aux quatre cents bénévoles sans qui ce week-end n'aurait pas pu se dérouler.

9 LA CULTURE

1 Expo Landskating : surfer sur l'architecture à Noailles

Var Matin – 15.03.2016

2 Design parade Toulon

Ideat Contemporary Life – Été 2016

3 « Au théâtre ce soir... » dans le fort de la Bayarde

Var Matin – 29.07.2016

4 Le Colbert : un nouveau théâtre en centre-ville

Var Matin – 25.11.2016

5 La Méditerranée, si proche et si lointaine...

Var Matin – 29.11.2016

6 Le musée d'Art prépare sa grande révolution culturelle

Var Matin – 09.12.2016

Expo Landskating : surfer

Une exposition d'architecture à voir jusqu'au 20 mars, à la Villa Noailles à Hyères : des Etats-Unis à Hyères et Marseille, il n'y a qu'un saut pour raconter l'histoire internationale du skate

Deux visages de l'architecture, inédits, sont à voir à la Villa Noailles, durant encore quelques jours. « Les skateparks à travers le monde, une idée, dont on n'était pas persuadés au départ, nous a tous embarqués et est devenue une vraie aventure », confiait Jean-Pierre Blanc, directeur du centre d'art hyérois, lors du vernissage. En parallèle, une villa privée à Bormes, La Reine Jeanne et son architecte Barry Dierks, méconnus du grand public, sont décryptés à travers des installations et expos photos. « Pour la première fois, nous avons pu réaliser des images et avoir accès aux archives, cela fait partie des miracles que la Villa Noailles connaît de temps en temps. » Deux univers lointains, lieux pour sportifs initiés et de rendez-vous de célébrités deviennent accessibles au grand public. Les prochains à concevoir ? « On pourrait rêver d'un festival d'architecture, comme de la mode », s'est pris à imaginer le directeur de Noailles...



De nombreuses photos. (Photo DR : Jessica Bard, circa 1980)

Une architecture très spéciale. L'exposition Landskating s'intéresse à l'histoire de la pratique du skate, sauvage au départ, dans les années 1960, exercée dans les piscines vides de Californie, notamment. Exutoire pour les surfeurs en manque de vague, elle inspire la naissance des premiers skateparks, dont celui de Carlsbad, dans ce même Etat. On retrouve dans leur architecture, « la transposition de ces espaces trouvés, avec cette analogie avec l'océan. Carlsbad, on dirait une mer figée », explique un des commissaires de l'exposition.

Des Etats-Unis, patrie originelle à l'Europe

La recherche de la « permanent wave » (vague permanente) ou d'une continuité à travers la ville voit la naissance de nouveaux outils et « d'un vocabulaire architectural ». Des magazines d'époque, que les fans reconnaîtront, sont exposés. Toujours aux Etats-Unis, qui ont fourni de nombreux matériaux pour cette expo, l'Embarcadero, un des lieux embléma-

tiques du street à San Francisco est représenté. Projets aux quatre coins du monde ou photos d'une trentaine de skateparks en France rendent compte de la propagation universelle de ce sport.

« Le skatepark comme un double de la ville » ou à l'inverse un mobilier urbain qui finit par intégrer cette pratique, on ne lit plus, après la plongée dans cet univers à Noailles, nos rues et places de la même manière. Plus près que les Etats-Unis, un Marseillais et un Hyérois, notamment, ont marqué ce sport empreint de liberté, qui a aussi flirté (des vidéos dignes de la « prohibition » sont projetées) avec les interdits...

VALÉRIE PALA
vpala@nicematin.fr

Landskating et Villa La Reine Jeanne, à voir jusqu'au 20 mars à la villa Noailles, à Hyères ouverte tous les jours sauf lundis, mardis et jours fériés, de 13 h à 18 h. Le vendredi, ouverture en nocturne, de 15 h à 20 h. Entrée libre.
www.villanoailles-hyeres.com

Le témoignage Yan Bertini, a travaillé ado, avec la mairie d'Hyères sur le projet de l'actuel skatepark

« C'était mon rêve d'enfance, j'étais sûr de moi »

Yan Bertini, 38 ans, est fondateur de l'association qui gère les activités du skatepark municipal d'Hyères, et a ouvert récemment un magasin, le Gaspard skateshop. Le street park, qui accueille de nombreux événements, dans une ville qui compte aujourd'hui un double champion du monde, est l'un des premiers de cette envergure.

Comment avez-vous découvert le skate ?

Avec des copains, très simplement, à l'âge de 10 ans. On a commencé à faire des descentes. Très vite, on s'est retrouvés sur la place Clemenceau (à Hyères, Ndlr), une belle place de marbre (rire malicieux) qui a fait office de piste de skate pendant des années !

Et c'est là que vos problèmes avec les autorités de la ville ont commencé, non ?

Oui, il y avait un directeur de la police municipale qui était complètement allergique au skate. Il organisait des chasses à l'homme. Les policiers se cachaient dans les buissons, il y avait



Yan Bertini : l'expo raconte aussi son histoire.

(Photo Frank Muller)

des courses poursuites en moto. Nous, on se cachait dans les magasins. Ils nous confisquaient nos planches et ne voulaient pas nous les rendre. Un jour, je me suis fait attraper par cet agent dans une petite ruelle. Il m'a couché sur le capot d'une voiture, puis a menacé ma mère en lui disant qu'elle allait payer des travaux sur toute la place Clemenceau.

Et vous allez alors voir la mairie, à 17 ans, afin de trouver un arrangement !

Cette situation grotesque, je m'en suis servi pour porter le projet de skatepark. Ils avaient élaboré un projet en interne, mais il était nul. Je leur ai dit « vous allez jeter de l'argent par les fenêtres. Cela ne correspond pas à nos attentes ». Il fallait au moins qu'il ait la dimension d'un stade. L'idée était de

ramener tout ce qui pouvait nous intéresser dans la ville, et nos rêves !, et de le mettre dans un seul endroit. Le projet du skatepark s'est fait grâce aux vidéos de skate qu'on regardait toute la journée, sur l'Embarcadero, et Hubba, sous un pont, à San Francisco.

Et vous avez dessiné sur du papier millimétré le projet pour l'entreprise qui le réalise !

Oui, j'ai fait les premiers dessins à 16-17 ans. C'était mon rêve d'enfance, j'étais sûr de moi. Quand on est sûr, même si on a 17 ans... Je me cherchais au niveau scolaire et j'étais tombé en formation mécanique hydraulique pour engins de chantier à Costebelle. Ça m'a au moins servi à ça, avoir des notions de dessin industriel !

Depuis 1999, le skatepark de Hyères n'a cessé d'évoluer. Avez-vous un nouveau projet ?

Oui, un projet de bowl sur le site, depuis trois ans, qui devait voir le jour cette année. Depuis 2015, il a été annoncé comme le projet n°1 du service des sports, mais aux dernières nouvelles, il n'y a plus de sous. Ce n'est pas aussi simple que ça pour la mairie de trouver les financements. Mais bon, le skatepark m'a pris un peu plus de deux ans. Cela m'a donné la notion de temps pour porter un projet.

Diriez-vous comme Jean-Pierre Collinet, concepteur de celui de

Marseille, que le «skate n'est pas une priorité de notre société » ?

Je ne suis pas sûr. Forcément, lui vient de voir l'un des siens détruit

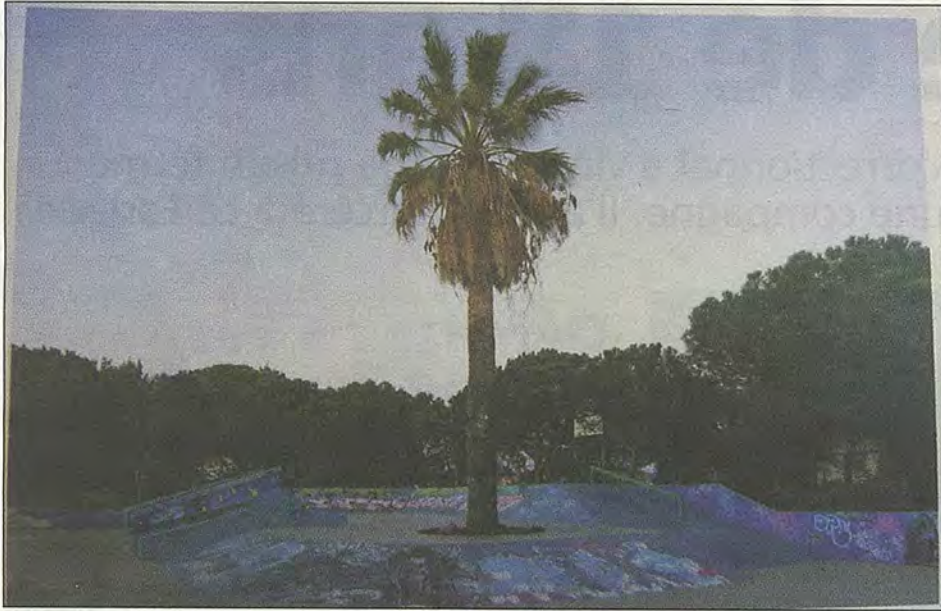
« Le skate est un canalisateur »

(lire par ailleurs, Ndlr), mais on en voit fleurir partout, même dans des bleds. Il y a une demande. Des élus font le pas d'y aller. Avant que Léopold Ritondale (ancien maire de Hyères, Ndlr) ne fasse le skatepark, on l'accusait de ne rien faire pour les jeunes, dans une ville de vieux. Là, c'était fini.

Pour vous, le skate est un outil d'insertion sociale ?

Un outil, je ne sais pas, en tout cas, un canalisateur, oui. Il y a pas mal de skateurs aux USA qui ont tatoué «skate saved my life» (le skate a sauvé ma vie, Ndlr) Il peut y avoir ensemble un fils de médecin et un prolo des quartiers mal famés. Je sais que j'ai des copains qui ont mal tourné, parce qu'ils n'avaient pas de passion.

sur l'architecture à Noailles



Le skatepark de Hyères.

(Photo Olivier Amsellem repro DR)



Le skatepark des plages du Prado à Marseille.

(Photo repro DR)

« J'ai cru à un moment que le skate allait changer socialement beaucoup de choses »

Il ne s'en est pas encore remis. Jean-Pierre Collinet, l'architecte du très connu skatepark du Prado à Marseille, présence discrète le jour du vernissage de l'expo à la Villa Noailles, vient d'apprendre que son premier bowl réalisé dans le quartier de Valmante de la cité phocéenne, a été détruit quinze jours avant. Le passé ressurgit. Alors étudiant en architecture, « j'y suis allé à l'esbroufe en 1988 pour leur proposer ce projet, se souvient-il. Un an après, on m'a rappelé pour réaliser celui des plages du Prado ». « On abîmait toutes les pelouses à côté de la Californie (complexe résidentiel du quartier, Ndlr) », justifie innocemment ce quadra, qui surfait à quelques mètres de là, sur la seule plage de surf, Epluchures beach, et qui skate toujours « même si je fais peur à mon fils », précise-t-il.

« L'endroit en Europe où il fallait aller »

Désabusé, il estime que « le skate n'est pas une priorité de société. J'ai cru à un moment que socialement, cela allait changer beaucoup de choses. Mais si un gamin doit tourner mal, il tourne mal. Déjà, il y a deux ans, je suis allé à la Verrerie (un autre quartier) voir un de mes équipements qui était assez novateur. J'arrive, et je vois une barre d'immeubles à la place ».

« Je n'ai qu'une peur, c'est qu'ils Le détruisent », explique-t-il à propos du bowl des plages du Prado. Alors il exhume, comme un rempart (ou plutôt une rampe) la mémoire de ce site, architecture presque dé-



Jean-Pierre Collinet, alors étudiant, conçoit en 1991 un skatepark à Marseille, répliqué aux Etats-Unis.

(Photos Frank Muller)

niée, dédiée tant au roller, bmx, que skate. Dans les années 1990, « c'était l'endroit en Europe où il fallait aller. Anglais, Allemands, Italiens y venaient exprès en vacances », bien avant que Marseille ne devienne touristiquement fréquentable, après une certaine Coupe du monde... de football. « L'US open de surf d'Huntington beach à Los Angeles en réalise la réplique, durant trois jours, chaque année. Les Américains nous l'enviaient, car tout avait été détruit chez

eux. Ils étaient sur un modèle de skateparks privés. » (devenus à une époque non rentables, cf l'expo).

Les Marines désertent à Marseille

Des Marines américains de passage dans le port de Marseille, lors de la guerre du Golfe, avaient même déserté pour s'offrir le bowl public du Prado.

Venice beach à Los Angeles possède aujourd'hui un skatepark en béton sur la

plage, à l'image de celui de Marseille.

Avec des « bols » en béton, littéralement creusés dans le sol, « sans le savoir, j'ai inventé un format, explique Jean-Pierre Collinet. C'était de la chance, de l'inconscience et la maîtrise du sport. J'ai voulu faire mon skatepark à moi. » Presque déstabilisées par cette architecture dans les années 1990, des générations de skateurs ont appris à y tourner indéfiniment, offrant aujourd'hui le spectacle aux promeneurs marseillais. « Avec un baladeur sur les oreilles, vous pouvez tourner pendant des heures, même la nuit, et vous avez l'impression d'avoir fait une minute ». « Je suis arrivé trop en avance », déplore l'ingénieur reconverti en expert des assurances épanoui, « car il y a un moment, où il faut bien vivre ».



Les deux hommes se connaissent depuis longtemps. Yan Bertini a demandé à J.-P. Collinet de bosser avec lui sur le projet de bowl à Hyères.



IDEAT

CONTEMPORARY LIFE



DESIGN
PARADE
TOULON

L'architecture intérieure à l'honneur



À Hyères, on voyait déjà sa silhouette hanter, entre les murs de la chic Villa Noailles, le Festival international de mode et de photographie, au printemps, puis la Design Parade, en été. Jean-Pierre Blanc lance, à Toulon, un nouveau rendez-vous varois avec un volet « architecture intérieure » tissé dans le droit fil de sa philosophie : soutenir la jeune création. Il s'est offert le précieux parrainage d'India Mahdavi, qui a imaginé un thème méditerranéen pour le concours qu'elle préside. Présente et engagée, elle a poussé loin sa mission, ripolinant le musée municipal aux couleurs de la mer pour y scénographier une exposition.

IDEAT est l'heureux partenaire de Design Parade Toulon,
et vous fait partager l'événement en exclusivité !

Propos recueillis par Geneviève Brunet

JEAN-PIERRE BLANC, QU'EST-CE QUI VOUS POUSSE À VOUS ÉLOIGNER DE VOTRE BASE, LA VILLA NOAILLES ?

J.-P.B. : Le sujet qui m'a conduit à Toulon est que j'avais depuis longtemps en tête de prolonger la Design Parade, dont nous avons fêté les 10 ans l'été dernier, en lui ajoutant un volet sur l'architecture intérieure. L'histoire décorative de la ville justifiait ce choix. Au centre de mon travail pour ce projet se trouve l'appartement-témoin dessiné par Charlotte Perriand pour les meubles dits La Frontale du port ! Mon envie a croisé la volonté politique du maire, Hubert Falco, d'offrir une vitrine internationale à l'École supérieure d'art et de design Toulon Provence Méditerranée. Nos deux désirs se rejoignent. Il m'a donné carte blanche.

QUEL EST L'ESPRIT DE CE RENDEZ-VOUS ?

J.-P.B. : Dans la lignée des festivals de la Villa Noailles, la Design Parade Toulon réunit plusieurs expositions autour d'un concours destiné à révéler et soutenir une jeune génération d'architectes d'intérieur. C'est le premier projet de ce type en France. À travers cette plateforme, nous espérons susciter des rencontres, des échanges et permettre une meilleure connaissance des créateurs par les professionnels, le public et la presse.

INDIA MAHDAVI PRÉSIDE LE JURY.

A-T-ELLE ÉTÉ FACILE À CONVAINCRE ?

J.-P.B. : Elle a dit oui sans hésiter, avec son enthousiasme communicatif ! Et nous sommes très fans de son travail... Sa présence offre un second axe à la manifestation, car le musée d'Art l'accueille pour une exposition qu'elle scénographie en puisant à sa guise dans les réserves du musée. Chaque président du jury, lors des éditions suivantes, aura ce privilège. India a par ailleurs participé à la sélection des candidats et gardé un œil sur leur travail.

INDIA MAHDAVI, COMMENT DÉCRIRE LE MÉTIER D'ARCHITECTE D'INTÉRIEUR AUX LAURÉATS ?

I.M. : C'est comme être chef d'orchestre. On fait intervenir de nombreux corps de métiers et on les pousse dans leurs retranchements. À mes yeux, la France est la capitale de ce métier, pour la qualité de ses écoles et de ses savoir-faire. Aussi parce qu'elle est l'héritière des grands décorateurs ensembliers des années 40 et 50,

CE CONCOURS VOUS MET EN CONTACT AVEC DES JEUNES. N'AVEZ-VOUS JAMAIS EU ENVIE D'ENSEIGNER ?

I.M. : On ne me l'a jamais proposé ! En même temps, j'enseigne tous les jours dans mon studio dans lequel j'emploie beaucoup de jeunes. Ils me donnent, je leur transmets...

VOUS SOUVENEZ-VOUS DE VOTRE PREMIER PROJET ?

I.M. : Un bar pour une cuisine américaine chez un copain... Il m'avait demandé de le signer !

POURQUOI CE THÈME DE LA VILLA MÉDITERRANÉENNE ?

I.M. : C'est un sujet de bonheur, mais aussi une histoire qui m'est proche : j'ai longtemps vécu dans le Sud. Et tout mon travail est tourné vers la couleur, le soleil, la lumière.

VOUS AVEZ D'AILLEURS REPEINT DES MURS DU MUSÉE DE TOULON EN BLEU POUR METTRE EN SCÈNE L'EXPOSITION QUI VOUS Y A ÉTÉ CONFIEE...

I.M. : Plutôt que d'organiser un hymne à moi-même, j'ai préféré porter un regard sur la collection du musée. J'ai eu envie de puiser dans la riche fonds d'art contemporain rassemblé par Marie-Claude Beaud et de le scénographier, en regroupant une trentaine d'œuvres autour du thème du bleu et de la mer. *Progression bleue*, de Donald Judd, un *Canapé ABCD*, de Pierre Paulin, un monochrome de Gerhard Richter, une installation de bois flottés de Richard Long... En revanche, plutôt que d'utiliser la totalité du budget alloué pour cette exposition, j'ai préféré en consacrer une partie à des travaux pérennes, pour le sol ou les éclairages, offerts au musée. Si, dans les années à venir, chacun des présidents de jury pouvait adopter cette démarche, nous ne laisserions pas que des souvenirs à Toulon, mais aussi un geste tangible allant dans le sens de l'évolution de la ville...

JEAN-PIERRE BLANC, QU'AVEZ-VOUS ENVIE DE MONTRER DE TOULON ?

J.-P.B. : Les repérages ont été un grand moment. Je me suis rendu compte à quel point je connaissais mal cette ville et combien il était important de la faire mieux découvrir... En montant sur le toit de l'opéra, nous pouvions voir que rien ne venait polluer le patrimoine architectural urbain. Rien ne dépasse ! Lorsque nous

avons visité, caché derrière le port, un incroyable hôtel particulier du XVI^e siècle, rue Victor-Micholet, nous avons immédiatement su qu'il serait le pilier de la manifestation. Il abritera les réalisations des candidats. Ainsi est Toulon : elle cache ses trésors, mais elle mérite d'être connue !


INDIA, TOULON EST-ELLE UNE VILLE QUE VOUS DÉCOUVREZ ?

I.M. : Oui, et qui dégage un abandon qui me touche... On sent qu'elle est en train de renaitre et c'est tout autant pour soutenir la jeune création que pour encourager la démarche culturelle de la ville que j'ai accepté de participer à cette première Design Parade.

QUELLES RÉPÉRISSONS LE CONCOURS A-T-IL EUES ?

J.-P.B. : Nous avons reçu 66 dossiers de 14 nationalités. Ce qui montre l'intérêt des écoles et leur réelle attente pour ce genre d'événement. Le fait que l'École nationale supérieure des arts décoratifs accepte d'être partenaire d'une manifestation naissante est également un signe. Son directeur, David Caméo, est venu en personne participer au jury ! Sans parler du parrainage des frères Bouroullec, du partenariat avec Pierre Frey ou Vitra, de la présence de Marie-Claude Beaud, de Chanel et de tous les designers amis de la Villa Noailles, qui ont mis leurs créations à la disposition des candidats.

L'ESPRIT DE FAMILLE QUI RÈGNE À LA VILLA NOAILLES POURRA-T-IL ÊTRE TRANSPOSÉ À TOULON ?

J.-P.B. : Les liens construits avec cette génération dite des « bébés Noailles » se sont tissés naturellement et sont très touchants à vivre. Nous mettons un point d'honneur à accompagner, sur le long terme, stylistes, photographes ou designers. Ceux d'entre eux qui sont devenus célèbres continuent de venir nous voir. Mais notre attention est aussi dirigée vers le public. Il est réellement surprenant de voir comment, dans un pays comme le nôtre, célèbre pour le luxe, la mode et le design, le public est tenu à l'écart de la création. Il n'est bon qu'à consommer. Nous espérons lui redonner sa place au début du processus et partager avec lui le contact avec les créateurs ! C'est l'une des raisons de vivre de la Villa Noailles et ce sera le fil rouge de la Design Parade Toulon. 



10 projets qui bousculent Toulon

« Dessine-moi une maison méditerranéenne. » En proposant ce thème aux jeunes architectes d'intérieur, India Mahdavi a enflammé les imaginations.

Les réponses sont arrivées du monde entier. Le jury a sélectionné dix dossiers. Leurs auteurs attendent impatiemment le verdict le 2 juillet.

Par Geneviève Brunet

Ils ont eu à peine trois mois et un budget de 2000 euros chacun pour réaliser leur « pièce à vivre dans une villa au bord de la mer Méditerranée », selon l'intitulé du sujet du concours.

Ils ont pu piocher à volonté dans une bibliothèque de matériaux et d'objets et des catalogues de mobilier mis à leur disposition par les partenaires du festival, tels que les tissus Pierre Frey, les éditeurs Vitra et Moustache, les tapis Tai Ping ou la Manufacture Cogolin, entre autres, sans compter une sélection d'objets et d'œuvres prêtés par les « amis » et anciens lauréats des festivals organisés par la Villa Noailles : India Mahdavi, Erwan et Ronan Bouroullec, Normal Studio, Berdjan Pot, Jean-Baptiste Fastrez, Constance Guisset, Sébastien Cordoleani...

Aujourd'hui, dix équipes de jeunes architectes d'intérieur attendent le cœur battant que le festival frappe les trois coups et que leur univers soit dévoilé au public, mais aussi aux professionnels de passage pendant la manifestation. Tous les lauréats passés par l'un des concours siglés « Villa Noailles » (mode, photographie ou design) racontent que le sceau hyérois fut, pour leur carrière, un formidable détonateur. Le lauréat sera récompensé par une exposition personnelle dans une vitrine du musée des Arts décoratifs, à Paris, la création et l'édition d'un tissu ou d'un papier peint par Pierre Frey et par une publication dans nos pages. Un parrainage qui souligne la volonté d'IDEAT de faire mieux connaître du grand public la profession d'architecte d'intérieur.

Ci-dessus Le projet de décoration à dimension ornementale et écologique proposé par l'atelier Artel, réalisé en collaboration avec le Muséum d'histoire naturelle de Toulon (voir pages suivantes).



© FRANCK BEL

**ANNA-KAISA LIEHU
ET HELOISE LE LOUET
ECOLE CAMONDO /
STRATE-ECOLE DE DESIGN**

**QUELLE EST L'HISTOIRE
DE VOTRE DUO ?**

Nous nous sommes rencontrées en 2015, à l'agence Monica Förster Design Studio de Stockholm.

RACONTEZ-NOUS VOTRE PROJET

Les mots « villa » et « Méditerranée » évoquaient pour nous *freshness* et *garden*. Nous avons donc tenté dans cet atrium de mettre en relation l'extérieur avec l'intérieur en nous inspirant des principes de l'architecture rationaliste italienne avec ses formes géométriques et ses matériaux honnêtes.

UN LEITMOTIV ?

Nous sommes toutes les deux très sensibles à l'idée de travailler avec et pour l'autre. L'humain est au cœur de notre réflexion. Nous avons cette volonté, à notre échelle, d'améliorer un petit peu le quotidien de chacun.



**ALIX COHEN ET LEA DAHAN
ECOLE CAMONDO /
LA CAMBRE**

RACONTEZ-NOUS VOTRE PROJET

Comme un sérail intellectuel, notre bibliothèque s'inspire du harem d'un palais turc pour créer une atmosphère tamisée et étrange. Elle est celle d'un excentrique. C'est un objet déstructuré, vivant et en mouvement, qui encourage son propriétaire à le considérer comme l'expression d'une forme mentale.

VOS SOURCES D'INSPIRATION ?

L'affichiste et graphiste Kazumasa Nagai, qui est toujours à la recherche de la simplicité dans l'excentricité, comme le bain public de Naoshima, par Ohtake Shinro. Une architecture de l'essentiel composée d'objets inattendus et de détails farfelus : l'ouvrage *Chromophobia* de David Batchelor...

UN LEITMOTIV ?

Repousser les limites du bon goût.





© LATTIA BICA

ANTOINE GRULIER ET THOMAS DEFOUR
ÉCOLE DUPERRÉ / LA CAMBRE

RACONTEZ-NOUS VOTRE PROJET

L'idée était de reproduire la petite plage secrète qui a marqué nos étés. Pour unir une atmosphère sensorielle avec un espace fonctionnel, nous avons fait émerger des roches dans ce qui se rapproche d'une salle d'eau. Le but est d'éliminer l'image que l'on se fait du confort et de créer une ambivalence entre intérieur et extérieur.

UNE SOURCE D'INSPIRATION ?

L'hôtel Parco dei Principi de Gio Ponti, à Sorrente. Il exprime la générosité des couleurs, des motifs et cette surenchère propre à la Méditerranée de ne jamais laisser un espace vide.

UN RÊVE ?

Gagner le célèbre concours de pétanque de Design Parade (*rires*). Plus sérieusement, développer un studio et travailler avec nos amis et les gens qui nous inspirent.



© TANGUY PERRISSET

ATELIER ARTEL
ÉCOLE CAMONDO : PAUL MARCHESSEAU,
WLADIMIR DE LANTIVY /
MAÎTRE D'ŒUVRE : ALEXIS FRIED

RACONTEZ-NOUS VOTRE PROJET

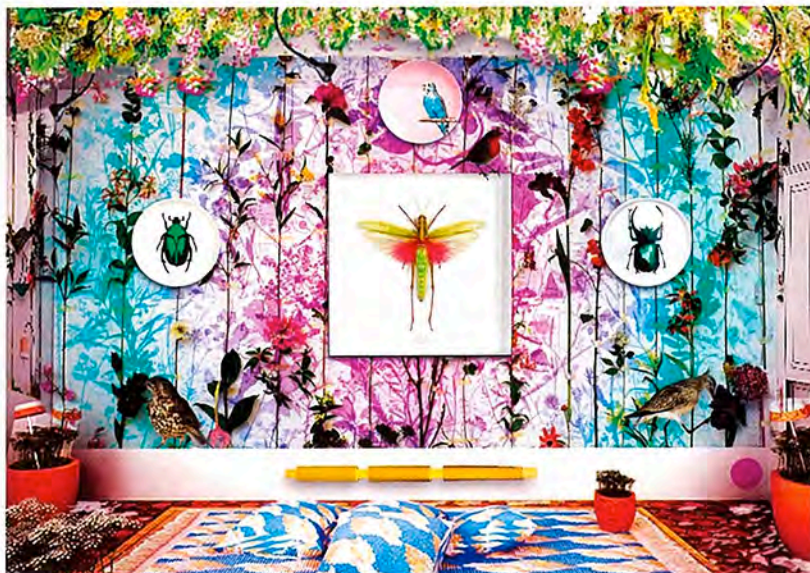
Nous abordons une dimension écologique en utilisant des techniques et matériaux locaux, mais également une dimension ornementale par la mise en scène d'espèces végétales et animales locales dont la sélection s'est faite en collaboration avec le Muséum d'histoire naturelle de Toulon. Cet espace permet au visiteur de s'immerger et de se projeter dans son environnement à des échelles inhabituelles, et de solliciter tous ses sens.

UNE RÉALISATION RÉCENTE ?

L'œuvre *Human Energy*, conçue à l'occasion de la COP21, en collaboration avec l'artiste Yann Toma.

UN LEITMOTIV ?

Rien n'est acquis, rien n'est définitif. Tout peut être remis en question. Jusqu'à atteindre l'objectif.





**MARION GUERRY
ET ELSA LETERRIER
ECOLE CAMONDO**

RACONTEZ-NOUS VOTRE PROJET

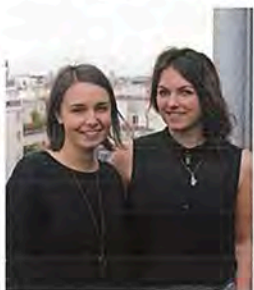
« Cabinet bleu » est un projet invitant à l'étude. En révélant l'unicité du lieu par son empreinte et sa charge culturelle dans ce coin de Méditerranée, nous en faisons un bureau dédié à l'inspiration et au repos comme source de travail.

QUI VOUS INSPIRE ?

Nous regardons les jeunes de notre génération tout autant que les « plus grands ». Pour nous, il s'agit toujours de confronter des idées pour capter celles qui nous inspirent.

QU'ATTENDEZ-VOUS DU FESTIVAL ?

Rencontrer des personnes qui partagent des cultures, des passions et des envies autour de sujets communs. Réaliser des échanges intéressants qui mèneront peut-être à des collaborations. Et, surtout, profiter simplement de ce qui nous arrive !



© NICOLAS MURATOVIC



**IQRA FIRDAUSY ET ESA ANGGITA SARASWATIE
FACULTY OF ART AND DESIGN - INSTITUTE
OF TECHNOLOGY, A BANDUNG (INDONESIE)**

RACONTEZ-NOUS VOTRE PROJET

Nous avons tenté de marier deux ambiances pour réaliser une harmonie entre le style bohème et l'inspiration méditerranéenne, entre sophistication et nature. Puis nous avons tendu vers une simplification des matériaux et des couleurs pour aboutir à ce résultat, partagé entre le vert et l'or.

VOS SOURCES D'INSPIRATION ?

Patricia Urquiola, Oki Sato (Nendo), Jaime Hayón, India Mahdavi, Andra Marin, Elisa Strozyk...

UN RÊVE ?

Le design pour tout le monde (*pour l'une*)! Ouvrir un showroom et un coffee-shop (*pour l'autre*)!

QU'ATTENDEZ-VOUS DU FESTIVAL ?

L'inestimable cadeau de sortir de chez soi pour ouvrir de nouvelles portes.





© CÉVE

**PAQUITA BARLETTA, JOSEPHINE DEVAUD
ET AURELIE VIAL**

**HAUTE ÉCOLE D'ART ET DE DESIGN (HEAD)
DE GENEVE / ÉCOLE CANTONALE D'ART
DE LAUSANNE (ECAL)**

RACONTEZ-NOUS VOTRE PROJET

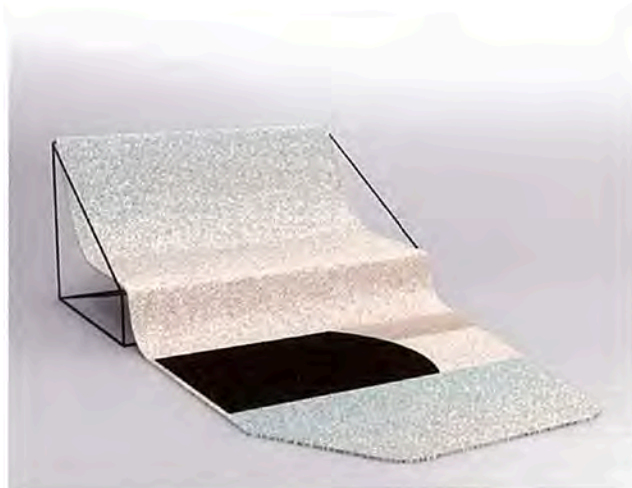
Nous avons choisi d'aménager une salle à manger et de combiner la mise en valeur de l'espace et des circulations qu'il induit, avec la réalisation d'une table centrale en terrazzo. La scénographie théâtralisée fait ressortir l'élément central et scinde le volume entre une avant-scène et une arrière-scène.

QUI VOUS INSPIRE ?

Peter Zumthor et Kazuo Shinohara.

QU'ATTENDEZ-VOUS DU FESTIVAL ?

La concrétisation et la matérialisation d'un projet à l'extérieur du domaine académique qui permet une ouverture sur le monde du travail.



**MARINE GARGON
ÉCOLE CAMONDO**

RACONTEZ-NOUS VOTRE PROJET

J'ai essayé de traduire des sensations qui me paraissent très fortes dans cette région, liées au soleil et à l'environnement sec et minéral. Je me suis aussi intéressée aux objets que l'on rencontre souvent en bord de mer : le transat, le chapeau de paille... Que deviennent-ils une fois sortis de leur contexte ?

QUI VOUS INSPIRE ?

Je suis très sensible aux réalisations de l'agence Jouin Manku pour le caractère unique de chacun de leurs projets et l'importance qu'ils attachent au geste de l'artisan. J'aime aussi beaucoup le travail de Gwenaël Nicolas et sa façon de traiter la lumière.

VOTRE PROJET FÉTICHE ?

Les thermes de Vals, de Peter Zumthor.



RIKKERT PAAUW
DESIGNER ET ARTISTE
AUTODIDACTE, UTRECHT

RACONTEZ-NOUS VOTRE PROJET

Ma démarche a été de flâner dans Toulon pour m'imprégner de l'ambiance et de l'espace. J'ai alors conçu une pièce où l'on se sentirait chez soi. N'est-ce pas ce dont on a le plus besoin ?

VOS SOURCES D'INSPIRATION ?

Jean Prouvé et l'architecte allemande Anna Heringer, pour son approche moderne de la construction en terre crue.

UNE DATE MARQUANTE ?

En 2010, j'ai été sélectionné pour participer au Public Design Festival de Milan qui a marqué la naissance de FOUNDation Projects, qui a vocation à collecter puis réutiliser des déchets, et qui réunit une petite équipe aux *backgrounds* différents. Depuis, nous avons rebondi sur de nombreux projets dans le monde entier.

UN LEITMOTIV ?

Être sincère, honnête et puiser dans les matériaux de proximité.



STUDIO QUETZAL
ÉCOLE BLEUE: LOUISE
NAEGELEN, ADRIEN GADET
ET BENJAMIN LINA, PARIS

RACONTEZ-NOUS VOTRE PROJET

Il s'agit d'un bureau de création pour une personne habitant une villa en bord de mer. Nous l'avons pensé comme un bateau immergé au fond des eaux, dans une recherche d'apaisement et de sérénité.

VOTRE SOURCE D'INSPIRATION ?

La nature. Il n'y a rien à enlever, rien à ajouter. Chaque élément a son utilité. Il n'y a pas plus rationnel et équilibré qu'un arbre. C'est l'habitat parfait.

UN LEITMOTIV DANS VOTRE TRAVAIL ?

Nous cherchons à donner vie à nos projets en racontant une histoire par des matériaux et une atmosphère. Et nous ne gardons que l'essentiel.

QU'ATTENDEZ-VOUS DU FESTIVAL ?

De belles rencontres.



© SARAH VALENTE





Toulon hisse les couleurs de l'architecture intérieure

Garrotée entre mer et montagne, longtemps oubliée de ses charmes, c'est une ville singulière. Prenant conscience de son patrimoine architectural, Toulon a su se réapproprier son centre. En accueillant la crème de la déco, elle mise sur un vent créatif pour sébrouer.

Reportage Geneviève Brunet / Photos Pascale Bérroujon pour IDEAT

Ourlée par « la plus belle rade d'Europe », la ville s'est d'abord distinguée par l'art de la construction militaire. Ceinturée d'une armée de forts, elle s'est habituée à se terrer entre son plan d'eau fermé et l'impressionnant mont Faron qui la domine. Divisée entre l'amour de la mer et celui de la garrigue, entre l'armée et les civils, qu'elle ait eu des problèmes d'image n'étonnera personne ! Réservant leurs faveurs à la partie haute de la ville, qui offre des vues étourdissantes sur la rade, ou préférant le quartier balnéaire du Mourillon, ses habitants ont longtemps boudé le centre et son ensemble d'immeubles édifiés dans les années 50 en bordure du port. Avant que l'on ne réalise que cette Frontale du port, signée Jean de Mailly (avec un appartement-témoin de Charlotte Perriand), avait reçu, en 1951, le Grand Prix d'honneur à la Triennale de Milan, érigeant Toulon en laboratoire de la modernité. Au même titre que Le Havre, par Perret, ou

Royan, par Ferret. C'est de cette modernité qu'est tombée amoureuse India Mahdavi lors de sa première escale toulonnaise. De ces bâtiments modernistes signés Pierre Pascalet, Georges Narkisian, Jean-Gérard Mattio, Alfred Henry ou Paul Luyton. Mais aussi d'un centre-ville préservé des assauts du béton, partagé entre grandeurs haussmanniennes (le baron fut préfet du Var) et ruelles provençales. Le cœur ancien, surnommé « Chicago » à l'époque où son ambiance un peu crapuleuse attirait les marins, est devenu depuis une décennie l'objet de tous les efforts de la ville. Hubert Falco, maire de Toulon et président de l'agglomération, est habilement monté dans le train de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine initiée par Jean-Louis Borloo, prenant à bras le corps le cœur de sa cité. Une première levée de 58 millions d'euros a permis à la ville de s'offrir des îlots entiers, de leur redonner leur identité, et de lancer des appels à projets. Très central, ce quartier, typiquement



4

5

provençal, longtemps étouffé au fil d'un urbanisme brouillon, cachait pourtant des pépites. Le soleil y entre à nouveau. Le quartier a retrouvé ses cours intérieures, ses places aérées, ses hôtels particuliers, à l'image de celui, datant du XVI^e siècle, où seront présentés les projets des jeunes compétiteurs de la Design Parade Toulon (du 30 juin au 2 juillet).

Objectif créativité

Les autres expositions et *pop-up stores*, égrenés lors de ce week-end déco, vont inviter le visiteur à arpenter ce quartier redevenu centre de gravité de la cité, où boutiques, galeries, terrasses, bars et restaurants branchés ont vite fait d'investir les espaces libérés. Les perspectives dégagées y dessinent une logique nouvelle avec les autres pôles urbains. D'un côté, un creuset de l'université, de l'innovation et du

numérique, autour du pôle Toulon Var Technologies, de l'autre, un projet monumental confié à l'architecte Corinne Vezzoni sur le site de l'ancien hôpital Chalucet, en passe de devenir, sur trois hectares, un « quartier de la créativité » autour de l'École supérieure d'art et de design. Toulon connaît son « effet Brooklyn ». Séduits par les microcrèches et les immeubles rénovés avec terrasses, les jeunes couples délaissent les quartiers bourgeois pour réinvestir le centre, où l'on croise désormais des têtes connues – la chorégraphe Régine Chopinot, le designer Patrick Jouffret, l'acteur Charles Berling, directeur du Théâtre Liberté, qui vient d'investir un appartement en plein cœur de la vieille ville... En croisant les regards sur ce nouveau visage, la Design Parade marque une ère nouvelle pour un Toulon en passe de réconcilier son histoire et son futur.



1/ Quelques maisons particulières témoignent du passé moderniste de Toulon dans les années 60.

2/ La danseuse et chorégraphe Régine Chopinot est tombée sous le charme discret de la ville.

3/ L'ex-immeuble des Dames de France, de Pierre de Montaut, de style paquebot (1951), accueille aujourd'hui les Galeries Lafayette.

4/ Julien Carbone et Yann Lasserre pilotent un drôle de cabinet de curiosités : l'Axolotl. 5/ Depuis la terrasse de l'opéra donnant sur la place Victor-Hugo.

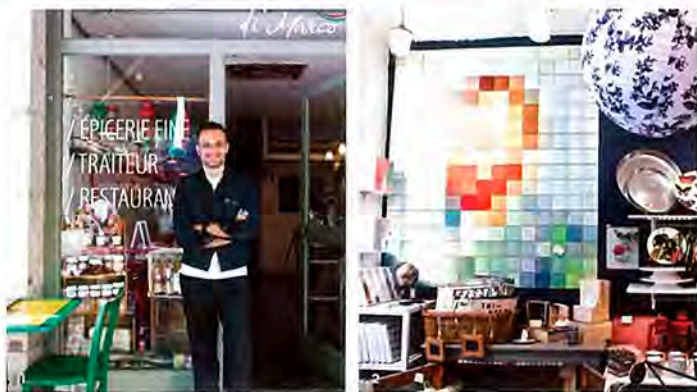


Page de gauche Entre mer et montagne, la Frontale du port, de Jean de Mailly. Laboratoire de la modernité lors de sa construction, en 1951, et néanmoins longtemps boudée, elle symbolise la réappropriation par les Toulonnais de leur patrimoine architectural. **1/** Marion et Raphael Riva partagent leur amour de la lecture dans l'une des librairies les plus conviviales de la ville, le Carré des Mots. **2/** Directeur de la Villa Noailles, à Hyères, Jean-Pierre Blanc téléporte à Toulon sa Design Parade. Celle-ci braquera pour la première fois ses lumières sur l'architecture intérieure. Jean-Pierre Blanc est tombé amoureux des lignes modernistes de la ville, comme ici de ce bâtiment sur pilotis à l'entrée du port. « Cette cité mal connue mérite d'être redécouverte », dit-il. **3/** Déco baroco-destroy et cocktails maison à l'Arbre à Bulles, tenu par Cyril Martin. **4/** Frédéric Weeger transmet, dans sa boutique Inter-Faces, son goût pour le mobilier contemporain et les objets de designers. **5/** Toulon compte enfin quelques hôtels design et s'apprête à inaugurer deux nouvelles adresses. Ici, les fauteuils Huatulco (Boqa) attendent sur le rooftop du boutique-hôtel Les Voiles.



1/ Conçu en 1958 et signé Pierre Pascalet, le téléphérique hissant les visiteurs au sommet du célèbre mont Faron dominant la ville (586 m) est exemplaire du mouvement moderne avec ses volumes minimalistes, blancs et aériens. 2/ et 3/ La réalisation de Jean de Mailly et Serge Mikélian obtenait le prix de la Triennale de Milan en 1952, hissant alors Toulon au rang de modèle de réussite urbaine et architecturale. Ces immeubles, labellisés « Patrimoine remarquable du XX^e siècle », condensent toutes les techniques phares du mouvement moderne (les loggias, les porte-à-faux, les blocs-fenêtres préfabriqués). Les coursives suspendues dans le vide et desservies par un escalier vertical couvert par un écran concave, apportent de l'horizontalité à la façade. 4/ L'immeuble s'appelle Le Grand Horizon et semble prêt à décoller pour survoler la rade, par la grâce de ses toits-terrasses aux extrémités retroussées comme des ailes. 5/ et 6/ Labellisée « Patrimoine du XX^e siècle », la piscine confiée en 1970 à Alfred-Ludovic Henry (décoration de Jean-Gérard Mattio) s'inscrit, avec ses toitures en forme de vagues ou d'ailes d'oiseau, et ses fresques en céramique, dans le paysage de la rade de Toulon.





TOULON PRATIQUE

Y ALLER

En TGV, Toulon est à 3 h 45 de Paris.

www.voyagessncf.com

En avion, via l'aéroport de Toulon-Hyères.

www.airfrance.fr

Informations sur

www.toulontourisme.com

et sur www.tpm-agglo.fr

HÔTELS

Les Voiles

Frère et sœur, Jérôme Suere et Laura Grandval, ont imaginé ce petit nid en retrait du littoral et donné à chacune de leurs 17 chambres le nom de l'un des bateaux de la Giraglia Rolex Cup. *Rooftop* avec vue panoramique sur la grande bleue pour petits déjeuners ensoleillés et apéros au coucher du soleil.

124, rue Gubler.

Tél. : 04 94 41 36 23.

www.hotel-voiles.com

La Corniche

Cette classique adresse toulonnaise revisitée offre une vue plongeante sur le ravissant petit port

Saint-Louis du Mourillon.

L'hiver, un brunch convivial est servi dans la salle panoramique. L'été, le patio ombragé invite à la détente autour d'un verre. 17, littoral Frédéric-Mistral. Tél. : 04 94 41 35 12. www.hotel-corniche.com

Bientôt de nouvelles chambres en ville

Dans le sillage de ces deux hôtels de plage, Toulon poursuit sur sa lancée, avec, cette fois, deux adresses en ville qui ouvriront bientôt leurs portes. Sur la place de la Liberté, l'ancien immeuble de la Caisse d'Épargne, élégant édifice de verre et de béton traduisant le dynamisme de la cité dans les années 60, est en passe de se transformer en hôtel et en résidences. Côté port, l'étonnant hôtel particulier, dont les salles ornées d'une collection de cheminées accueilleront les travaux des candidats de la Design Parade Toulon, laissera bientôt place à un boutique-hôtel.

RESTAURANTS

La Fabbrica di Marco (1)

Tout Toulon se bouscule chez le Napolitain Marco qui vous récite la carte du jour avec son accent chantant. Il a installé son craquant petit restaurant au parfum années 50 sur le « petit cours Lafayette » et n'a qu'à passer la porte pour choisir les légumes d'un marché de Provence des plus typiques. Les babas arrivent tout frais depuis Naples et toute la cuisine ouverte embaume des parfums de l'Italie. 27, rue Paul-Lendrin. Tél. : 04 94 62 99 95.

Santa Rosalia

La taquería de Manu et Henri célèbre la *street food* mexicaine. Tables en Formica, long comptoir et terrasse ensoleillée accueillent le client avec décontraction. Ceviche, nachos et tacos bio, musique ad hoc et microboutique : une halte joyeuse dans la vieille ville. 36, rue Charles-Poncy. Tél. : 04 94 64 11 58. www.santa-rosalia.fr

BAR

L'Arbre à Bulles

Vous pourriez vous croire à Brooklyn ou à Berlin, mais non, vous êtes derrière les sublimes anciennes halles Art déco. Cyril concocte ici ses cocktails maison et dose avec finesse les échos de musiques jazzy ou électro s'échappant de deux salles à la déco barocco-destroy. 7, rue Jean-Aicard. Tél. : 04 94 05 88 43. larbreabulles.blogspot.fr

SHOPPING

Inter-Faces

Un meuble iconique, un objet coup de cœur ou une cuisine Bulthaup : le meilleur du contemporain est réuni dans ce vaste espace. Toujours de bon conseil pour aider à trouver un cadeau de dernière minute, aménager des bureaux ou relooker une maison, Frédéric Weeger est présent dans tous les bons coups toulonnais, depuis le Supermarché de l'Art jusqu'à la Design Parade... 5, avenue François-Cuzin. Tél. : 04 98 00 65 75. www.inter-faces.eu

On Dirait le Sud (2)

Urbaniste de formation, Paul-Hervé Lavessière anime cette pétillante boutique où il diffuse ses créations, mais aussi une foule d'accessoires autant mode que déco. 7, rue Richard-Andrieu. Tél. : 04 94 22 40 38.

Le Carré des Mots

Chez Marion et Raphaël Riva, on parle livres en

terrasse autour d'un verre et l'on se balade au milieu de l'ancien mobilier de bar garni de bouquins. Marion partage aussi de nouvelles amours dans un concept-store baptisé Le Carré du Globe où luminaires, accessoires, beaux livres de déco et objets choisis cohabitent avec un petit café où boire un thé avant d'aller visiter l'expo de la Maison de la photographie voisine. Librairie : 4, place à l'Huile. Concept-store : place du Globe. Tél. : 04 94 41 46 16. www.lecarredesmots.com

Klaxon Designers

Une lampe à tisser soi-même, une ampoule nommée *Sputnik* qui flotte dans l'air... Sylvain Gauthier et Guillaume Fouret ont partagé leurs études de design à Toulon avant de lancer cette joyeuse gamme de luminaires. Tél. : 06 33 05 17 45. www.klaxondesigners.com

ART ET DESIGN

L'Axolotl

La galerie se surnomme elle-même « cabinet de curiosités contemporain ». Peut-être parce qu'il s'y passe toujours des choses curieuses, depuis les vernissages où l'on croise toute la faune toulonnaise, jusqu'aux cimaises qui ont le chic pour surprendre. Un « lieu de rencontres et de chocs » pour découvertes plasticiennes. 23, rue Nicolas-Laugier. Tél. : 06 12 58 30 80. www.axolotl-shop.fr

Un week-end non-stop

Expos, ateliers, *pop-up stores*, marché du design... Ce premier festival international d'architecture d'intérieur investit le centre ancien de Toulon et occupe le terrain pour un long week-end.

L'INAUGURATION

Lancement le jeudi 30 juin, à 19 h, au musée d'Art de Toulon, en présence d'Hubert Falco, sénateur-maire de Toulon. Ce sera l'occasion de croiser la présidente du jury, India Mahdavi avec les frères Bouroullec, parrains du festival, et Max Lamb, président du jury de la Design Parade à Hyères, 11^e festival international de design (1^{er}-3 juillet), expos jusqu'au 25 septembre à la Villa Noailles.

LA SOIRÉE

Le Théâtre Liberté-Scène nationale anime la soirée inaugurale, dès 20 h, avec la projection du film *Le Mépris* de Jean-Luc Godard. DJ Oil fera résonner ses sets sur la place de l'Équerre.

LE CONCOURS

Les projets des dix architectes d'intérieur en compétition sont mis en scène à l'Hôtel Particulier Micholet (13, rue Victor-Micholet, face à l'entrée de l'Arsenal), un bâtiment du XVI^e siècle en passe de devenir un boutique-hôtel. Le prix sera remis le 2 juillet, à 19 h, en présence d'India Mahdavi et des membres du jury, petite place de l'Équerre.

LES EXPOSITIONS

Au musée d'Art de Toulon : « Bleus Méditerranée », le fonds d'art contemporain scénographié par India Mahdavi, 113, boulevard Général-Leclerc. Tout le WE de 12 h à 18 h.

Vitrines des Galeries Lafayette : Savoir-

faire et maisons en Méditerranée. Verres de Biot, terres cuites de Salernes, indiennes des Olivades, tapis de la manufacture de Cogolin, poteries Ravel. Rue Henri-Pastoureau.

Sur les grilles de l'église Saint-Louis : Toulon vue par le photographe Olivier Amsellem.

Espace Savonnières : Ettore Sottsass édité, 4, rue des Savonnières. Jeudi à partir de 19 h 30, vendredi et samedi de midi à 18 h.

Galerie de l'école : Diplômes des étudiants de l'École supérieure d'art et de design Toulon Provence Méditerranée. Angle place Gambetta-rue Nicolas-Laugier. Après le festival, les expositions toulonnaises resteront visibles du 5/07 au 11/09.

Tous les jours de 12 h à 18 h sauf lundis et jours fériés.

LES CONFÉRENCES ET DÉDICACES

Samedi 2 juillet à 17 h : Rencontre animée par Vanessa Chenaie, rédactrice en chef d'IDEAT, avec India Mahdavi qui dédicacera son livre à l'opéra de Toulon Provence Méditerranée. **Dimanche 3 juillet à 11 h :** Maurice Sauzet, architecte. Entrée gratuite sur inscription sur mediation@villanoailles-hyeres.com

LE DESIGN VINTAGE

Décoration, mobilier, mode, livres et disques du XX^e siècle... Pour dénicher de belles pièces ! Le 30/06 de 14 h à minuit et le 1^{er}/07 de 10 h à 19 h, place de l'Équerre.

DES EXPÉRIENCES

Démonstration de savoir-faire par la Manufacture Cogolin à l'église Saint-Louis. Les 1^{er} et 2 juillet à 10 h 30 et 15 h 30.

Visite du My Okko, yacht décoré et aménagé par l'architecte d'intérieur Giorgio Vafiadis. En partenariat avec Riviera Yachting Network. Vendredi 1^{er}/07 de 12 h à 18 h. Quai d'honneur, port de Toulon. Gratuit : inscriptions auprès de mediation@villanoailles-hyeres.com

LES POP-UP STORES

Un peu de shopping entre deux expos rue de l'Équerre ? De l'atelier d'édition d'art Tchikebe à l'Atelier Vocé (Allcover project) et aux glaces à l'eau Emki Pop en passant par les basiques diffusés par les marques De Toujours ou Hamac, les maillots Seagale, l'épicerie L'Idéale de Julia Sammut et la pépinière Rocailles du Sud, les festivaliers pourront « magasiner » accessoires, objets et gourmandises.

NE MANQUEZ PAS...

D'arpenter le marché provençal du cours Lafayette, d'emprunter une navette maritime qui traverse la rade pour voir la ville depuis la mer, ou le téléphérique qui grimpe au sommet du mont Faron. Goûtez à la Bière de la Rade, brassée à Toulon, et testez la cade, galette de pois chiches cuite au feu de bois !



Place de la Liberté.

DESIGN PARADE TOULON

1^{ER} FESTIVAL INTERNATIONAL
D'ARCHITECTURE D'INTÉRIEUR
30 JUIN - 2 JUILLET 2016

CONCOURS
10 JEUNES ARCHITECTES D'INTÉRIEUR

EXPOSITIONS
JUSQU'AU 11 SEPTEMBRE

RENCONTRES
ATELIERS
DÉDICACES



COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

PROGRAMME COMPLET SUR
WWW.VILLANOAILLES-HYERES.COM



« Au théâtre ce soir... » dans le fort de la Bayarde

Les amoureux du théâtre vont affluer, dès lundi, à Carqueiranne pour l'ouverture du festival « In Situ-La Bayarde ». Derniers réglages avant le lever de rideau de l'édition 2016

B comme la Bayarde. Le fort où débute le festival « In Situ-La Bayarde », lundi à Carqueiranne, est devenu le rendez-vous théâtral dans le Var. Comme chaque année, Francis Huster y trône pour deux représentations. Mais, avant son arrivée et celle des autres comédiens, des dizaines de petites mains s'activent sur place pour accueillir jusqu'à 700 spectateurs par soir à la tombée du jour.

« La commission de sécurité est passée. Tout est O.K. », explique Robert Masson, le maire de Carqueiranne. « Cette année sera particulière en raison des mesures de sécurité mises en place, conformément aux dispositions voulues par la préfecture ».

« Priorité sécurité »

Policiers municipaux, renforts, équipe d'une société privée et surtout pompiers seront à pied d'œuvre jusqu'au 12 août pour veiller à ce qu'aucun incident n'émaille cette seizième édition. La montée jusqu'au fort sera interdite



Le maire, Robert Masson, en visite au fort La Bayarde, hier, en compagnie de Sylvie Léandri, chargée de l'animation. (Photo Frank Müller)

à pied en raison du risque incendie. Des navettes gratuites (mises à disposition par Toulon-Provence-Médi-

terrannée qui est partenaire) transporteront les spectateurs de la place de la Libération, en centre-ville, jusqu'aux hauteurs de la commune.

Une fois arrivé en haut, la vue sur les Iles d'Or est imprenable. En son sein, la Bayarde a fait l'objet de travaux importants cette année: plancher solidifié, scène refaite, végétaux replantés, escaliers rénovés... « Une énorme pompe à incendie est accessible à proximité et, pour les personnes handicapées, un ascenseur est disponible. Tout a été pensé pour que le public se sente bien sur le site et en sécurité », ajoute Sylvie Léandri, directrice du service animation de la ville.

300 mètres carrés de scène !

Effectivement, la scène est immense: 300 mètres carrés dévolus aux troupes qui vont se succéder durant quinze jours. « Au total, nous proposons six représentations cette année, contre 14 en 2015. Mais la situation des finances ne nous permettait pas d'aller au-delà. Nous avons serré les budgets. D'ailleurs, toute la partie restauration est assurée par la cuisine centrale de la com-

mune », ajoute Robert Masson. « Et du personnel municipal volontaire a proposé son aide, en renfort, pour faciliter l'accès des spectateurs au site et les accompagner ». Reste que le festival « In Situ-La Bayarde » est quand même une grosse machine. Le budget total est de 270 000 euros dont une partie couverte par une subvention du conseil départemental du Var. Les tarifs des places, eux, s'échelonnent de 15 à 35 euros par soirée. Les spec-

tateurs sont installés dans des sièges rouge vif et, pour les gradins, des coussins sont fournis.

La première soirée et celles du 3 et 9 août affichent déjà « complet » mais il reste des places pour les autres, notamment la pièce *Amok* de Stefan Zweig jouée par Francis Huster.

Le comédien se glissera, deux soirées d'affilée, dans les loges situées derrière la scène. À l'intérieur, c'est un véritable petit appartement qui attend les acteurs.

Pour les spectateurs, tout se passe à côté de la scène pour boire un verre ou se restaurer avant le lever de rideau.

En misant sur le théâtre, Carqueiranne joue la contre-programmation. Et n'est pas peu fière de cette originalité d'affiche estivale.

F. DUMAS

Festival « In Situ ».
Rens. 04.94.01.40.26
ou 04.94.01.40.46
ou 04.94.00.51.55.

Et le fort devint scène en 2000...

Après avoir acquis le fort, la commune a décidé, en 2000, d'en faire, au mois d'août de chaque année, un rendez-vous théâtral. Il est vrai que le site impressionne et on se met volontiers à la place d'un Bordelais ou d'un Parisien en vacances qui découvre. Toute la « Provence carte postale » est là: vieilles pierres, panorama unique et pins par centaine tout autour.

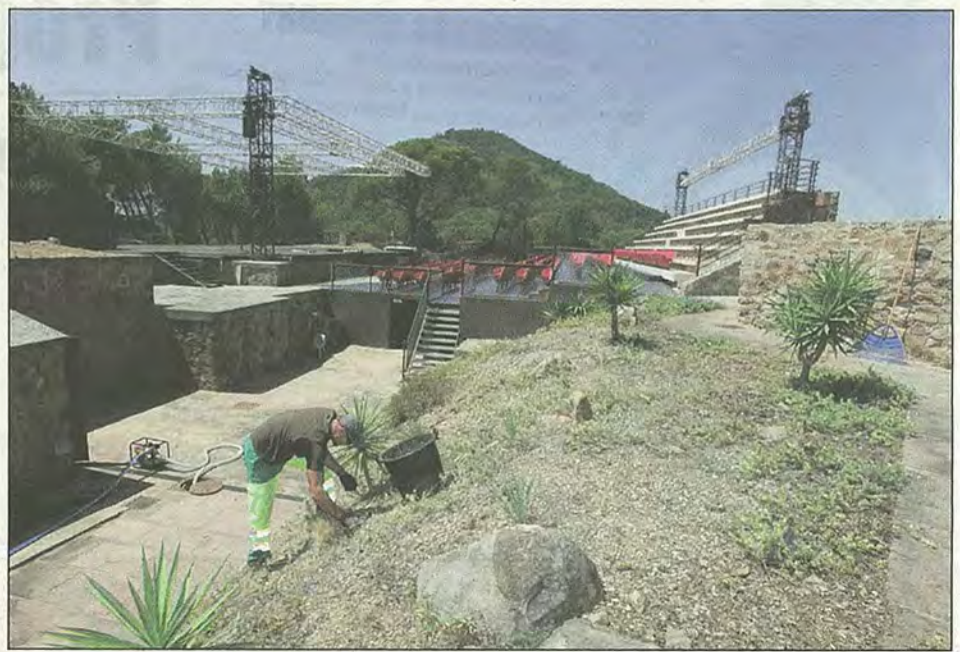
Le fort a été construit en 1896 et se situe sur un éperon rocheux dans le massif de la Colle noire offrant une vue à double direction: d'un côté la rade de Toulon et, de l'autre, la presqu'île de Giens. D'ailleurs, plutôt que de parler de fort, la Bayarde est plutôt une batterie côtière, jadis construite pour défendre Toulon de ses assaillants.

S'il ouvre grand ses portes

pour le festival de théâtre, il demeure fermé au public le reste du temps. À l'exception de certaines journées du patrimoine. D'où l'idée émise de l'ouvrir pour d'autres événements. On se prend à rêver de récitals de piano sur les hauteurs de Carqueiranne. Ou, pourquoi pas, de concerts de rock? La végétation est telle, tout autour, que le bruit ne gênerait pas (trop) les voisins...

Quelques (belles) maisons se protègent du monde, près du chemin en terre qui mène à la Bayarde. Le site est préservé et doit le rester. Le fort des Carqueirannais ne trouve pas d'équivalent dans le département. Ce qui fait de lui un enjeu culturel majeur. Sa gestion est d'ailleurs régulièrement source de discordes entre opposition et majorité à Carqueiranne.

F. D.



Une quinzaine de techniciens s'active avant le jour J, lundi soir.

(Photo F. M.)

Le Colbert: un nouveau

Le ministre visionnaire n'aurait pas renié ce projet de salle de spectacles de 250 places, qui portera son nom, rue Clappier. L'offre culturelle s'enrichit à Toulon. Portes ouvertes aujourd'hui

« On fait ça, c'est une folie, c'est une passion. » À quelques jours de l'ouverture de son théâtre privé, Hélène Fabre a enfin jeté son bleu de travail pour une tenue de ville. Car, pendant des mois, toute la famille a mis la main à la pâte pour rénover cette ancienne salle de sport, située rue Clappier. Initialement prévu il y a des décennies pour abriter une salle de spectacle, alors propriété d'Albert Féraud, patron de l'Alcazar à Marseille, Le Colbert n'avait jamais connu les feux de la rampe, avec le décès précocement de son propriétaire (lire aussi notre article du 17 septembre). L'impair sera bientôt réparé.

Une scène de dix mètres sur dix

Deux cent cinquante fauteuils rouge flambant neufs occupent le parquet, des lustres au style baroque donnent un côté cosy, face à une scène de 100 m². Même si Pascal, 27 ans, l'un des fils, le directeur, s'arrachait les cheveux, mercredi, sur les dernières questions administratives à régler, Le Colbert est prêt à ouvrir ses portes.

« Ce projet, c'est pour nos deux fils.



La famille Fabre-Lelli au complet, avec son programmateur, Jérôme Leleu (à droite). (Photo P. BL.)

Nous, on sera bientôt à la retraite. C'est un héritage d'aujourd'hui», confie cette vraie Toulonnaise, ancienne danseuse et chef de troupe (qui y proposera ses propres spectacles musicaux). Le cadet, Maxime, 20 ans, responsable ventes et billetterie formé à l'audiovisuel, assurera, notam-

ment, les captations vidéos. Le père est le principal investisseur. « Ce sont les économies de toute une vie », souffle Hélène.

Le coût d'un tel projet frise un million d'euros. Une banque et quelques partenaires pour la technique, ont accepté de les aider dans leur folle entreprise : celle de créer dans le secteur culturel, sans aucune subvention pour l'instant.

Ce sera le « théâtre de tous les spectacles », résume Hélène Fabre, avec une programmation éclectique variant du one-man-show au théâtre (musical et autres), en passant par les concerts... Les planches accueilleront aussi des rencontres de lecteurs (avec la librairie Charlemagne), des répétitions (avec le conservatoire), des galas de fin d'année et, pourquoi pas, des soirées privées... Le show pourra commencer le 9 décembre avec l'humoriste Tano, après l'inauguration officielle qui s'est tenue hier soir.

VALÉRIE PALA

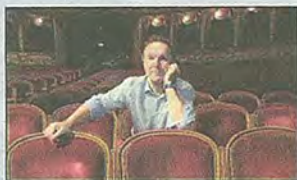
Savoir +

34, rue Clappier, tél. 04.94.64.01.58. Portes ouvertes au public, aujourd'hui, de 9 h à 19 h, avec 15 % de réduction sur la billetterie sur place.

Tarifs de 15 à 25 euros, sauf exception (35 euros). Sinon billetterie dans les points de vente habituels.

Des nouveautés

● Julien Lepers, à peine remis de *Danse avec les stars*, livrera son nouveau spectacle *Danse avec les mots*, évocation aux grands auteurs et humoristes, comme Desproges, Coluche, Devos. Mise en scène : Alain Sachs (10 et 11 décembre).



Julien Lepers. (Doc. JFO)

● Rachid Badouri, « grande star au Québec », (chant, danse, comédie) dixit Jérôme Leleu, viendra roder son nouveau spectacle, avant sa rentrée parisienne (16 décembre).

● Marc Hollogne, acteur (avec Lelouch), compositeur, est aussi maître de ciné-théâtre en live, avec son personnage Marciel et un écran géant sur scène. Il propose une création « spécial Toulon » (24 et 25 février).

● Dans leurs nouveaux spectacles aussi : l'humoriste Guillaume Bats (mis en scène par Jérémy Ferrari, le 13 janvier), Pierre-Emmanuel Barré, le chroniqueur très politiquement incorrect de France Inter (21 avril)...

DES ARTISTES D'ICI

► Yves Pujol

Le Toulonnais fera sa nuit avec deux spectacles dans la même soirée, de 19 h à 23 h (le 3 février).



P. Cottet-Moine. (DR)

► Patrick Cottet-Moine et les Zablocks

Le Cuerso, grand dégingandé d'*Un incroyable talent*, roi du mime, revient avec son nouveau spectacle *Chez lui* (le 1^{er} avril et ce n'est pas une blague). Il fêtera aussi les 23 ans des Zablocks, groupe de chansons drôles, dont il fait partie (18 février).

Des concerts



Grupo Compay Segundo. (DR)

► Grupo Compay Segundo

Un groupe mythique, celui de Buena Vista club, avec le fils de Compay Segundo et des musiciens historiques de cet ensemble cubain connu dans le monde entier. (Concert debout le 18 mai).

► Aurélie Cabrel

« Un bel univers, un peu plus rock que celui de son père », détaille Jérôme Leleu. Certains de ses textes ont été écrits par Grands corps malade ou son paternel. (21 janvier).

Spectacles musicaux



La Vie en rose. (DR)

■ Pour jeune public : *Le cygne et la princesse* (14 décembre), *La reine des neiges*, spectacle interactif (21 décembre). Ces spectacles sont créés par la famille Fabre, comme celui qui suit.

■ Pour adultes : *La vie en rose* (le 4 février), inspiré

du film de Marcel Carné, *Les portes de la nuit*, avec Yves Montand. Du live, jusqu'aux musiciens. Reprises de Piaf, Montand... Une nouvelle création.

■ *La fabuleuse histoire des*

opérettes marseillaises, par la troupe des Carboni de *Un de la Canebière*. Elle ressuscitera les chansons de Vincent Scotto et René Sarvil, à travers les opérettes marseillaises des années 30 (15 janvier).



Mon cabaret marseillais. (DR)

Aussi

■ Du one-man-show décalé

Avec Tristan Lopin, qui pense avec un cerveau de fille (10 février)... Audrey Vernon, sous couvert de nous expliquer *Comment épouser un milliardaire*, livre une vraie critique de la crise actuelle et de ceux qui en profitent. Elle s'est notamment produite à Florange pour les Arcelor Mittal (à voir le 25 mars).



Audrey Vernon. (DR)

■ Du théâtre moderne

Alexandre Opeccini interprète la *Montée d'un burn out* (3 mars).

■ Et ce n'est pas fini !

Nadia Roz (dans *Commissariat central* avec Tano, le 17 décembre), *Odelaf*, le 27 janvier, etc.

théâtre en centre-ville

Une concurrence pour les autres salles ?

Un nouveau venu sur la scène théâtrale toulonnaise, cela prête à réflexion. Une scène peut-elle en chasser une autre, si l'on songe que Le Colbert est à quelques mètres du café-théâtre Room-city (90 places), à quelques encablures de celui de la Porte d'Italie (120 places)? Ou, a contrario, les Toulonnais vont-ils enfin lâcher un peu les salles de cinéma pour se rendre tous les week-ends au théâtre par un effet d'émulation? Le Liberté (trois salles de 700, 115 et 132 places), l'opéra, dans le même quartier et même l'Espace Comédia (théâtre de 230 places) au Mourillon, jouent vraisemblablement dans une autre cour, avec des programmations distinctes de celle du Colbert.

Le même programmateur qu'à l'Oméga live

Certaines dates de la nouvelle salle ne seraient pas sans quelques similitudes avec certaines passées à



La Barjaque avec Ghyslaine Lesept a une partie de sa saison à la Porte d'Italie. Le Room city de Pascal Blanc programme rue Clappier et Porte d'Italie.

(Photo doc D. L. et A. W.)

l'Oméga live. Et c'est tout sauf un hasard, vu que Jérôme Leleu, directeur artis-

tique de Fantaisie prod – qui sévit à l'Oméga live, tout comme Tandem (avec des

concerts exclusivement) – n'est autre que le programmateur de la saison du Col-

bert ! « Avec Yves Pujol, le week-end dernier à l'Oméga (il passera en février 2017 au Colbert, Ndlr), on était complet dans tous les cas et avec une jauge de 180 spectateurs à l'Oméga, on n'a pas épuisé le public ». Ce dernier se veut rassurant : « Il y a des week-ends où il y aura des artistes à l'Oméga et d'autres ici. Cela ne me pose pas de problème ».

« Cela va faire du monde dans la rue »

L'accueil est bienveillant au Room-city, qui ouvrira d'ailleurs un restaurant en janvier dans la rue. « On n'a pas forcément les mêmes artistes. Au contraire, cela va faire venir du monde dans la rue. Le Toulonnais va au cinéma, pas au théâtre. C'est par la multitude qu'on y arrivera, estime Pascal Blanc qui a ouvert il y a quatre ans. D'ailleurs, si les élus pouvaient nous éclairer mieux la rue, comme celle de Gimelli... » Ce dernier a prévu une grosse dynamique pendant

les fêtes, avec cinq spectacles par jour entre le Room city et le théâtre de la Porte d'Italie.

La compagnie La Barjaque, qui programme à Toulon, à la Porte d'Italie, « souhaite au Colbert beaucoup de réussite », dixit Ghyslaine Lesept, qui la dirige. « Je pense que, pour sortir du lot, il faut faire des choses différentes, estime-t-elle. Dans l'idée, ce serait bien que la programmation ne ressemble pas à celle du voisin. Dans ce cas-là, je pense qu'il y a de la place pour tout le monde. C'est comme pour les restaurants. Ceux qui marchent sont ceux qui se différencient. » Tout en préparant son prochain « seule en scène », pour avril 2017, la comédienne et co-créatrice de *Noces de rouille*, succès national (les 2 et 3 décembre à la Porte d'Italie), nous a annoncé la venue de *Jules et Marcel*, une pièce sur Raimu et Pagnol, mise en scène par le petit-fils de ce dernier (les 9 et 10 décembre).

Histoires de familles

Albert Féraud, né dans les années 1920, « s'est confondu durant des décennies avec le cinéma à Toulon », comme le rappelait notre confrère Claude Ardid dans sa nécrologie, il y a quelques années. Propriétaire de l'Odéon au Pont-du-Las, plus tard du Comédia au Mourillon (devenu l'Espace Comédia, toujours théâtre aujourd'hui), il possédait également le Fémina, salle de ciné et spectacles, à quelques mètres du Colbert et le Royal. Il osa le pari de l'art et essai, en lutte contre la mainmise des majors.

Dans les années 1960, il fut aussi l'ami des plus grands Claude François, Adamo, qui se produisirent au Fémina, mais aussi Johnny Hallyday, Charles Aznavour... « Albert Féraud est décédé avant qu'un deuxième Fémina n'ait vu réellement le jour au Colbert », rapporte Maxime Fabre. Le projet de la famille Lelli-Fabre n'est pas lié à cette histoire, mais reprend l'idée du théâtre. Hélène Fabre est née Gonzales, un nom bien connu sur le port de Toulon. « Nous sommes ici depuis au moins trois générations,

précise-t-elle. Mon père était premier prud'homme et son frère a créé les bateliers de la rade. » Lorsque les pêcheurs de Toulon se sont mis à promener les touristes... « Je suis née cours Lafayette. Tous les Toulonnais allaient se chausser rue d'Alger à l'époque, car il y avait cinquante magasins de chaussures. Pourquoi plusieurs théâtres ne créeraient pas aussi une dynamique ? »

Albert Féraud et notre Johnny national.

(Photo DR)





« Peut-être faut-il, pour vivre entièrement, accepter la succession des heures à travers une fenêtre ouvrant sur la ville méditerranéenne (...) », suggère Ricardo Vazquez, à propos de cette série de photos de Marie Bovo. Torpeur et rêverie qui ouvrent un ailleurs.



La poésie n'est pas sans suggérer le danger, un sentiment d'oppression, avec les photos d'Arslan Sukan. « La modification des couleurs donne un aspect fantomatique », selon le commissaire.



Livres censurés après le coup d'Etat de 1980, en Turquie, mis en scène par Özlem Sulak (ci-dessus). Une œuvre volontairement inachevée... Dans une vidéo l'artiste établit un parallèle avec l'Allemagne de l'Est, où les dissidents recouvraient de papier des livres pour tromper la censure, même certains critiquant le capitalisme. Absurdité.

La Méditerranée, si proche et si lointaine...

Route des cargos comme des migrants, mer toujours fantasmée, d'« Une Méditerranée, l'autre », est une exposition à voir jusqu'au 12 février à l'Hôtel des arts à Toulon et au Frac à Marseille

Une mappemonde aux frontières brouillées, œuvre de Mario Schifano, nous accueille. Elle constitue l'entrée en matière de l'exposition « D'une Méditerranée, l'autre », qui se tient à l'Hôtel des arts de Toulon et au Frac (1) à Marseille. « Une façon de dire que le monde contemporain nous est immédiatement offert, à la fois de façon flamboyante et déformée », explique Ricardo Vazquez, directeur de l'Hôtel des arts, et commissaire de l'exposition, avec Pascal Neveux (2).

À partir d'œuvres issues de la collection de la BNL (Groupe BNP Paribas) exposées lors de la Triennale de Milan en 1914, de leur propre fonds et de prêts, les deux lieux culturels de la région donnent une vision de notre « mer au milieu des terres ».

L'homme et la mer

Celle qui a façonné les mythes des peuples qui la bordent, que l'on retrouve à l'Hôtel des arts, mais aussi celle de tous les enjeux de civilisation, à voir aussi à Mar-



La Méditerranée, tout un monde, exploré par 30 artistes. (Photos Luc Boutria)

seille. « On ne pouvait pas faire une exposition sur la Méditerranée, sans évoquer la question des migrants », a expliqué Pascal Neveux, directeur du Frac.

Avec poésie ou émotion générale de tous les enjeux de civilisation, à voir aussi à Mar-

n'en sont pas moins soulevés au centre d'art toulonnais. Ainsi, la petite salle obscure consacrée au travail des ouvriers d'une capsule sous-marine pour l'entretien d'une plateforme industrielle, de Yuri Ancarani. « Les grands explorateurs d'autrefois sont devenus les ouvriers d'une plateforme », fait remarquer Ricardo Vazquez.

Assis sur des coussins, la mer d'huile de Malik Nejmi nous détendra, autant qu'elle nous opprime. « Avant, quand on trouvait un émigré à bord d'un cargo, on le ramenait. Maintenant, on le jette par-dessus bord. La grande question pour moi est celle de l'Odyssée, et sur quelle histoire on s'accrochera demain », confie-t-il. Paysages marqués par l'homme, visages mar-

quants, comme ceux de Belkacem Boudjellouli... souvent une voix est donnée au silence et aux silencieux dans ces différentes approches artistiques : installations, vidéos, dessins, photos, peintures... d'une douzaine d'artistes à Toulon et autant à Marseille.

VALÉRIE PALA
vpala@nicematin.fr

1. Fonds régional d'art contemporain Provence-Alpes-Côte d'Azur.
2. Directeur du Fonds régional d'art contemporain

Expo jusqu'au 12 février, à l'Hôtel des arts, 236 bd Maréchal-Leclerc à Toulon, et au Frac à Marseille.

Visites commentées à Toulon tous les mercredis à 15 h 30 (et certains dimanches); parcours accompagnés et ateliers de création... www.hdatoulon.fr

Paroles d'artiste

Joseph Dadoune, artiste franco-israélien expose une série de 50 dessins, qui représentent chaque jour des bombardements à Gaza, en 2014. Hamas et forces israéliennes se canardent mutuellement sans répit. « On est tous ensemble dans le chaos. C'est une situation où il n'y a plus de réponse. Le conflit était massif, total. Les civils ne pouvaient plus intervenir ». Le bleu pour

Israël, le vert pour le Hamas se côtoient dans les planches de cet artiste qui a vécu avec des bédouins d'origine palestinienne, loin des clichés de clivages, qui peuvent être véhiculés par les médias. « Je suis très inquiet, la jeunesse d'aujourd'hui n'a jamais de contact avec les autres. Je pense que cette expo fait partie des petits phares aujourd'hui », estime-t-il.



Joseph Dadoune invente aussi des calendriers « pour sortir des carcans de la religion. Je me suis aperçu qu'on vit encore avec des calendriers religieux qui règlent les mouvements des satellites ! »



Une visite facilitée par les textes à côté des œuvres.

RDV de décembre

Danse avec Régine Chopinot

Dernière création chorégraphique de Régine Chopinot, avec installation vidéo, voix, percussions... Vendredi et samedi à 19h. Gratuit sur réservation.

Un certain regard sur la Méditerranée

Emmanuel Gleizes propose une carte 3D du Parc national des Calanques. Sensibilisation sur le rejet des boues rouges... Samedi 10 décembre à 18h (gratuit)

Concert Stranded horse

Duo de Kora (harpe-luth africaine) avec Boubacar Cissokho. Jeudi 8 décembre, à 18h30.

Le musée d'Art prépare sa grande révolution culturelle

Des expos de renommée internationale à Toulon ? C'est pour bientôt. Les grands travaux de rénovation, bientôt lancés, permettront enfin au musée d'accueillir des œuvres d'exception

Vu de l'extérieur, il a tout bon. Et tout beau. Fraîchement réhabilité, le musée d'Art fait honneur au boulevard Général-Leclerc et à la ville. Mais une fois franchi son entrée et grimpé le monumental double escalier, il faut bien l'avouer : on reste un peu sur sa faim. Malgré le savoir-faire déployé pour mettre en valeur les œuvres exposées, le visiteur ressort un rien frustré. Le manque de place saute aux yeux.

« Et ce n'est pas le seul souci, surenchérit Yann Tainguy, l'adjoint à la culture. Le bâtiment, qui a été inauguré en 1888, souffre d'un problème évident d'accessibilité. » Notamment pour les publics « empêchés », selon la terminologie administrative. Autant de handicaps qui privent Toulon, et le Var en général, d'expositions de grande envergure. Pour les voir, il faut se rendre dans les départements limitrophes... Et notamment Aix-en-Provence où les Toulonnais, amateurs d'art, ont leurs habitudes.

Émulation

Bref, « notre musée ne réunit pas les conditions matérielles nécessaires pour obtenir ces grandes expositions ». Ne serait-ce que l'absence de climatisation qui en refroidit plus d'un...

Donc, c'est décidé : le musée d'Art va bénéficier d'une grande rénovation intérieure. Cela semble être le moment ou jamais pour



L'exposition actuelle «Elles s'exposent» a accueilli, depuis le 12 mai, 10 500 visiteurs.

(Photos P.Bl.)

l'entreprendre et faire coïncider son achèvement avec celui du nouveau quartier de Chalucet en 2019. De quoi créer une émulation entre les deux sites voisins. Et rendre enfin justice à la richesse des fonds propres du musée, composés d'œuvres remontant jusqu'au XV^e siècle, mais aussi de collections contemporaines remarquables, constituées à partir des années soixante-dix.

MIREILLE MARTIN
mmartin@varmatin.com

De l'espace, des ascenseurs et la clim !

Un sacré chantier... On en est pour le moment à la première étape : la programmation des travaux et de leur financement. Mais on sait où veut aller : plus d'espace, plus d'accessibilité et de meilleures conditions de conservation des œuvres.

Un an de travaux

Soit un an de travaux, au moins, durant lesquels il faudra déplacer et stocker les œuvres conservées sur place. De l'espace va être libéré au rez-de-chaussée, y compris derrière l'escalier. Au final, Toulon possédera enfin un musée d'art à la hauteur, où l'on pourra admirer simultanément des grandes expos ponctuelles et des collections permanentes.



Un escalier monumental mais pas d'ascenseur.

10 LES INTERVIEWS / PROFILS

1 **Comment les architectes ont croqué l'Avenue 83**

Var Matin – 01.03.2016

2 **L'interview du mois - Corinne Vezzoni**

Métropole Var – Avril 2016

3 **« Toucher la loi littoral, c'est ouvrir la boîte de Pandore »**

Var Matin – 19.04.2016

4 **Thierry Fradet maître en l'art de la défense**

Var Matin – 18.05.2016

5 **Bernard Bezzina la mise aux « poings »**

Var Matin – 08.06.2016

6 **Julien Meyrignac, urbaniste : « l'avenir est au centre-ville »**

Var Matin – 20.12.2016

Comment les architectes

La Valette Trois architectes et associés ont relevé le challenge : redonner les lettres de noblesse à une zone commerciale défraîchie et donner envie aux habitants d'y vivre

Il a été le premier centre commercial du Var dans les années 70. Moins d'un demi-siècle plus tard, l'ex-Barnéoud, du nom de son fondateur, laisse la place à un nouveau quartier « Château-Redon » qui abritera en son cœur, dès le 13 avril, « L'Avenue 83 » rimant avec commerces et loisirs, et 225 logements à l'horizon 2017. Trois architectes associés ont choisi de relever « ce challenge » lancé par la ville, le groupe Altarea Cogédim et la société publique locale Méditerranée. A un mois et demi de l'ouverture au public du centre commercial à ciel ouvert et de la livraison de trois résidences courant 2017, rencontre avec les signatures architecturales très marquées.

CATHERINE PONTONE
cpontone@nicematin.fr



Le mail commercial à ciel ouvert (50 boutiques et les 16 salles du complexe cinématographique, ouvert au public le 13 avril) est traversé par une allée piétonne « végétalisée », selon Jean-Michel Wilmotte. (Photo Patrick Blanchard)

avoir une succession de lieux de commerces à ciel ouvert pour composer une rue marchande. Après, nous avons créé de grands espaces, développé des largeurs de circulation. Nous avons développé, aussi, volontairement, des lieux commerciaux avec des hauteurs de sous-plafonds différentes de ce qu'on trouve d'habitude (jusqu'à quatre mètres de hauteur). On va avoir jusqu'à cinquante boutiques avec seize salles de cinéma, cela donne l'échelle du projet.

Le cinéma n'était pas prévu à l'origine...
Oui, le cinéma est arrivé en cours de projet. On l'a intégré. C'est un moteur complémentaire. Il draine des visiteurs tout comme les douze moyennes

surfaces qu'on a réussi à créer.

Créer un centre commercial dans une zone vieillissante a-t-

il été une contrainte ?

Ce n'est pas une contrainte. Si on veut respecter les sites, il faut vraiment s'y intégrer, ne serait-ce que par les circulations. On a la possibilité de redonner des racines à un site qui a été un peu oublié pendant cinquante ans. C'est plutôt positif d'avoir cette chance. On ramène de la fraîcheur, de la jeunesse...

Les cœurs de ville vous ont-ils inspiré ?

On va recréer toute une série de places. Une sorte de ponctuation tout au long du projet. Elles permettront de faire des animations. On a créé des espaces de fontaines, au moins quatre. La promenade porte sur un demi-kilomètre de long, des allées assez larges de douze à quatorze mètres en moyenne. Cela nous permet de bien végétaliser, d'avoir des espaces piétons, des passages, de créer des

“**Privilégier le végétal et l'eau**”

jardins dans les axes par rapport aux voies de circulation, et dans la galerie marchande elle-même. On végétalise énormément la partie piétonne. Nous avons souhaité alterner le végétal et l'eau.

Pourquoi avoir choisi le stationnement aérien ?

Cela a été un choix financier du client. On l'a intégré sur les toitures via des pergolas pour protéger du soleil. Il y aura une deuxième phase de travaux engagée sur la partie pergola. On veut imbriquer au mieux les voitures.

L'architecture très marquée de l'habitat, pour casser l'image de la zone commerciale, a-t-elle été gênante ?



Jean-Michel Wilmotte. (Photo S. B.)

Cela ne nous a pas gênés dans notre réflexion. On a englobé la série de logements prévus dans la première phase du projet. Nous avons essayé de créer, ce qu'on appelle « une couture » entre l'habitat et le centre commercial à ciel ouvert.

Le projet, à l'origine, prévoyait l'utilisation du photovoltaïque... Qu'en est-il cinq ans plus tard ?

On ne peut pas balancer du photovoltaïque partout. Il faut faire attention. L'essentiel est l'isolation. Si vous êtes bien isolé, vous n'avez pas besoin de créer des excès d'énergie pour chauffer ou refroidir des bâtiments. Je refuse d'en mettre dans le centre ancien de Toulon. Ici, à l'Avenue 83, nous avons en projet de poser quelques panneaux photovoltaïques sur le bâtiment du cinéma. 1-Wilmotte et associés architectes

« **Ramener de la vie à Toulon** »

Vous planchez sur des sujets dans le centre ancien de Toulon...

« Il s'agit surtout de donner une nouvelle utilisation à des bâtiments dans le centre de Toulon. Une nouvelle programmation est une façon de sauver les bâtiments. Cela leur permet de réexister. L'action qui a été faite sur le bâti accueillant l'enseigne Monoprix est quelque chose de très important puisque c'était un endroit un peu à l'abandon, fermé. On a la chance de ramener la vie dans les rues adjacentes. Nous travaillons également sur le bâtiment de l'ancien évêché. C'est un très bel endroit avec une belle architecture. On se doit aussi de garder un peu la mémoire. Je pense que l'évêché (qui va intégrer un hôtel et va voir passer beaucoup de gens étrangers et des hommes d'affaires) va s'ouvrir sur l'extérieur par les cafétérias et les restaurants. Cela va être un vrai projet pour la ville. Un hôtel à cet endroit-là est plus intéressant que d'avoir un hôtel de chaîne en périphérie. »



L'ancienne bourse du travail réhabilitée.

(Photo Patrick Blanchard)

“**Redonner des racines à un site un peu oublié**”

A St-Jean-du-Var, aussi...

Jérôme Siame, signataire de « La Grande Avenue » à La Valette a réalisé la future résidence « 245 Hall », livrée à l'été 2017 à Saint-Jean-du-Var, selon le maître d'ouvrage : 59 logements en accession avec, en rez-de-chaussée, des bureaux. « Dans la réflexion, il n'était pas inutile de mettre un bâtiment un peu "signal" qui déclenche une réhabilitation par le haut du quartier. » L'espace boisé classé, à l'angle du terrain, a permis de donner « du recul à la perspective du bâtiment ».



59 logements et bureaux en cours de construction. (Photo DR Jean-Marc Castella)

ont croqué l'Avenue 83

Un espace résidentiel hors sol atypique

La fiche d'identité

Résidence : 74 logements collectifs en accession, livrés selon le maître d'ouvrage, la SPLM, dans le courant 2017.

Commerces : 780 m² en rez-de-chaussée.

Coût : 15 millions d'euros, selon la Société publique locale Méditerranée (SPLM).

Architecte : Jérôme Siame. L'agence « Jérôme Siame et architectes », basée à Aix-en-Provence a travaillé sur le projet avec l'atelier Kern et associés à Marseille. Il a déjà réalisé à la Valette, « Les patios de La Baume », et signé la résidence « 245 Hall », à Saint-Jean-du-Var (lire ci-dessus).

L'intérêt

« Ce qui m'a intéressé, c'était de participer à la mutation urbaine d'une zone commerciale déclinante, une friche défrichée », explique Jérôme Siame. Cette mutation a déjà été entamée, mais plus en périphérie, par la Semexval avec la création de l'éco-quartier « Entrevert » aux Espaluns.

L'esprit architectural

« Nous sommes dans une stratégie urbaine nouvelle parce qu'on jouxte du logement presque un peu contre-



Les blocs accrochés à la façade des quatre tours (premier plan) sont des pièces extérieures « habitées », selon Jérôme Siame.

(Photo DR Kreaction)

nature dans un quartier où il n'y en a pas du tout. Les habitants pourraient craindre d'être les seuls à habiter dans un centre commercial. Cette crainte-là, elle a été identifiée par nous et le maître d'ouvrage. Dans l'esprit de la commande de celui-ci, il fallait que la première pierre

soit déclenchante, déterminante, un peu manifeste, pour signifier qu'on habite à cet endroit-là.

Le style

Cette architecture est « très contemporaine », reconnaît Jérôme Siame. « Son but n'est pas d'être discrète », recon-

naît-il. Aux abords directs du centre commercial, il a fallu faire exister le programme d'habitation. Comment ? « Le but est de se positionner au-dessus de la nappe commerciale, c'est-à-dire cet espace de socle urbain qui correspond à la hauteur du centre commercial

(entre 7 et 9 mètres).»

Le concept

« L'idée du projet est de faire un socle commun au bâtiment qui fasse toute l'emprise du terrain. Lequel prolonge la hauteur du centre commercial qui est à côté. Dans ce socle, on met des commerces donnant sur la rue, et à l'arrière, des parcs de stationnement en superstructures. Au-dessus de ce socle, on s'en sert comme si c'était le terrain qui était remonté d'environ 7, 50 mètres, on vient poser quatre tours espacées les unes des autres, d'une moyenne de trente mètres environ, et occupant les quatre angles de notre terrain carré.

Habiter les balcons

Objectif : « Donner de l'air et différentes orientations au logement. L'idée est d'optimiser complètement l'enveloppe thermique du bâtiment. Les balcons sont des boîtes à habiter, des sortes de pièces supplémentaires extérieures traitées comme des pièces, avec un toit partiel ou total, et des fenêtres. »

Un jardin sur le toit

L'espace résidentiel hors sol est « atypique dans sa constitution. » Pourquoi ? « L'idée

est que le toit du socle devienne un jardin », explique l'architecte, justifiant, ainsi le nom donné au projet de « Babylone ». « Il sera traité comme un petit bout de forêt inclus à l'intérieur du bâtiment, et qu'on traversera pour accéder au logement. On a prévu de planter des arbres d'assez hautes tiges (des érables argentés). »

L'unique adresse

Les futurs occupants donnant sur l'avenue de l'Université accéderont à leurs logements par un unique hall. Ils prendront un escalier et arriveront sur le toit du socle, aménagé en jardin, et emprunteront des allées piétonnes pour accéder à l'entrée de chacune des tours. « On rentrera chez soi par un jardin suspendu », commente Jérôme Siame. « L'idée est de faire habiter les gens en ville mais hors la ville dans un futur centre urbain et commercial. En même temps, on leur crée une intimité résidentielle sur-élevée par rapport au niveau de la voirie. La rue est destinée aux échanges, aux commerces et aux activités. Le socle surélevé et le jardin suspendu, c'est la partie privée résidentielle de l'habitation, située au-dessus. »

« Un travail sur la sculpture de l'ombre et la lumière »

La fiche d'identité.

Deux résidences : 87 logements collectifs.

La résidence est en cours de construction. Elle donne sur l'avenue de l'Université, avec, en rez-de-chaussée, 900 m² de commerces.

L'autre résidence, située, à l'arrière du magasin Cuir Center, comprendra 70 logements locatifs sociaux.

Coût de la construction en cours : 17,8 millions d'euros, selon la SPLM.

Architecte : Stéphan Bernard.

L'agence « Architectes Carta associés/ UA architectures », basée à Marseille, a travaillé sur le bâtiment des 87 logements, avec Christophe Jatareu-Conte, architecte de l'hôpital Sainte-Musse. Bureaux d'études. (Egis, et Artelia).

« Super challenge »

Stéphan Bernard et son associé, Roland Carta, baptisé le « bâtisseur du génie marseillais » sont liés à l'histoire passée et future de Marseille. Ils ont déjà marqué de leur empreinte le fort Saint-Jean, le Mucem avec Rudy Ricciotti, le Silo, ou encore actuellement la City... Avec l'équipe, Stéphan Bernard, attaché à travailler sur la revitalisation des centres-villes, n'a pas hésité à relever « le super challenge » sur la renaissance d'un quartier dans la vieille zone commerciale valettoise.

« Nous devons créer de l'habitat. Tout est à créer, à inventer. Il faut retisser l'histoire de ce quartier avec celle de l'évolution de l'urbanisme », s'enthousiasme Sté-

phan Bernard. Ce concept est plutôt novateur en France.

Dans le projet de conception des deux résidences, le centre commercial à ciel ouvert a été parfaitement intégré. « On décale, via un socle au-dessus des commerces, le niveau de vie des gens à environ 8 mètres de haut. Dans la zone, on va libérer aux habitants beaucoup plus de vue. Le premier étage de la résidence d'environ 27 mètres se situera à environ huit mètres au-dessus de la zone d'activité commerciale et de loisirs », commente-t-il.

Deux résidences, deux architectures différentes, inscrites dans une sorte « d'ilot ouvert » où on fait entrer la lumière avec au minimum deux orientations (sud nord, est, ouest) pour les



70 logements locatifs sociaux, à l'arrière du magasin Cuir Center.

(Photo D. R)

appartements. Côté avenue de l'Université, un travail sur la volumétrie au-dessus d'un socle commun aux bâtiments.

À l'arrière du magasin Cuir

center, sur le terrain carré, un vrai « coup de cœur avec un travail sur la sculpture de l'ombre et la lumière ». Et ce, dans le même esprit que la City à Marseille.



Stéphan Bernard.

(Photo C. P)

CORINNE VEZZONI

"A CHALUCET, ON VA INVENTER L'ARCHITECTURE DU 21^E SIÈCLE"

Connue dans l'agglomération toulonnaise pour avoir réalisé le bâtiment de l'école d'ingénieurs SupMéca, c'est l'architecte marseillaise Corinne Vezzoni qui a été retenue pour piloter l'ambitieux projet de reconversion de l'hôpital Chalucet, vaste friche urbaine à proximité immédiate de la gare de Toulon. Elle détaille pour *Métropole Var* le parti pris qu'elle a adopté, ainsi que sa vision de l'architecture et de la ville.

Propos recueillis par **OLIVIER STEPHAN**
Photos **RICHARD DENIS**



Vous avez été retenue pour dessiner le futur de l'ancien hôpital Chalucet. Quel est votre parti pris architectural pour ce site ?

Le parti pris - un peu comme ce que nous avons fait à SupMéca d'ailleurs - est complètement imprégné de l'environnement, et par ce qu'en tant qu'architectes nous allons pouvoir apporter à ce quartier, les points forts que nous allons révéler sur le site. Les points forts, ils sont évidents ici : le mont Faron au nord avec ce rapport à la nature, et une nature plus apprivoisée avec le parc Alexandre 1er au sud. Et la dualité de ces deux natures apporte un élément de réponse. Il y a un deuxième sujet, c'est la question urbaine : on est en plein cœur de ville, et on se retrouve en suture entre deux mondes.

C'est-à-dire ?

Il y a d'un côté - à gauche du site de Chalucet quand on regarde vers la mer - un quartier du 19e siècle très haussmannien, très orthogonal, avec des voies à angle droit. Et sur la droite, un autre du 20e siècle, également très emblématique de Toulon, avec des immeubles paquebots, blancs, de grandes coursives horizontales. Nous on se retrouve entre ces deux siècles !

Et entre ce 19e et ce 20e vous allez créer une architecture du 21e siècle ?

A nous d'annoncer le nouveau siècle, montrer comment on construit à

"Je suis toujours très attachée au passé : je crois que la ville est faite d'une sédimentation d'histoires et d'époques"

l'heure actuelle, et comment on prend cas à la fois d'un existant, et aussi de ce rapport à la nature qui est quelque chose d'assez nouveau : comment on peut vivre en ville en ayant un rapport à l'extérieur à la fois beaucoup plus confortable et beaucoup plus direct.

Quels bâtiments vont voir le jour sur place ?

On va y trouver énormément de bâtiments, liés à la culture, à la connaissance, au numérique. Sur trois hectares, le projet comprendra l'Ecole d'art et de design de TPM, avec au-dessus un incubateur-pépinière d'entreprises de TVT Innovation ainsi qu'une médiathèque départementale et municipale qui sera appuyée sur l'ancienne chapelle de l'hôpital que nous conservons. Il y aura un autre bâtiment avec des plateaux d'activités gérés par la CCI et qui accueillera notamment Kedje Business School, et des bureaux administratifs du Conseil départemental du Var. Le site accueillera à terme également des logements, mais le concours n'a pas encore été lancé.

Un vrai morceau de ville à part entière ?

Oui, tout cela crée une mixité d'usage, et une dynamique liée à la jeunesse, à l'accès direct à la culture. Et raconte également la question urbaine, celle de la ville et de son intérêt, l'intérêt de la proximité de la ville que la périphérie ne permet pas.

Qu'est-ce qui vous a poussée à candidater pour ce projet ?

Je suis installée à Marseille, mais je travaille finalement peu sur le Var. Pourtant, je suis très attachée à la Méditerranée, et à l'architecture méditerranéenne. C'est vraiment ce qui m'a nourrie, ce qui a nourri ma pensée, mes réflexions. Mon cheminement architectural est aussi lié à la question de la pente, la question aussi de la verticalité avec ces collines qui sont en limite des villes et à l'inverse, en face, l'horizontalité de la mer. Et cette opposition est pour moi un vrai sujet : comment on répond à ces questions-là,

"Trois ans à peine pour construire en même temps tous ces bâtiments, et avec trois maîtres d'œuvre différents - c'est un beau défi et c'est à mon avis unique en France et en Europe"

comment on gère l'eau qui circule de manière très violente en Méditerranée, comment on gère la lumière qui est très puissante aussi... C'est finalement un enjeu autour de la puissance des éléments, le vent, l'eau, la lumière. Et tous ces sujets, Toulon les porte : c'était donc une évidence pour moi de me positionner sur ce projet !

Votre agence Vezzoni et Associés ne travaillera pas seule ?

Non, sur le projet Chalucet, nous sommes architectes mandataires et coordonnons une équipe composée de paysagistes, bureaux d'études, concepteur lumières, etc.

Il y aura du béton et de l'acier, mais vous avez tenu à laisser une grande place aux espaces verts ?

Oui, le parc Alexandre 1er fait partie intégrante du projet, je voulais même qu'il aille au-delà de ses limites actuelles. Et que le parc vienne coloniser la totalité du site, en venant s'immiscer dans le projet urbain. Le grand sujet a été de proposer un jardin qui va s'organiser autour d'une large bande plantée, une promenade piétonne comme une sorte de grand ruban vert qui va partir du boulevard de Strasbourg, le point le



BIO EXPRESS

1964

Corinne Vezzoni naît le 21 mai à Arles.

1987

Elle termine son cursus à l'école d'architecture de Marseille Luminy, sous la direction de Christian Devillers.

2000

Elle crée sa propre agence d'architecture, Vezzoni et associés, en compagnie de Pascal Laporte. Ils seront rejoints en 2007 par Maxime Claude.

2009

L'agence est retenue pour réaliser le nouveau bâtiment de l'école d'ingénieurs SupMéca sur le campus de La Garde, un ensemble de près de 5000 m² accueillant 240 étudiants. L'année suivante, elle signe les plans de l'un des îlots de l'éco-quartier bordelais Ginko, piloté par Bouygues Immobilier.

2013

Elle est nommée Chevalier de l'Ordre des arts et des lettres.

2015

L'agence Vezzoni et Associés est lauréate du concours pour la reconversion de l'hôpital Chalucet, devant trois autres candidats au CV rutilant : Nicolas Michelin, Rudy Ricciotti et Christian de Portzamparc. Une belle année qui s'achève par l'attribution du "Prix de la femme architecte".



Photo Golem Images

"Le parc Alexandre 1^{er} fait partie intégrante du projet, je voulais qu'il aille au-delà de ses limites actuelles, et qu'il vienne s'immiscer dans le projet urbain"

plus bas, jusqu'à la gare, le point le plus haut. Avec des séquences botaniques intéressantes, car il faut savoir qu'à une époque ce jardin a été entretenu par la Marine, qui ramenait des graines et des plantes de pays lointains, et le lieu était devenu un jardin botanique. Quand ils ont déménagé, je crois qu'ils ont tout amené à Saint-Mandrier. Et j'ai trouvé intéressant de réintroduire ces essences-là, et de retrouver cette idée de jardin botanique, qui raconte finalement toute l'histoire de Toulon, avec tous ces voyages.

Avec à chaque fois une alternance entre jardin et bâtiment ?

Oui, c'est vraiment l'épine dorsale du projet, qui va se terminer au point culminant du site avec l'école d'art de TPM qui est aussi le bâtiment qui

monte le plus haut, d'une certaine manière le point d'orgue du site. Il constituera une sorte de signal depuis la gare, et les étudiants qui arriveront par le train le repèreront au premier coup d'œil. De même, le bâtiment Kedge qui sera réalisé par l'architecte Christian Devillers sera implanté dans l'axe de l'une des voies du 19^e siècle, ce qui créera une porte d'entrée sur le site.

Et qu'en est-il de la médiathèque ?

Elle s'appuiera sur la chapelle, dans l'une des ailes de l'hôpital qui n'a pas été bombardée pendant la guerre. Mais la surface n'est pas suffisante pour accueillir la médiathèque, elle va donc être doublée par un bâtiment contemporain qui va s'y accrocher.

On conserve donc un bâtiment d'origine et on construit autour ?

C'est tout un débat : qu'est-ce qu'on conserve de notre histoire patrimoniale, qu'est-ce qu'on détruit ? Ce bâtiment a été jugé suffisamment intéressant pour être conservé - il a d'ailleurs été classé - et il est le témoin d'une époque. Je suis toujours très attachée au passé, je suis d'accord pour ne pas systématiquement tout raser : je crois que la ville est faite d'une sédimentation d'histoires et d'époques. Et notre époque amène sa pierre à l'édifice : il faut donc conserver cette chapelle, il est intéressant de la révéler telle qu'elle est. Mais il ne faut pas avoir peur de ce qui va être construit à côté de manière contemporaine, c'est une

manière d'affirmer notre époque, avec ses codes constructifs, ses moyens industriels.

La livraison est prévue à la rentrée 2019 ?

Le sprint est lancé ! Un projet global avec plusieurs bâtiments, qui vont tous être construits en même temps, et avec trois maîtres d'œuvre différents - c'est un beau défi et c'est à mon avis unique en France et en Europe.

Vous avez reçu en 2015 le "Prix de la femme architecte". Que représente cette distinction pour vous ?

Ce prix est important pour moi car c'est la première fois qu'une architecte de province est nommée. C'est la

chose la plus important à mon sens qui témoigne qu'on peut développer une réflexion et un parcours où que l'on se trouve dans le monde.

L'architecture est-elle un milieu macho ?

Je n'ai personnellement que très rarement rencontré de handicaps en tant que femme, mais il est vrai que j'évolue dans un milieu d'hommes, et que malgré la quantité d'étudiantes féminines qui sortent des écoles, il y en a très peu qui réussissent à créer leur propre agence. Le fait d'avoir choisi la compétition, c'est à dire les concours publics est peut être la solution salutaire pour les femmes. C'est en tout cas le choix que j'ai fait. ■

CORINNE VEZZONI INVITÉE DE "LA MENSUELLE"

Retrouvez l'interview de l'architecte en vidéo dans le numéro 3 de "La Mensuelle".



P our son troisième numéro, le programme vidéo "La Mensuelle", partenariat entre Mise en Boite Production et *Métropole Var*, reçoit Corinne Vezzoni. Sur les gravats du site de Chalucet qui est actuellement en pleine préparation, l'architecte marseillaise détaille sa vision du projet qui doit être livré à la rentrée 2019. Toulon haussmannien, Toulon moderne, les espaces verts

qui trouvent leur place en ville, un entretien passionnant et l'occasion de se faufiler dans les coulisses du chantier avec notamment des images surprenantes de l'ancienne chapelle, qui va être transformée en médiathèque et lieu d'exposition.

Ce numéro 3 de "La Mensuelle" aborde également deux autres sujets : une rencontre avec le maraîcher Aurélien Proneur qui porte un projet d'exploitation bio à

Solliès-Pont et a activé le levier du crowdfunding. Et le lancement de la Bière de la Rade, l'occasion de déguster une mousse bien fraîche et 100 % Var ! ■



Réagissez avec le mot-clé #lamensuellevar

« Toucher la loi littoral, c'est ouvrir la boîte de Pandore »

Rencontre avec Christian Desplats, ancien délégué régional du Conservatoire du littoral. Celui, sans qui le Var n'aurait sans doute pas échappé au béton. Il raconte 20 ans d'acquisitions foncières

Pendant plus de 20 ans, Christian Desplats, qui aime se présenter comme « agent immobilier au service de la nature », a parcouru le littoral varois à la recherche des derniers paradis sauvages. Si l'homme, aujourd'hui retraité, a blanchi – un peu comme la mer Méditerranée un jour de fort mistral – il n'a rien oublié des négociations serrées avec les hommes politiques aux liaisons dangereuses des années 1980-1990. Il les consigne dans un livre *Batailles en bord de mer*⁽¹⁾.

Avez-vous une idée du nombre d'hectares que vous avez soustraits à l'appétit des promoteurs ?

Pendant les 21 ans que j'ai passés au Conservatoire du littoral, comme chargé de mission pour le Var ou comme délégué régional en Provence-Alpes-Côte d'Azur, il est rentré environ 30 000 hectares dans le patrimoine du Conservatoire du littoral.

Beaucoup de ces acquisitions ont été réalisées dans le Var, pourquoi ?

D'une part parce que, pendant mes dix premières années au Conservatoire, j'étais plutôt responsable sur le Var. C'est dans ce département que j'ai passé le plus de temps. Et ce n'est pas vraiment un hasard, c'est dans le Var qu'il y avait les sites les plus emblématiques : la presqu'île de Saint-Tropez, les salins d'Hyères, l'île de Port-Cros. Pour les Alpes-Maritimes, c'était trop tard. Le Conservatoire est arrivé après la bagarre. En 1975, à sa création, 90 % du littoral des Alpes-Maritimes étaient déjà urbanisés. C'est d'ailleurs le livre *La Côte d'Azur assassinée* qui a contribué à réveiller les consciences. C'est sur le Var, premier département touristique, que la pression foncière était la plus forte. Assez curieusement dans les Bouches-du-Rhône, il y avait déjà une volonté politique affirmée de protéger des espaces

comme la Camargue, les calanques, la Côte Bleue.

Quel est votre plus grand regret ? Le terrain qui vous est passé sous le nez ?

La Bastide Blanche à Ramatuelle, sans hésitation. La bagarre perdue contre Vincent Bolloré reste un regret. Même si pour l'instant, le site est protégé. Son propriétaire entretient bien la vigne. Il faut dire qu'on a fait notre boulot aussi et le tribunal a mis une clause d'inaliénabilité sur cette propriété.

Craigniez-vous alors que, derrière ce rachat, il y ait un projet immobilier ?

Il faut toujours se méfier. Il ne faut pas oublier qu'à l'époque Bolloré était actionnaire à hauteur de 5 % du groupe Pierre et Vacances, celui-là même qui, lors de la précédente procédure en 1992, s'était intéressé à la Bastide Blanche. Et puis à proximité, on avait racheté

« C'est dans le Var qu'il y avait les sites les plus emblématiques »

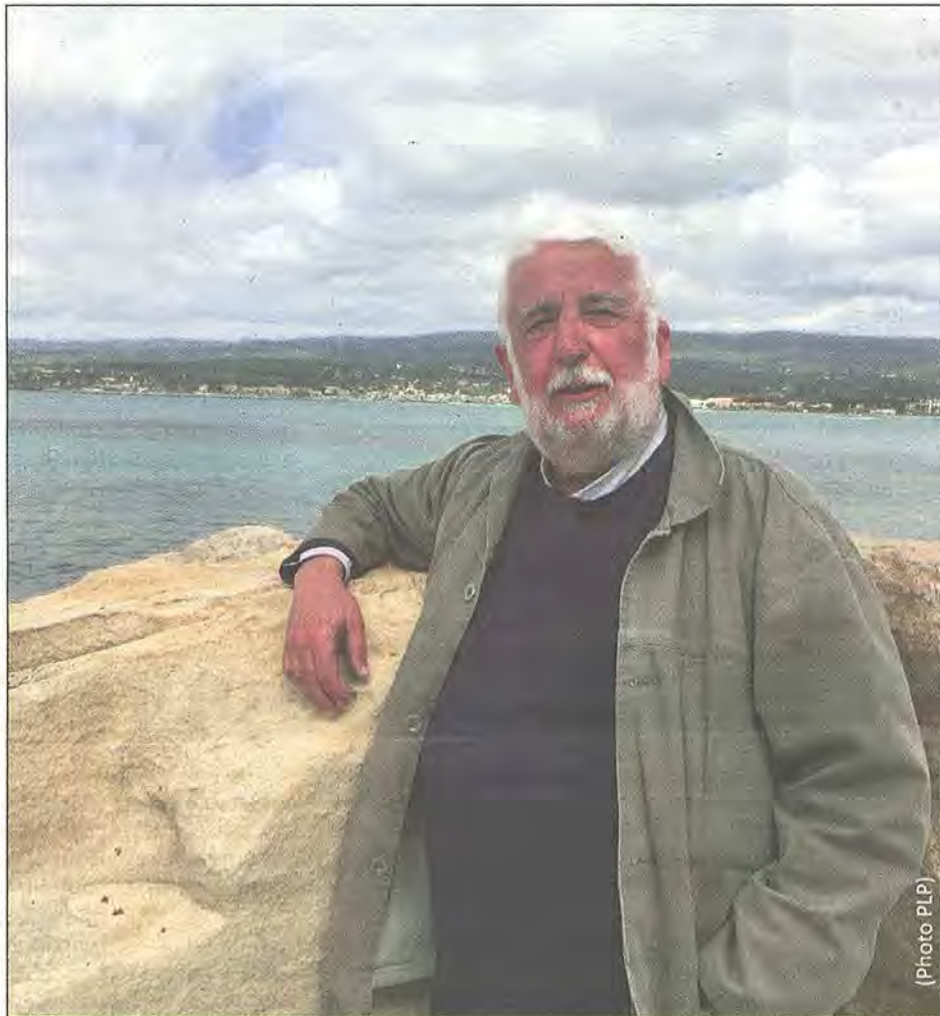
le cap Taillat au Club Méd...

Plus de 15 ans après, vous n'êtes pas tendre avec Bolloré ?

Je l'égratigne effectivement. Avec ses faux airs d'enfant de chœur, il m'a roulé. Ce qu'il a fait à plein d'autres gens. Il est charmant, séduisant, mais c'est un bonimenteur. Mais par rapport au portrait que lui a récemment dressé *Complément d'enquête*, j'ai été cool. Des gens m'avaient prévenu : « Ne crois pas un mot de ce qu'il te dit ». Mais j'ai toujours eu comme principe de faire confiance aux gens, jusqu'à preuve du contraire. Là, j'ai eu la preuve.

Quel regard portez-vous sur la loi littoral dont on fête cette année les 30 ans ?

Cette loi nous a bien aidés, car le Conservatoire du



(Photo: PLP)

littoral n'est pas en charge de la réglementation, ni de la législation sur le littoral. Son seul métier, c'est d'acheter pour protéger. La loi littoral a fixé le cadre entre protection et développement. Mais en 1986, elle a été très mal perçue par les élus qui venaient de se voir attribuer une compétence en matière d'urbanisme par les lois de décentralisation de 1982. Dans le Var, les contentieux d'application de la loi littoral ont été particulièrement nombreux. Mais une fois que les choses ont été clarifiées, notamment grâce à la jurisprudence du tribunal administratif de Nice, la loi a largement contribué à faire baisser la pression sur le bord de mer. Même vis-à-vis des grands opérateurs immobiliers qui ont compris que des zones étaient devenues intouchables. La difficulté pour nous, Conservatoire du littoral, a alors été de faire passer les propriétaires fonciers du rêve à la réalité...

Pensez que la préservation des grands espaces en bord de mer est définitivement ancrée dans l'esprit des gens ?

J'en suis persuadé. Le Conservatoire a la chance d'être très soutenu par l'opinion publique. C'est la seule administration qui reçoit spontanément des chèques tous les jours. De 10, 20, 100, 1 000 euros avec un petit commentaire : « C'est bien ce que vous faites, continuez ! ». Aujourd'hui, même les élus deviennent des soutiens du Conservatoire du littoral. Il y a une réelle prise de conscience que ces terrains en bord de mer, ces sites remarquables, sont une ressource touristique et qu'il ne faut pas tuer la poule aux œufs d'or. Si les gens viennent dans le Var, c'est parce qu'il y a encore des grands paysages, des belles plages... En trente ans, les mentalités ont changé. Ce qui n'empêche pas qu'il y ait toujours quelques parlementaires qui essaient de donner

des coups de canif dans la loi littoral. Du jour où on y touche, on ouvre la boîte de Pandore.

Vous évoquez le système politico-mafieux, un mélange des genres qui a longtemps existé dans le Var. Vous n'avez jamais reçu de menaces ?
Ou je ne les ai pas

« On a toujours su trouver des solutions »

comprises. Je pense que si on s'inquiète de ça, on ne fait plus rien. On est paralysé. Il faut sans doute garder une certaine naïveté. Mais très honnêtement, je n'ai pas eu l'impression de subir des pressions.

Avec le recul, vous en êtes surpris ?

Un peu. Mais ça prouve que c'est possible – je ne dirais pas de résister puisque je n'ai pas été sollicité – mais de mener,

même dans un département tel qu'il était à l'époque, une action publique dans l'intérêt général. Sans avoir à prendre en considération des choses qui n'avaient rien à voir avec le cœur du métier.

Ça a dû être passionnant toutes ces négociations. Pourquoi ne rentrez-vous pas plus dans les détails ?

Il faut laisser croire qu'on en a encore un peu sous le pied (rires). Mais c'est vrai, j'ai eu une chance inouïe de faire ce métier. Vous connaissez beaucoup de métiers où vous avez une mission, une liberté d'action et la satisfaction, quand tout est signé, d'avoir un résultat irréversible, définitif ? C'est extraordinaire. Je le répète : j'ai eu une chance inouïe de faire ce métier et l'équipe du Conservatoire du littoral est vraiment consciente de sa mission et fortement motivée.

Les moyens du Conservatoire sont-ils suffisants ?

(Hésitations). Il n'y a pas une acquisition qui ne s'est pas faite pour des problèmes d'argent. On a toujours su trouver des solutions. Soit en s'arrangeant avec des collègues d'autres régions qui ont dû retarder certaines de leurs acquisitions pour permettre à la délégation de Paca de conclure une opération. Soit en se mettant d'accord avec les vendeurs pour étaler les paiements. Ça a été le cas avec les salins du Midi en Camargue où on a payé sur 8 ans. Autre exemple : au Pradet, pour l'acquisition de la Colle Noire et du Cap Garonne, on a pu payer sur 12 ans. En revanche, le Conservatoire, compte tenu de son patrimoine de plus en plus important – 160 000 hectares – manque d'argent pour l'aménagement des sites, la restauration du bâti, l'aménagement de sentiers littoraux...

PROPOS RECUEILLIS PAR P.-L. PAGÈS

plpages@varmatin.com

1. www.batailles-en-bord-de-mer.com



(Photo Patrick Blanchard)

Thierry Fradet maître en l'art de la défense

De l'acquittement de Franck Perletto à la défense, demain devant le tribunal de Nanterre, de Thomas Vergara poignardé par Nabilla, le Toulonnais est tombé il y a vingt ans droit dans le pénal

L'avocat des diables. Des voyous. Cette étiquette souvent placardée sur le front des plus grands pénalistes fait sourire Maître Thierry Fradet. «S'il y a bien des personnes compétentes au niveau de la sélection des avocats, ce sont bien eux. C'est presque un label d'être traité d'avocat de voyous», s'amuse-t-il. Jamais cet enfant de Toulon, choyé par des parents commerçants, n'aurait imaginé un tel parcours. Il a défendu Christophe Rocancourt, l'escroc qui a détrossé Hollywood. Il a obtenu, le 28 avril, l'acquittement de Franck Perletto, accusé d'avoir participé il y a vingt-six ans, à un braquage mortel à Marseille.

Demain, il sera aux côtés de Thomas Vergara à Nanterre, où la sulfureuse Nabilla Benattia doit s'expliquer des coups de couteau portés à son compagnon. «Rien ne me prédisposait à ce métier.» Il aura fallu d'une sortie au collège,

à la cour d'assises de Draguignan, pour que tout bascule. «J'ai été marqué par l'histoire d'une femme accusée du meurtre de son mari qui la battait. J'ai compris, ce jour-là, qu'il valait mieux être défendu par un bon avocat.» Être bon ou ne pas être avocat, le Toulonnais a choisi sa voie. Sans faire les choses à moitié. Il intègre la faculté de droit d'Aix et l'Institut du droit des affaires. Il termine major de promo. Gagne un concours européen en droit des affaires. Les plus grands cabinets lui font les yeux doux.

«Mais j'étais attaché à ma ville. À ma famille.» Il ne se déracine pas et il va, au contraire, poser les solides fondations d'une carrière de pénaliste dans sa ville natale. Exit les affaires. Il suit ses modèles, M^e Jean-Pierre Servel et M^e Marc Rivolet.

Depuis dix-huit ans, il a défendu des membres du grand banditisme, des assassins, des victimes aussi. Défendre des tueurs d'enfants ou des terroristes, il s'y refuse. «Je leur reconnais le droit

En dates

- 1970** : naissance à Toulon.
- 1996** : prête serment.
- 1998** : assure la défense de Franck Perletto dans l'affaire Topaze (stupés).
- 2006** : défend Jean-Marc Pétroff en appel pour le meurtre de Poulet-Dachary, directeur de cabinet du maire FN de Toulon.
- 28 mai 2016** : obtient l'acquittement de Franck Perletto.

d'avoir un avocat. Mais cet avocat ne peut pas être moi.» Pour l'avocat varois, défendre exige une proximité avec la personne poursuivie.

Mais comment trouver ce lien avec un criminel? C'est cette part d'humanité que Maître Fradet veut capter. «Quand je défends Jean-Marc Pétroff pour le meurtre de M. Poulet-Dachary, je plaide pour une juste peine pour un homme qui a une altération mentale.» Dans ses premières années, il se souvient avoir obtenu un acquittement dans une affaire criminelle.

«Quand le client est monté dans ma voiture, il m'a dit: 'La pro-

chaine fois, je m'y prendrai autrement'». Le petit garçon de la rade n'aurait jamais pu imaginer, non plus, assurer la défense de la fille d'un chef de cartel mexicain. «Elle avait été placée, après son interpellation à Nice, sous contrôle judiciaire dans un monastère où j'allais la visiter et dont elle n'avait pas le droit de sortir après sa remise en liberté. Elle a été acquittée et elle est rentrée.»

« On y laisse beaucoup de soi »

Il y a aussi ces moments de découragement. Ceux où l'on souhaite baisser les bras. «Ce métier est très exigeant. Surtout lorsque l'on veut le faire à fond.» Il ne compte pas les heures. Les semaines sans repos. «Un dossier, on l'emporte avec soi. Dans sa tête.» Les gardes à vue ou les parloirs les week-ends. Chronophage, la vie de pénaliste. «On y laisse beaucoup de soi. Et parfois, c'est très compliqué devant les cours d'assises spéciales, avec une opinion publique qui pèse. Et puis, la justice n'a jamais été aussi répressive qu'aujourd'hui.» «Près de vingt ans, ça use.» Alors le 27 avril dernier, lors de sa plaidoi-

rie d'acquittement de Franck Perletto, il a annoncé prendre le large avec les dossiers criminels. Parfois, comme il le dit, il faut savoir remettre l'église au milieu du village. Tout un symbole. Il a débuté sa carrière en assistant le caïd toulonnais et il change de cap professionnel après l'acquittement de celui-ci. Ce dossier lui tenait à cœur. «Ce procès n'aurait jamais dû avoir lieu. Il a finalement eu lieu avec un Franck Perletto, incarcéré depuis dix-neuf ans, très respectueux de l'institution judiciaire qui lui a fait subir des choses critiques. Face à une justice qui n'a pas toujours été à la hauteur.»

À 46 ans, l'homme de droit aspire à d'autres choses. Il revient à ses premières amours juridiques en se consacrant désormais au droit des affaires et au droit pénal des affaires. Avec toutefois quelques dossiers sous le coude. À finaliser. Comme ce jeudi, devant le TGI de Nanterre, avec la défense des intérêts de Thomas Vergara, constitué partie civile dans le procès de sa compagne Nabilla. La vie d'avocat, c'est d'embrasser aussi tous les champs du possible.

PEGGY POLETTO



(Photo Valérie Le Parc)

Bernard Bezzina

la mise aux « poings »

People et passants découvriront ses œuvres tout l'été à Saint-Tropez. Saut dans les ateliers ouest-vaurois de celui que Nougaro décrivait comme un « peintre qui met la main à la pâte de l'âme »

Dans son atelier, partout, des morceaux épars de corps. En bronze, acier, marbre, papier déchiré aussi... Peu importe le matériau, Bernard Bezzina a fait sien cet art du démembrement. « Toutes ces coupes ont un sens. Sûrement des empreintes de la petite enfance. De par mes origines, je travaille un peu comme les bouchers. D'ailleurs, je rêverais de faire une exposition de mes pièces dans une église, suspendues à des crocs! », sourit l'ex-chef de cuisine du Mourillon à Toulon, comme s'il pensait tout haut. « Jeannette (Zwingenberger, Ndlr), ma critique d'art préférée, va encore m'engueuler et me dire d'arrêter de parler comme un animal aux gens », se corrige-t-il en rigolant.

« Ces fragments de corps évoquent les vestiges antiques ensevelis et fracassés par le temps », analyse dans un tout autre langage la franco-allemande qui

depuis une dizaine d'années dissèque le travail de son protégé. Dans les années 70, un jeune guitariste aux origines siciliano-maltaises qui a connu l'épopée de Châteauvallon, puis s'est mis aux fourneaux avant de s'inscrire aux Beaux-Arts et de fréquenter les fours d'une fonderie qui forgeront son identité de bouillonnant sculpteur-plasticien.

Cinq de ses œuvres – main, poing, épaule, pied... – s'incarneront version monumentale dès la mi-juin sur tapis doré, celui des quais de Saint-Tropez. Après Mitoraj l'an dernier, Rabarama ou encore Fernando Botero, c'est bel et bien lui, le Toulonnais, « l'enfant du pays », qui est invité à déployer ses sculptures sur le port cet été. Comme une récréation, loin des musées.

« Je suis heureux que les passants s'approprient mon travail. Posent à côté, grimpent dessus... Ça veut dire que je les inter-

Dates

27 décembre 1956 :

Naissance à Tunis

Années 1970 : Musicien

Années 1990 :

Chef de cuisine

2001 : Première exposition à Monaco

2003 : Découvre la Toscane et y travaille depuis une partie de l'année

Juin-octobre 2016 :

Exposition monumentale à Saint-Tropez.

pelle. Sinon quoi, nos sculptures deviennent des emplâtres, des cataplasmes? », fait-il mine de s'emporter.

À l'image de ses gigantesques poings fermés qu'il jure ne pas être « belliqueux ». Juste des symboles qui procèdent de la Divition, ce langage artistique qu'il a initié et dont la règle consiste à déconstruire, faire voler en éclats la structure pour ensuite la réunir « fondamentalement ». Façon aussi de creuser son propre sillon après

les Arman, César ou Giacometti. Loin des canons creux du pop-art à couleurs criardes.

« Toutes ces figurines en résine, ça finit par devenir vulgaire... Ce n'est pas ce qui m'inspire », rugit le Vairois à crinière qui, lui, s'esquinte en se colletant bronze blanc ou acier Corten.

L'épiderme craquelé de ses poings évoque le lit des fleuves desséchés. Pour ce féru de l'esquisse, il rappelle surtout les hachures d'un dessin. « Je ne suis pas dans le lisse et le léché à la Botero. Je reste dans l'approximatif tout en m'approchant du raffiné... Je suis dans l'onomatopée », insiste ce fan de jazz jadis proche de Folon, Sosno ou Nougaro. « Il est un peintre qui met la main à la pâte de l'âme », disait de lui le Toulousain. Bezzina qui place le travail sur un piédestal, quitte à en « pisser du sang », a fini par décrocher son petit coin de paradis en Toscane.

Il y a trouvé les ateliers et la fonderie qui lui permettent de s'atteler au façonnage de ses œuvres monumentales.

Celles-là même qui s'aligneront sur les quais tropéziens cet été. Avec leurs failles et leurs imperfections ciselées parcourues de

trouées de lumière.

Semblable à la conscience de l'artiste qui – malgré son gigantesque doigt divin montrant la voie – jamais ne cesse de douter. Se bagarrer avec la vie. Et tant pis si cet été

pour certains, ses sculptures ne vont pas au-delà de la toile de fond au moment du traditionnel selfie devant Sénéquier.

« Le monde n'est qu'une accumulation de traces mais restons humbles », conclut le Toulonnais sans velléité de postérité. Malgré ses fragments corporels qui sondent l'éternité.

Les œuvres doivent vivre en extérieur pour ne pas devenir des cataplasmes

Julien Meyrignac, urbaniste : « L'avenir est au centre-ville »

Interview Le fondateur du cabinet Citadia livre son regard sur Toulon. Selon lui, le centre-ville de la capitale varoise est voué à « se décorseter et à s'épaissir » vers le Mourillon

Il pose sur la ville le regard familier de l'un de ses habitants mais aussi l'œil perçant du professionnel. Fondateur du cabinet d'urbanisme Citadia conseil (sept agences en France dont celle de Toulon), Julien Meyrignac a acquis une solide réputation nationale. Aménagement du territoire et planification urbaine constituent son cœur de métier et les collectivités, ses clients à 75 %. Du coup, quand l'urbaniste mise tout sur « la renaissance inéluctable du centre-ville de Toulon », on le suit. Paroles d'expert.

Pour vous qui travaillez dans toute la France, quelles sont les spécificités toulonnaises ?

D'abord un site extraordinaire, cette bande de terre entre la mer, la rade et le Faron. Et sa population, mélangée et cosmopolite. Le centre-ville rénové n'a pas été « boboisé » comme dans nombre de communes où l'on vit chacun de son côté. Les classes populaires sont toujours là. Bien sûr, il y a des difficultés, je ne suis pas naïf. Mais le climat social est très différent de ceux de Nice ou de Marseille. C'est la grande chance de Toulon.

Vous vivez à Toulon depuis 1994. Comment avez-vous vu évoluer la ville ?

Malgré son potentiel, Toulon a été longtemps enfermée dans une crise urbaine importante qui a connu son paroxysme avec la mandature 1995-2001. Après, il a fallu résoudre de nombreux problèmes, retravailler les espaces publics et recréer du lien. Avec toute une série de chantiers un peu dispersés, on ne voyait pas trop où ça irait... Mais il ne fallait pas aller trop vite. Aujourd'hui, tout ce travail préparatoire a payé. Le réinvestissement du centre-

« Le centre n'a pas été boboisé »



Fondateur de Citadia conseil, Julien Meyrignac et son équipe sont installés au cœur de Toulon, rue Gimelli. La rénovation de la place de l'Équerre est l'une de leurs réalisations toulonnaises.

(Photo Frank Muller)

ville se concrétise autour de la connaissance et de l'enseignement, entre les deux pôles à l'est et l'ouest, avec une vie étudiante en train de se structurer. Le centre-ville retrouve de l'attractivité. D'abord passée par la reconquête des espaces publics et des places de La Liberté, de l'Opéra et de l'Équerre.

Puis, par l'économie. Et cette attractivité retrouvée va renforcer l'attractivité résidentielle.

Le centre-ville, c'est vraiment reparti ?

Je suis intimement persuadé de la renaissance du centre-ville. Les

gens reviennent y habiter. Les installations de Nespresso et de Monoprix ont été des signaux forts. Il y a des petits restaurants partout qui se mettent à ouvrir aussi le soir. Des boutiques qu'on ne voit pas ailleurs. Un foisonnement de festivals, etc. Une grande librairie en plein centre, pas toutes les villes en ont ! Il manque juste le côté « fun ». Ce qu'on retient de Montpellier ou d'Aix, c'est le monde dans les rues le soir... De ce côté-là, oui, il y a encore un pas à franchir. Mais les conditions sont réunies. Et petit à petit, la population étudiante fera masse. N'oublions pas ce qu'était le centre de Toulon il y a quinze

ans... Et la place de l'Équerre rénovée va avoir un effet d'entraînement, ouvrir le centre ancien vers l'ouest. Du coup, il va falloir maintenant s'interroger sur la place d'Armes...

Et dans cinq ou dix ans, où en sera-t-on ?

Déjà, là où les « vieux » Toulonnais raisonnent encore en terme de basse et haute-ville, séparées par la « frontière » du boulevard de Strasbourg, les nouveaux venus ne voient qu'un tout. Dans une agglomération de 500 000 habitants, le centre ne

peut que s'épaissir. Il doit se décorseter. Ce sera autour de La Rode, du Port Marchand, du Mourillon. Dans une dizaine d'années, cela formera sans doute un tout. Qui réunira toutes les fonctions attendues d'un centre-ville : se loger, travailler, se divertir.

Quel avenir dans ce tableau pour des quartiers comme Saint-Jean-du-Var ou le Pont-du-Las ?

Ces deux quartiers ont toujours eu leur propre fonctionnement. D'ailleurs, la mosaïque de quartiers toulonnais est une grande force pour Toulon. Mais il faut apporter une attention particulière au Pont-du-Las et à Saint-Jean, territoires plus denses que les autres, très pénalisés par les transports et la circulation. Mais si le centre-ville redevient fort, ce qui est inéluctable, eux aussi reviendront forts.

En a-t-on fini avec la malédiction du centre Mayol, « tueur » de commerces traditionnels ?

Pendant longtemps, les destins du centre commercial et du centre étaient liés. C'était une cocotte-minute avec un dialogue déséquilibré. Dans le schéma de l'époque : grande distribution et franchises. Je n'oppose pas les deux modèles mais désormais,

« Il va falloir s'interroger sur la place d'Armes »

Mayol a d'autres chats à fouetter avec la concurrence d'Internet. Qui peut dire quelles seront les habitudes d'achat dans cinq

ou dix ans ? En revanche, que vient-on chercher dans le centre-ville ? Le marché, les petits restos, les services, les écoles, les crèches. Et une occasion de sortir de chez soi. Pas pour consommer à tout prix mais pour acheter ce qu'on ne trouve pas partout ailleurs.

Avez-vous des projets en cours à Toulon ?

Nous travaillons en ce moment sur un projet de promenade qui permettrait de faire un tour complet du centre-ville, depuis la place d'Armes jusqu'au-dessus de la préfecture, Les Lices, le cours Lafayette et le port d'où repartirait la boucle. Dans un itinéraire sécurisé, balisé pour les piétons et les vélos. Toujours dans ce même objectif de décorseter le centre.

« Tout ce béton » devenu patrimoine

La Loubière, Sainte-Anne, La Solde, Font-Pré, etc. : quel regard portez-vous sur ces nouveaux programmes de logements ?

C'est très important de construire dans le centre. Bien sûr, il y aura des réactions négatives car ces programmes font preuve d'une certaine audace architecturale. C'est ainsi que l'on fabrique le patrimoine de demain. Regardez l'architecture moderniste des années 50-60. On l'a détestée longtemps : « Tout ce béton ! ». Mais c'est

devenu un des canons de la culture mondiale. Aujourd'hui, on vient visiter la piscine du port-marchand pour son architecture ! Toulon possède des strates architecturales très intéressantes : le Moyen-âge et les remparts, le classique, l'haussmanien, la reconstruction, le modernisme et maintenant le contemporain qui est en train de s'écrire. Le bâtiment d'Ingémédia, très original, a parfaitement trouvé sa place. Ce sera la même chose pour le nouveau Chalucet.



11 LES GRANDS DÉFIS DE LA RADE

1 Dossier l'Express

13.04.2016

L'express

An aerial photograph of Toulon, France, showing the city built on a hillside overlooking the harbor. The harbor is filled with numerous yachts and larger ships. In the background, the blue sea meets the horizon under a clear sky. The city's architecture is a mix of modern high-rises and traditional buildings with terracotta roofs.

TOULON LES GRANDS DÉFIS DE LA RADE

DOSSIER RÉALISÉ PAR CORALIE BONNEFOY ET NATHANIA CAHEN
RÉDACTEUR EN CHEF : JACQUES TRENTESAUX
PHOTOS : DAVID LATOUR/ANDIA POUR L'EXPRESS

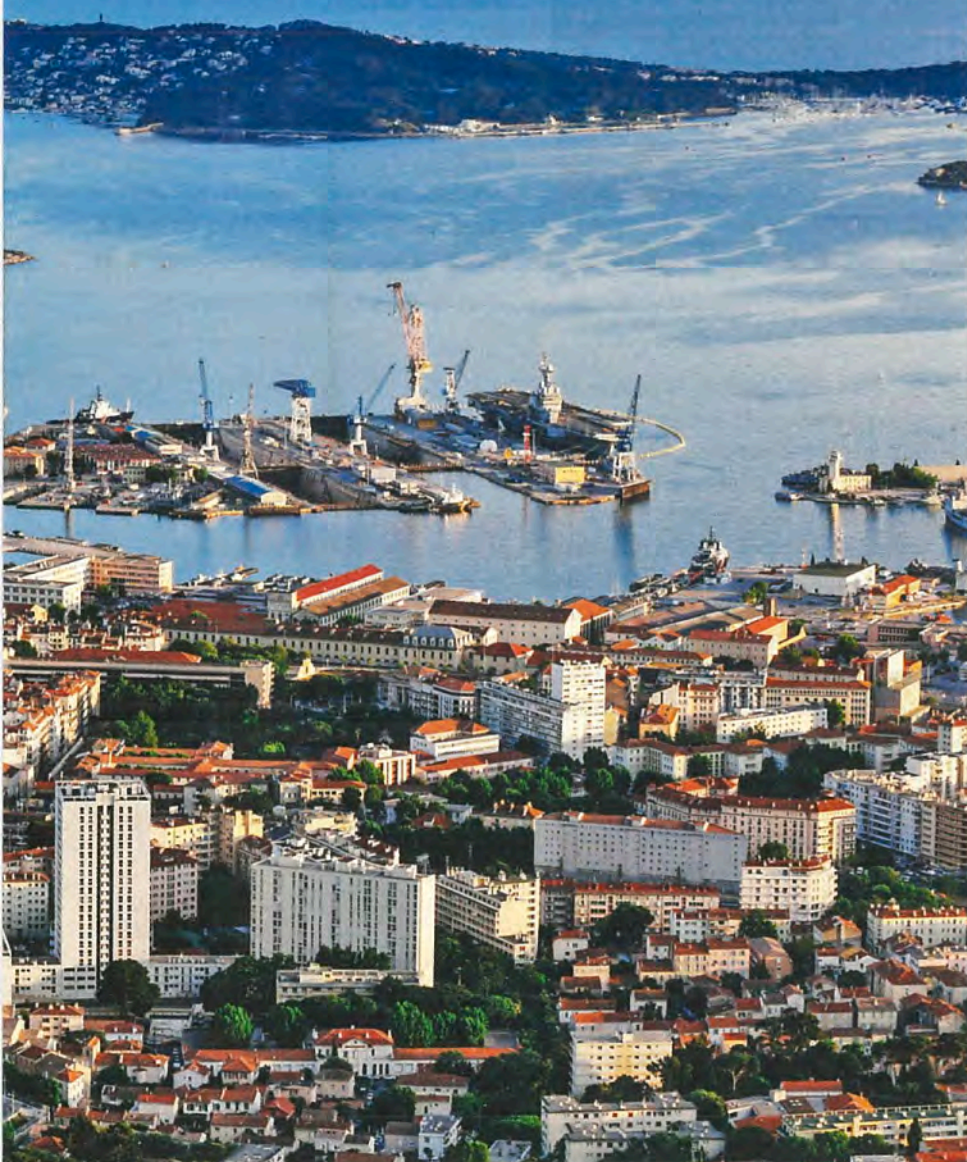
toulon la rade

CAP SUR LA BLUE



Vue sur la rade de Toulon, l'une des plus vastes d'Europe, depuis le Mont-Faron.

ECONOMY !



Les acteurs politiques et économiques en sont convaincus : l'avenir de l'agglomération passe par la rade. Et l'émergence d'un secteur situé à l'intersection entre la mer et les technologies de pointe. Retour sur une métamorphose.

CORALIE BONNEFOY
ET NATHANIA CAHEN

Qui a connu Toulon il y a une quinzaine d'années mesure le chemin parcouru. La cité portuaire s'extirpe du délitement qui menaçait – banditisme, incurie politicienne, quartiers décrépis, économie en berne –, pour s'aménager une place au soleil entre ses imposantes voisines Nice et Marseille. Le résultat d'une politique constructive et de la mobilisation de tous les acteurs de l'agglomération. Si elle faisait depuis longtemps le bonheur des retraités, des touristes et des militaires, la rade semblait économiquement à bout de souffle. Conséquence : « On avait de la ville la vision d'une cité grise avec des bateaux gris... Parent pauvre coincé entre Nice et Marseille, elle souffrait d'un gros déficit d'image », se souvient Jérôme Giraud, directeur des ports à la chambre de commerce et d'industrie (CCI) du Var et ancien cadre dirigeant du Grand Port maritime de Marseille.

Le changement est d'ores et déjà visible à l'œil nu. Outre la prolifération des grues et chantiers, le ballet des navires est incessant. Les activités militaires et civiles (économie, ►►



A. COJEAN/CCI VAR

Jérôme Giraud, directeur des ports à la chambre de commerce et d'industrie du Var, se félicite du développement du trafic portuaire.

► recherche, enseignement...) se rapprochent peu à peu pour constituer la trame d'un tissu solide. « Nous avons la chance de disposer ici d'un concentré de Méditerranée, poursuit Jérôme Giraud. Tout ce qu'elle peut offrir trouve son expression dans la rade : la Marine nationale, la marine marchande, le tourisme ou la plaisance. Plutôt que de les opposer, nous cherchons à tirer bénéfice de l'attractivité des unes à l'égard des autres. La petite plaisance favorise le tourisme ; la Marine nationale aide au développement des industries et offre une présence rassurante bénéfique pour le marché touristique. »

« Notre savoir-faire militaire et civil a une portée internationale »

Site privilégié par la nature et la géographie, Toulon n'est pas partie de zéro. Sa baie, l'une des plus vastes et plus profondes d'Europe, a été choisie dès le XVIII^e siècle pour l'implantation d'un arsenal de la Marine royale au Mourillon.

En 1971, l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) en a fait de même. Sur ce socle a émergé un écosystème de plus en plus perfectionné, tourné vers la *blue economy* (l'économie bleue). « Toulon a une carte à jouer à l'intersection de la mer et des technologies de pointe. Notre savoir-faire militaire et civil a une portée internationale », confirme François Demoulin, directeur de DCNS, le n° 1 mondial de la construction maritime de défense. Et d'évoquer Marylin, un système militaire de sécurité à bord qui désormais équipe tous les sémaphores de France.

De la réparation navale du côté de Saint-Mandrier à l'université de La Garde, tout tourne autour des richesses et ressources de la rade. L'essor des activités de niche, propices au sur-mesure et à l'innovation, est palpable. L'entreprise Océanide est l'une de ces pépites dont s'enorgueillissent les acteurs locaux. Son bassin de génie océanique, à même de reproduire tous les mouve-

ments de l'environnement marin, suscite l'intérêt dans le monde entier.

La CCI du Var, qui gère le port de commerce de Toulon, la zone du Brégaillon et six ports de plaisance dans l'agglomération, peut se prévaloir d'excellents résultats. Elle a réalisé 14 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2015 (45 % pour la plaisance, 55 % pour le commercial). Le trafic portuaire s'est envolé, atteignant presque 1,5 million de tonnes de fret, autant de passagers en partance pour la Corse (ils n'étaient que 600 000 en 2004) et quelque 300 000 croisiéristes par an. Aux côtés des grosses entreprises en place (Orange Marine, Cnim), les implantations se bousculent, dont celui – emblématique – de Monaco Marine, qui vient d'attaquer les fondations de son septième chantier de réparation navale dans la région sur l'ancien site de la Normed à La Seyne, spécialisé ►

Un nouveau capitaine pour les ports

En 2009, le syndicat mixte Port Toulon Provence (PTP) est né d'une association entre le conseil général du Var et l'agglomération Toulon Provence Méditerranée (TPM) pour assurer l'exploitation de 18 ports en gestion directe ou concédée. La loi NOTRe sur la nouvelle organisation territoriale

du 17 août dernier rebat les cartes et PTP va être dissout. Les candidats à la gestion des ports devaient se faire connaître avant le 31 mars. TPM s'est déclarée, mais aussi la commune de la Seyne qui veut récupérer la plaisance dans le giron municipal. Le Préfet de région tranchera d'ici à l'été pour un changement opérationnel au 1^{er} janvier 2017.

► dans les catamarans. Symbole par excellence de la mue engagée par la rade ? La célèbre America's Cup y organisera une épreuve qualificative du 9 au 11 septembre prochain. Ce sera la seule escale française de l'élite de la voile mondiale.

De vieilles habitudes qui sont autant de freins

Tout n'est pas acquis. Il manque encore à Toulon une visibilité, une marque commune qui engloberait l'ensemble des activités, installations et terminaux, estime le sociologue Jean Viard dans son ouvrage *Toulon, ville discrète* (éd. de l'Aube, 2014). Autre axe de progrès à ses yeux : faire en sorte que les recherches du secteur militaire fonctionnent comme incubateur du secteur privé. « Il faut procéder par étapes, estime Robert Cavanna, élu à la métropole. Ce n'est que depuis peu que nous disposons du matériau qui nous permette de communiquer à l'extérieur. »

Si le jeu collectif commence à payer, de vieilles habitudes demeurent qui sont autant de freins. Le millefeuille des décideurs gèle, parfois, les meilleures bonnes volontés. « Ce qui est compliqué

Des gravats pour Monaco

L'extension sur la mer de la Principauté de Monaco (6 hectares) nécessite l'apport de 2,8 millions de tonnes de gravats. Ils seront extraits des carrières du Revest-les-Eaux et acheminés sur site depuis Brégaillon grâce à trois

rotations hebdomadaires de bateaux de 30 000 tonnes. Ce chantier gigantesque, mené par Bouygues Travaux Publics, sera lancé en 2017 et durera deux ans. Il devrait entraîner la création de 750 emplois directs.



Monaco Marine va implanter à Toulon son septième chantier naval dans la région.

dans la rade, c'est que les terrains appartiennent tantôt à l'Etat, tantôt à la commune, qu'ici les terre-pleins sont municipaux et là concédés à la CCI, résume Antoine Hutter, président de l'Association des professionnels du nautisme de la rade de Toulon (APNRT). On y perd son latin ! Certains porteurs de projets ne savent plus à qui s'adresser. Et chacun veut tirer la couverture à soi... » Un professionnel du secteur enfonce le clou : « A Brégaillon, vous passez deux contrôles à 20 mètres d'écart : celui du syndicat mixte Ports Toulon Provence et celui de la CCI. Plus il y a de strates, plus il y a d'inertie et plus on perd de temps. Or nous sommes dans un contexte économique qui demande de la rapidité. »

Malgré tout, la dynamique est bel et bien en marche. Longtemps coupées de leur port et de son passé industriel meurtri, les villes de l'agglomération toulonnaise se tournent à nouveau vers la rade, convaincues que celle-ci constitue le principal levier de développement et d'attractivité du territoire. Antoine Hutter lance une devinette en forme d'évidence : « Prenons le Var et enlevons la mer : que reste-t-il ? » CQFD. ■

« Toulon rattrape son retard »

Professeur émérite en sciences économiques et doyen honoraire à l'université de Toulon, Maurice Catin a décortiqué le développement de la jeune métropole toulonnaise. Ses conclusions sont optimistes : « Si l'on met de côté Montpellier, Toulouse et Nantes, dont le taux de croissance de l'emploi entre 1999 et 2012 s'élève à 2,3 %, Toulon se situe un peu mieux que l'ensemble des aires urbaines de plus de

200 000 emplois (1,4 % versus 1,3 %) et nettement mieux que les aires urbaines comprises entre 100 000 et 200 000 emplois (0,9 %). » Ce bon résultat est dû à la hausse des fonctions dites « métropolitaines » (plus spécialement les prestations intellectuelles et le commerce interentreprises). Sur la même période, le nombre des emplois stratégiques croît de 2,6 % à Toulon, pour 2,2 % dans les grandes aires urbaines et

1,9 % dans les aires urbaines de second rang. Quant au taux de chômage, élevé dans la zone d'emploi toulonnaise, il a proportionnellement moins progressé depuis la crise de 2008-2009 qu'en Paca ou en France entière. « Toulon rattrape son retard, considère Maurice Catin. Depuis une dizaine d'années, son solde migratoire positif est davantage lié à l'arrivée de cadres et d'actifs qualifiés qu'à l'installation de retraités. »



L'économiste Maurice Catin.

UN CONCENTRÉ DE SAVOIR-FAIRE

A cheval sur l'anse de Brégaillon à La Seyne et l'ancien parc floral d'Ollioules, le technopôle est la base avancée du développement économique.

Ils ont joué les précurseurs. En janvier, les 1000 salariés de DCNS ont emménagé dans un immeuble à la façade striée de brise-soleil en béton, signé Jacques Ferrier, au sein du parc d'activités d'Ollioules. Dans ce vaste domaine de 32 hectares, 210 000 mètres carrés

sont dévolus à l'immobilier d'entreprise. Les ronds-points et les plates-bandes de l'ancien parc floral sont soignés, la signalétique impeccable, mais les nouvelles plantations encore frêles. « C'est une vitrine internationale qui nous permet d'affirmer notre identité et

Avec ses 1 000 salariés installés dans le parc d'activités depuis janvier, le site DCNS d'Ollioules est devenu la figure de proue du technopôle de la Mer.



notre ambition dans la conception et l'intégration de systèmes de mission et de combat. Elle renvoie aussi une image high-tech flatteuse qui séduit les jeunes ingénieurs », relève Gilbert Eustache, directeur du site DCNS d'Ollioules.

Classé « très performant » par le gouvernement en 2012

Le leader mondial du naval de défense a milité très tôt pour la création d'un cluster (regroupement d'entreprises de pointe et d'activités de recherche) sur la



3 QUESTIONS À... ÉRIC BOUTIN

« LA MER EST AU CŒUR DE NOTRE STRATÉGIE »



Y. COLAS/S.D.E.P.

Eric Boutin, président de l'université de Toulon, qui réunit 9300 étudiants, dont plus de 600 suivent un cursus en lien direct avec la mer.

Pourquoi privilégiez-vous le développement

d'une « université de terroir » ?

Pour répondre aux besoins de notre territoire. Nos priorités font écho aux dynamiques en cours dans l'espace euro-méditerranéen : mer, santé, tourisme, risques, numérique et développement durable.

Quelle place la mer occupe-t-elle dans les filières existantes ?

Elle est au cœur de notre stratégie depuis plus de quinze ans. L'année dernière, par exemple, les écoles d'ingénieurs Supméca et ISITV ont fusionné pour donner

naissance à SeaTech. Cet établissement, qui relève du concours commun Polytechnique, est expert dans les sciences et technologies marines. Plusieurs de nos laboratoires travaillent dans le domaine de la mer, tels MIO, unité mixte de recherche du CNRS spécialisée sur l'océanographie, ou le Cosmer, qui conçoit des systèmes mécaniques et robotiques. Nous menons aussi des projets interdisciplinaires, comme cette étude en cours sur l'anthropisation du littoral [NDLR : Comment le littoral est transformé par l'action de l'homme], qui réunit des laboratoires de sciences dures et de sciences humaines.

Quelles sont les passerelles avec le tissu économique local ?

L'université de Toulon forme chaque année plus de 400 étudiants en apprentissage et les stages en entreprise représentent près de 500 équivalents temps pleins. Des relations privilégiées ont été formalisées avec des partenaires économiques (DCNS, Cnim), qui s'impliquent dans nos formations par le biais de propositions de stage, de visites, de conférences, voire d'embauches. Nous entretenons également des relations fortes avec certains établissements (l'école de commerce Kedge, l'école d'ingénieurs Isen...) afin de constituer un écosystème.

PROPOS RECUEILLIS PAR N. C.

partie terrestre du technopôle, dont il est le fer de lance. Son ouverture aux activités civiles a coïncidé avec le lancement du pôle de compétitivité Mer Méditerranée, labellisé à Toulon en 2005. Classé « très performant » par le gouvernement en 2012 (et 13^e sur les 71 pôles de compétitivité français), ce pôle compte quelque 400 membres, dont presque un tiers de Varois. Il rejoindra dès septembre le site technopôlitain, un bâtiment de 2000 mètres carrés loué par Technopôle de la Mer (TPM), qui hébergera aussi des entreprises technologiques en cours de recrutement.

Prévue sur le site seynoïse de Brégaillon, la partie marine du technopôle est déjà active à travers le travail collaboratif engagé par les acteurs de la zone, que ce soit des entreprises (Orange Marine, Océanide, Constructions industrielles de la Méditerranée) ou des organismes de renom (CNRS, Centre européen de technologies sous-marines, Ifremer). Elle disposera par la suite d'une base de 2200 mètres carrés dotée d'une plateforme mutualisée d'accès à la mer. Cet écosystème mise surtout sur les technologies de pointe appliquées à la sécurité et la sûreté maritimes (notamment les submersibles habités et les robots sous-marins), aux énergies marines renouvelables ou à l'éolien flottant. Autant de compétences déclinées et approfondies par DCNS et quelques-uns de ses sous-traitants comme Sofresud (systèmes de sécurité), ECA Group (robots pour milieux hostiles) ou Chrisar (acoustique marine).

L'arrivée d'une plateforme de recherche collaborative

« Le technopôle favorise la cohérence de l'activité économique, portuaire, militaire et tertiaire, et consolide les opportunités de partenariats », se félicite Vincent Rigaud, directeur du centre Méditerranée de l'Ifremer. Nous avons reçu la visite d'un groupement d'entrepreneurs américains de San Diego et un autre de Plymouth, en Angleterre. Une

entreprise seule n'aurait jamais eu l'envergure suffisante pour y parvenir. » Parmi les projets susceptibles d'attirer des partenaires du monde entier, le Mediterranean Eurocentre for Underwater Sciences and Technologies (Meust) fait rêver. Il ambitionne de multiplier par 100 la taille du télescope Antares, actuellement immergé à 2500 mètres de profondeur au large de Porquerolles. « C'est formidable de pouvoir disposer

d'un lieu concentrant tous les acteurs », se félicite Patrick Baraona. Le directeur du pôle Mer Méditerranée évoque l'arrivée imminente d'un SEA Lab, une plateforme de recherche collaborative qui devrait permettre de « gagner en efficacité » et de « raccourcir le cycle de mise sur le marché d'un nouveau système ». Prochaine étape pour le technopôle ? Passer de ces belles projections aux effets concrets. **N. C.**



Hervé Brenac, président de l'Agence maritime varoise et de Worms Toulon.

BRÉGAILLON : LE TRAFIC ROULIER, ET APRÈS ?

En cinq ans, les rotations de la compagnie U.N. Ro-Ro avec la Turquie n'ont eu de cesse que de s'intensifier depuis le port seynois. Mais la saturation guette.

Sous un ciel chargé, les remorques de camions attendent, sagement alignées, sur le terminal nord de Brégaillon. Elles seront bientôt chargées dans l'un des navires rouliers de la compagnie turque U.N. Ro-Ro (pour roll on, roll off : roule dedans, roule dehors). Si tout se passe bien, elles seront débarquées dans 67 heures chrono à Pendik, près d'Istanbul. L'avantage est double : 24 heures gagnées sur un trajet routier similaire et un impact moindre sur l'environnement.

Depuis 2011, le port industriel seynois est le théâtre de cet impressionnant ballet. « La ligne a redonné le sourire aux docks. Ils étaient menacés d'un licenciement imminent lorsqu'elle a démarré. Aujourd'hui, elle fait vivre 300 familles », se félicite Hervé Brenac, président de l'Agence maritime varoise et de Worms Toulon, l'opérateur local de la compagnie turque. Avec trois rotations hebdomadaires depuis le milieu de l'année dernière, U.N. Ro-Ro a trans-

porté 55 000 camions en 2015 (contre 37 000 en 2012). Pour 2016, l'objectif est fixé à 60 000. Les retombées en redevances ou contrats de sous-traitance escomptées pour la rade devraient flirter avec les 10 à 12 millions d'euros cette année à comparer aux 6 millions de 2013. Un succès incontestable pour la seule « autoroute de la mer » non-subsidée du territoire français.

« Miser sur l'export vers le Moyen-Orient et l'Afrique »

U.N. Ro-Ro, armateur modeste, a su s'implanter sur un créneau moyen-oriental porteur. « C'est la parfaite illustration d'un marché de niche, modèle économique sur lequel Toulon doit bâtir sa stratégie quand Marseille-Fos est axé sur la massification, embraye Jérôme Giraud, directeur des ports à la CCI. Notre objectif est de consolider l'autoroute avec la Turquie. Puis de miser sur l'export vers le Moyen-Orient et l'Afrique où il y a là des marchés colossaux. » Pour autant, personne ne l'ignore : Brégaillon est un port contraint. « Nous ne sommes pas loin d'être au bout de nos capacités d'accueil de navires », note Robert Cavanna, le président de Port Toulon Provence. Une entrave au développement ?

La CCI, gestionnaire du site, étudie la création d'un ponton pour intensifier l'accueil roulier. Elle a également lancé un plan de 6 millions d'euros de travaux pour la période 2015-2018 qui comprend la réfection des parkings à camions, la rénovation des chaussées lourdes, la sécurisation du site... La possibilité de construire une voie pénétrante depuis l'A50 est à l'étude tout comme la réhabilitation de la voie ferrée – abandonnée – qui arrive jusqu'à Brégaillon. « Nous travaillons sur un axe ferroviaire Brégaillon-Calais qui pourrait voir le jour d'ici 12 à 16 mois et nécessite environ 1,5 million d'euros de travaux », prévoit Hervé Brenac. Autant d'investissements lourds mais cruciaux pour assurer l'avenir du site de Brégaillon. **J.C. By.**

« UN VRAI PORT DE COMMERCE »

Pour Sophie Robert, cofondatrice de DSG, une société de conseil en stratégie et gestion portuaire, le port de Toulon dispose de sérieux atouts pour poursuivre sa croissance.

PROPOS RECUEILLIS PAR NATHANIA CAHEN

Vous avez assisté à la métamorphose du port de Toulon. Comment y est-on parvenu ?

Effectivement, il y a eu du changement sur tous les fronts ! En quelques années, Toulon a su, avec les mêmes opérateurs, devenir un vrai port de commerce, animé par un trafic quasi ininterrompu. Le port s'appuie sur trois pôles distincts et d'égale importance : la Marine nationale, le transport de voyageurs et le fret. Et tous se portent très bien. Il y a eu, à l'évidence, une volonté politique et une dynamique économique orchestrée par la CCI. A cela s'ajoute le choix judicieux, appuyé par Jérôme Giraud, directeur du port depuis deux ans, d'en faire un port de niches – petits volumes, valeur ajoutée et manutention spécifique – plutôt qu'un port polyvalent – beaucoup de vrac et de gros volumes. Deux marchés déterminants, les rotations de l'armateur UN Ro-Ro avec la Turquie et le trafic passagers vers la Corse de Corsica Ferries, ont également contribué à la *success story*. Pour le chantier d'extension du port de Monaco, c'est encore Toulon qui a été choisi pour des convenances techniques, mais surtout géographiques.



L. LACOMBE/ANDIA POUR L'EXPRESS

« Toulon est un port réactif et opportuniste », qui doit « conforter son positionnement multispécialités », estime Sophie Robert.

Quels sont les faiblesses et les atouts de la rade ?

L'acheminement des marchandises jusqu'au port reste fastidieux et ne peut s'opérer qu'avec des camions. Un raccordement au réseau ferré est prévu pour 2018. Il permettra de remédier aux ruptures de charge et de développer le trafic marchandises. L'avantage essentiel de la rade, c'est son accès direct à la mer et son grand tirant d'eau, jusqu'à 10 mètres, qui évite de recourir au dragage. La rade est bien protégée, ce qui permet aux navires d'attendre en sécurité. De plus, les quais sont faciles d'accès et ne nécessitent pas de pilote, à l'exception des manœuvres finales.

La crise risque-t-elle d'affecter le port de Toulon ?

Les ports dits « secondaires » (hors Grands Ports maritimes) font grise mine en raison de la baisse du trafic des matières premières, souvent liées au BTP. Toulon, lui, s'en sort mieux. En 2015, il a transporté 2,5 millions de tonnes (+ 15 %). C'est un port réactif et opportuniste. Il a su profiter des faiblesses de Marseille, dont le capital confiance et la fiabilité ont été entachés par des conflits sociaux à répétition, pour récupérer une partie du trafic passagers pour la Corse.

Quelles seraient vos recommandations pour transformer l'essai ?

Avant tout, conforter le positionnement multispécialités. C'est primordial. Il faudrait également développer les croisières et viser le statut de *hub* [NDLR : plaque tournante]. Cela suppose des infrastructures adaptées bien sûr, mais les retombées d'images seraient appréciables. Enfin, il importe de renforcer le trafic avec UN Ro-Ro vers d'autres ports en Turquie ou au Maghreb, par exemple. Pour y parvenir, il convient d'aider la compagnie à obtenir des aides européennes. A l'arrivée, c'est gagnant-gagnant !

LA MARINE, ACCÉLÉRATEUR DE DÉVELOPPEMENT

Arrivée de fré gates multimission, de sous-marins nouvelle génération ou arrêt technique du *Charles-de-Gaulle* : la Royale se modernise.

La frégate *Languedoc* aligne ses formes futuristes sur les eaux placides de la rade. La nouvelle venue dans le giron toulonnais n'a pas encore pris ses fonctions. Une batterie de tests conduira à son admission au service actif à l'orée de 2017. Un emblème, ce bâtiment... Après le spectre des restrictions budgétaires de la loi de programmation militaire de 2014, la frégate accostée au quai d'honneur incarne « une modernisation de la Marine [qui] passe par Toulon », commente le capitaine de frégate Yann Bizien.

Longtemps, le premier port de la flotte nationale (70 % des bâtiments de la Marine y stationnent) et la ville se sont superbement ignorés. « Ce temps-là est révolu, assure Jérôme Giraud, de la CCI. La défense ne peut se suffire à elle-même. Elle a besoin du monde civil... autant qu'il a besoin d'elle. » Meilleurs exemples de cette « saine porosité » ? L'inauguration, l'an passé, des chantiers de réparation nautique d'IMS 700 en lieu et place de l'ancienne base aéronavale de Saint-Mandrier. Ou l'installation, par les équipes de la Royale, de deux coffres d'amarrage permettant le mouillage de bateaux de croisière dans la rade.

Outre le *Languedoc*, quatre autres fré gates multimissions (FREMM) sont

attendues d'ici à 2022 ainsi que six sous-marins nucléaires d'attaque. Ces arrivées promettent de « stimuler le tissu industriel car il faudra entretenir la flotte comme des infrastructures portuaires », poursuit Yann Bizien. Plusieurs opérateurs locaux, DCNS en tête, interviendront. « La présence de la défense aide

le 16 mars, la frégate *Languedoc* arrive en rade de Toulon. Le bâtiment sera admis au service actif à l'orée de 2017, après une batterie de tests.



E. FTOURNEAU/MARINE NATIONALE

indéniablement l'ensemble de la filière », abonde Robert Cavanna, président de Port Toulon Provence.

Travail sur les fonds marins, réalisations d'appontements, création de nouveaux logements... Cette année, 140 millions d'euros seront investis sur le port militaire. D'ici à 2020, la base navale devrait également se doter d'une « tour de contrôle » dans laquelle prendra place un tout nouveau poste de contrôle (PC). La grande jetée sera, quant à elle, rénovée à compter de 2018. Mais le grand chantier qui fera « palpiter » la base, dès le mois de décembre, c'est l'arrêt technique majeur (ATM) du *Charles-de-Gaulle*. Le mythique porte-avions calera ses 261 mètres de long et 64 mètres de large durant dix-huit mois dans l'un des 12 bassins de radoub de la zone Vauban du port militaire. « Un passage au stand pour lui redonner du potentiel nautique et militaire », reprend Yann Bizien. A Brégaillon, la puissante grue 10P, nécessaire à cet arrêt, déploie ses 100 mètres de hauteur. Assemblée sur un port civil avant d'être acheminée sur la base militaire : vous avez dit symbole ? **C. By.**



En 2015, le port de Toulon a accueilli 119 escales de navires de croisière. L'objectif : 500 000 croisiéristes dans cinq ans, le double en 2025.

LA CROISIÈRE, PLANCHE DE SALUT ?

Toulon s'est hissé au 3^e rang des ports croisiéristes français, tout en confortant sa place de numéro 1 pour le trafic ferry vers la Corse.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 2015, le port a accueilli 119 escales de navires de croisière et 146 demandes (dont 16 inaugurales, 25 doubles escales – soit deux bateaux accueillis simulta-

nément – et 2 triples escales) sont enregistrées pour 2016. Plus de 320 000 touristes devraient fouler les quais seynoïses ou toulonnaises cette année. Les quais affichant complets, certaines escales se

feront par mouillage en rade. « Pour la première, nous recevons des escales avec une nuit en rade, ce qui permet aux croisiéristes de passer tout ou partie de la soirée à terre », se satisfait Laurence Cananzi, présidente de la commission tourisme à la CCI du Var et présidente du Var Provence Cruise Club.

En une dizaine d'années, la croissance du marché des croisiéristes est indéniable – ils étaient moins de 50 000 accueillis dans la rade en 2004. Les objectifs demeurent ambitieux : « 500 000 croisiéristes dans cinq ans, le million en 2025 », synthétise Jérôme Giraud, le directeur des ports de la CCI. Avec une cible précise : la clientèle premium. « Pas luxe, mais haut de gamme, explicite Laurence Cananzi. Soit des voyageurs disposant d'un pouvoir d'achat un peu plus élevé que la moyenne et voyageant dans des bateaux pas trop grands, qui ne ▶▶

► nécessitent pas d'infrastructures trop lourdes. » Pour rester dans la course, le port de Toulon a quand même dû investir. Un terminal flamboyant neuf de 600 mètres carrés vient d'être livré sur le môle d'armement de la Seyne pour un coût de 1,5 million d'euros à la charge de la CCI. « La réalisation d'un nouveau quai de 400 mètres à Toulon est actée pour réceptionner des bateaux de 360 mètres car La Seyne ne peut recevoir aujourd'hui des bateaux de plus de 320 mètres », poursuit Robert Cavanaugh, président de Port Toulon Provence (PTP). Montant estimé des travaux : 34 millions d'euros qui devront être financés par l'Etat, la Région et les acteurs locaux. L'ouvrage, vital pour l'économie de la rade, devrait voir le jour à l'orée 2018-2020.

15 millions d'euros annuels de retombées économiques

Question accueil, il reste encore des progrès à réaliser. Le 8 mars dernier, lorsque les passagers du *Viking Star* débarquent, ils butent sur des palettes posées au sol en raison d'une opération de maintenance du quai Fournel. « L'armateur a escalé et rien n'avait été prévu pour un accueil soigné des croisiéristes... Ça la fout mal ! » s'irrite un professionnel. Malgré une ambition affichée et quelques bonnes idées comme la transformation du palais du commerce et de la mer en gare de transit éphémère avec étals de produits provençaux, des voix discordantes se font entendre. « Pour que les passagers qui descendent – quand ils descendent ! – ne filent pas à Sanary ou Saint-Trop', il faudrait qu'ils aient une bonne raison de rester ici, peste Valentin Giès, président de l'association Toulon @venir. Un musée, un aquarium, un parcours historique fort... Sur son port, Sydney a construit un opéra, qui est devenu sa signature. Nous, sur le plus bel emplacement, entre Darse neuve et Vieille darse, on a un parking

3 QUESTIONS À... PIERRE MATTEI

« NOUVEL OBJECTIF ? LA SARDAIGNE... »



P. FOGHARD-CASABIANCA/AFP

Pierre Mattei, directeur général de Corsica Ferries, a parié sur Toulon pour assurer la croissance de ses activités. Une stratégie qu'il entend intensifier.

Comment qualifiez-vous la progression enregistrée par Corsica Ferries depuis son installation à Toulon ?

Nous avons débuté à Toulon en 2000 et le succès est éclatant. Nous sommes la première ligne vers la Corse avec presque 1,5 million de passagers en 2015. Des « experts » ne nous promettaient pourtant aucun avenir... Pour eux, le port incontournable, c'était Marseille. Nous avons tenu bon. Seize ans après, personne ne songe à nous donner tort. Tout faire depuis Marseille aurait été une erreur.

avec les camions en partance pour la Corse ! Le trafic ferry doit se faire depuis Brégailion. Cela permettrait aussi de limiter la pollution et la circulation en centre-ville. »

L'agglomération et la CCI l'assurent : les retombées économiques des croisières pour le territoire s'élèvent entre 40 euros et 67 euros par jour et par passager, soit une moyenne de 15 millions

Quelle est votre marge de croissance depuis Toulon ?

Sur la Corse, nous avons atteint un plafond. Notre compagnie a transporté 3,5 millions de passagers sur l'ensemble de nos lignes dont 2,5 millions en direction de la Corse. Sur ce total, plus de 40 % sont partis de Toulon ou y ont accosté. Nous réalisons désormais 70 % de l'activité vers la Corse (contre 63 % en 2013) mais ce marché n'est pas extensible à l'infini... et les difficultés de nos concurrents vont finir par se résorber. Nous ouvrons quand même une ligne vers Porto-Vecchio en juin, mais notre objectif principal est la Sardaigne. Le même mois, nous inaugurons une liaison vers Porto-Torres depuis Toulon avec trois à quatre traversées hebdomadaires et six au plus fort de l'été. Si les Français partent de Toulon pour aller en Corse, pourquoi ne partiraient-ils pas de là pour rejoindre la Sardaigne ?

Quels investissements le port de Toulon devrait-il réaliser pour se développer ?

S'il y avait un quai supplémentaire, on ne dirait pas non ! Car il y a parfois quelques problèmes de congestion. Mais ce sont des investissements lourds, qui passent par des financements publics. Cependant, nous sommes à Toulon depuis longtemps et pour longtemps. Nous nous posons donc en partenaire, y compris s'il faut mettre la main à la poche.

PROPOS RECUEILLIS PAR C. BY.

d'euros annuels. On comprend que, malgré la proximité de l'ogre marseillais et de son million de passagers l'an passé, la rade tienne à sa part du gâteau. « Longtemps on a complexé par rapport à nos voisins. Nous avons même tardé à développer ce pan de notre économie, martèle Laurence Cananzi. Aujourd'hui, nous sommes sûrs de nous : Toulon n'a rien à envier à personne ! » **C. By.**

LE GRAND ÉCART DE LA PLAISANCE

Du pointu au yacht de 80 mètres, la baie toulonnaise héberge des milliers d'embarcations qui cohabitent tant bien que mal.

Ce lundi soir d'hiver, de franches bourrasques font moutonner les eaux du petit port de Saint-Elme. Dans les locaux de la base nautique, au bout de l'anse des Sablettes à la Seyne-sur-Mer, la tempête ne fait pas moins rage. Autour de la table : les représentants des Comités locaux des usagers permanents des installations portuaires de plaisance (CLU-PIPP). De Saint-Elme, du Brusuc ou du Lazaret, ils sont vent-debout contre Port Toulon Provence (PTP), le syndicat mixte qui gère leurs ports. Très remontés, les plaisanciers ont décidé de se fédérer pour dénoncer d'une seule voix « hausses de tarifs indécentes, disparités inéquitables, gestion opaque... » La tourmente agace Robert Cavanna. Le président de PTP explique que ces augmentations sont dues à la récupération par l'Etat des taxes foncières 2015 et 2016 en une seule fois.

« Les yachts, c'est bien beau, mais ça ne fait pas vivre la rade à l'année ! »

Au delà de la guerre des chiffres, le malaise – profond – dit la peur d'une confiscation du littoral au détriment de la plaisance modeste. « Les pointus de tradition, c'est notre image de marque, notre patrimoine, la carte postale pour les touristes, explique Jacques Savelli, l'un des porte-parole de la fronde. Les

yachts, c'est bien beau, mais ça ne fait pas vivre la rade à l'année ! Le risque est que nos ports nous deviennent inaccessibles. Bref, qu'on nous foute dehors ! » Robert Cavanna cherche à éteindre l'incendie, mais l'irritation perce dans sa

« Les pointus de tradition, c'est notre image de marque », revendique Jacques Savelli, un des porte-parole des plaisanciers mécontents des hausses de tarifs du port.



voix : « Tout le monde joue à se faire peur ! La petite plaisance ne va pas disparaître. On ne va pas mettre des yachts au Lazaret où il y a moins d'un mètre de tirant d'eau ! »

Petit pointu versus yacht géant : le combat semble inégal. A la Seyne-sur-Mer, le nouveau port Michel-Pacha devait offrir 600 anneaux, essentiellement aux embarcations de petite taille. Mais la délégation de service public (DSP) a été dénoncée deux fois par la municipalité seynoise qui envisage désormais d'ouvrir en priorité ces espaces à la moyenne et la grande plaisance. « On n'est pas idiots, on sait bien qu'un bateau de 18 mètres rapporte plus en redevance qu'une barque. Mais il faut se garder de la tentation du toujours plus », prévient Robert Capobianco, plaisancier du Lazaret.

N'accueillir que la grande plaisance dans le nouveau port de la Seyne ? « Ce serait une erreur, abonde Antoine ➤



Denis Pellegrino, président d'IMS Shipyards, se félicite du succès remporté par les deux pôles de réparation et de transformation de yachts qui affichent complet.

► Hutter président de l'Association des professionnels du nautisme de la rade de Toulon (APNRT). La petite plaisance consomme toute l'année en sellerie, voilerie, moteurs... Les yachts sont une manne, oui. Mais le danger, c'est que les petites entreprises de plaisance n'aient plus de boulot. Il faut préserver l'outil de travail de tout le monde », insiste celui qui est aussi le fondateur de la société Nautiplus, qui veille sur une flotte de bateaux de propriétaires privés de 12 à 20 mètres.

Une activité qui irrigue l'ensemble du tissu économique local

A quelques kilomètres de là, sur le site d'IMS 700, inauguré en avril 2015 en lieu et place de l'ancienne base aéronavale de Saint-Mandrier, de gros et ruti-

lants yachts subissent leurs derniers liftings avant la belle saison. Pour ses premiers mois d'exploitation, le grand frère d'IMS 300 affiche un succès encourageant. « Nous sommes complets sur les deux sites », se félicite Denis Pellegrino, le président d'IMS Shipyards qui rassemble ces deux pôles de réparation et de transformation de yachts dotés de capacités de levage de 300 tonnes pour l'un et 700 tonnes pour l'autre. Le bon démarrage – 120 bateaux en entretien et un chiffre d'affaires prévisionnel 2016 de 20 millions d'euros – se traduit en emplois. « En un an, nous sommes passés de 40 à 120 employés sur les deux sites, poursuit le dirigeant. Le recrutement est à 95 % local grâce au beau réservoir de gens formés par la Marine. » Les retombées irriguent l'en-

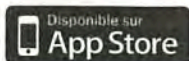
semble du tissu économique local. Autour d'IMS, l'agglomération Toulon Provence Méditerranée (TPM) a judicieusement favorisé l'installation, sur les terrains militaires vacants, d'une douzaine d'entreprises (ébénistes, architectes navals, spécialistes de l'électronique embarquée...).

Assurer la «mixité» de la plaisance et développer d'autres compétences

L'avenir du secteur n'est pas pour autant sécurisé. Son développement exige « plus de places pour les yachts, insiste Denis Pellegrino. Un bateau de 50 mètres en hivernage, c'est 8 à 10 membres d'équipage avec un pouvoir d'achat confortable. » En chef d'entreprise avisé, Denis Pellegrino sait aussi que le territoire doit veiller à diversifier ses activités. Assurer « la mixité » de la plaisance et développer d'autres compétences, à l'image du chantier Monaco Marine, vaste espace dédié aux catamarans et à la réparation des yachts dans la zone du bois sacré qui entraînera la création d'une quarantaine d'emplois directs et deux fois plus d'indirects.

Jérôme Giraud, directeur des ports à la CCI, tient le même discours. Et promet toutefois une montée en gamme : « Nous devons être capables de répondre aux exigences de qualité comme le WiFi gratuit pour tous les plaisanciers. Les lieux de vie des plaisanciers doivent aussi devenir des lieux de vie urbains ouverts. » La CCI va ainsi investir un million d'euros sur le quai des sous-marinières, à Toulon, pour y installer des bancs et des ombrières d'ici à fin 2017. Pour que chacun, plaisancier ou non, puisse admirer les bateaux. Petits ou gros. **C. By.**

Retrouvez les autres éditions régionales de la semaine dans les kiosques des territoires concernés et sur votre tablette ou votre smartphone.



> Le vrai pouvoir des **BRETONS de PARIS**
> **LYON-SAINT-ETIENNE** Massif du Pilat, un territoire surprenant



REVUE de PRESSE

Toulon et ses environs



Photos : Laurent Carte